

HISTOIRE
DES ÉTATS-UNIS

DE

L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE.

PAR ARNOLD SCHEFFER.

A PARIS,

CHEZ RAYMOND, ÉDITEUR
DE LA BIBLIOTHÈQUE DU XIXe. SIÈCLE,
RUE DE LA BIBLIOTHÈQUE, No. 4.

1825.

Dr H W L Lachmann
Août. 1828. Paris

2 fr. 8

22
2 —
12

HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE.

PREMIÈRE PARTIE.

Histoire des Colonies anglaises dans l'Amérique septentrionale, depuis leur fondation jusqu'à l'origine des troubles de 1780.

CHAPITRE PREMIER.

Voyages de découverte ; Essais de colonisation de Henri VII, de la reine Elisabeth et de Jacques Ier.

Le quinzième siècle commença pour les nations européennes une ère nouvelle. Les élémens qui, depuis mille ans, absorbaient l'activité de l'esprit humain, n'existaient plus. Aux guerres de conquêtes, aux guerres féodales, aux croisades, succéda un moment de tranquillité. En Espagne, Fer-

dinand d'Arragon et Isabelle de Castille avaient terminé la longue lutte entre les Maures et les chrétiens. Les factions de la rose rouge et de la rose blanche ne déchiraient plus l'Angleterre, dont les rois n'aspiraient plus à conquérir la France. L'empire germanique ne se précipitait plus sur l'Italie, dont les républiques prospéraient par la liberté et par le commerce. Un nouvel ordre social s'était établi, qui tendait à détruire au profit du pouvoir royal la puissance individuelle des seigneurs féodaux et celle des associations des bourgeois. Une quantité de forces et d'activité se trouva sans emploi, et devait chercher nécessairement une carrière nouvelle, qui ne tarda point de s'ouvrir.

Les changemens opérés dans les habitudes de la vie par le passage de la vie guerrière et indépendante à la vie des cours et des grandes villes, avaient créé des besoins inconnus jusqu'alors. Pour satisfaire à ces besoins, des communications plus fréquentes furent ouvertes entre les diverses parties du monde connu. Des voyageurs et des commerçans aventureux suivirent les caravanes des Musulmans, et pénétrèrent dans l'Arabie, dans les Indes et dans la Chine; leurs récits enflammèrent la cupidité et l'ardeur commerciale des nations européennes, et la découverte de routes directes, principalement pour les Indes, devint tout d'un coup le problême dont les esprits les plus hardis se proposèrent la solution. La navigation fut la carrière nouvelle ouverte à l'activité des peuples; les progrès des sciences, le commerce, les guerres religieuses, contribuèrent à lui donner un développement immense; elle devint

un des principaux élémens de la politique, et par elle, de petits pays, et même des villes sans territoire, se trouvèrent placés parmi les grandes puissances.

La nation portugaise eut l'honneur d'ouvrir la route dans laquelle, plus tard, elle fut devancée par d'heureux rivaux. En peu d'années ses navigateurs visitèrent les mers qui baignent les côtes orientales de l'Afrique; et après avoir doublé le cap de Bonne-Espérance, ils pénétrèrent dans l'Océan-Pacifique, et parcoururent les premiers les chemins qui mènent des ports de l'Europe aux Grandes-Indes. Quelque importans que fussent les résultats de ces voyages, ils laissèrent encore une grande question à résoudre : le chemin découvert était-il le plus direct? Aucune terre ne couvrait-elle l'hémisphère occidental de notre globe? Des savans et des navigateurs s'imaginèrent que le continent indien devait s'étendre à une grande distance vers l'ouest, et se rapprocher ainsi de l'Europe. Telle fut l'erreur à laquelle on doit la découverte du Nouveau-Monde. Christophe Colomb ayant vu ses projets dédaignés par la ville de Gènes, sa patrie, et par la cour de Lisbonne, offrit ses services à Ferdinand d'Arragon et à Isabelle de Castille, qui lui accordèrent une petite escadre (1492). En deux voyages, il donna à l'Espagne toute l'Amérique méridionale, qu'il prit pour une partie des Indes, et dont les habitans reçurent par conséquent le nom d'Indiens, qui leur est resté.

Ce fut une circonstance fatale qui empêcha que le Nouveau-Monde ne fût visité, pour la première

fois, sous le pavillon anglais. Lorsque Colomb se rendit en Espagne pour y offrir ses services, il envoya son frère Bartholomée Colomb faire des propositions semblables à Henri VII, roi d'Angleterre. Bartholomée Colomb tomba entre les mains des barbaresques; relâché après une longue détention, il se rendit auprès de Henri VII, qui accueillit ses offres plus favorablement qu'on n'aurait pu l'attendre d'un prince méfiant et ennemi de tout projet hasardeux. Mais pendant la captivité de Bartholomée, son frère avait commencé son voyage mémorable, dont le succès arrêta les négociations commencées en son nom avec l'Angleterre; pourtant elles ne furent point sans résultat, puisqu'elles laissèrent dans l'esprit de Henri VII une disposition favorable aux entreprises maritimes, et lui firent accueillir les propositions du célèbre Vénitien Giovanni Caboto, qui s'était établi à Bristol (1498). Ce navigateur reçut le commandement du premier armement sorti des ports anglais; comme Colomb, il croyait à l'existence d'une route directe pour les Indes orientales. Il se dirigea davantage au nord-ouest que son devancier; découvrit d'abord les îles de Terre-Neuve et de Saint-Jean, et longea ensuite les côtes du continent américain, depuis le 56e. jusqu'au 38e. degré de longitude. Cherchant toujours un passage vers l'ouest, il ne toucha point la terre pendant cette longue course, et retourna en Angleterre sans avoir tenté aucun établissement sur le continent qu'il avait découvert.

Si Henri VII avait eu l'intention de prendre possession des terres visitées par Cabot, le succès de ce

voyage aurait dû répondre à toutes ses espérances. Des contrées qui s'étendaient sans interruption sous la zone tempérée, offraient une occasion favorable pour établir des colonies sur un sol fertile et sous un climat heureux. Mais à son retour en Angleterre, Cabot ne trouva point de dispositions favorables à l'exécution de pareils projets. Henri VII était engagé dans une guerre contre l'Écosse, et il venait de dompter une insurrection formidable de ses propres sujets; d'ailleurs il avait alors à sa cour un ambassadeur de Ferdinand d'Arragon, et il négociait le mariage de son fils avec une princesse espagnole. Dans cet état de choses, il ne voulait point attaquer les droits de Ferdinand sur tout le Nouveau-Monde, droits résultant d'une bulle, par laquelle le pape Alexandre VI avait fait don à jamais à la couronne d'Espagne de la propriété exclusive du continent de l'Amérique, avec toutes ses dépendances (1). Tout projet de découverte ou de colonisation fut donc abandonné sous ce règne.

Quatre-vingts ans s'écoulèrent depuis le voyage de Cabot avant qu'aucune tentative ne fût faite par l'Angleterre pour profiter de ses découvertes. Le règne de Henri VIII, époque de la réformation, ne fut nullement favorable aux expéditions lointaines. Marie fut trop bonne catholique pour mettre en doute le droit que s'était arrogé un pape de donner à qui bon lui semblait les pays habités par des païens. D'ailleurs elle était mariée à Philippe II, roi d'Espagne. Pourtant, sous ces deux règnes, des armateurs

---

(1) *Voy.* Note n°. 1.

anglais firent de nouvelles tentatives pour découvrir un passage vers les Indes, et quoique cette recherche fût infructueuse, quant à son objet principal, elle servit à étendre la sphère des connaissances nautiques et le commerce des Anglais. Leurs vaisseaux visitèrent les côtes de l'Afrique, de la Syrie et de la Russie.

Du règne d'Elisabeth date la fondation de la puissance maritime de l'Angleterre. Alors les papes avaient perdu leur puissance, et la bulle qui partageait le Nouveau-Monde entre les Espagnols et les Portugais, n'était pas même reconnue par les souverains catholiques. Il s'était formé insensiblement un nouveau droit public relatif à l'Amérique; c'était le droit *de première découverte*, en vertu duquel quelques aventuriers prenaient possession, au nom d'un souverain quelconque, d'une terre habitée par des millions d'hommes, « *soit gentils, soit idolâtres,* » en plantant sur leur rivage un morceau de bois ou un drapeau. D'après ce prétendu droit, l'Amérique septentrionale appartenait à la couronne anglaise, et aucune nation ne songeait alors à lui contester ce titre de possession. Une seule tentative de colonisation avait été faite dans ces vastes régions, et les traces mêmes en avaient disparu (1). Sous la direction de l'amiral de Coligny, des huguenots français s'étaient établis

---

(1) *Voy.* Note n°. 2. Cet essai de colonisation des Huguenots français mérite une place dans l'Histoire de l'Amérique.

dans la Louisiane. Charles IX, qui avait encouragé cet établissement, concerta avec l'Espagne le massacre de ses sujets qui avaient passé au Nouveau-Monde. Une escadre espagnole traversa l'Atlantique, surprit les Français sans défense, et les massacra jusqu'au dernier. Un catholique français, le chevalier de Gourgues, vengea cet outrage fait à l'humanité. A ses propres frais il équipa quelques vaisseaux, attaqua les Espagnols qui avaient remplacé les colons français, et les extermina tous; mais il n'y forma point d'établissement.

L'Amérique septentrionale était donc ouverte tout entière aux entreprises de l'Angleterre. Les pêcheries sur les côtes de Terre-Neuve et le commerce avec la Russie et avec la Perse avaient pris un grand développement. Drake parcourut tout l'Océan-Pacifique, et longea les côtes de la Californie jusqu'au 42e. degré de latitude septentrionale. Les découvertes faites dans ce voyage animèrent d'une vive émulation tous les hommes entreprenans, et bientôt des projets furent formés pour coloniser la partie de l'Amérique qui, jusqu'alors, avait été seulement visitée par les navigateurs.

Parmi les hommes qui donnèrent de l'importance à ces projets, sir Humphrey Gilbert du Devonshire, mérite d'être remarqué comme ayant tenté le premier de former une colonie anglaise dans le Nouveau-Monde. Après avoir servi avec distinction en France et en Irlande, il s'était appliqué aux sciences nautiques avec la passion et les illusions qui excitent les hommes aux entreprises hasardeuses. (1578) Il obtint de la reine des lettres-

patentes qui l'investirent de tous ses pouvoirs nécessaires pour établir une colonie au-delà des mers. Ces lettres-patentes sont dignes d'une attention particulière, et comme étant la première chartre accordée par la couronne d'Angleterre à une colonie, et comme faisant connaître la manière dont de pareils établissemens étaient compris à cette époque. Elisabeth autorisa sir Humphrey à découvrir et à prendre possession de terres éloignées appartenant aux Barbares, et n'étant point occupées alors par un prince ou un peuple chrétien. Elle l'investit, lui et ses héritiers pour toujours, du plein droit de propriété sur le sol des contrées dont il prendrait possession. Elle permit à ceux de ses sujets, disposés à accompagner Gilbert, d'aller s'établir dans les pays qu'il voudrait coloniser, en conservant les droits de citoyens libres et indigènes de l'Angleterre. Elle ordonna que toutes les terres accordées à sir Gilbert releveraient directement de la couronne, à laquelle était réservé le cinquième des métaux précieux qu'on y découvrirait. Enfin, elle lui conféra les pouvoirs royaux dans ces pays mêmes et sur les mers adjointes, avec défense à toute personne de s'établir dans une étendue de deux cents lieues, de tout endroit que sir Humphrey ou ses associés auraient occupé dans l'espace de six ans (1).

Munis de ces pouvoirs extraordinaires, sir Gilbert, secondé par son beau-frère, Walter Raleigh, réunit des associés et équipa des vaisseaux. Mais la

(1) Robertson, liv. IX, pag. 22.

fortune lui fut contraire; deux expéditions, qu'il conduisit en personne, échouèrent complètement. Dans la seconde (1580), il périt lui-même; le naufrage de son vaisseau le plus considérable, le malheur d'avoir pris terre sur la côte inhospitalière au nord du cap Breton, et l'indiscipline de ses équipages, firent manquer une expédition dont les talens et le caractère du chef devaient assurer le succès. Le malheureux résultat d'une tentative dans laquelle son beau-frère avait perdu sa fortune et sa vie, ne découragea point Walter Raleigh (1584); ayant obtenu de la reine des lettres-patentes semblables à celles données à sir Humphrey, il envoya d'abord deux petits bâtimens, afin de prendre connaissance des côtes, du sol et des productions de l'Amérique septentrionale. Ils visitèrent principalement le pays qui forme actuellement la Caroline, et firent un rapport si favorable sur la beauté du pays et la douceur de son climat, qu'Elisabeth lui donna le nom de Virginie, en commémoration que cette contrée avait été découverte sous une reine vierge.

Walter Raleigh envoya successivement trois colonies dans l'Amérique septentrionale (1585); elles s'établirent dans l'île de Roanoke, vis-à-vis du continent de la Virginie; les premiers colons se livrèrent à la recherche des métaux précieux, et par cette imprudence, ils furent réduits à une telle détresse, que l'amiral Drake se vit obligé de les ramener en France (1586). La seconde expédition fut trop peu nombreuse pour résister aux attaques des sauvages; et la troisième périt, parce que Raleigh

ne put lui envoyer les secours nécessaires dans un moment où l'Angleterre était menacée par la grande flotte espagnole, nommée d'avance l'*Armade invincible* (1587). Découragé par ces échecs, il céda ses droits sur la Virginie (1596) à une compagnie de négocians de Londres, qui se contenta de faire un petit commerce de pelleteries avec les Indiens, et qui ne fit aucune tentative pour occuper le pays. Le seul résultat des essais de colonisation faits sous le règne d'Elisabeth, fut l'usage du tabac, que les colons ramenés par Drake avaient appris des indigènes de Roanoke (1), et qui, adopté par Walter Raleigh et par ses amis, se répandit avec une rapidité inconcevable.

Sous le règne de Jacques Ier. (1603), plusieurs circonstances se réunirent à-la-fois pour favoriser l'esprit de colonisation. Elisabeth faisait la guerre aux Irlandais, qu'on qualifiait de *rebelles;* elle soutenait les Provinces-Unies contre l'Espagne, et se mêlait activement aux affaires du continent; son successeur détestait tout ce qui avait rapport aux armes; il fit la paix avec l'Espagne, et laissa en repos les Irlandais, qui n'étaient point soumis. En même temps il aimait les nouveautés, et se passionna facilement pour les projets de fonder des colonies au-delà de l'Atlantide. Enfin, les dissensions

(1) Les Indiens attribuaient à l'usage du tabac une foule de vertus imaginaires, et ils regardaient la plante elle-même comme un don précieux du ciel accordé aux hommes pour les consoler des malheurs attachés à l'existence.

politiques et religieuses qui éclatèrent sous son règne fournirent des colons nombreux, et tels qu'il en fallait pour peupler le Nouveau-Monde de citoyens, et non d'aventuriers uniquement disposés à chercher fortune.

Pourtant après tant d'efforts infructueux, il fallait un nouveau motif d'encouragement pour de pareilles entreprises, et cet encouragement fut donné par le voyage de Bartholomé Gosnald (en 1602). Ce navigateur, au lieu de suivre la route tracée par ses devanciers, par les Indes occidentales et le golfe de Floride, se dirigea droit à l'ouest, et découvrit la route directe vers l'Amérique septentrionale, plus courte d'un tiers que l'ancienne. Il visita les côtes du pays appelé depuis la Nouvelle-Angleterre, et en fut tellement enchanté, qu'il fut sur le point de s'y établir; mais la faiblesse de son équipage lui fit renoncer à ce dessein. Son rapport, vérifié par des bâtimens expédiés par le commerce de Bristol et par les lords Arundel et Southampton, donna lieu à la formation d'une association ayant pour but de coloniser l'Amérique du nord. Un savant célèbre, Richard Hakluyt, se chargea de régulariser et de diriger les travaux de cette association, qui ne tarda pas de présenter à Jacques Ier. une pétition, afin d'obtenir la sanction royale pour l'exécution de ses projets.

Cette pétition fut reçue favorablement (1606); mais comme l'étendue et l'importance du continent américain commençaient à être connues, Jacques Ier. n'accorda point à une seule compagnie le don d'une contrée si vaste. Il partagea en deux portions égales

la partie du Nouveau-Monde qui s'étend depuis le 34e. degré de latitude au 55e.; l'une des deux portions reçut le nom de première colonie, ou de colonie du sud; l'autre, celui de seconde colonie, ou de colonie du nord. La première échut en partage à la compagnie de Londres; la seconde à celle de Bristol, Plymouth, et autres villes occidentales de l'Angleterre. Au lieu d'accorder aux associations le droit d'élire leurs officiers et de faire des règlemens, Jacques Ier. plaça le gouvernement suprême des deux colonies dans des conseils résidant en Angleterre, dont les membres étaient à sa nomination, et qui devaient se conduire d'après des lois et ordonnances émanées de lui. Une autre commission, nommée par le roi et placée en Amérique, devait administrer les colonies selon ses instructions. Afin d'encourager l'émigration, Jacques Ier. accorda aux colons de grands avantages commerciaux : entre autres, la liberté de faire le commerce avec d'autres nations. Ainsi, d'un côté, cette chartre leur enlevait le privilége le plus noble d'hommes libres; d'un autre côté, en leur permettant le commerce illimité avec les étrangers, la métropole était privée de ce commerce exclusif, qu'on a regardé longtemps comme le principal avantage résultant de l'établissement de colonies. Mais, à cette époque, ni le roi Jacques, ni les associations qui reçurent les chartres, ne prévoyaient l'importance future des états qu'on allait fonder.

Ce fut donc sous l'empire de lois, que plus tard on aurait rejetées avec dédain, que fut formé le premier établissement permanent dans l'Amérique

septentrionale. Depuis cette époque, les deux provinces de la Virginie et de la Nouvelle-Angleterre ont une histoire régulière et suivie. La première dans le sud, et la dernière dans le nord, furent les souches des autres colonies, fondées en partie sous leur influence et se modifiant à leur exemple.

CHAPITRE II.

Histoire de la Virginie sous l'administration de la Compagnie de Londres. (1606-1624.)

Plusieurs personnes de distinction devinrent actionnaires de la compagnie de Londres. Pourtant dans l'origine ses efforts furent très faibles; sa première expédition consista en trois bâtimens, portant cinq cents colons (16 déc. 1606); dans ce nombre, il y avait quelques individus de familles connues, tels que le frère du comte de Northumberland et plusieurs officiers qui avaient servi avec distinction sous le règne d'Élisabeth. Le capitaine Newport, qui commandait l'expédition, suivit l'ancienne route, par les Indes occidentales, et ce ne fut qu'après un voyage de quatre mois qu'il arriva dans les parages de l'Amérique septentrionale (26 avril 1607); mais il approcha de la côte avec un bonheur que n'avait eu aucun de ses prédécesseurs, car ayant été poussé par une tempête au nord de l'île de Roanoke, sa destination, il pénétra dans la baie du Chesapeak. Les mémoires d'un de ces aventuriers (1) nous apprennent qu'ils contemplèrent avec ravissement et admiration cet immense réservoir, dans lequel se réunissent un grand nombre de fleuves qui fertilisent cette partie de l'Amérique, et semblent ouvrir tout l'intérieur

(1) *Smith's Travels.*

du pays à la navigation et au commerce. Newport suivit la rive méridionale de la baie, et remonta un fleuve que les indigènes appelaient Powhatan, et auquel il donna le nom de James-River. D'après l'avis de tous les émigrans, le pays fut jugé plus favorablement situé pour une colonie que la côte dangereuse, au sud, où leurs compatriotes avaient tenté autrefois de s'établir. Ils débarquèrent en conséquence, et se fixèrent à un endroit qu'ils appelèrent James-Town, nom qu'il conserve encore, et qui désigne la ville la plus ancienne de l'Amérique septentrionale.

Quelque favorable que fût l'emplacement choisi par les colons, leur situation n'en devint pas moins fort embarrassante, et en peu de temps ils se virent réduits à la dernière extrémité. Le conseil destiné à gouverner la colonie avait été nommé par lettres closes, qui, selon les instructions du roi, ne devaient être ouvertes que ving-quatre heures après l'arrivée des vaisseaux à leur destination. Cette singulière disposition fut cause que la plus violente dissension éclata parmi les principaux émigrans, pendant la traversée même. A peine le conseil fut-il institué, qu'il commit une injustice envers le seul de ses membres qui, par ses talens, pouvait sauver ses compagnons de fortune. Le capitaine Smith fut exclu du conseil et mis en prison, en attendant qu'on pût le renvoyer enchaîné en Angleterre. Bientôt la guerre avec les Indiens, et les maladies, suites du changement de climat et de la famine, décimèrent les colons. Smith seul avait conservé la vigueur nécessaire pour braver tous les dangers et pour les surmon-

ter. Il oublia les mauvais traitemens qu'il avait éprouvés et se mit à la tête des affaires. Il commença par entourer James-Town de fortifications suffisantes pour repousser des sauvages armés de flèches et de *tomawhac* (1); il pénétra ensuite au milieu des tribus indiennes au moment de la révolte, et les força à partager leurs provisions avec les colons; l'abondance revint à James-Town. Mais dans une des excursions de Smith, il fut surpris seul par une troupe de sauvages et fait prisonnier, après une vigoureuse résistance. Déjà le couteau était levé pour le *scalper*, lorsque Smith sut piquer la curiosité de ses ennemis en leur montrant un compas marin. Ils résolurent alors de donner plus de solennité à sa mort, et le conduisirent vers Powhatan, le sachim, ou chef le plus puissant de ces contrées, qui ordonna son supplice. Déjà sa tête était placée sur une pierre et la massue était levée pour l'écraser, lorsque cet attachement des femmes américaines qui sauva souvent des Espagnols prisonniers, lui conserva la vie. La fille favorite de Powhatan, que les écrivains anglais appellent la princesse Pocahuntas, se précipita entre ses bourreaux et lui, et le couvrant de son corps, elle obtint sa vie par ses larmes et ses prières; peu de jours après elle lui procura sa liberté.

De retour à James-Town, Smith trouva la colonie, qu'il avait laissée dans un état florissant, li-

---

(1) Haches d'armes, instrument dont les indigènes de l'Amérique septentrionale se servaient avec une grande adresse.

vrée à l'anarchie et au désordre, et réduite à trente-huit individus, qui se préparaient à s'embarquer dans une chaloupe, afin de fuir une contrée où ils ne prévoyaient que la mort. Il sut empêcher l'exécution de ce projet et rétablir l'abondance. Newport revint peu de temps après à James-Town, et y laissa un renfort de cent vingt nouveaux colons, et des provisions de bouche, des instrumens de labourage et des munitions. Malheureusement on crut découvrir de l'or dans un ruisseau sortant d'un banc de sable au-dessus de la ville : aussitôt il ne fût plus question que de chercher de l'or; toute autre industrie fut négligée. Une nouvelle famine (1608) fut le résultat de cette erreur; alors on eut de nouveau recours à Smith, qui, afin de procurer à la colonie des ressources plus abondantes, se chargea de reconnaître le pays. Dans une misérable barque il parcourut la baie jusqu'au Susquehannah, pénétra dans les *creeks* les plus considérables, et remonta la plupart des grands fleuves jusqu'à leur chute. Il fit connaissance avec les nombreuses tribus qui habitaient ces contrées, fit des échanges avec quelques-unes et en combattit d'autres: chez toutes il fit admirer son audace et respecter le nom anglais. Il rapporta sur l'immense territoire qui compose actuellement les provinces de Virginie et de Maryland, des notions tellement exactes que toutes les recherches postérieures n'y ont découvert aucune erreur. Tandis que l'horizon de la nouvelle colonie s'étendait par les travaux de Smith, des changemens survenus en Angleterre dans l'organisation de la compagnie coloniale, lui

valurent des avantages plus directs. Sur les instances de la compagnie, Jacques Ier. consentit à investir le conseil résidant à Londres, des pouvoirs que la première chartre avait réservés à la couronne. Les actionnaires ou propriétaires de la colonie obtinrent le droit d'élire les membres du conseil, et celui-ci fut investi de la nomination d'un gouverneur de la colonie, et du privilége de faire les lois et les réglemens qu'il jugerait convenables à l'intérêt de la compagnie. Ces nouveaux priviléges (1609) engagèrent plusieurs membres de la haute noblesse, une foule de négocians, et presque toutes les compagnies de Londres, à devenir actionnaires dans la colonie, dont le territoire fut considérablement augmenté.

Le premier acte du nouveau conseil fut d'élire lord Delaware gouverneur et capitaine-général de la Virginie; celui-ci accepta cette charge difficile; mais comme il ne pouvait partir immédiatement, sir Thomas Gates et sir George Summers furent envoyés avec neuf vaisseaux et environ cinq cents émigrans. Un ouragan sépara le vaisseau qui portait les deux chefs du reste de la flotte, et le brisa sur les côtes des Bermudes. Les autres vaisseaux arrivèrent à James-Town, conservé jusqu'à ce jour par le talent et le courage de Smith, qui avait enfin accepté le titre de président du conseil. Les nouveaux arrivans le destituèrent, mais bientôt ils lui rendirent son autorité. Il étendit alors les limites de la colonie, en formant des établissemens aux chutes de James-River et à Nansemond. Mais en revenant d'une excursion, il eut le malheur d'être

blessé grièvement par l'explosion de sa boîte à poudre; ses amis l'embarquèrent à bord d'un bâtiment partant pour l'Angleterre. Lors de son départ (1610), la colonie comptait cinq cents habitans, ayant des provisions, des armes, des instrumens aratoires, et un commencement de troupeau d'animaux domestiques. Privés d'un chef habile, les colons commirent tant d'extravagances, qu'en moins de six mois il étaient réduits à soixante hommes, qui n'avaient plus pour dix jours de vivres, lorsqu'il leur arriva un secours sur lequel ils ne comptaient plus.

Lorsque Gates et Summers furent jetés sur les côte des Bermudes, ils eurent le bonheur de sauver tout l'équipage et une grande partie de leurs provisions. Dans cette île inhabitée, le sol leur offrit une si grande variété de productions, que cent cinquante hommes purent y subsister pendant dix mois dans l'abondance. Ils y construisirent, avec les débris de leur vaisseau et avec les bois de l'île, deux bâtimens en état de tenir la mer, et avec lesquels ils eurent le bonheur d'arriver à James-Town. Mais au lieu d'y trouver une colonie florissante, ils virent sur le rivage le faible reste de leurs compatriotes accablés par la maladie, la famine et le désespoir, et plus semblables à des spectres qu'à des hommes. Tous les vivres réunis ne leur assuraient que seize jours d'existence. On résolut donc de fuir cette terre fatale et de gagner l'île de Terre-Neuve, où ils comptaient trouver des secours auprès des pêcheurs anglais. On s'embarqua en effet; mais à l'embouchure du fleuve ils rencontrèrent lord Delaware avec trois vaisseaux, un nombre considérable

de nouveaux colons, et tout ce qui était nécessaire pour la défense de l'établissement et pour l'exploitation de la terre. Lord Delaware persuada les fugitifs de retourner à James-Town, dont les Indiens ne s'étaient pas encore emparés, et par son administration douce et paternelle, il rétablit la colonie dans un état florissant. Après son départ (1611), il y eut de nouveaux désordres, alors la compagnie envoya, en qualité de gouverneur, sir Thomas Dale, investi d'un pouvoir très étendu, et autorisé même à proclamer la loi martiale. Il déploya ce pouvoir extraordinaire avec sagesse, et James-Town prit un accroissement inattendu.

En même temps la compagnie de Londres vit accroître ses priviléges, et devint une corporation puissante (1612). Jacques Ier. lui concéda une nouvelle chartre, dans laquelle il comprit les Bermudes et toutes les îles à trois cents milles de la côte; afin de la défrayer des frais d'une expédition extraordinaire, elle fut autorisée à établir une loterie qui rapporta 29 mille liv. sterl. de bénéfice. Ce fut le premier exemple, dans l'histoire de l'Angleterre, d'un encouragement public donné à cette manière immorale de séduire le peuple pour lui arracher de l'argent en le corrompant. La chambre des communes qui, vers la fin du règne de Jacques Ier., commença à contrôler les actes du gouvernement, protesta contre l'institution de la loterie, comme inconstitutionnelle et pernicieuse, et força le roi à révoquer cette clause de la chartre coloniale.

Une circonstance plus favorable encore pour

James-Town, fut le mariage d'un de ses habitans, M. Rolfe, avec la princesse Pocahuntas, fille de Powhatan, la même qui sauva Smith. Par suite de cette union, Powhatan et toutes les tribus qui lui étaient soumises, s'allièrent avec les Anglais, et s'engagèrent à les soutenir dans leurs guerres et à leur fournir des vivres. L'exemple donné par Rolfe ne fut point imité par ses compatriotes. De tous les Européens qui s'établirent en Amérique, les Anglais sont les seuls qui aient dédaigné ce moyen facile de se concilier l'affection des indigènes; ceux-ci se voyant refusés quand ils leur offraient leurs filles en mariage, en conclurent que les Anglais les considéraient comme appartenant à une espèce inférieure.

Sir Thomas Dale profita (1612) de la tranquillité dont jouissait la colonie, grâce au traité fait avec Powhatan, pour perfectionner le système administratif. Jusqu'alors les terres étaient labourées en commun; les paresseux se fiaient sur le travail des autres, et les industrieux, voyant que leurs peines n'étaient point récompensées, finissaient par se décourager. Le gouverneur distribua une grande portion de terrain parmi les colons, et par cette mesure seule les productions de James-Town se trouvèrent tout d'un coup septuplées. On commença à se livrer avec ardeur à la culture du tabac, qui offrait de grands profits; toute autre industrie fut négligée, et les colons furent obligés de nouveau de faire des réquisitions sur les Indiens, qui, voyant qu'il n'y avait point de fin à ces exactions, reprirent leur haine contre les Européens, et formèrent

des projets pour se délivrer du voisinage de ces usurpateurs de leur sol.

Sir Thomas Dale eut pour successeur (1617) le capitaine Argal, homme orgueilleux et violent, qui opprima les colons; révoqué par la compagnie de Londres, il fut remplacé par M. Yeardly; celui-ci convoqua (1619) immédiatement une assemblée générale des habitans de la Virginie. Déjà les établissemens s'étaient étendus à une grande distance du chef-lieu, et onze bourgs comparurent par des représentans qui furent admis dans l'assemblée sans difficulté. Le système représentatif se trouva donc tout d'un coup transplanté dans les colonies anglaises, et c'est à cela qu'elles durent leur supériorité sur les établissemens coloniaux des autres nations. La compagnie de Londres donna immédiatement sa sanction à cette nouvelle forme de gouvernement; elle émit une chartre ou ordonnance qui en fixa les bases; le gouverneur fut investi du pouvoir exécutif; un conseil nommé par la compagnie tenait lieu de chambre haute, et la chambre des *burgesses* ou députés des bourgs, eut en partage les fonctions de la chambre des représentans en Angleterre. La compagnie se réserva la ratification des lois faites dans la colonie. Ainsi la constitution de la Virginie se trouva fixée, et ses habitans, de serviteurs d'une association de marchands, devinrent des hommes libres et des citoyens.

Les résultats de cet heureux changement (1620) furent prompts. De nouveaux émigrans traversèrent les mers; jusqu'alors peu de femmes avaient

osé braver les dangers et les fatigues qui les attendaient dans un pays inculte, et les colons ne se considéraient encore qu'en passagers dans une contrée à laquelle ils n'étaient point attachés par les liens de famille. La compagnie envoya en Virginie un nombre assez considérable de jeunes filles pauvres, mais d'une conduite irréprochable; elles furent reçues avec empressement, et mariées immédiatement aux jeunes colons qui payèrent les frais de leur traversée.

James-Town reçut, vers la même époque, un nouveau genre d'habitans. Le roi Jacques ordonna à la compagnie de transporter en Virginie des individus condamnés à la détention pour mauvaise vie ou pour vol. Ces hommes, placés dans une position qui faisait du travail une nécessité absolue, devinrent des membres utiles de la nouvelle société dans laquelle ils furent transplantés. Un vaisseau hollandais, revenant des côtes de la Guinée, vendit aux colons une centaine de nègres. Ce fut la première introduction d'esclaves dans les colonies anglaises, et quoique l'usage d'employer des hommes de couleur comme bêtes de somme, soit évidemment contraire à la morale et aux véritables intérêts d'un peuple, il paraît toutefois qu'il hâta l'exploitation des terres, et servit à augmenter la richesse de la Virginie. Déjà cette colonie produisait plus de tabac que la Grande-Bretagne ne pouvait en consommer (1621), et en vertu de sa chartre primitive, la compagnie établit des comptoirs en Hollande. Cette affaire devint immédiatement un objet de contestation entre le conseil du roi et la

colonie, et fut par conséquent le commencement de la longue lutte dont le dernier siècle a vu la fin.

La population de la Virginie (1622), confinée d'abord aux environs de James-Town, se répandit maintenant sur une vaste contrée, en suivant les bords des grandes rivières qui communiquent avec la baie du Chesapeak. Des tribunaux de comté furent établis; mais au milieu de cet accroissement se préparait en secret un événement qui menaça de détruire la colonie. Powhatan était mort en 1618; les tribus sauvages nommèrent alors pour chef un guerrier venu des frontières de l'empire Mexicain. Opechancanough, tel était son nom, connaissait le danger du voisinage des Européens, et prévoyait la destruction de sa nation; il résolut de la prévenir, et trama un complot dont le secret fut gardé pendant quatre années. Ayant instruit toutes les tribus voisines de ses intentions, il tomba à l'improviste sur les colons, et en massacra dans un instant près de quatre cents. James-Town et les établissemens voisins furent sauvés par la trahison d'un Indien qui avait reçu le baptême. Dans quelques bourgs éloignés, les habitans eurent le temps de prendre les armes, et se défendirent avec le courage du désespoir. Le complot ne réussit donc point en entier, mais il eut des conséquences fatales pour une colonie naissante. Tous les établissemens éloignés furent abandonnés. Les travaux agricoles furent remplacés par une guerre d'extermination. Les Indiens furent poursuivis comme des bêtes féroces; mais comme les colons ne purent les atteindre dans leurs forêts impénétrables, ils leur offrirent la paix. Les sau-

vages, trompés par les offres et par les protestations de leurs ennemis, acceptèrent un traité, et l'exécutèrent de bonne foi. A l'époque de la récolte, les Anglais tombèrent sur eux à l'improviste, massacrèrent ceux qu'ils purent atteindre, et chassèrent les autres dans les bois, où ils périrent de faim en si grand nombre, que plusieurs tribus voisines de James-Town ne reparurent plus; d'autres se retirèrent dans des contrées plus éloignées; cette vengeance atroce des colons, les débarrassa de leurs ennemis, et leur permit de s'étendre de nouveau dans le pays.

Dans cet état de choses, la Virginie avait besoin d'un renfort de colons et d'un envoi d'instrumens de labourage et d'autres objets pour remplacer ce qui avait été détruit par les Indiens. Mais la compagnie de Londres n'était plus en état de faire de nouvelles expéditions. Les questions du droit divin et des droits des peuples occupaient alors tous les esprits en Angleterre. La compagnie, composée en grande partie d'hommes indépendans, pencha du côté populaire, et dès-lors Jacques II résolut de la détruire; tous les malheurs que la colonie avait éprouvés furent imputés à sa charge; on lui proposa une chartre nouvelle qui investissait de toute l'autorité un conseil nommé par le roi; en même temps on fit saisir ses livres et papiers, et arrêter deux de ses principaux membres (1623). La compagnie n'en refusa pas moins avec courage de céder à la volonté despotique du roi; ni promesses ni menaces ne purent la faire changer de sentiment.

Alors une procédure lui fut intentée devant le tribunal appelé *king's bench* (la cour du roi); et les juges, dévoués à la couronne, déclarèrent la chartre forfaite, la compagnie dissoute, et tous ses droits et priviléges confisqués au profit du roi (1624).

Cette mesure illégale et violente fut favorable à la colonie. Il est rare que de pareils établissemens puissent prospérer sous l'administration d'une association de marchands, n'ayant en vue que leurs profits du moment. Toutefois il est juste de dire que les efforts de la compagnie, comparés aux obstacles contre lesquels elle eut à lutter, et aux idées du 17e. siècle sur le commerce et la politique, furent très considérables et soutenus avec une persévérance étonnante. Elle dépensa environ 150,000 l. st. (3,600,000 fr.) dans ses essais de colonisation, et transporta en Amérique environ 9,000 émigrans. Lors de sa dissolution, les exportations de la Virginie ne dépassaient point en valeur 20,000 liv. st., et de ceux qui étaient allés y chercher fortune, il n'en restait que deux mille en vie.

Pendant que la procédure de l'association s'instruisait à Londres, l'assemblée générale de Virginie fut réunie une seconde fois à James-Town. Diverses mesures furent adoptées dans l'intérêt de la colonie; des commissaires du roi vinrent lui signifier l'arrêt prononcé contre la compagnie, et solliciter une adresse de remercîment, lâcheté à laquelle l'assemblée se refusa; elle consentit à faire une pétition dans laquelle elle pria le roi de maintenir la forme

du gouvernement existant, de confirmer à la Virginie l'importation exclusive du tabac en Angleterre, et d'ordonner qu'en cas d'envoi de troupes, elles ne fussent point employées sans l'avis du gouvernement et de l'assemblée.

CHAPITRE III.

La Virginie sous le gouvernement royal (1625-1688).

La Virginie étant devenue une province gouvernée directement par la couronne (1625), Jacques Ier. en confia l'administration à un gouverneur et à douze conseillers ; il supprima la représentation du peuple et s'occupait de rédiger un code colonial lorsque la mort le surprit.

Charles Ier. marcha sur les traces de son père ; le gouverneur de la Virginie fut investi de l'autorité exécutive et législative. Des taxes furent imposées arbitrairement ; la propriété de la compagnie fut confisquée ; des colons furent transportés en Angleterre, afin d'y être jugés pour des délits commis en Amérique ; en même temps, le roi s'empara du monopole de la seule production de la colonie, et défendit à ses habitans de vendre leur tabac à d'autres qu'aux commissaires royaux ; la propriété des terres fut rendue incertaine par des donations que Charles Ier. accorda à ses favoris, et qui étaient faites avec si peu de discernement ou de justice, que souvent elles comprenaient des terres déjà occupées et mises en valeur. Sir John Harvey (1627), nommé aux fonctions de gouverneur, opprima les colons de la manière la plus violente ; lassés enfin de sa tyrannie, ils s'emparèrent de sa personne et

le conduisirent en Angleterre (1636). Mais le roi ne voulut point recevoir leurs plaintes, et renvoya sir John Harvey en Virginie avec les pouvoirs les plus étendus.

(1639) Le besoin d'argent força enfin Charles Ier. à convoquer le parlement. Prévoyant que beaucoup d'actes, émanés de son autorité, seraient sévèrement jugés par cette assemblée, il ne voulut point qu'elle eut à s'occuper de son administration coloniale, opposée en tout aux lois anglaises. Il résolut donc de prendre le devant et d'accorder à la Virginie des priviléges qu'elle aurait pu obtenir du parlement. D'après cette résolution, il rappela sir John Harvey et nomma à sa place sir William Berkeley, homme d'une habilité supérieure et d'un caractère propre à lui assurer une grande popularité. Il l'autorisa à convoquer les représentans du peuple qui, avec le gouverneur et le conseil, formeraient une assemblée générale investie du pouvoir législatif ; les formes de la procédure anglaise furent établies en Virginie. L'influence d'un gouvernement libre fut telle, qu'en peu de temps la colonie prit un accroissement immense de population et de richesse, et qu'elle comptait plus de vingt mille habitans au commencement de la guerre civile en Angleterre.

Sir William Berkeley administra la Virginie pendant quarante années. Ami de la justice, dévoué aux intérêts des colons, il n'en fut pas moins fidèle au roi, et sut maintenir son autorité (1650). Lorsque la monarchie eût été détruite et que Charles Ier. eût péri sur l'échafaud, la colonie

proclama son fils et refusa d'obéir au parlement anglais. Celui-ci ne tarda point d'y envoyer une escadre sous les ordres de sir George Ayscue, avec l'ordre d'employer d'abord la voie de la douceur, mais en cas de résistance, il devait réduire la Virginie par la force. Berkeley voyant qu'il ne pourrait soutenir une lutte aussi inégale, assura à ses administrés une capitulation favorable (1651). Une amnistie générale fut publiée et les colons furent admis à tous les droits de citoyens anglais. Berkeley lui-même se retira dans une plantation éloignée, en conservant l'estime et l'affection de ceux qu'il avait gouvernés.

(1652) Malheureusement la république adopta sur le commerce les vues étroites des derniers Stuarts. L'Angleterre n'offrant point un marché assez vaste pour le tabac de la Virginie, cette production perdit de sa valeur, et l'exportation vers tout autre pays resta interdite. Pendant les dix années du règne de Cromwell, un grand nombre de *cavaliers* se fixèrent en Virginie, soit afin d'y rétablir leur fortune, soit afin d'éviter des persécutions. Ces nouveaux colons y entretinrent la haine contre le système républicain, et l'impatience de se voir délivrés des entraves mises au commerce. Lors de la mort de Mathews, gouverneur nommé par Cromwell, le peuple, profitant de cette espèce d'interrègne, renversa les autorités républicaines et sollicita sir William Berkeley de se mettre à la tête ; il y consentit, et fit proclamer Charles II, réfugié, à cette époque, en Hollande (1660). Heureusement pour la Virginie, Cromwell mourut

dans la même année, et la trahison de Monck rétablit la race des Stuarts sur le trône de la Grande-Bretagne.

La joie des Virginiens, en apprenant ces nouvelles, fut aussi illimitée qu'elle fut de courte durée. Charles II ne paya le dévouement que cette colonie lui avait montré que de quelques paroles gracieuses. Loin d'abolir les restrictions mises à son commerce, elles furent étendues et perpétuées par le fameux *acte de navigation* qui faussa à jamais les idées commerciales de l'Angleterre, l'entraîna dans des guerres injustes et prépara la perte de l'Amérique; mais qui fut considéré long-temps comme un des statuts commerciaux les plus habiles et les plus politiques. Par cet acte, le commerce, entre la métropole et les colonies, ne put avoir lieu que par des bâtimens construits sur les chantiers de l'empire britannique, et dont le capitaine et les trois quarts des équipages fussent anglais. Aucun étranger ne pouvait s'établir dans une colonie anglaise comme marchand ou comme facteur. Les productions coloniales furent classées sous le nom de *marchandises énumérées* (*enumerated commodities*), qui ne pouvaient être expédiées que pour l'Angleterre. D'un autre côté, toute importation dans les colonies fut interdite, à moins d'avoir lieu dans des vaisseaux anglais et chargés en Angleterre. Enfin, on soumit même les exportations d'une colonie vers l'autre aux droits qu'elles payaient en Angleterre. Malgré les plaintes réitérées des colons, l'acte de navigation fut exécuté avec la plus grande rigueur.

(1661) Pendant que le parlement anglais s'occupait si efficacement des affaires coloniales, l'assemblée générale avait été convoquée à James-Town, par sir William Berkeley. Tous les actes qui pouvaient perpétuer le souvenir de la révolution, furent révoqués; l'église anglicane fut rétablie sur les bases de l'intolérance la plus inique ; les donations de terre, faites sous la république, furent annulées (1663). Une pareille réaction n'était pas propre à calmer les esprits. Bientôt une conspiration, à la tête de laquelle se trouvaient des soldats de Cromwell exilés en Virginie, menaça l'autorité royale ; elle fut découverte avant d'éclater. Le tabac continua de baisser de valeur. Un autre grief se joignit à cela. Charles II (1676), afin de récompenser ceux qui lui étaient restés fidèles pendant la révolution, ne trouva rien de plus commode que de leur faire des donations de terre en Amérique, et principalement en Virginie; dans ces donations, il ne respecta point les droits des colons les plus anciens ; il ne fallait dès-lors qu'une occasion pour faire éclater un mouvement populaire, et elle ne tarda pas à se présenter.

Les Indiens, encouragés par la faiblesse qu'ils remarquèrent dans la colonie, renouvelèrent leurs attaques. Nathaniel Bacon, établi depuis quelques années en Virginie, et devenu membre du conseil et colonel de la milice, réunit les mécontens, et se fit nommer général, afin de marcher contre les sauvages. Berkeley regarda cette élection comme un acte de révolte, l'annula de son autorité privée, et ordonna aux colons de se disperser et de quitter

les armes. Cette imprudence excita la guerre civile. James-Town fut pris par Bacon, et presque toute la Virginie reconnut son autorité, qu'il ne voulut exercer pourtant que de concert avec les représentans du peuple. Charles II (1677) envoya immédiatement une escadre au secours de son gouverneur; mais la guerre finit par un événement imprévu. Au moment d'entrer en campagne, Bacon tomba malade et mourut; aucun de ses partisans n'avait ses talens ni son courage, et les insurgés se bornèrent à obtenir une amnistie que Berkeley exécuta loyalement.

Depuis cette époque jusqu'à la révolution de 1688, l'histoire de la colonie n'offre aucun incident remarquable. Le système despotique de Charles II et de Jacques II fut appliqué dans toute son étendue en Virginie. Les colons furent même privés de la dernière consolation des malheureux, du droit de se plaindre. Une loi leur interdit, sous les peines les plus sévères, de parler d'une manière irrespectueuse du gouverneur ou de son administration. Plusieurs séditions furent réprimées par la force. Malgré ces circonstances défavorables, la population de la Virginie continua d'augmenter. L'usage du tabac s'était répandu dans toute l'Europe, et quoiqu'il fût diminué de prix, l'étendue des demandes compensa ce désavantage, et répandit l'aisance parmi les planteurs. Lors de la révolution de 1688, le nombre des habitans de la Virginie dépassait quarante mille, et s'était plus que doublé en vingt-huit ans.

CHAPITRE IV.

Fondation des Colonies de la Nouvelle-Angleterre. (1620-1660.)

Nous avons vu que Jacques Ier. partagea l'Amérique septentrionale en deux portions : la portion la plus septentrionale échut en partage à la compagnie de Plymouth, qui, étant moins riche que celle de Londres, ne fit que des efforts faibles et malheureux pour profiter de la donation royale. La rigueur du climat dans cette partie de l'Amérique, l'aspect d'un pays couvert de fôrêts et sans culture, n'offraient point aux aventuriers un attrait assez puissant pour s'y fixer. Il fallait, pour prendre une pareille résolution, des hommes mus par un autre motif que celui de chercher fortune. Les dissensions religieuses produisirent ces hommes; l'intolérance de l'église anglicane a peuplé la Nouvelle-Angleterre; le culte professé par les colons a déterminé le caractère de leurs institutions politiques; il est donc indispensable d'exposer en peu de mots l'origine des querelles religieuses et les principes du culte persécuté, qui a produit la révolution de l'Angleterre.

Lorsque les mœurs dissolues du clergé romain et les progrès des lumières déterminèrent la grande révolution morale et politique du XVIe. siècle ; elle s'opéra de deux manières différentes : malgré les

gouvernemens, ou d'accord avec eux et sous leur direction. En Hollande, en Suisse, en Écosse, dans quelques états Allemands, en France, elle se fit malgré les gouvernemens; dans ces pays, ceux qui se séparèrent de l'église catholique, adoptèrent les formes simples du culte calviniste et renversèrent toute l'ancienne hiérarchie. Chez d'autres peuples, au contraire, les gouvernemens se mirent à la tête de la réforme, qui, n'ayant point à combattre, en fut moins violente et moins passionnée. Ainsi l'église anglicane, instituée sous Henri VIII et sous son fils, et sous l'influence d'un homme modéré, l'archevêque Cranmer, rejeta l'autorité du pape et le célibat des prêtres; mais elle eut des archevêques et des évêques, conserva la pompe et l'hiérarchie de l'ancien culte, et plusieurs de ses formes, telles que le signe de la croix dans le baptême, l'anneau dans le mariage, l'habitude de s'incliner au nom de Jésus, et de se mettre à genoux au sacrement de la communion. Toutefois il y eut, dès l'origine, des réformateurs plus zélés qui virent ces cérémonies avec horreur. Des peines fort sévères furent prononcées contre ces schismatiques, et plusieurs devinrent martyrs de leur zèle.

Les persécutions contre les protestans en général, qui durèrent pendant tout le règne de Marie, accrurent le nombre des réformateurs absolus. Ceux qui se réfugièrent en Suisse, revinrent sous le règne d'Élisabeth, avec les principes sévères qui étaient professés à Bâle et à Genève. Ils condamnèrent toutes les cérémonies et les rites qui, selon eux, corrompaient la pureté de la religion primitive, et

qui étaient indignes d'une église qui se glorifiait du titre de réformée; leurs partisans s'appelèrent *puritains;* le gouvernement les appela *non-conformistes.* Élisabeth professait entièrement les opinions politiques et religieuses de son père; elle aimait d'ailleurs la pompe dans les cérémonies du culte et regardait les nouveaux sectaires comme des rebelles à son autorité. Les tribunaux ordinaires n'étant point jugés suffisans pour punir les non-conformistes, la reine créa une cour spéciale, sous le nom de *Haute commission pour les affaires ecclésiastiques.* Tout individu qui, pendant un mois, s'était absenté de l'église anglicane, était condamné à l'emprisonnement et à l'amende; la récidive entraînait le bannissement à perpétuité, et si le coupable reparaissait dans le royaume, il encourait la peine de mort, sans bénéfice de clergé. Une erreur présumée de conscience était punie plus sévèrement que les crimes les plus dangereux contre l'ordre social.

Jusqu'alors les puritains n'avaient point eu le projet de se séparer de l'église anglicane; mais se voyant rejetés de son sein, ils devinrent ses adversaires les plus violens. Les plus modérés d'entre eux se rangèrent sous les lois de l'église presbytérienne; les autres regardèrent encore, comme incompatible avec la liberté chrétienne, la subordination à un consistoire, reconnue par les presbytériens. Ces derniers adoptèrent les doctrines de Robert Brown, qui enseignait que toute société de chrétiens s'unissant pour rendre un culte à Dieu, constituait une église, ayant jurisdiction complète

dans ses propres affaires et indépendante de toute autre société : selon lui, la prêtrise ne constituait point un ordre distinct dans l'église, et ne conférait point un caractère indélébile ; tout homme ayant capacité d'enseigner pouvait être élu à cet office par ses frères, moyennant l'imposition de leurs mains; de même il pouvait être réduit au rang de simple membre de l'église par la même autorité; tout membre d'une église devait faire une profession de foi et rendre témoignage s'il se trouvait en état de grâce auprès de Dieu ; enfin, toutes les affaires d'une église devaient être réglées à la majorité de ses membres.

Les browniens furent persécutés de la manière la plus violente. Brown, par une lâcheté qui se trouve rarement dans un fondateur de secte, renonça à ses opinions, et accepta un bénéfice dans l'église anglicane. Sa secte n'en continua pas moins de s'étendre en Angleterre et en Écosse. Une centaine de ses partisans, fatigués de vivre dans des dangers continuels, se réfugièrent en Hollande, sous la direction de leur pasteur, John Robinson. Quoique parfaitement accueillis dans ce pays, ils désiraient pourtant le quitter, parce qu'ils n'y faisaient point de prosélytes et qu'ils redoutaient de voir périr avec eux l'église parfaite qu'ils croyaient avoir fondée. Journellement ils imploraient la Divinité pour qu'elle leur inspirât une sainte entreprise; enfin, ils crurent qu'il leur était ordonné de transporter dans le Nouveau-Monde le modèle parfait des cultes chrétiens. Une pétition, en leur faveur, fut adressée au roi Jacques; mais celui-ci ne vou-

lut promettre autre chose, sinon qu'il les tolérerait en Amérique tant qu'ils y resteraient tranquilles. Espérant être à l'abri des cours ecclésiastiques à trois mille lieues de distance, ils se contentèrent de cette promesse, et obtinrent de la compagnie de Plymouth une cession de terres dans l'étendue de sa patente. Après des efforts (1620) soutenus, après des actes de dévotion réitérés, ils terminèrent enfin leurs préparatifs d'émigration, et le 6 septembre ils quittèrent l'Angleterre sur un seul bâtiment, portant cent vingt colons puritains. Ils se proposaient de se fixer sur les bords de la rivière de Hudson; mais le capitaine de leur navire, gagné, à ce que l'on assure, par les Hollandais, les conduisit tellement au nord, qu'ils se virent forcés de débarquer près du cap Cod, à un endroit qu'ils appelèrent New-Plymouth, et qui fit partie, plus tard, de la province de Massachusset.

Avant le retour du printemps (1621), la moitié des colons avaient succombé aux fatigues et à la rigueur excessive du climat. La liberté de professer leurs opinions religieuses et de se gouverner eux-mêmes, consola les survivans des maux et des dangers qui les entouraient de toutes parts. Même avant de débarquer, ils avaient arrêté les bases de la constitution de leur église et de leur société politique. Tout homme libre, membre de l'église, faisait partie du corps législatif, investi de l'autorité suprême. Comme *peuple de Dieu*, transporté dans la terre promise, ils adoptèrent plusieurs lois mosaïques, telles que la peine de mort contre l'adultère; d'autres étaient puisées dans les saintes

écritures ; ainsi, en imitation des chrétiens primitifs, ils établirent la communauté absolue des biens : au reste, ils reconnurent les lois anglaises comme bases de leur jurisprudence; enfin un gouverneur et des assistans étaient élus annuellement par le corps législatif, et étaient investis du pouvoir exécutif.

Dès qu'ils se virent établis sur le sol américain, ils bâtirent une petite ville, et l'entourèrent de fortifications suffisantes pour repousser les Indiens qui, dans ces contrées, avaient été considérablement affaiblis par une maladie pestilentielle, et que les habitans de New-Plymouth regardaient comme autant de Canéens qu'il leur était ordonné de détruire. Le terrain que ces colons occupèrent était si pauvre, leurs principes religieux étaient si peu sociaux, et les secours qu'ils reçurent de l'Angleterre si peu considérables, qu'au bout de dix années New-Plymouth ne comptait que trois cents habitans. Ils n'acquirent qu'en 1630 une cession légale de leurs terres du conseil de la compagnie du Nord; mais ils ne reçurent jamais de chartre royale. Seule de tous les établissemens en Amérique, cette colonie fut formée par une association libre, dont les membres avaient consenti à reconnaître l'autorité de magistrats créés par eux-mêmes. Elle resta dans cet état d'indépendance et de faiblesse jusqu'au moment où elle fut réunie à un établissement plus vigoureux qui se forma dans son voisinage.

La compagnie de Plymouth n'avait pu réussir à coloniser la portion de l'Amérique qui lui était échue en partage (1620). Une chartre plus étendue

fut accordée à une nouvelle association, qui ne réussit pas mieux que l'ancienne (1627). Les puritains, exposés toujours à des persécutions violentes, commencèrent à envier la tranquillité dont jouissaient leurs co-religionnaires à New-Plymouth, et ils formèrent une association pour régulariser les moyens de se transporter au-delà de l'Atlantique. Ils achetèrent d'abord à la compagnie de Plymouth tout le territoire du Merrimack au Charles-River, et de l'Atlantique jusqu'à l'Océan du sud. Par des partisans secrets de leur culte, ils obtinrent de Charles Ier. une chartre semblable à toutes celles données jusqu'alors. Elle fixait le gouvernement de la colonie dans un conseil des actionnaires résidant à Londres. Bien loin d'assurer aux colons la liberté de leur culte, la chartre stipulait que le gouverneur de l'association ferait prêter à tous les émigrans le serment de fidélité au roi et de reconnaissance de la suprématie de l'Église anglicane. Cette stipulation fut pourtant éludée par les colons. La première expédition fut d'environ deux cents individus (1629); en arrivant à leur destination, ils y trouvèrent les faibles restes d'une centaine de puritains qui, dès l'année précédente, s'étaient transportés en Amérique sous la direction d'un fanatique ardent, nommé Endicott, qui avait été nommé vice-gouverneur de la colonie. Selon l'usage des puritains, l'endroit où ils se fixèrent reçut un nom tiré des Saintes-Écritures, et fut appelé Salem. Les nouveaux arrivans et ceux qui avaient accompagné Endicott étaient presque tous puritains de la règle la plus sévère, et pour des hommes de ce carac-

tère, l'établissement d'une église était le premier devoir et la première nécessité. Ils crurent sans doute avoir reconquis leurs droits naturels en touchant aux rivages du Nouveau-Monde; car, au mépris de leur chartre et de l'autorité dont elle émanait, ils adoptèrent dans leur église la règle qui depuis a été nommée celle des *indépendans*. Ils s'unirent ensemble en société religieuse par un traité (*covenant*) solennel avec Dieu, et, selon eux, en conformité parfaite avec l'Évangile. Ils élurent un pasteur, un instructeur et un ancien, par l'imposition des mains des frères. Tous ceux qui ce jour furent admis comme membres de l'église, signèrent leur adhésion à une profession de foi rédigée par l'instructeur, et il fut établi que personne ne serait reçu dorénavant à leur communion avant d'avoir rendu témoignage de sa foi et de sa sainteté. Leur culte n'avait point de liturgie, et était réduit au dernier degré de simplicité.

A peine ces hommes si long-temps persécutés venaient-ils de jouir de la satisfaction attachée à l'exercice du droit le plus précieux, qu'ils devinrent persécuteurs à leur tour. La tolérance n'appartient qu'aux lumières et à la philosophie, et à cette époque le fanatisme le plus sombre régnait dans toute l'Europe. Parmi les nouveaux colons, il y en eut un petit nombre attaché aux rites de l'Église anglicane. Endicott les expulsa de la société et les renvoya en Angleterre.

En attendant, la compagnie faisait des efforts soutenus afin de fortifier la colonie naissante. Laud était alors à la tête des affaires, et son intolérance

engagea un grand nombre de non-conformistes à chercher un refuge au-delà des mers. Parmi eux, il y avait des hommes opulens et d'une position sociale plus élevée que les premiers émigrans; ne voulant point être serviteurs d'une association de marchands, ils exigèrent que les pouvoirs politiques accordés à la compagnie par la chartre, fussent transférés en Amérique. Malgré les scrupules de quelques membres sur la légalité d'une telle mesure, elle fut adoptée définitivement à l'unanimité, et il fut décidé que le gouvernement de la colonie siégerait dans la Nouvelle-Angleterre même. Par cette transaction, une compagnie de marchands fut transformée en gouvernement provincial; dès sa formation, elle avait montré des sentimens en opposition directe avec les prétentions du roi et de son conseil; ses membres pensaient « qu'un homme ne doit se soumettre à des lois ou à des règles de gouvernement, à moins qu'elles ne soient fondées sur la raison naturelle, les principes d'équité et les règles positives établies par la parole de Dieu. » Ils croyaient encore que « la naissance ne rend pas un homme sujet d'un souverain ou d'un état; qu'il peut fuir le lieu de sa naissance s'il y est persécuté, et qu'alors il ne doit plus d'obéissance au gouvernement sous lequel il était né. » (1) C'est d'après ces principes que les colons puritains s'affranchirent des obligations que leur imposait la chartre royale, qu'ils or-

(1) Hutchinson, Lettre du 7 décemb. 1760. *Gordon*, Robertson.

ganisèrent leur gouvernement et défendirent leurs droits contre la métropole. Quant à Charles Ier., il était alors trop absorbé dans sa lutte contre son parlement pour faire attention à la conduite de la colonie. Peut-être aussi voyait-il avec plaisir l'émigration d'un corps nombreux de sujets dont les opinions lui paraissaient dangereuses, et cette considération lui fit-elle passer sur l'irrégularité d'une mesure qui facilitait leur départ.

L'année suivante (1630), dix-sept vaisseaux portèrent vers la Nouvelle-Angleterre quinze cents émigrans, tous de la secte des puritains. Ils s'établirent autour de la baie de Massachusset, et fondèrent les villes de Boston, Charles-Town, Dorchester et Roxborough. Partout ils instituèrent une église à l'instar de celle de Salem. Un gouverneur, un vice-gouverneur et dix-huit assistans exerçaient le pouvoir exécutif; le pouvoir législatif appartenait à l'assemblée générale des colons. (1631) Dès la seconde réunion de cette assemblée, la chartre royale fut en quelque sorte détruite par une loi qui eut une grande influence sur le sort de la Nouvelle-Angleterre, et qui donna à leurs habitans leur caractère distinctif. Cette loi portait que tous ceux qui n'avaient point été admis comme membres d'une église, ne pourraient être regardés comme citoyens, ni être élus magistrats, ni même servir de jurys; en un mot, tous ceux qui ne professaient point certaines doctrines religieuses, étaient privés des droits de citoyens. Comme il appartenait aux pasteurs d'admettre un colon dans l'église, ou de le déclarer indigne de cet avantage, sans autre règle que leur

bon plaisir, il s'ensuivit que le clergé parvint graduellement à une puissance contraire aux principes de l'église indépendante. Afin d'obtenir la faveur d'hommes dont dépendait la position sociale de tout citoyen, on s'empressa d'imiter leurs manières austères et dévotes, et par cela même, les fanatiques les plus insensés obtinrent l'influence principale, et leurs opinions devinrent la règle générale.

Les discussions théologales qui agitèrent la Nouvelle-Angleterre dès le berceau, ne furent pas même suspendues par les dangers et les fatigues qui accablèrent les colons. Le climat rude et le sol qui était couvert de vastes forêts, causaient des maladies qui enlevèrent une grande partie de la population. Mais de nombreuses recrues arrivèrent sans cesse pour remplacer ces pertes. En même temps la petite-vérole, si fatale aux peuplades sauvages, détruisit une telle foule des indigènes que des tribus entières disparurent dans les environs de Massachusset-Baie. Cette circonstance épargna aux établissemens naissans des guerres dangereuses (1634), et permit aux colons de se répandre dans l'intérieur du pays, et de prendre possession des endroits qui avaient été habités par les Indiens. Ils étaient dès-lors trop éloignés du centre du gouvernement pour assister en personne aux assemblées générales; et dans les divers districts, on nomma d'un commun accord des représentans avec plein pouvoir de délibérer au nom de leurs commettans, et de remplacer l'assemblée générale dans toutes ses fonctions. Le gouverneur et le conseil admirent ces députés, dont le premier acte portait qu'aucune

loi ne pourrait être faite, aucune taxe imposée, et aucun fonctionnaire public nommé, que du consentement des représentans du peuple. Ainsi, en moins de six ans, la compagnie de Massachusset compléta son organisation politique. La colonie cessa d'être une corporation dont les pouvoirs étaient limités et définis par une chartre, et devint une société se gouvernant par ses propres lois.

L'intolérance, qui régnait toujours en Angleterre, continua de fournir des habitans au Nouveau-Monde. Les persécutions exercées par les puritains fanatiques contre tous ceux qui différaient de leurs opinions, même dans les points les plus indifférens, peuplèrent une partie des régions septentrionales de l'Amérique, comprises sous le nom de *Nouvelle-Angleterre*. (1636) Des pasteurs, bannis du Massachusset pour des doctrines sur l'*Alliance des OEuvres* et sur l'*Alliance de la Grâce*, s'éloignèrent avec leurs partisans, et fondèrent Rhode-Island et les Plantations de la Providence. D'autres peuplèrent le Connecticut; d'autres enfin le New-Hampshire et le Maine. Ces colonies nouvelles, fondées par des hommes parfaitement unis de sentimens politiques et religieux, se constituèrent en démocraties pures; leurs habitans ayant éprouvé les inconvéniens de l'intolérance, devinrent tolérans, et ce changement contribua à les faire prospérer. Ils restèrent en union intime avec la mère-colonie. Quant au gouvernement de la métropole, il ne régularisa que long-temps après ces établissemens par des chartres qui sanctionnèrent ce qui avait été fait.

En se répandant ainsi dans le pays, les habitans de la Nouvelle-Angleterre rencontrèrent de nouveaux ennemis. Les tribus indiennes, qui habitaient autour de la baie de Massachusset, étaient faibles et peu belliqueuses; pourtant soit par principe de prudence, soit par sentiment de justice, les premiers colons s'attachèrent à obtenir des indigènes la cession de leurs terres, et à conserver avec eux des relations pacifiques. (1637) Des nations, plus guerrières et plus puissantes, entourèrent les colonies de Providence et de Connecticut; parmi elles, les Pequods étaient les plus formidables. Ils comptaient mille guerriers, dont le courage était célèbre parmi les indigènes de l'Amérique. Prévoyant l'extermination de leur race par le voisinage des Européens, ils invitèrent la tribu des Naragansets à s'unir avec eux et à mettre de côté pour quelques jours leur ancienne animosité. Heureusement pour les colons, une inimitié implacable et héréditaire divisait ces deux peuplades. La soif de la vengeance domine dans le caractère des sauvages, et pour la satisfaire, ils sacrifient toute autre considération. Au lieu d'accepter l'alliance offerte, les Naragansets firent connaître au gouverneur de Massachusset les intentions hostiles des Pequods, et s'unirent avec l'étranger contre leurs compatriotes. Les Pequods n'en entrèrent pas moins en campagne, et commencèrent la guerre à leur manière, en détruisant les établissemens dans leur voisinage et en massacrant des colons isolés; lorsqu'ensuite les Anglais prirent l'offensive, ils se réfugièrent dans des retraites qu'ils crurent *inac-*

cessibles. Les différentes colonies de la Nouvelle-Angleterre avaient décidé de réunir leurs forces, et chacune devait fournir un contingent selon sa population. Les milices du Connecticut furent promptement réunies ; celles de Massachusset furent arrêtées dans leur marche par la cause la plus singulière qui jamais influença une expédition militaire, depuis les poules sacrées des Romains. Au moment de partir, on trouva que, tant parmi les officiers que parmi les soldats, il y en avait qui étaient sous l'*Alliance des Œuvres*, et que la bénédiction divine ne pouvait accorder des succès aux armes d'hommes aussi profanes. L'alarme fut générale, et le temps d'entrer en campagne fut perdu dans des discussions incompréhensibles, et dans le soin de rendre cette petite troupe assez pure pour être digne de combattre dans la cause des saints.

En attendant, les milices du Connecticut avaient marché contre l'ennemi. Les Pequods s'étaient campés sur une hauteur, au milieu d'un marais formé par les sources du Mistic. Cette hauteur était entourée de palissades, seul genre de fortification connu des Indiens. Ils furent attaqués à l'improviste à la pointe du jour, et si un chien n'avait donné l'alarme, ils auraient été massacrés avant de s'être mis en défense. Ils saisirent leurs armes en poussant leur cri de guerre. Mais, à cette époque, ils ignoraient l'usage des armes à feu qui leur inspiraient une grande terreur. Aussi tandis qu'une partie des assaillans les fusillaient à travers les palissades, une autre troupe pénétra dans leur fort et mit le feu à leurs *wigwams* ou

huttes. Un grand nombre de femmes et d'enfans périrent dans les flammes, et les guerriers tombèrent sous les coups des Anglais, ou furent réservés par les Naragansets à une mort plus cruelle. Les milices des autres colonies arrivèrent après ce combat, et les Pequods, chassés de toutes leurs retraites, furent exterminés, au point que le nom même de cette tribu, naguère puissante, disparut dans ces contrées.

Les habitans de la Nouvelle-Angleterre montrèrent, dans ce premier essai de leurs forces, du courage et de la persévérance; mais ils déshonorèrent leur victoire par les cruautés les plus horribles. A l'exemple du peuple de Dieu, qu'ils se proposaient pour modèle, ils crurent devoir exterminer les indigènes, qu'ils qualifiaient de Philistins. Au lieu de considérer les Pequods comme une nation indépendante, vaincue dans une guerre entreprise pour défendre sa propriété et son existence, ils les massacrèrent de sang-froid, ou les livrèrent aux tortures de leurs alliés indiens; d'autres furent vendus dans les Bermudes, ou réduits à l'esclavage parmi eux.

Les résultats de cette campagne remplirent de terreur toutes les nations voisines et assurèrent à la Nouvelle-Angleterre une longue paix. En même temps la population fut augmentée considérablement par de nouveaux émigrans qui préférèrent à une patrie dont le gouvernement violentait leurs consciences et opprimait leur liberté, le séjour d'un pays ingrat n'offrant à ses habitans les moyens de subsistance qu'au prix d'un travail pénible.

Le nombre de ces émigrans attira l'attention du roi et de son conseil ; et bientôt une proclamation royale interdit le transport des passagers vers la Nouvelle-Angleterre, à moins d'une permission spéciale qui ne pouvait être accordée qu'à ceux qui avaient prêté le serment de suprématie et qui s'étaient conformés aux règlemens de l'église anglicane. Dans plusieurs occasions, ces dispositions furent éludées ; mais elles agirent efficacement dans une circonstance remarquable. Olivier Cromwell, John Hampden, Pym, sir Arthur Hazlerig, avec d'autres personnes de leurs opinions, louèrent un vaisseau pour les transporter en Amérique. Ils furent arrêtés dans le port au moment de partir, et Charles Ier. retint, par un acte illégal et par la violence, des hommes qui le renversèrent du trône et le conduisirent à l'échafaud.

(1738) Malgré les mesures adoptées contre l'émigration des non-conformistes, leur situation dans la Grande-Bretagne fut telle, que, dans une seule année, environ trois mille individus passèrent dans la Nouvelle-Angleterre, aimant mieux s'exposer à des peines sévères, que vivre sous l'oppression. Irrité du mépris qu'on montrait pour son autorité, Charles Ier. eut recours à une mesure violente dont il se servait fréquemment. Un mandat de *quo Warranto* fut lancé contre la compagnie de Massachusset, et la cour du roi prononça par sa sentence la forfaiture de la chartre. Heureusement les dissensions qui éclatèrent à cette époque, empêchèrent le roi de s'occuper d'une province éloignée, et

la sentence prononcée contre elle n'eut aucun résultat.

(1640) Les émigrations vers la Nouvelle-Angleterre cessèrent avec la révolution de 1640. Alors la position des puritains changea, et, d'une secte persécutée, ils devinrent les maîtres de l'Angleterre. Leur système religieux et politique domina dans le long-parlement, et presque tous les hommes placés à la tête des affaires appartenaient à cette opinion. Depuis 1626 jusqu'en 1640, vingt-un mille deux cents puritains s'établirent dans la Nouvelle-Angleterre. Les sommes dépensées pour les frais de transport, l'achat des instrumens d'exploitation, et pour les premiers frais d'établissement, montaient, d'après des calculs très modérés, à deux cent mille liv. st. (4,800,000 francs), somme immense pour cette époque, et que des hommes animés d'un zèle religieux pouvaient seuls dépenser pour le succès incertain d'une colonie placée sur une terre qui ne pouvait produire à ses habitans que leur subsistance. Pendant plusieurs années, les colons n'obtinrent même qu'avec difficulté les moyens de subsister; mais, vers 1640, leur travail et leur sobriété leur fournirent quelque excédant comme bénéfice de leurs fonds. Alors ils commencèrent à exporter du blé vers les Indes occidentales, ils se livrèrent à la pêcherie et firent le commerce des bois. Ces trois articles sont restés les objets principaux du commerce de la Nouvelle-Angleterre. Cette province, depuis le commencement de la révolution anglaise, renvoya dans la

mère-patrie un nombre de citoyens égal au moins à celui qu'elle en avait reçu.

(1642) Les puritains d'Amérique tardèrent peu à éprouver la bienveillance de leurs co-religionnaires anglais. Le parlement exempta leur commerce avec la Grande-Bretagne de tout droit quelconque d'entrée ou de sortie. En revanche, les colons firent des prières publiques pour le succès des armes du parlement pendant la guerre civile, et prirent des mesures énergiques pour empêcher chez eux toute tentative en faveur de la cause royale. La liberté laissée à la Nouvelle-Angleterre (1643) fut si grande, que les quatre colonies de Massachusset, de Plymouth, de Connecticut et de New-Haven, purent prendre une mesure qui était presque une déclaration d'indépendance; elles s'unirent entr'elles par un pacte fédératif, appelé ligue perpétuelle d'alliance offensive et défensive, et elles établirent une monnaie à Boston, où elles firent frapper des pièces d'argent portant d'un côté le nom de la colonie, et de l'autre un arbre, symbole de son accroissement progressif. Ces actes vigoureux et sages étaient toujours accompagnés d'autres actes absurdes et injustes dictés par le fanatisme. Les colonies-unies rejetèrent de leur fédération la province de Rhode-Island, parce que les habitans, quoique puritains, se refusaient à persécuter ceux qui n'appartenaient point à l'église dominante. Dans le Massachusset, l'assemblée générale condamna à l'amende et à la prison, comme *perturbateurs du repos public*, ceux qui avaient

présenté une pétition pour jouir de leurs droits de citoyens, quoiqu'appartenant à la religion anglicane ou presbytérienne. Des plaintes furent adressées au parlement anglais ; mais il n'y rendit point justice.

La Nouvelle-Angleterre obtint des faveurs plus grandes encore de Cromwell, qui professait lui-même les dogmes de l'église indépendante et s'entourait d'hommes qui avaient naguère trouvé un refuge dans ces colonies. Il donna aux puritains de l'Amérique une preuve de sa bienveillance dans une circonstance remarquable. Après avoir fait la conquête de la Jamaïque, il conçut un projet digne de son esprit impétueux qui se plaisait dans les choses extraordinaires. Il offrit aux habitans de la Nouvelle-Angleterre de les faire transporter tous dans la Jamaïque. « Une colonie des fidèles, au milieu des possessions anglaises du Nouveau-Monde, devait, disait-il, porter un coup fatal aux idolâtres et aux pécheurs. Des richesses immenses récompenseraient l'industrie de ceux qui cultiveraient ce sol fertile et riche de toutes les productions précieuses de la zone torride. » Il leur offrit encore tout le soutien de sa puissance, et leur promit de les investir du pouvoir de constituer leur gouvernement selon leurs principes. Enfin il exprimait son vœu ardent pour qu'ils prissent possession de la Jamaïque, afin de remplir la promesse de Dieu, de faire de son peuple la tête et non le talon. Mais, à cette époque, les colons s'étaient déjà attachés à une contrée dans laquelle ils avaient joui de la liberté et du repos. Peut-être aussi se trouvaient-ils

plus assurés dans l'Amérique septentrionale contre un changement de gouvernement en Angleterre, et même contre le pouvoir du protecteur. Ils refusèrent donc ses offres dans les termes les plus respectueux.

Du reste, aucun événement important n'arriva dans ces colonies pendant la révolution anglaise. Leurs habitans purent commercer librement même avec les pays qui étaient en guerre avec la métropole; pour eux seuls les lois sur la navigation n'étaient point observées. Dans cet état d'indépendance, la Nouvelle-Angleterre prit assez de consistance pour envisager sans crainte les orages dont l'avenir la menaçait. L'administration intérieure fut perfectionnée. Dans le Massachusset, les représentans, qui, jusqu'en 1643, avaient délibéré en présence des membres du conseil, des assistans et du gouverneur, se formèrent en assemblée particulière. Le jury fut établi et organisé d'après les principes adoptés en Angleterre. Le collége de Cambridge fut fondé et richement doté.

Les persécutions contre les *hérétiques* ne cessèrent point; de nouvelles victimes se présentèrent au fanatisme et à l'intolérance du clergé puritain. La secte des *quakers* ou des *trembleurs* commença à se répandre dans l'Amérique; cette secte, qui peut se glorifier de n'avoir jamais persécuté personne sur la terre, comme elle ne damne point dans l'éternité ceux qui rejettent ses dogmes, convenait parfaitement à la colonisation par les habitudes sobres et pacifiques qu'elle donne à ses partisans. Ceux qui professaient ses doctrines philanthropi-

ques furent traînés devant les tribunaux. L'amende, la prison, le fouet en place publique, et définitivement le gibet, furent les argumens qu'on employa pour convertir les quakers, qui se glorifièrent de leurs souffrances, et dont le nombre s'accrut sensiblement. Un grand nombre d'entr'eux pénétra dans les forêts et défricha des déserts devenus actuellement des districts populeux.

CHAPITRE V.

Lutte de la Nouvelle-Angleterre contre l'autorité royale (1660-1688).

Les habitans de la Virginie avaient cru voir leur intérêt dans la restauration de Charles, et cet événement leur causa une joie qui fut de courte durée. Dans la Nouvelle-Angleterre, on ne se fit point illusion sur les résultats de la contre-révolution, et on refusa d'y croire jusqu'à ce que la nouvelle officielle en fût arrivée de l'Angleterre (1663). Alors l'assemblée générale du Massachusset vota une adresse au roi ; dans un langage mystique, elle s'excusait adroitement sur la conduite tenue pendant la révolution, et sollicitait du roi le maintien de la forme du gouvernement existant, et surtout la libre profession du culte puritain, qu'elle appelait franchement la meilleure église. Le roi, qui avait craint que la Nouvelle-Angleterre ne se déclarât indépendante, se contenta de cette soumission apparente, et répondit d'une manière gracieuse à cette adresse, remettant à une autre époque de faire valoir son autorité.

Cette réception favorable ne calma point les craintes des puritains. Le bruit courait que le commerce de la colonie, avec la Virginie et les îles, allait être intercepté, et que trois frégates allaient arriver avec un gouverneur-général pour toute l'A-

mérique septentrionale. A l'occasion de ces bruits, l'assemblée générale du Massachusset prit diverses résolutions pour établir quels étaient ses droits et l'obéissance qu'on lui devait.

Il fut déclaré que la chartre était, après Dieu, la base première de l'administration de la colonie ;

Que, d'après la patente, le gouverneur et la compagnie formaient un corps politique ayant pouvoir de constituer les hommes en état de citoyens ;

Que les citoyens avaient le droit de choisir annuellement leur gouverneur, un vice-gouverneur, des assistans, les représentans et tous les magistrats ;

Que le gouvernement ainsi constitué avait tout pouvoir législatif et exécutif sur les habitans de la colonie et sur les étrangers qui y résidaient ; pouvoir sans appel, à l'exception du cas qu'on eût appliqué des lois contraires à celles de l'Angleterre ;

Que le gouvernement de la colonie avait le droit de se défendre par tous les moyens, même par la force des armes sur terre et sur mer, contre tous ceux qui voudraient nuire à la colonie ou à ses habitans, et que *tout impôt ou taxe préjudiciable au pays, ou contraire à ses lois, serait une violation de ses droits.*

Après avoir adopté ces résolutions vigoureuses, l'assemblée se détermina à proclamer le roi. Elle déclara qu'elle reconnaissait Charles II comme souverain-seigneur et roi, en interdisant toute démonstration de joie à cette occasion, et surtout de

« boire à la santé du roi, chose que S. M. avait défendue d'une manière spéciale. » L'assemblée éluda encore l'ordre qui lui était parvenu de faire arrêter deux des juges de Charles Ier.; elle leur laissa le temps de se sauver dans le Connecticut, où ils furent reçus avec la plus grande considération.

Seule de toutes les colonies de la Nouvelle-Angleterre, Rhode-Island ayant été exclue de la fédération et redoutant l'esprit de domination de Massachusset, parut satisfaite de trouver protection sous l'autorité royale. Elle envoya un agent auprès du roi, afin de solliciter la confirmation de ses droits au sol et de sa juridiction sur la contrée occupée par ses habitans.

La demande fut accordée, et une chartre royale fut expédiée en 1663. Les colons furent incorporés sous le nom de « gouverneur et compagnie de la colonie anglaise de Rhode-Island et de Providence. » Le pouvoir législatif fut placé dans une assemblée composée du gouverneur, du vice-gouverneur, des assistans et des représentans des bourgs. Par un oubli singulier, la chartre ne stipula, en faveur du gouvernement de la métropole, aucun contrôle sur le gouvernement de la colonie, qui fut organisé dans la forme la plus démocratique.

Le Connecticut reçut une chartre absolument semblable; mais en définissant les limites de cette colonie, l'établissement de New-Haven, jusqu'alors indépendant, y fut compris, sans que ses habitans fussent consultés. Il s'ensuivit une vive contestation, et les citoyens de New-Haven ne consentirent à céder, qu'en voyant qu'ils allaient compromet-

tre le sort des colonies-unies, en donnant au roi une occasion d'intervenir dans leurs affaires intérieures.

Charles II confirma également la chartre du Massachusset, et lui annonça une amnistie générale pour tous les actes de trahison commis pendant la révolution. Le message royal, qui contenait ces offres, ordonnait à l'assemblée générale de renouveler ses ordonnances et d'annuler celles qui étaient contraires à l'autorité du roi, d'administrer le serment d'allégeance à tous les habitans, de permettre l'usage des cérémonies de l'église anglicane, et d'admettre aux droits de citoyens ceux qui professeraient ce culte. Ces demandes, quoique justes en elles-mêmes, furent toutes rejetées, et les habitans du Massachusset remplacèrent leurs agens en Angleterre, parce que les anciens avaient conseillé d'obtempérer à la volonté du roi. En même temps, la Nouvelle-Angleterre s'appliqua à éluder les dispositions de l'acte de navigation adopté par le parlement anglais.

Des dangers réels (1664) semblèrent enfin menacer le Massachusset, lorsque le colonel Nichols arriva devant Boston avec quatre frégates et trois cents soldats de terre, envoyés pour faire la conquête de la colonie hollandaise de New-Netherlands (New-York). Le colonel était en même temps un des quatre commissaires chargés « d'entendre et de juger les plaintes et les appels dans des causes civiles et militaires, et d'établir la paix et la sûreté du pays. » La conduite de la colonie fut remarquable dans cette circonstance; elle fit défendre aux

soldats anglais d'entrer à Boston, armés ou en grand nombre. Un jour de jeûne et de prières fut fixé, afin d'implorer la protection de Dieu dans les dangers et les embarras de son peuple; aucun secours ne fut donné à Nichols pour envahir la propriété des Hollandais; et lorsque celui-ci eût achevé la conquête facile dont il avait été chargé, et voulut exercer les pouvoirs de commissaire (1665), l'assemblée générale de Massachusset refusa de reconnaître son autorité. La commission fit citer devant elle le gouverneur et la compagnie, pour recevoir jugement dans un procès qui leur était intenté. Les représentans du peuple firent publier, au son de la trompette, que cette sommation était contraire aux lois, et qu'ils ne s'y soumettraient point. Les commissaires furent forcés de retourner en Angleterre sans avoir rempli leur mission.

Charles II, en apprenant cette résistance à son autorité, ordonna à l'assemblée générale d'envoyer des agens en Angleterre pour répondre aux plaintes formées contre elle; celle-ci, qui, par expérience, savait qu'il y avait avantage à traîner les affaires en longueur, fit semblant de ne point croire à l'authenticité de la missive royale, et répondit que d'ailleurs les plus habiles de ses membres ne pourraient mieux plaider leur cause qu'on ne l'avait fait. En éludant ainsi les ordres du roi, la colonie sauva encore une fois sa chartre et sa liberté. L'Angleterre fut désolée par une maladie pestilentielle, et le feu consuma une grande partie de Londres; ces deux événemens, joints aux complots des papistes et au mécontentement général du peu-

ple, occupèrent l'attention du gouvernement à tel point qu'il ne put, pendant plusieurs années, songer à exécuter ses projets contre le Massachusset. Cette colonie recueillit alors les fruits de sa sage politique; sans faire attention à l'acte de navigation, elle commerça, comme état indépendant, avec toutes les nations; et, en attirant chez elle tout le commerce des autres colonies, elle fit de rapides progrès en opulence et en population. En même temps elle gouverna paisiblement le New-Hampshire et le Maine, dont une grande partie était réclamée par sir Georges et par Mason, en vertu d'une patente royale. D'après des documens administratifs, la Nouvelle-Angleterre comptait, en 1673, cent vingt mille habitans, dont seize mille étaient sur le contrôle de la milice. Sur ce nombre, le Massachusset possédait les trois quarts; la seule ville de Boston renfermait quinze cents familles.

Une nouvelle attaque des Indiens, la plus formidable que la Nouvelle-Angleterre eût encore éprouvée, interrompit la marche progressive de sa prospérité. Lorsque les puritains s'établirent autour de la baie de Massachusset, une tribu puissante des indigènes était gouvernée par Massascet; celui-ci et son fils aîné avaient entretenu des relations amicales avec leurs nouveaux voisins. Mais, vers 1670, le second des fils de Massascet succéda à son frère. Cet Indien, que les historiens anglais appellent Philippe, était un homme courageux et prévoyant. Il comprit que sa nation disparaîtrait du sol américain si les établissemens des Européens continuaient de s'étendre. Il se procura des armes (1675), et s'allia

avec des tribus voisines. Les hostilités commencèrent en 1675, avec une vigueur remarquable ; les combats entre les sauvages et les colons furent acharnés, et la victoire accompagnée, des deux côtés, de cruautés épouvantables. Heureusement pour les Européens, les sauvages, dont ils usurpèrent le territoire, n'ont jamais montré une grande persévérance dans leurs efforts ; cette vertu appartient aux peuples civilisés, et c'est par elle qu'on finit toujours par triompher. C'est ce qui arriva dans cette guerre désastreuse : les colons finirent par repousser leurs ennemis, et Philippe, ayant perdu dans les combats ses parens et les plus braves de ses partisans, fut assassiné (1676) par un guerrier de sa nation, qu'il avait offensé ; la guerre cessa par sa mort. Philippe n'avait eu sous son commandement immédiat que cinq cents guerriers ; mais par des alliances il avait porté ses forces à trois mille hommes. Cette guerre coûta aux colonies six cents de leurs habitans, l'élite de leur population, qui avaient péri dans les combats ou avaient été surpris dans les incursions des Indiens. Un grand nombre de villages florissans avaient été réduits en cendres.

La contestation de l'assemblée générale de Massachusset contre sir F. Gorges et Mason, durait toujours ; elle fut portée enfin devant le conseil privé du roi, qui prononça contre la colonie. Le Maine fut adjugé à sir Gorges. Le roi se proposait d'acheter ces deux districts , afin d'en faire un apanage pour son bâtard favori, le duc de Monmouth. L'assemblée générale prévint ce marché en achetant à sir Gorges toutes ses prétentions sur le

Maine, pour 1,200 livres sterling. Malgré la colère du roi, elle refusa de rompre ce marché, et continua de gouverner le district comme province subordonnée (1679). En revanche, le New-Hampshire fut enlevé à sa juridiction et organisé en province indépendante, avec un gouvernement représentatif.

Charles II et son frère, qui sacrifiaient à l'idole du pouvoir absolu et du droit divin les intérêts les plus chers de l'Angleterre, et qui préféraient être pensionnaires de Louis XIV plutôt que de convoquer le parlement, durent être irrités au plus haut point en rencontrant une opposition aussi ouverte à leur volonté chez des colons qu'ils regardaient comme des sujets plus immédiats encore que les habitans de la Grande-Bretagne. Ils résolurent d'en venir enfin aux mesures décisives. L'acte de navigation fournit un prétexte plausible. L'assemblée générale de Massachusset avait déclaré que « cet acte était une violation des droits, libertés et priviléges des sujets du roi dans la colonie, *puisqu'ils n'étaient pas représentés dans le parlement qui avait mis ces restrictions à leur commerce.* » Un collecteur nommé Randolph arriva à Boston, comme collecteur des droits sur la navigation, mais il lui fut impossible de remplir sa mission. Chaque action qu'il intenta devant les tribunaux, pour le recouvrement d'amendes ou de confiscations, fut décidée contre lui, avec les frais de la procédure. Il reçut des pouvoirs plus étendus, qui ne furent pas plus respectés que les premiers.

La confiscation de la chartre de la colonie (1681)

fut enfin résolue dans le conseil de Charles II. La colonie fut invitée à remettre elle-même sa chartre au roi, qui s'engageait à n'y faire que les modifications qu'il jugerait nécessaires. Doués d'un instinct merveilleux pour la liberté, les citoyens du Massachusset pensèrent qu'un peuple qui renonce volontairement à ses droits[1], a plus de difficulté pour les reconquérir que s'ils lui sont ravis par la force. La décision unanime fut donc « qu'il fallait mieux mourir de la main d'autrui que par la sienne propre. » Le mandat de *quo Warranto* fut lancé alors contre la chartre, et la haute-cour de la chancellerie en prononça la confiscation (1684) après une longue procédure, pendant laquelle la colonie persista à se refuser à toute concession. Charles II mourut (1685) avant d'avoir pu établir un nouveau gouvernement dans la Nouvelle-Angleterre.

Les présages sinistres que le règne de Jacques II avait fait concevoir, ne tardèrent point à se réaliser. Afin de détruire entièrement les institutions représentatives dans la Nouvelle-Angleterre, le roi y envoya sir Edmund Andros, en qualité de capitaine-général et de vice-amiral; il l'investit du pouvoir de faire des lois et des ordonnances, soumises seulement à l'approbation royale, et d'imposer des taxes pour les besoins du gouvernement. Le gouverneur et des conseillers, également nommés par la couronne, formèrent en même temps une haute cour de justice, dont il n'y avait d'appel qu'au roi dans son conseil. La Nouvelle-Angleterre se vit donc réduite tout d'un coup au sort d'une province conquise.

A peine Andros fut-il arrivé dans son gouvernement qu'il déploya son caractère despotique. Les chartres de Rhode-Island et du Connecticut furent annulées; l'oppression la plus violente pesa sur le peuple. Les frais de l'administration furent énormes; le culte public, les mariages et le commerce furent également soumis aux règlemens arbitraires du gouverneur; afin de compléter son système, il attaqua la propriété des terres, en mettant en question les droits des individus à celles qu'ils exploitaient depuis nombre d'années. Les représentations faites au roi (1688) furent inutiles. Jacques II songeait si peu à rendre aux colonies une forme de gouvernement équitable, qu'il s'occupait, vers la fin de son règne, à confisquer les chartres qui existaient encore, afin de réduire toute l'Amérique anglaise sous la dépendance immédiate de la couronne. Dès-lors le mécontentement général n'eut plus de bornes, et tout se préparait à un soulèvement.

(1689) Dans ces dispositions, des bruits vagues de l'expédition du prince d'Orange arrivèrent dans la Nouvelle-Angleterre. Les anciens magistrats et les hommes influens faisaient des vœux pour la réussite de ses projets; mais ils se déterminèrent à attendre les événemens. Telle ne fut point la conduite du peuple. Sans aucun plan concerté, il courut aux armes le 18 avril; les cloches et les tambours appelaient ceux qui étaient encore étrangers au mouvement. Les jeunes gens, armés de bâtons, grossissaient la foule. Tous les habitans de Boston se pressèrent sur la place publique. Dans un

instant, le gouverneur et cinquante de ses partisans les plus connus furent saisis et conduits en prison, et le gouvernement fut immédiatement remis aux anciens magistrats. Dans ce mouvement populaire, personne ne perdit la vie et aucun désordre ne fut commis. Quelques jours plus tard arriva la nouvelle de la fuite de Jacques II. Guillaume et Marie furent proclamés à Boston avec une pompe extraordinaire et avec les démonstrations d'une joie sincère.

Le Connecticut et Rhode-Island suivirent sans hésitation l'exemple de Massachusset. Andros y fut déposé, et les anciennes chartres furent remises en vigueur. Dans le New-Hampshire, les représentans du peuple furent convoqués; ils votèrent unanimement la réunion de la province avec le Massachusset; mais le roi, qui ne voulait point augmenter la puissance d'une colonie dont le caractère indépendant inspirait de l'ombrage, se refusa à cette réunion, et nomma un gouverneur pour le New-Hampshire.

Ainsi la révolution qui précipita les Stuarts du trône, n'éprouva pas plus de difficulté en Amérique qu'en Angleterre. Cette révolution sert de preuve que si, pendant un certain espace de temps, on peut opprimer un peuple, tôt ou tard il reprend ses droits et sait se venger de ses tyrans.

CHAPITRE VI.

Fondation du Maryland, de la Caroline, de New-Yorck, de New-Jersey et de la Pennsylvanie (1632-1688). *Époque du gouvernement propriétaire.*

Lorsque Jacques Ier. distribua presque toute l'Amérique septentrionale à deux associations, la valeur de cette donation n'était point connue. Mais lorsque les deux premières colonies eussent été établies, lorsqu'on eût pénétré dans l'intérieur du pays, on apprécia mieux son importance, et on s'aperçut qu'il pouvait devenir une source de richesse et de puissance. Dès-lors les premières chartres ne furent plus respectées, ni dans les droits de gouvernement qu'elles conféraient, ni dans ceux sur le sol. Les rois d'Angleterre regardèrent l'Amérique septentrionale comme faisant partie de leur patrimoine ; ils voulurent tous réduire les colonies sous leur dépendance immédiate, et ils donnèrent à des courtisans des terres qu'ils avaient déjà cédées à des corporations.

Le Maryland.

(1632) Le premier parcellement des deux districts formés par Jacques Ier., eut lieu sous son fils ; celui-ci enleva à la Virginie le terrain immense compris entre la baie du Chesapeak et les limites de la Nouvelle-Angleterre ; il lui donna le

nom de Maryland et l'accorda en toute propriété à lord Baltimore. Le propriétaire, assisté du corps de ses tenanciers libres ou de leurs délégués, fut investi du pouvoir de faire des lois pour la colonie, pourvu qu'elles ne fussent point contraires à celles de l'Angleterre, et aucun contrôle ne fut réservé à la couronne sur l'administration du Maryland.

La première émigration était composée d'environ cent individus, presque tous catholiques, et de familles respectables qui quittèrent une patrie dans laquelle tous les droits politiques leur étaient ravis. A leur tête était Calvert, le frère de lord Baltimore. Leur première opération fut d'acheter aux indigènes le terrain sur lequel ils s'établirent et sur lequel ils fondèrent une ville appelée Ste.-Marie. En se conciliant l'amitié des Indiens, ils évitèrent les guerres qui menacèrent souvent l'existence des autres colonies; les terres qu'ils achetèrent avaient reçu une espèce de culture et pourvurent immédiatement à la subsistance de leurs nouveaux habitans.

(1634) La première assemblée législative était composée de tous les francs-tenanciers. Ses actes législatifs ne furent point approuvés par le propriétaire, qui lui envoya un code qu'il avait préparé pour l'administration du Maryland. Ce code ne fut soumis à l'assemblée générale qu'en 1637; elle le rejeta à l'unanimité, et adopta un corps de lois et de règlemens adaptés à sa situation. En même temps elle fixa un revenu annuel au propriétaire, qui avait dépensé 40,000 l. st. (960,000 f.), pour l'établissement de la colonie.

(1637) Parmi les mesures adoptées par cette assemblée, composée presqu'entièrement de catholiques, il en est une qui mérite l'attention ; elle déclara « qu'aucune personne, croyant en Jésus-Christ, ne serait molestée pour sa religion, ni gênée dans le libre exercice de son culte. » Cette sage tolérance peupla la colonie des puritains persécutés dans la Virginie et des anglicans chassés de la Nouvelle-Angleterre. En même temps, les catholiques anglais s'y transportèrent en foule, afin d'y trouver un asile contre l'intolérance. Par ces causes, la population du Maryland s'accrut si rapidement que la troisième assemblée organisa une chambre représentative (1639), dont les membres étaient élus par les bourgs. Plus tard, il y eut deux chambres, l'une composée des députés des bourgs; l'autre, appelée la chambre haute, de membres nommés par le gouverneur. Dans cette nouvelle organisation, le gouverneur remplissait les fonctions attribuées en Angleterre au roi.

(1440) Pendant la guerre civile en Angleterre, le Maryland se montra attaché à la cause royale. Un individu, appelé Clayborne, trouva moyen de fomenter une guerre civile dans la colonie, qui se termina en 1651 par la défaite du parti catholique. Alors une nouvelle assemblée fut convoquée sous l'influence du parti victorieux. Elle passa un acte par lequel la protection des lois fut retirée aux catholiques ; les quakers éprouvèrent également des persécutions violentes.

(1660) La restauration rétablit lord Baltimore dans tous ses droits ; il nomma de nouveau Calvert

à la place de gouverneur, et l'ancien ordre de choses fut rétabli, à cela près que l'église gallicane resta dominante et persécutrice. Malgré les commotions violentes qui avaient troublé la colonie pendant plusieurs années, elle avait prospéré, et elle comptait, en 1660, près de douze mille habitans. Le parti royaliste y était resté formidable, et la nouvelle de la restauration y fut reçue avec transport. Depuis cette époque, l'histoire du Maryland n'offre aucun incident remarquable jusqu'à l'époque où elle se confond dans celle de toutes les colonies américaines.

La Caroline.

La terre sur laquelle les huguenots français avaient voulu se créer un asile et sur laquelle Raleigh fit ses malheureuses tentatives de colonisation, n'attira l'attention du gouvernement et des spéculateurs anglais, qu'après la restauration de Charles II. Alors ce ne furent plus des marchands qui espéraient trouver la fortune dans des essais de colonisation, ce n'étaient plus des hommes qui voulurent fuir l'intolérance du parti dominant; c'étaient des grands seigneurs qui se faisaient accorder des domaines immenses en Amérique, et qui se flattaient que ces acquisitions seraient pour eux des sources d'opulence et de pouvoir.

(1663) Ainsi ce fut au duc d'Albemarle, aux lords Clarendon, Craven, Berkeley et Ashley, aux baronnets Cocleton, Carteret et William Berkeley, que Charles II céda le territoire compris entre la rivière Saint-Mathéo et le 36e. degré de la-

titude septentrionale. Plus tard, on comprit dans la chartre accordée à ces seigneurs, tout le territoire qui forma depuis les deux Carolines et la Géorgie.

Les propriétaires cherchèrent immédiatement à former leur colonie; ils promirent à ceux qui voudraient s'y établir, la liberté absolue de conscience, et firent des concessions de terres à ceux qui s'y transporteraient dans les cinq premières années. Des émigrans des Barbades et de la Virginie (1665) y fondèrent les deux établissemens de Clarendon et d'Albemarle; depuis long-temps des émigrans du Massachusset s'étaient fixés auprès du cap Fear; mais aucune émigration considérable n'eut lieu de l'Angleterre.

Mécontens de leurs premiers essais de législation, les propriétaires, voulant donner à la Caroline une constitution parfaite, s'adressèrent au célèbre Locke, dans la supposition sans doute qu'un écrivain et un philosophe aussi distingué devait posséder l'art du gouvernement au plus haut degré. Locke leur proposa un code administratif et politique qui aurait pu convenir à la Pologne et à la Russie; mais qui, dans une colonie anglaise, ne pouvait que fomenter des troubles et des insurrections. C'était le code de l'aristocratie la plus absurde et la plus systématique. Les propriétaires nommaient un palatin à vie; ce dignitaire présidait la cour palatine composée de ceux qui étaient investis des pouvoirs conférés par la chartre. Après la cour palatine venait un corps de noblesse héréditaire, ayant les titres de landgraves et de caciques; les premiers dotés de quatre baronnies, cha-

cune de quatre mille acres; les derniers de deux baronnies, chacune de deux mille acres. L'assemblée législative, appelée le parlement, était composée de propriétaires qui pouvaient se faire remplacer par des députés nommés par eux, de la noblesse, et des représentans des francs-tenanciers. Ces élémens divers devaient se rassembler dans le même local et voter comme un seul corps. Le parlement, au reste, n'avait l'initiative en aucune matière. Les lois et ordonnances, avant de lui être soumises, devaient avoir l'approbation d'un grand conseil, composé du gouverneur, de la noblesse et des députés des propriétaires, conseil investi également du pouvoir exécutif. A la fin de chaque siècle, les lois devenaient éternelles et ne pouvaient être abrogées. Cette constitution singulière fut adoptée à toute éternité. Le duc d'Albemarle fut nommé palatin; M. Locke, en récompense de son travail, devint landgrave.

(1670) Les colons de la Caroline reçurent cette constitution avec le plus grand dégoût, et son introduction excita immédiatement un soulèvement dans le comté d'Albemarle. Les autorités nommées par les propriétaires furent mises en prison; et, pendant plusieurs années, les insurgés, sous la conduite d'un chef habile, nommé Culpeper, se gouvernèrent comme un état indépendant. Les propriétaires firent des efforts inutiles pour soumettre le comté d'Albemarle à leur régime aristocratique. Ils ne furent pas plus heureux dans leurs tentatives pour acclimater dans la Caroline la culture de la vigne, de l'olivier et du ver à soie. Le tabac

et le riz étaient les productions naturelles de la colonie, et furent cultivés exclusivement par ses habitans.

Pendant plusieurs années, l'histoire de cette province n'offre aucun événement important. A mesure que la population augmentait, les contestations entre les propriétaires et les colons, et l'aversion pour la constitution de Locke (1680), se développèrent avec plus d'énergie. L'année 1680 seule fut remarquable par la fondation de Charles-Town et par une attaque des Espagnols de la Floride contre les établissemens de leur voisinage. Depuis cette époque, la Caroline fut toujours en hostilité avec les Florides, jusqu'au moment où cette contrée fut enlevée aux Espagnols.

New-Yorck et New-Jersey.

Deux nations semblaient vouloir rivaliser avec l'Angleterre dans la colonisation de l'Amérique septentrionale. La France fit des sacrifices immenses pour les établissemens du Canada et de l'Acadie. Les Hollandais formèrent des colonies sur les rives de l'Hudson, de la Delaware et de Manhados; mais il était facile de prévoir que l'Angleterre finirait par s'emparer du fruit des travaux des deux nations, long-temps ses rivales en puissance maritime et en navigation. Elle attaqua à diverses reprises leurs colonies naissantes, souvent au sein même de la paix, sous le prétexte que toute cette partie du Nouveau-Monde lui appartenait par droit de première découverte.

(1664) En vertu de ce droit, Charles II donna à

son frère, le duc d'Yorck, tout le territoire occupé par les Hollandais. Leur colonie fut attaquée à l'improviste, et le gouverneur fut obligé de capituler, en stipulant pour les colons la conservation de leurs propriétés et les droits de citoyens anglais; New-Amsterdam reçut le nom de New-Yorck, et l'île de Manhattans celui de Yorck-Island; la partie voisine de la Nouvelle-Angleterre prit le nom de New-Jersey, et la colonie sur le Hudson celui d'Albany. Ces établissemens, reconquis par les Hollandais (1673), furent définitivement cédés à la Grande-Bretagne par le traité de 1674. Alors le duc d'Yorck envoya dans cette province, en qualité de gouverneur, sir Edmond Andros, qui se conduisit de manière à exciter les plaintes les plus vives. Andros fut rappelé; mais lorsque le duc d'Yorck monta sur le trône, il renvoya son favori comme gouverneur de la Nouvelle-Angleterre, et comprit New-Yorck et New-Jersey dans les limites de son gouvernement (1689). Les habitans de ces contrées, Hollandais d'origine, par conséquent républicains et protestans zélés, apprirent avec un grand enthousiasme la nouvelle de la révolution qui plaça le prince Guillaume sur le trône de la Grande-Bretagne. Ils imitèrent aussitôt l'exemple de Boston; la milice de New-Yorck, commandée par le capitaine Leisler, s'empara du fort et chassa du pays le lieutenant d'Andros. Pendant quelque temps, Leisler exerça le pouvoir au grand mécontentement des principaux habitans de la colonie, qui se

trouva séparée en deux partis ou factions, dont l'existence survécut à celle des premiers chefs, et causa, pendant plusieurs années, des désordres qui allèrent jusqu'à la guerre civile.

La Pennsylvanie.

(1681) Guillaume-Penn avait eu le projet de former une colonie dans le New-Jersey ; mais ayant pris connaissance de la vaste contrée à l'ouest de la rivière de Delaware, il changea de dessein, et obtint de Charles II la propriété absolue du territoire, qui forma depuis deux états ou provinces. Dans la chartre accordée à Penn, on remarque que les Stuarts commencèrent à s'apercevoir qu'ils avaient fait des concessions trop libérales aux premières colonies ; il ne s'y trouva point de stipulation expresse pour garantir aux colons et à leurs descendans les droits de citoyens anglais ; en revanche il y eut une clause, d'après laquelle « les actes du parlement concernant le commerce, la navigation et les droits sur les marchandises, auraient force de lois dans les colonies, et en outre, que les colons pourraient être imposés *par actes du parlement d'Angleterre.* »

Penn envoya immédiatement en Amérique un nombre assez considérable d'émigrans, tous de la secte des quakers, à laquelle il appartenait lui-même. Il ne regarda point son titre de propriété comme légal, avant de lui avoir donné pour sanction le consentement des indigènes, avec lesquels il fit l'arrangement le plus équitable qui eût en-

core été fait avec les propriétaires légitimes du pays.

L'année suivante (1682) Penn publia, pour la Pennsylvanie, un plan de gouvernement dont le but était, disait-il, « de donner force au pouvoir par rapport au peuple, et de garantir le peuple de tout abus de pouvoir, afin qu'il fût libre par l'obéissance légale; car la liberté sans obéissance est confusion, et l'obéissance sans liberté est esclavage. » Sa constitution était trop compliquée pour pouvoir être mise en pratique. Elle fut d'abord modifiée et remplacée ensuite par une autre semblable à celles qui existaient dans les colonies voisines, et qui resta en vigueur jusqu'au moment de l'abolition du gouvernement des propriétaires.

Après de vives sollicitations, Penn obtint du duc d'Yorck la cession de la ville de Newcastle avec le territoire au sud le long de la Delaware jusqu'au cap Henlopen. Il s'embarqua ensuite pour l'Amérique, suivi de dix mille émigrans. Il trouva dans la colonie, outre les colons qu'il y avait envoyés, à-peu-près trois mille individus, Hollandais, Suédois, Finlandais et Anglais, de différentes sectes religieuses, mais principalement de celles des moraves et des anabaptistes. C'étaient tous des hommes industrieux, et dont le caractère pacifique cadrait parfaitement avec celui des quakers. La Pennsylvanie acquit ainsi tout d'un coup une population nombreuse. La ville de Philadelphie, fondée par Penn, compta, après un an d'existence, plus de cent maisons.

Dès la première convocation d'une assemblée générale (1683), des représentans comparurent au nom des bourgs ou districts, et furent admis sans contestation. Plusieurs lois justes et salutaires furent adoptées. La liberté universelle de religion fut proclamée, et tout étranger qui promettait allégeance au roi et fidélité au propriétaire, était admis au nombre des citoyens.

La Pennsylvanie fut lente à reconnaître le prince et la princesse d'Orange (1689). Penn avait reçu des bienfaits des derniers Stuarts, et sa colonie n'avait point éprouvé leur amour pour l'arbitraire. Les quakers d'ailleurs avaient promis fidélité au roi Jacques II, et ils attachaient du prix à tenir plus fidèlement leurs simples promesses que d'autres leurs sermens. Même lorsque l'abdication de Jacques II fut connue, le gouvernement de la Pennsylvanie continua d'agir en son nom. A la fin pourtant Guillaume et Marie furent proclamés; la considération dont jouissait Penn empêcha que sa colonie n'éprouvât des désagrémens au sujet de cette lenteur à reconnaître les nouveaux souverains.

Une institution fort belle contribua dès l'origine à la prospérité de la Pennsylvanie. Les terres y furent vendues par petites portions, et on créa une banque de crédit qui prêtait à un intérêt modique du papier-monnaie hypothéqué sur la propriété foncière. Enrichi de ce revenu, le gouvernement n'avait besoin que d'impôts peu considérables, et le cultivateur acquérait les moyens d'exploiter et d'améliorer sa ferme. Ces améliorations, en

augmentant la valeur des terres, consolidaient le crédit du papier-monnaie, et fournissaient aux acquéreurs la facilité d'acquitter leur propriété avec les fruits du sol. Avec une pareille institution, il ne pouvait y avoir dans la Pennsylvanie ni prolétaires, ni mendians.

CHAPITRE VII.

Guerres contre les Français du Canada; lutte des colonies contre le gouvernement-propriétaire; son abolition (1688-1740).

Jusqu'a l'époque de la révolution de 1688, les diverses colonies de l'Amérique septentrionale ne formèrent encore que des établissemens séparés; loin d'être unies entre elles par un intérêt commun, elles étaient divisées par des haines religieuses et par des contestations sur leurs limites réciproques. Divers événemens opérèrent une grande révolution dans cet ordre de choses; les déserts qui séparaient les colonies se couvrirent d'habitations; les guerres contre les Français du Canada réunirent tous les Anglo-Américains par un danger commun; enfin le système de la métropole finit par faire de plusieurs colonies une nation compacte et parfaitement unie.

Le Massachusset avait espéré reconquérir (1689) sa chartre en se déclarant avec tant d'ardeur contre les Stuarts; mais Guillaume Ier. avait conçu d'autres projets; il aimait le pouvoir absolu autant que ses prédécesseurs, quoiqu'il sût dissimuler mieux qu'eux ses intentions; et les frères de Witt, massacrés sous ses yeux et à son instigation, montrèrent qu'il n'oubliait point les injures faites à son ambition. Il ne voulait nullement laisser dans les colo-

nies un gouvernement presque indépendant, et, malgré les sollicitations du Massachusset, il imposa à cette province une nouvelle chartre qui enlevait au peuple l'élection de ses principaux magistrats. La nomination du gouverneur, vice-gouverneur et secrétaire, fut réservée à la couronne. Le gouverneur fut investi du pouvoir de convoquer, de proroger et de dissoudre l'assemblée législative; à lui seul appartenait la nomination aux emplois militaires et aux fonctions de juges. Plymouth et la Nouvelle-Écosse furent réunies au Massachusset. Cette chartre rencontra une vive opposition dans le peuple, mais fut adoptée par l'assemblée générale.

Dans le New-Yorck, le colonel Henry Slaughter arriva en qualité de gouverneur; il épousa le parti des anti-Leisleriens. Leisler lui-même et un de ses lieutenans furent arrêtés et condamnés à mort comme coupables de haute trahison; ils furent exécutés, et leurs biens furent confisqués.

Louis XIV avait déclaré la guerre à l'Angleterre (1690), qu'il considérait comme un pays révolté contre son souverain légitime. Il résolut de poursuivre les Anglais jusque dans leurs colonies américaines. Le comte de Frontignac fut envoyé avec des troupes et des vaisseaux pour faire la conquête de la Nouvelle-Angleterre et de New-Yorck. Ce général se rendit d'abord au Canada, colonie française fondée dès 1535, mais qui, sous les règnes malheureux des derniers Valois, n'avait pu prendre un grand développement. Henri IV protégea cet établissement; Port-Royal avait été bâti en 1605 et Québec en 1608; ces deux places étaient impor-

tantes comme forteresses, et propres surtout à recevoir les expéditions de la métropole qui devaient agir contre les colonies anglaises. Lorsque le comte de Frontignac y arriva, il trouva le Canada dans une situation déplorable; les Indiens, appelés les Cinq-Nations, avaient attaqué à l'improviste les Français désarmés, et en avaient massacré un grand nombre; les habitans s'étaient retirés dans les places fortes; les champs n'étaient plus cultivés, et la famine régnait dans tout le pays. Dans cet état de choses, il fut impossible de songer à aucune entreprise sérieuse. Le comte de Frontignac se borna à faire construire (1690) quelques forteresses nouvelles sur les lacs, et à envoyer des partis qui détruisirent des établissemens éloignés des Anglais, et massacrèrent leurs habitans. La Nouvelle-Angleterre ne fit également que des tentatives sans résultats; on arma des flottes pour aller assiéger Québec; on rassembla des troupes, et rien d'important n'eut lieu. Le Massachusset fut obligé d'avoir recours au papier-monnaie pour faire face à ses dépenses extraordinaires (1697). La paix de Riswick rendit pour peu de temps la tranquillité à l'Amérique.

Pendant la durée de cette guerre, le Massachusset fut le théâtre de scènes affligeantes et honteuses pour l'humanité. De jeunes filles de Boston et de Salem s'imaginèrent de se dire ensorcelées. On ajouta pleine foi à leurs assertions, et les lois contre les sorciers, la honte du 17e. siècle, furent appliquées contre de vieilles femmes d'abord, et puis contre les habitans les plus respectables de la colonie. Dix-neuf personnes furent exécutées à-la-fois,

et les prisons étaient encombrées de condamnés à mort, qui, pour sauver leur vie, furent obligés de s'avouer coupables et de nommer des complices; celui qui aurait osé exprimer un doute sur l'existence des sorciers, aurait expié son audace au gibet. Enfin, les tribunaux furent réorganisés en vertu de la nouvelle chartre, et cette déplorable superstition cessa de déshonorer les annales de l'Amérique.

La guerre qui se ralluma entre la France et la Grande-Bretagne (1702), étendit de nouveau ses ravages sur l'Amérique. Sur la demande des habitans de la Nouvelle-Angleterre, le gouvernement anglais leur envoya des troupes et des vaisseaux pour tenter la conquête des possessions françaises. Deux expéditions contre Québec échouèrent; mais Port-Royal, la place la plus importante de l'Acadie, fut prise par les Anglais. Cette ville et la province qui en dépendait, furent cédées à la Grande-Bretagne par le traité de 1713.

La Caroline, qui comptait alors environ six mille habitans blancs, prit une part active à cette guerre. Elle était voisine des Florides, province appartenant aux Espagnols, alliés des Français. Les Caroliniens tentèrent le siége de Sainte-Augustine, capitale des Florides, mais ils furent repoussés; ils furent plus heureux contre les Apallachiens, tribu indienne alliée aux Espagnols; après avoir éprouvé de grandes pertes, cette tribu fut obligée de solliciter la paix et de se soumettre au gouvernement anglais. Les Espagnols ayant reçu un renfort de Français, entreprirent le siége de Charles-Town; ils perdirent, dans une attaque infructueuse, cinq

cents hommes, et leur principal vaisseau fut pris par les Anglais. Cette guerre força la Caroline d'émettre pour 14,000 liv. st. de papier-monnaie, qui bientôt perdit un tiers de sa valeur nominale.

(1707) La contestation des colons de cette province avec les propriétaires devint très vive après la cessation des hostilités. Le gouverneur, sir Nathaniel Johnson, entreprit, par ordre du palatin, lord Granville, d'établir l'Église anglicane sur le même pied qu'en Virginie et dans le Maryland, où les frais du culte dominant étaient supportés, non-seulement par ceux qui le professaient, mais aussi par les non-conformistes. Rien ne peut être plus contraire à la morale que de faire contribuer des hommes pour une chose qui non-seulement leur est inutile, mais qui, de plus, est contraire à leur conscience. Après la mort de lord Granville, le corps-législatif, élu sous son influence, et redoutant la tolérance du nouveau palatin, lord Craven, adopta l'étrange mesure de prolonger ses pouvoirs de sa propre autorité pour deux ans. Le mécontentement des colons ne connut plus de bornes, et ils commencèrent à former des projets pour s'affranchir d'un gouvernement tyrannique.

En 1712, un nouveau malheur tomba sur la Caroline. Les Indiens Juscorora surprirent les établissemens du Nord et massacrèrent leurs habitans. La milice de Charles-Town marcha aussitôt au secours des points menacés. Les Juscorora furent battus dans une grande bataille; leur ville capitale, entourée de palissades, fut assiégée; ils sollicitèrent la paix, et, après l'avoir obtenue, ils quittèrent leur

pays, et s'unirent avec les Iroquois ou Cinq-Nations. Les frais de cette guerre augmentèrent les embarras pécuniaires de la colonie; un nouveau papier-monnaie fut créé; mais malgré les garanties établies pour son rachat, il tomba en deux ans à la moitié de sa valeur nominale.

Dans New-Yorck, les deux factions continuèrent de se persécuter mutuellement. Un autre fléau visita cette colonie; une maladie épidémique, probablement la fièvre jaune, y fut apportée par un vaisseau des Indes-Occidentales, et enleva une partie de la population. Lord Cornbury, gouverneur de la province, ne tarda point à mécontenter ses administrés; on apprit qu'il avait détourné pour son usage particulier des sommes considérables votées pour les dépenses publiques. L'assemblée législative refusa dès-lors de lui accorder de nouveaux subsides, et comme il prétendit lever de l'argent par sa propre autorité, elle passa un acte (1707), par lequel elle déclara : « Qu'imposer les sujets de S. M. dans la colonie sans le consentement de leurs représentans, était une violation de la propriété du peuple. » Le gouvernement anglais, forcé de rappeler lord Cornbury, ne fit point alors attention à la déclaration d'un principe sur lequel se fonda depuis la révolution de l'Amérique.

Les colonies de New-Yorck, New-Jersey et Connecticut, prirent part à la guerre contre les Français du Canada. Elles levèrent des troupes pour les diverses expéditions tentées contre Québec et Montréal, et furent également forcées d'avoir recours au papier-monnaie; toutefois les efforts faits dans

cette occasion, prouvèrent que ces provinces avaient reçu un grand accroissement de population et de richesse.

Jusqu'à cette époque les colonies avaient accordé à leurs gouverneurs des sommes considérables comme cadeaux. Le ministère anglais crut voir dans cet usage une facilité pour les colons d'obtenir de leurs gouverneurs la sanction des lois et ordonnances faites par les assemblées législatives; en conséquence, il ordonna que chaque colonie eût à fixer le salaire de son gouverneur pour la durée de ses fonctions. Le Massachusset et le New-Yorck se refusèrent avec constance à cette mesure, dans la conviction qu'en cédant ses droits dans des affaires de peu d'importance, on se prépare à des concessions plus grandes. Dans le Massachusset, la lutte à ce sujet dura trente années (1714) sous deux gouverneurs successifs; l'assemblée générale fut dissoute plusieurs fois; mais les citoyens n'étaient point assez lâches et assez ignorans pour abandonner les hommes qui défendaient leurs intérêts, et les mêmes députés furent constamment réélus. Afin de rompre cette résistance, l'assemblée fut transférée de Boston dans d'autres villes qu'on supposait moins attachées au parti populaire. Le gouverneur, privé de tout salaire, refusa de signer l'ordre du paiement des indemnités allouées aux représentans; leurs commettans se cotisèrent alors pour les défrayer. Ce fut en vain qu'on employa et menaces et séductions; on annonça à l'assemblée législative que le parlement anglais allouerait un revenu au gouverneur sur les deniers de la colonie : la réponse fut encore

« qu'il valait mieux que les libertés du peuple lui fussent enlevées de force que cédées lâchement par lui-même. » Le ministère anglais se vit obligé de céder, et le gouverneur fut autorisé à recevoir les dons que l'assemblée lui accorderait à chaque session.

Les colonies du Nord continuèrent toujours d'augmenter en population et en richesse, malgré la rareté du numéraire et l'abondance du papier-monnaie. Le New-Yorck s'attacha spécialement à s'assurer le commerce sur les grands lacs, et établit dans cette intention un fort à Oswego, dans le pays des Indiens Senecas. Les Français du Canada, qui jusqu'alors avaient eu le commerce exclusif avec les Indiens, lancèrent deux vaisseaux sur le lac Ontario, et construisirent les forteresses de Niagara et de Crown-Point, qui leur donnaient le commandement du lac Champlain. Des réclamations très vives furent faites de part et d'autre; mais la paix ne fut point troublée pour le moment.

Tandis que ces événemens se passèrent dans le Nord, la Caroline fut le théâtre d'une guerre sanglante contre les Indiens, et d'une révolution complète dans son gouvernement.

(1726) Les Yamassies, tribu puissante sur les rives nord-est de la Savane, se laissèrent persuader par les Espagnols des Florides à massacrer les commerçans anglais établis parmi eux, et à faire une invasion dans la Caroline; renforcés par plusieurs autres tribus, ils s'avancèrent au nombre de six mille guerriers contre Charles-Town. Ils furent

défaits dans un combat sanglant, et les Yamassies furent obligés de se réfugier dans les Florides.

Dans le danger où se trouva la colonie, les propriétaires n'avaient fait aucun effort pour la secourir; mais ils voulurent profiter de la victoire et s'attribuèrent la propriété des terres des Yamassies, que l'assemblée législative avait distribuées à cinq cents colons irlandais. Enfin, malgré l'étendue de la province, malgré les réclamations des colons, les propriétaires persistèrent à vouloir que toutes les élections eussent lieu à Charles-Town. La résistance légale des Caroliniens contre un gouvernement oppressif était épuisée; une conspiration fut formée avec le plus grand secret; elle fut couronnée du plus grand succès; au jour convenu, tous les agens des propriétaires furent arrêtés, et un gouverneur provisoire fut nommé. Les propriétaires vendirent alors à la couronne leurs droits sur le sol et sur le gouvernement, et la constitution absurde de Locke fut solennellement abolie. Cette tentative de transporter la féodalité sur le sol américain, ne laissa point de traces.

Devenue province royale (1728), la Caroline reçut la même forme de gouvernement que les autres colonies de l'Amérique septentrionale; elle prit en peu de temps un développement prodigieux; ses établissemens devinrent trop vastes pour n'avoir qu'un seul centre; d'après le vœu des habitans, elle fut divisée en deux provinces, la Caroline méridionale et la Caroline septentrionale.

Quatre ans plus tard (1732), une troisième pro-

vince fut formée du territoire autrefois compris sous le nom de Caroline. La contrée entre la Savanah et l'Altamaha n'étant point encore peuplée, le gouvernement anglais en accorda la propriété à une compagnie formée pour transporter en Amérique les pauvres qui voudraient chercher un meilleur sort au-delà de l'Atlantique. Cette nouvelle province, appelée la Géorgie, fut la seule qui fut fondée en partie aux frais du gouvernement; elle fut lente à se peupler, parce que dans l'origine les terres furent données comme fiefs militaires; lorsqu'elle acquit une constitution libérale, elle s'accrut en peu de temps, et rivalisa avec les provinces voisines en industrie et en commerce.

Les Espagnols regardèrent la fondation des Carolines et de la Géorgie comme une violation de leurs droits sur cette partie de l'Amérique, et se préparèrent à une nouvelle attaque. Le gouverneur de la Géorgie, Oglethorpe, ayant reçu un renfort de six cents soldats anglais, fortifia Savannah, et construisit la forteresse importante de Frederica, sur une île formée par l'Altamaha. Une insurrection des nègres, fomentée par les Espagnols, fut heureusement étouffée dans sa naissance; elle ne coûta la vie qu'à une vingtaine de colons; mais elle prouva le danger attaché à l'emploi inhumain des noirs pour l'exploitation des terres.

La longue paix dont l'Europe avait joui sous l'administration pacifique du duc d'Orléans en France, et de sir Robert Walpole en Angleterre, fit place enfin à une guerre sanglante; les colonies y jouèrent un rôle important; leur popula-

tion s'était plus que doublée dans vingt ans. Depuis la Virginie jusqu'à New-Yorck, aucun ennemi n'était à craindre, et la faculté d'acquérir des terres et de nourrir une famille nombreuse, en multipliant les mariages, rendit enfin la population américaine indépendante des émigrations de l'Europe.

CHAPITRE VIII.

Guerre contre l'Espagne et contre la France ; prise de Louisbourg par les colonies de la Nouvelle-Angleterre ; paix d'Aix-la-Chapelle. (1739-1748).

La guerre entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, préparée de longue main, éclata en 1739. Les Florides et les deux Carolines firent des tentatives qui n'eurent aucun résultat; les événemens les plus remarquables de la guerre se passèrent dans une autre partie de l'Amérique.

En vertu du traité de famille, le cabinet de Versailles se crut obligé de venir au secours de l'Espagne. Les hostilités commencèrent en Europe; mais en Amérique, les colonies des deux nations rivales observèrent une espèce d'armistice (1744), auquel les Français du cap Breton mirent fin par une attaque imprévue contre les pêcheries anglaises de Canseau; neuf cents hommes et quelques vaisseaux armés s'emparèrent de l'île, et renvoyèrent ses habitans et sa garnison comme prisonniers de guerre à Boston. Une attaque des Français contre Annapolis, autrefois Port-Royal, fut déjouée par la prompte arrivée de secours du Massachusset.

Ces hostilités ranimèrent dans la Nouvelle-Angleterre le désir de se débarrasser de voisins si dangereux, et une entreprise importante fut aussitôt résolue. L'île du cap Breton, située entre le Canada,

les Indes-Occidentales et la France, était placée de la manière la plus favorable pour protéger les pêcheries productives de Terre-Neuve. Le gouvernement français, depuis vingt ans, y avait fait construire Louisbourg, dont les fortifications lui coûtèrent près de trente millions. Louisbourg servait de refuge aux corsaires qui, dans les guerres précédentes, s'étaient fait redouter dans ces parages, et cette circonstance avait donné à ce port le nom de Dunkerque d'Amérique. Un jeune enthousiaste du New-Hampshire, M. Vaughan, conçut le projet de prendre une place aussi importante avec des milices coloniales ; il sut faire adopter son plan à Shirley, gouverneur du Massachusset; celui-ci n'attendit pas même l'approbation ni les secours du gouvernement anglais, mais s'adressa directement à l'assemblée législative de la province, après lui avoir fait jurer de garder le secret sur la proposition qu'il allait lui faire. L'assemblée fut d'avis que l'entreprise était trop dangereuse et coûterait trop d'argent, et rejeta la proposition de Shirley. Sur ces entrefaites, le secret fut divulgué par la distraction d'un député qui, dans les prières de famille usitées parmi les puritains, invoqua la bénédiction du ciel sur le siége projeté. Aussitôt les habitans de Boston, de Salem et des autres villes principales du Massachusset, firent des pétitions à l'assemblée, afin d'obtenir que l'affaire fût discutée de nouveau. La chambre se rendit à ces sollicitations, et la conquête de Louisbourg fut décidée à la majorité d'une seule voix, dans l'absence de plusieurs des adversaires connus de l'entreprise.

Dès-lors tous les partis s'unirent pour contribuer au succès de la mesure adoptée. Les autres colonies de la Nouvelle-Angleterre s'empressèrent d'envoyer leurs contingens. Comme il n'y avait dans ce pays aucun militaire d'un mérite connu, on choisit pour commandant en chef un négociant nommé Pepperel, qui se trouvait déjà colonel de la milice. Au moyen de contributions volontaires des colons et d'une émission de papier-monnaie, une armée de quatre mille hommes ne tarda point à se réunir; les soldats étaient des ouvriers et des laboureurs, et il y avait si peu d'expérience militaire parmi les chefs, que le gouverneur Shirley avait ordonné à Pepperel d'enlever par surprise une forteresse régulière, ayant une garnison assez nombreuse, et qui était prévenue qu'on allait l'attaquer. Des projets plus ridicules encore avaient été fournis par des ministres du culte et par des officiers de la milice.

Par bonheur pour l'armée coloniale, le commodore Warren arriva dans ces parages avec une escadre assez belle; il consentit à se rendre devant Louisbourg, dont le siége fut commencé aussitôt. Malgré l'ardeur des assiégeans, ils auraient échoué dans leur entreprise sans un concours de circonstances favorables. Un vaisseau français de 64 canons, envoyé au secours de la place, fut pris par les Anglais, et cette nouvelle consterna la garnison. Les miliciens transportèrent des canons à force de bras à travers des marais impraticables, et parvinrent à entourer la place d'ouvrages irréguliers, mais qui produisirent beaucoup d'effet. Les approches

furent faites en ligne droite, parce que les colons n'avaient jamais entendu parler de *zig-zag* et d'*épaulemens*, termes qui excitèrent leur gaîté. Par une ruse de guerre, Vaughan s'empara avec treize hommes d'une batterie avancée de la forteresse. Enfin, après un siége de cinquante jours, Duchambon, gouverneur de Louisbourg, sachant qu'on se préparait à lui livrer assaut, se laissa fléchir par les habitans de la ville, et accepta une capitulation par laquelle il fut stipulé que la garnison serait reconduite en France. L'assaut aurait été impossible, et si la place avait tenu quelques jours de plus, des pluies auraient fait lever le siége. Les vainqueurs laissèrent le pavillon blanc sur les remparts, et, par cette ruse, ils attirèrent dans le port deux bâtimens français appartenant à la compagnie des Indes, et un vaisseau espagnol; ces prises furent estimées à vingt-cinq millions de francs. L'Europe entière fut étonnée de la vigueur déployée dans cette circonstance par la Nouvelle-Angleterre; dans la métropole on montra la joie la plus vive; le parlement vota des fonds pour indemniser les colonies des frais de l'expédition. Pepperel et Shirley furent nommés colonels de régimens réguliers, et le premier fut créé baronnet.

Les deux années suivantes se passèrent en préparatifs de conquête et de défense. Le gouvernement français envoya, en 1746, une flotte de quarante vaisseaux, destinée à agir contre la Nouvelle-Angleterre. Cette flotte, commandée par le duc d'Anville, comptait sept vaisseaux de première force, et portait trois mille cinq cents hommes de troupes

de terre, et quarante mille fusils pour armer les Canadiens et leurs alliés Indiens; des tempêtes assaillirent cette escadre, et la mortalité se mit dans les équipages; cette circonstance sauva les colonies anglaises de l'attaque formidable qui les menaçait. Aucun autre événement important n'eut lieu en Amérique pendant le cours de la guerre. Par la paix d'Aix-la-Chapelle (1748), les deux puissances se restituèrent leurs conquêtes; en conséquence, Louisbourg fut rendu à la France au grand mécontentement des colonies qui avaient fait de grands sacrifices pour s'emparer de cette place.

Après cette paix, les possessions anglaises en Amérique jouirent de quelques années de tranquillité. Le Massachusset, avec l'argent reçu de la métropole, racheta son papier-monnaie, tombé à un douzième de sa valeur, et cette mesure fut suivie des plus grands avantages. L'or et l'argent, qu'on n'apercevait plus dans cette province au milieu des émissions considérables de papier, y reparurent en abondance. L'expérience prouva que ces créations de valeurs imaginaires ne servent qu'à accroître les embarras d'un peuple, et sont contraires à ses véritables intérêts. Au reste, l'erreur dans laquelle les colonies étaient tombées, était générale à cette époque : on croyait que l'argent était une valeur de convention, et on ne se doutait pas que les métaux précieux sont une marchandise qui se transporte partout où on a d'autres marchandises à donner en échange.

CHAPITRE IX.

Nouvelle guerre contre la France et l'Espagne; conquête du Canada et de la Floride. (1749-1763).

Le traité d'Aix-la-Chapelle n'avait point fixé les limites des colonies anglaises, françaises et espagnoles. Ce travail avait été réservé à des commissaires; mais il était évident que les prétentions des trois puissances ne pouvaient être décidées que par la force.

D'après le droit établi, les terres du continent américain appartenaient au premier découvrant; mais d'après la découverte d'un promontoire ou de l'embouchure d'un fleuve, chaque puissance se jugeait en droit de disposer des contrées qu'on disait dépendre du point découvert. Ainsi toutes les premières chartres anglaises donnaient aux corporations d'aventuriers le pays compris entre l'Océan Atlantique et la mer du Sud, pays dont une grande partie n'est pas connue encore. La France et l'Espagne agirent d'après le même principe, et les prétentions réciproques devaient nécessairement finir par se rencontrer.

En 1673, un Français, nommé Lasalle, découvrit l'embouchure du Mississipi, le fleuve le plus grand du monde connu. La colonie de la Nouvelle-Orléans fut fondée en 1722, et s'accrut avec assez de rapidité. Dès 1731, le gouvernement fran-

çais forma le vaste projet de réunir la Louisiane au Canada par une chaîne de forteresses ; alors le commandement sur tous les lacs intérieurs aurait appartenu aux Français, et les colonies britanniques, resserrées sur les bords de l'Océan, auraient fini par devenir la proie de la nation qui, possédant tout le commerce avec les Indiens et toutes les contrées les plus fertiles, aurait acquis la prééminence dans l'Amérique septentrionale.

Entre l'Espagne et l'Angleterre, il s'agissait de la Géorgie et des Carolines, réclamées par la première de ces puissances, et des Florides, dont une partie était comprise dans la chartre de la Caroline.

Au milieu de ce conflit de prétentions, les commissaires firent des travaux inutiles. Le moindre prétexte devait donner lieu à une nouvelle guerre, et on s'y prépara des deux côtés avec empressement. Les colonies anglaises, dans l'Amérique septentrionale, comptaient, à cette époque, 1,051,000 habitans de race européenne; celles de la France n'en avaient que 52,000. L'Angleterre avait donc un avantage réel, que la France était obligée de contre-balancer par l'envoi de troupes et d'argent. D'un autre côté, les Français possédaient l'affection des Indiens, et leurs colons, administrés militairement, étaient plus faciles à réunir sous les armes que les fermiers indépendans et les riches négocians des possessions anglaises.

Les gouverneurs du Canada, qui furent presque tous des militaires distingués, avaient choisi avec talent les positions propres à leur donner de l'in-

fluence sur les Indiens et à faciliter des incursions dans les provinces du Nord. Une chaîne de forteresses assurait les communications depuis Québec jusqu'au Saint-Laurent : ils se proposèrent de prolonger cette chaîne jusqu'au Mississipi, en détruisant les établissemens les plus avancés des Anglais.

Le gouvernement britannique voulut également étendre ses possessions : une compagnie s'était formée en Virginie et en Angleterre, sous le nom de compagnie de l'Ohio ; elle obtint une concession de 600,000 acres de terre dans l'intérieur du pays réclamé par les deux puissances, et s'occupa immédiatement d'y former une colonie qui devait couper la chaîne des Français. Le gouverneur du Canada, voyant ses projets sur le point d'être déjoués, prit aussitôt des mesures violentes ; il fit enlever les commerçans anglais sur l'Ohio, et les envoya comme prisonniers à Presqu'île sur le lac d'Érie ; en même temps il ouvrit une ligne de communication depuis cette forteresse jusqu'à l'Ohio.

La compagnie de l'Ohio était trop puissante en Angleterre et en Virginie, pour céder sans combattre. Après une négociation inutile, dans laquelle le major Washington, âgé alors de vingt-un ans, se distingua par sa fermeté et son courage, le gouvernement de la Virginie résolut d'avoir recours à la force. Un régiment, placé sous les ordres de Washington, fut chargé d'expulser les Français du territoire contesté et d'y construire une forteresse ; mais les Français avaient pris le devant, en élevant le fort du Quesne : ils environnèrent les

troupes coloniales, et les forcèrent à capituler. Ainsi les hostilités avaient commencé, et quelques déserts malsains n'appartenant de fait ni à la France, ni à l'Angleterre, étaient devenus le prétexte d'une guerre longue et sanglante entre les deux puissances : aucune d'elles n'en prévit les conséquences ; le cabinet de Saint-James surtout ne se doutait point que cette guerre préparerait l'indépendance des colonies qu'il voulait agrandir.

Avant que la guerre ne fût déclarée, le ministère anglais, prévoyant que l'Amérique allait en devenir le théâtre principal, voulut réunir toutes les forces des colonies sous une seule direction (1754). D'après ses instructions, un congrès de délégués des diverses provinces fut réuni à Albany ; cette assemblée nomma un comité composé d'un député par colonie, pour former un plan d'union. Ce plan fut remarquable sous plus d'un rapport ; il prouva que l'esprit de la fédération de la Nouvelle-Angleterre subsistait toujours ; en même temps, à quelques modifications indispensables près, on y trouve les bases actuelles de la grande fédération des États-Unis. D'après le projet adopté à Albany, toutes les colonies devaient être gouvernées par un conseil élu par les assemblées législatives des diverses provinces, et dont le président, investi d'un pouvoir négatif, devait être nommé par la couronne. Ce conseil aurait eu l'autorité de faire des lois générales, de désigner les contingens de troupes et d'argent à fournir par chaque colonie, de faire construire des forts, de diriger les opérations des armées, de faire des traités avec les Indiens, en

un mot, de prendre toutes les mesures pour la sûreté commune. Les délégués du Connecticut votèrent seuls contre ce projet, parce qu'ils regardaient comme dangereux pour la liberté le pouvoir d'un président nommé par la couronne. Les députés des autres provinces votèrent pour l'adoption du système proposé, et ils offrirent, moyennant qu'il fût sanctionné par le gouvernement anglais, de défendre les colonies sans le secours de la métropole.

Le ministère anglais ne fut nullement disposé à donner aux colonies une organisation aussi indépendante. Il rejeta le projet de fédération, et en offrit un autre, d'après lequel une réunion des gouverneurs et de deux membres du conseil de chaque province, aurait lieu à diverses époques, pour prendre des mesures générales. Cette réunion devait être autorisée à tirer sur le trésor anglais pour des sommes que les colonies auraient remboursées ensuite, moyennant une taxe imposée par le parlement anglais. Ce projet fut rejeté avec la plus grande unanimité par tous les colons; mais le coup était porté, et l'idée d'une grande confédération américaine ne fut plus perdue de vue (1).

L'année suivante, les hostilités continuèrent sans

---

(1) Personne, à cette époque, ne songeait à la possibilité d'une révolution américaine. Franklin, consulté sur les projets de fédération par le gouverneur Shirley, prévit immédiatement les différends futurs entre les colonies et la métropole, et les prédit avec des détails qui se vérifièrent depuis. (Ramsay, *Hist. of the Amer. Revolution.*)

que la guerre fût encore déclarée (1755). Les deux puissances envoyèrent des renforts à leurs armées coloniales ; le général Braddock arriva en Virginie avec deux mille deux cents hommes de ligne ; il convoqua une réunion des gouverneurs de toutes les provinces, et trois expéditions contre les Français furent résolues immédiatement.

La première de ces entreprises était dirigée contre la partie de la Nouvelle-Écosse réclamée par les Français, et dans laquelle ils avaient élevé quelques fortins. Les milices de Massachusset, secondées par trois cents soldats anglais, firent la conquête de ce territoire, sans perdre plus de trois hommes. Ce succès fut déshonoré par une action barbare envers les habitans de la Nouvelle-Écosse, presque tous Français d'origine ; on les dispersa dans les colonies anglaises, après avoir brûlé leurs maisons et ravagé leurs terres.

La seconde expédition, commandée par le général Braddock et dirigée contre le fort Duquesne, eut un résultat tout différent. Cet officier anglais méprisait les milices de la Virginie, et ne consentit qu'avec répugnance à prendre avec lui quelques compagnies de chasseurs ; s'étant engagé imprudemment dans un terrain qu'il ne connaissait pas il fut enveloppé par les Français et les Indiens, et tué avec la majeure partie des siens. Le colonel Washington rallia les fuyards, et fit la retraite en bon ordre.

Dans le Nord, les colonies de la Nouvelle-Angleterre avaient réuni une armée de près de trois mille hommes, avec lesquels le général Johnson

entreprit la conquête de Tyconderoga, sur le lac Georges. Il rencontra près de ce fort le baron de Dieskau à la tête de douze cents soldats français et de six cents miliciens et Indiens. Malgré l'infériorité de leurs forces, les Français commencèrent le combat, qui fut très meurtrier; leurs auxiliaires prirent la fuite, et le baron Dieskau fut blessé mortellement : alors les Anglais remportèrent la victoire; le général Johnson, qui avait été blessé, fut récompensé d'une manière splendide : le roi lui accorda le titre de baronnet, et la chambre des communes lui vota une pension de 120,000 fr. Au reste, l'avantage remporté par cet officier n'eut aucun résultat; la situation de ses troupes ne lui permit point d'entreprendre le siége de Tyconderoga, qui fut fortifié par les Français. Les colonies anglaises restèrent exposées pendant l'hiver aux incursions des sauvages, qui détruisirent plusieurs établissemens avancés.

Plusieurs combats avaient été livrés en Amérique, tandis qu'en Europe l'Angleterre et la France étaient encore en paix. Le cabinet de St.-James donna enfin le signal de la guerre, en faisant enlever par surprise tous les vaisseaux français de guerre ou de commerce qui se trouvaient en mer; par suite de cette violation du droit des gens, plus de huit mille matelots français se trouvèrent prisonniers en Angleterre; ce coup fut terrible pour la marine déjà très faible de la France, et décida du sort de ses colonies.

(1756) Le comte de Loudoun, nommé commandant en chef des forces anglaises en Amérique,

trouva, dans le voisinage du lac Georges, une armée de près de huit mille hommes. Mais ce général ne devait son grade qu'à sa fortune et à sa naissance; il ne fit aucune entreprise, et se vit bientôt réduit à la défensive par le courage et l'habilité du général français.

Le marquis de Montcalm, qui avait succédé au baron Dieskau dans le gouvernement du Canada, sut compenser par son activité et son courage la supériorité numérique des ennemis. Tandis que les Anglais délibéraient, il réunit cinq mille hommes, et alla investir Oswego. En trois jours de temps, il fit ses approches du fort et ouvrit une brèche praticable. Le commandant anglais fut tué et tout fut préparé pour l'assaut; la garnison, forte de seize cents hommes, se rendit, ainsi qu'une flotille armée sur le lac. Le fort d'Oswego avait été construit sur le territoire des Six-Nations, malgré leurs réclamations. Montcalm le fit raser en leur présence, en leur déclarant qu'il ne désirait que leur neutralité.

(1757) L'année suivante, lord Loudoun, renforcé de cinq mille Anglais, réunit une armée de dix mille hommes, la plus forte qu'on eût vue encore en Amérique. Cette armée ne servit qu'à forcer la ville de Boston à donner le logement aux officiers de recrutement; rien ne fut entrepris contre les Français. Le général Montcalm profita de l'inertie de ses adversaires pour s'assurer le commandement du lac Georges. Il investit le fort Guillaume-Henri, défendu par trois mille Anglais, et l'obligea de capituler après un siége de six jours.

Jusqu'alors la Grande-Bretagne avait éprouvé des désastres sur tous les points, et la campagne de 1758 s'ouvrit sous de lugubres auspices, lorsque le génie d'un seul homme changea la face des affaires. Pitt fut porté au ministère par la majorité du parlement et par les vœux de la nation. Quoiqu'il soit douteux si son administration a causé à l'Angleterre plus de maux réels qu'elle ne lui a procuré d'avantages apparens, on ne peut pourtant lui refuser un esprit vaste et hardi, et une capacité extraordinaire pour les affaires. Tous ses projets étaient gigantesques, et il savait trouver les moyens pour les faire exécuter. Aucun ministre n'a jamais été aussi prodigue d'argent que Pitt; mais du moins sa probité fut incontestable, et les sommes immenses qu'il puisa dans le système du crédit organisé par lui, furent employées au service de l'état; l'homme qui avait manié des milliards est mort pauvre. Les torys, éloignés des affaires depuis la révolution de 1688, se rallièrent par ses soins à la dynastie de Hanovre, et toutes les forces furent réunies vers un seul but, l'affaiblissement de la France.

Dans aucune partie de l'empire britannique la nouvelle administration ne fut aussi populaire que dans les colonies américaines; l'énergie qui caractérisait toutes les mesures de Pitt les rassurait sur les résultats de la guerre dans laquelle elles étaient engagées, et dont dépendait en quelque sorte leur destinée. Il fut prouvé alors qu'un peuple qui a confiance dans son gouvernement est capable de sacrifices qu'aucun pouvoir arbitraire ne pourrait lui arracher. Tandis que dans les années précédentes la

Nouvelle-Angleterre avait eu de la peine à lever 4,000 hommes, les trois colonies de Massachusset, New-Hampshire et Connecticut, formèrent en peu de jours une armée de 15,000 hommes, prête à entrer en campagne. De nombreux corsaires furent équipés dans leurs ports; elles fournirent des marins aux vaisseaux de guerre, et le total de leurs habitans engagés dans un service militaire quelconque, montait à un tiers de la population active; en même temps les impositions requises pour faire face à tant de dépenses extraordinaires s'élevaient en quelques endroits aux deux tiers du revenu des habitans.

La même énergie se développa en Angleterre. Des escadres formidables bloquèrent dans les ports français les expéditions destinées à renforcer l'armée du Canada et à ravitailler les places-fortes. Dès le printemps, l'amiral Boscawen arriva à Halifax avec une flotte nombreuse et avec douze mille soldats anglais. Le général Abercrombie fut investi du commandement en chef d'une armée qui s'élevait à près de 50,000 hommes; sous lui commandaient de jeunes officiers choisis par Pitt avec son discernement accoutumé.

(1758) La campagne s'ouvrit immédiatement par le siége de Louisbourg. Le major-général Amherst, à la tête de 14,000 hommes, et l'amiral Boscawen, avec trente-huit vaisseaux de guerre, investirent cette place dans le mois de juin. Le chevalier de Drucourt commandait dans Louisbourg une garnison de 3,000 hommes, et onze vaisseaux de guerre défendaient le port. Le général Wolfe s'empara

d'une éminence d'où il pouvait lancer des bombes dans le port; il réussit en effet à mettre le feu à un des grands vaisseaux qui sauta avec deux autres. Six cents marins embarqués sur des chaloupes s'emparèrent des autres vaisseaux français dans la baie, et bientôt les brèches furent praticables pour un assaut. Le chevalier Drucourt accepta alors une capitulation par laquelle la garnison resta prisonnière de guerre, et les Anglais se virent maîtres de toute l'île du cap Breton, de l'ile Royale et de celle de Saint-Jean. Ils avaient perdu pendant le siége cinq à six cents hommes.

L'expédition contre Tyconderoga et contre Crown-Point, conduite par le général Abercrombie en personne, ne fut pas couronnée du même succès. Tyconderoga était défendu par 4,000 hommes commandés par le marquis de Montcalm; un siége régulier était impossible; Abercrombie livra l'assaut aux lignes françaises avec 18,000 Anglais; il y perdit 2,000 hommes, et se vit forcé de reprendre ses positions au-delà du lac Georges. Pourtant les troupes françaises en Amérique étaient trop faibles pour résister sur tous les points. Montcalm avait été dans la nécessité de réunir à lui la majeure partie des garnisons des autres forteresses, afin de pouvoir défendre Tyconderoga; il ne put porter des secours partout, parce que les Anglais étaient maîtres de la navigation sur les lacs; ainsi il perdit les deux forts de Frontignac et de Duquesne. Le premier fut détruit; le second reçut le nom de Pittsburg en honneur de Pitt. La conquête de ce dernier fort garantissait les provinces du centre contre les at-

taques des sauvages; et ceux-ci, voyant que la fortune abandonnait les Français, firent leur paix avec les colonies; les Indiens établis entre l'Ohio et les lacs s'allièrent même aux Anglais.

Des entreprises plus décisives furent arrêtées pour la campagne suivante (1759). Abercrombie fut rappelé du commandement en chef, qui fut confié au général Amherst. La France, engagée dans une guerre ruineuse contre la Prusse, n'avait pu envoyer de secours à ses colonies, et cette circonstance permit aux généraux anglais de former le plan d'une invasion dans le Canada. Le brigadier-général Wolfe, jeune officier qui s'était distingué au siége de Louisbourg, devait remonter le Saint-Laurent et assiéger Québec. Le commandant en chef Amherst, à la tête de l'armée principale, se proposait de s'emparer de Tyconderoga et de Crown-Point, de passer le lac Champlain, et de se réunir avec Wolfe devant Québec. Une troisième armée, après avoir pris le fort important de Niagara, devait également se trouver au siége de la capitale des possessions françaises dans l'Amérique. Il était à craindre que l'ensemble d'un plan si vaste ne fût rompu par quelque échec, et qu'alors toutes les expéditions ne vinssent à manquer.

En effet, les deux armées commandées par les généraux Amherst et Johnson, réussirent à s'emparer des forts français dans lesquels Montcalm n'avait laissé qu'une faible garnison; mais ni l'une ni l'autre ne furent en état de continuer leur marche, et Wolfe se trouva abandonné à ses propres forces dans l'entreprise la plus périlleuse. Il s'était

embarqué à Louisbourg avec huit mille hommes, et vers la fin de juin 1759, il débarqua ses troupes sur l'île d'Orléans, située dans le Saint-Laurent, au-dessous de Québec : la saison était trop avancée pour qu'il pût espérer recevoir les secours qui lui étaient promis; il ne voulut point pourtant reculer avant d'avoir fait une tentative courageuse.

Québec est bâti sur la rive septentrionale du Saint-Laurent et sur la rive occidentale du Saint-Charles, qui, immédiatement sous la ville, se jette dans le premier de ces fleuves. La ville, assez belle et fort étendue, était bien fortifiée; elle se divisait en deux parties; la ville basse, construite au pied du rocher sur lequel est bâtie la ville haute. Du côté de ce rocher, parallèle au Saint-Laurent, Québec pouvait passer pour imprenable; de l'autre côté, la partie basse était défendue par des vaisseaux armés et des batteries flottantes sur le Saint-Charles, dont l'embouchure était garantie par une barre très forte. Les bords de ce fleuve, d'un accès difficile et coupé de ravins, offraient un autre obstacle à vaincre; sur sa rive orientale était campée l'armée française, forte de cinq mille hommes, et dont le camp retranché s'étendait vers l'est jusqu'à la rivière de Montmorenci; ses derrières étaient couverts par un bois impénétrable. Montcalm, victorieux dans tous ses combats contre les Anglais, commandait cette armée; il avait l'avantage de la position, mais Wolfe avait celui du nombre; ses troupes d'ailleurs étaient composées de vieux soldats; celles de Montcalm ne comptaient que deux mille soldats réguliers, le reste était de la milice

canadienne et des Indiens. Wolfe avait donc les chances pour lui dans une bataille rangée, et il n'épargna aucun effort pour l'engager; il commença par canonner la ville et réduisit en cendres la partie basse; il traversa ensuite le Montmorenci et attaqua son adversaire dans ses retranchemens; mais il fut repoussé avec perte et forcé de reprendre ses premières positions dans l'île d'Orléans. Sa situation commençait à devenir critique; dans une dépêche à M. Pitt et dans ses conversations avec ses officiers, il avoua qu'il avait peu d'espoir de réussir; mais en même temps il déclara qu'il préférait mourir plutôt que de renoncer au but de son expédition. Il convoqua un conseil de guerre, et il fut résolu de remonter le Saint-Laurent avec une partie des troupes, tandis que l'autre partie irait s'emparer de Point-Lévi, sur la rive méridionale du fleuve. Par suite de ce mouvement, Montcalm avait à craindre que les Anglais ne débarquassent au-dessus de son camp, afin d'approcher de la ville du côté le plus faible. Il ne voulut point pourtant quitter sa position; mais il envoya M. de Bougainville avec quinze cents hommes pour observer l'ennemi et empêcher son débarquement.

Wolfe forma alors un plan hardi, mais dont le résultat devait être décisif. Il y avait au-dessus de la ville un endroit où il était possible de débarquer, mais il fallait escalader un rocher à pic, accessible seulement par un étroit sentier; ce chemin conduisait sur les hauteurs derrière Québec, et à cause de sa force naturelle, il n'était que faiblement gardé. Wolfe tenta ce débarquement dans la nuit, malgré

la rapidité du fleuve et la difficulté de trouver le sentier dans l'obscurité. Si son dessein était découvert, le général français pouvait facilement repousser les Anglais et détruire la moitié de leur armée; son adversaire alors n'eût été qu'un jeune ambitieux sacrifiant ses soldats à sa gloire personnelle; il réussit, et son nom est devenu un des plus célèbres parmi les généraux anglais.

Toutes les circonstances favorisèrent l'exécution de son projet. Les embarquemens arrivèrent heureusement à leur destination. Wolfe sauta le premier à terre; le détachement chargé de la défense du poste ne fit que peu de résistance, et toute l'armée anglaise monta par l'étroit sentier, et dès la pointe du jour, elle fut rangée en bataille sur les hauteurs appelées la plaine d'Abraham. Montcalm eut de la peine à croire qu'une entreprise aussi désespérée avait pu réussir; mais lorsqu'il fut convaincu que la nouvelle en était vraie, il sentit que Québec était perdu s'il ne livrait bataille. Il sortit donc de ses retranchemens, et traversa le Saint-Charles pour attaquer les Anglais. En même temps il envoya à M. de Bougainville l'ordre de presser sa marche afin d'attaquer l'ennemi sur ses derrières; mais cet officier s'était trop éloigné pour pouvoir arriver à temps.

La bataille qui devait donner au vainqueur quinze cents lieues de territoire, commença avec une ardeur égale des deux côtés. Les Anglais surent ménager leurs feux, et ne tirèrent qu'à une petite distance. Wolfe lui-même marchait à la tête de ses grenadiers; une balle lui traversa le poignet, une

autre le frappa dans l'aine, sans qu'il voulût consentir à abandonner son poste; enfin une troisième balle lui traversa la poitrine, et il fut emporté du champ de bataille. A peine le général Monckton eut-il pris le commandement, qu'il fut également blessé. Dans le même moment Montcalm, combattant à la tête d'une colonne de vieux soldats français, reçut une blessure mortelle, et le général Senezergues, son second, fut tué à ses côtes. Les Anglais continuèrent la charge; la gauche et le centre des Français commencèrent à plier; alors les miliciens et les Indiens s'enfuirent en déroute, et les troupes régulières, environnées de tous côtés, couvrirent le champ de bataille de leurs morts : un petit nombre se sauva dans Québec ou sur la rive opposée du fleuve Saint-Charles. Bougainville n'arriva qu'au moment où la déroute était complète, et il ne lui resta d'autre parti que de se retirer également.

Cette victoire, importante par ses résultats, coûta aux Anglais six cents hommes tués ou blessés. Wolfe, transporté sur les derrières de son armée, conserva jusque dans l'agonie de la mort la même pensée présente à son esprit. Il paraissait expirant lorsque des cris « Ils fuient! ils fuient! » frappèrent ses oreilles. Il releva la tête : « Qui fuit? » demanda-t-il. « Les Français. » « Alors je meurs content; » et il rendit le dernier soupir.

Montcalm mourut avec le même héroïsme, et il serait difficile de dire lequel des deux généraux montra plus de grandeur d'âme et de mépris de la mort. Il témoigna sa satisfaction en apprenant que sa blessure

était mortelle, et lorsqu'on lui annonça qu'il n'y survivrait que de peu d'heures, il répondit : « Tant mieux ; je ne vivrai point pour voir la reddition de Québec. »

En effet cette ville capitula peu de jours après la bataille, avant même d'être investie dans les formes. Les habitans se réservèrent le libre exercice de leur religion et la jouissance de leurs droits civils. Le général Murray resta à Québec avec cinq mille hommes, et la flotte anglaise quitta le Saint-Laurent. Les Français ne possédaient plus dans le Canada d'autre place importante que Montréal, et elle ne pouvait être secourue tant que les Anglais restaient maîtres du fleuve.

Pendant l'hiver Pitt encouragea de nouveau les colons à faire des efforts pour compléter les conquêtes commencées ; il leur promit le remboursement de toutes leurs avances. Les assemblées votèrent le même nombre de soldats que les années précédentes, et le général Amherst prépara une expédition immense contre Montréal. M. de Vaudreuil, gouverneur de la Nouvelle-France, et M. de Lévi, commandant des troupes, firent également de grands efforts pour réparer leurs affaires. Ils concentrèrent autour de Montréal tous les soldats français et environ six mille Canadiens et Indiens. Avec cette armée, M. de Lévi résolut d'assiéger Québec avant que les fleuves ne fussent dégelés (1760). Murray marcha au-devant de l'ennemi ; mais il fut battu et forcé de se renfermer dans la ville, qui fut investie aussitôt ; à peine les batteries des Français étaient-elles montées, que le Saint-Lau-

rent dégela plus tôt que de coutume; alors la flotte anglaise put venir au secours des assiégés, et M. de Lévi fut obligé de se retirer à Montréal.

Les forces anglaises ne tardèrent pas à entourer cette place; il était impossible de songer à la défendre, et M. de Vaudreuil se contenta d'obtenir une capitulation honorable. Les troupes françaises furent transportées en France, et les Canadiens obtinrent le libre exercice de leur religion et la conservation de leurs propriétés.

Ainsi les colonies fondées par la France en Amérique au prix d'immenses trésors et d'une population dont ses provinces avaient besoin elles-mêmes, furent perdues sans retour. Leur conquête fut importante, surtout pour les colonies anglaises, qui se virent délivrées de voisins toujours inquiétans et souvent dangereux, et qui avaient organisé contre elles une guerre permanente des Indiens, guerre la plus cruelle qui puisse se faire. L'acquisition du Canada en elle-même n'était d'aucun prix : cette province avait toujours coûté à la métropole des sommes énormes, et ne lui rapportait rien qu'un commerce peu considérable de pelleteries et de grains. Sous ce rapport, la perte de cette colonie ne fut point un malheur pour la France; elle ne perdait en réalité qu'un poste militaire fort coûteux, d'où elle pouvait inquiéter les possessions britanniques, dans l'espoir d'avancer vers le midi et de refouler les Anglais sur les rivages de l'Atlantique. Pourtant, d'après les préjugés sur le commerce et la politique qui régnèrent à cette époque, la conquête du Canada fut regardée comme un dé-

sastre pour la France et comme une brillante acquisition pour l'Angleterre, qui ne pouvait prévoir que bientôt cette contrée ingrate et septentrionale serait la seule propriété qui lui resterait sur le continent américain.

Tandis que les colonies du nord commençaient à jouir de la paix, celles du sud, qui n'avaient point pris part à la guerre, devinrent le théâtre d'une guerre violente. Jusqu'alors l'Espagne n'avait point donné de secours à la France, et les Carolines restèrent en paix avec les Florides. Lorsque les troupes françaises du fort du Quesne furent chassées de ce poste, elles se retirèrent dans la Louisiane, et s'appliquèrent à intéresser la nation des Cherokies dans leur querelle (1759). Les Cherokies se plaignaient d'avoir été mal récompensés des services qu'ils avaient rendus aux Anglais; à peine leur mécontentement fut-il connu, que Lyttleton, gouverneur de la Caroline, se prépara à pénétrer dans leur pays, qui depuis long temps était convoité par les colons. Les sauvages, nullement préparés à la guerre, consentirent à donner trente-deux de leurs chefs comme otages; l'offre fut acceptée, et les otages furent conduits au fort Prince-Georges; bientôt les Cherokies voulurent délivrer leurs compatriotes, et dans un essai malheureux pour leur ouvrir la prison, le capitaine du fort fut tué et deux officiers blessés; aussitôt l'ordre fut donné d'enchaîner les otages. Pour des Indiens, un pareil outrage est pire que la mort; ils se défendirent avec fureur contre les soldats qui voulurent leur mettre les fers; ils en blessèrent plusieurs; alors on les massacra tous.

Cette infamie fut vivement ressentie par toutes les nations des Cherokies; ils coururent aux armes, et tuèrent tous les Anglais qui tombèrent entre leurs mains. Cette guerre dura deux ans avec des succès variés. Mais après la conquête du Canada, une force supérieure fut envoyée contre eux, et ils furent défaits dans une bataille décisive. Leur ville principale, Etchoe, et un grand nombre de leurs villages furent réduits en cendres; ils demandèrent la paix, qui fut conclue en 1761.

La même année, Pitt se retira du ministère, et l'année suivante, la guerre entre l'Angleterre et l'Espagne fut déclarée (1762): elle valut à la Grande-Bretagne la conquête de la Martinique, Grenade, Saint-Louis, Saint-Vincent, des îles Caraïbes et de l'importante ville de Havane. Les colonies de la Nouvelle-Angleterre contribuèrent à ces succès, en fournissant un corps considérable de troupes pour ces diverses expéditions. L'Espagne, épuisée par ces pertes, ne tarda point à solliciter la paix, qui fut signée entre toutes les puissances, le 3 novembre 1763. La France ne conserva en Amérique qu'une partie de la Louisiane et l'île de la Nouvelle-Orléans, et l'Espagne céda les Florides, afin de rentrer en possession de la Havane. Ainsi les colonies anglaises furent délivrées du voisinage des Espagnols dans le Midi, et des Français dans le Nord et dans l'Ouest.

Les nouvelles acquisitions de la Grande-Bretagne en Amérique furent distribuées en quatre provinces: celles de Québec, de la Floride orientale,

de la Floride occidentale et de la Grenade ; cette dernière comprenait l'île de ce nom, et celles de Saint-Dominica, Saint-Vincent et Tabago. La Nouvelle-Écosse et la Géorgie furent agrandies. En même temps, les gouverneurs des nouvelles provinces reçurent l'ordre de convoquer les représentans des colons et d'établir de concert avec eux des constitutions semblables à celles des autres colonies anglaises en Amérique. Par cette sage politique, les Français du Canada et les habitans des Florides, devenus plus heureux et plus libres, s'attachèrent à la nouvelle métropole. D'après le traité de Paris, les habitans du Canada avaient obtenu la liberté de retourner en France ; ils se refusèrent à profiter de cet avantage. Ces malheureux avaient été transportés dans les neiges du Canada pour changer de sol et non de condition. Les paysans y furent attachés à la glèbe, et chaque village avait son seigneur. Ils étaient pauvres et ignorans, par conséquent superstitieux et soumis aux jésuites ; devenus sujets d'hérétiques, ils craignirent qu'on leur interdît le libre exercice de leur culte ; lorsqu'ils se virent rassurés sur ce danger, ils bénirent le sort des armes qui avait amélioré leur situation.

Par un dernier résultat de cette longue guerre, le cabinet de Versailles céda la Louisiane et la Nouvelle-Orléans à l'Espagne, afin de l'indemniser de ses pertes. Ce changement ne fut nullement favorable aux habitans de ce pays ; lorsque le commandant espagnol vint en prendre possession, les officiers et les magistrats français, ainsi que les prin-

cipaux colons, lui firent observer qu'il était nécessaire de remplir certaines formalités et de garantir les droits acquis. Le commandant espagnol, nommé O'Reilly, irlandais d'origine, invita les réfractaires à dîner, et afin d'imiter la conduite du duc d'Albe dans les Pays-Bas, il leur fit faire leur procès au sortir de table; ils furent condamnés à être pendus, et par grâce spéciale ils furent fusillés. Cette atrocité était peu propre à attacher le pays à ses nouveaux maîtres, et il était aisé de prévoir que la Louisiane finirait par envier le sort des provinces voisines et par secouer le joug espagnol.

La paix de 1763 termine dans l'histoire de l'Amérique septentrionale la première période, celle de la formation des colonies, de leur lutte avec les Indiens, et avec les nations qui prétendaient à la possession d'une partie de leur territoire. Depuis l'Atlantique jusqu'au Mississippi, et depuis le golfe du Mexique jusqu'au pôle Arctique, toute l'Amérique se trouvait réunie maintenant sous une seule autorité; aucun ennemi extérieur n'était plus à craindre. Les colonies qui, pendant les dernières guerres, avaient reçu des secours efficaces de la métropole, avaient oublié les anciennes prétentions du gouvernement anglais hostiles à leurs libertés, et le gouvernement anglais, aveuglé par les succès, ne croyait plus à la possibilité d'une opposition quelconque à ses volontés. Une nouvelle série d'événemens va se présenter à notre attention. Les colonies, engagées dans une résistance légale contre les actes despotiques du parlement britannique, vont

se trouver entraînées à une lutte armée, et conduites par la force des choses à proclamer leur indépendance et à prendre dans les sociétés humaines la place que leur assignait le degré de civilisation et de maturité auquel elles étaient parvenues.

DEUXIÈME PARTIE.

Histoire de l'Amérique septentrionale depuis le commencement de la lutte des colonies avec la métropole jusqu'à la fin de la guerre de l'indépendance. (1764-1783.)

CHAPITRE PREMIER.

Prétentions du ministère anglais au droit d'imposer les colonies ; résistance générale contre cette prétention ; troubles de Boston ; armement des Américains ; bataille de Breed's-hill et commencement des hostilités.

Les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale, douées de toute l'activité qui caractérise les sociétés naissantes, répandues sur un sol immense qui assurait à tout homme industrieux son existence et celle de sa famille, avaient acquis en peu d'années un développement prodigieux ; elles comptaient déjà une popolution de trois millions d'habitans, et d'après des faits certains, le doublement de cette population, en moins de vingt-cinq ans, n'était point problématique. Par la nature des choses, le caractère du peuple devait être indépen-

dant; les puritains de la Nouvelle-Angleterre avaient légué à leurs descendans toute la sévérité de leurs principes religieux et politiques ; nulle part il n'y avait d'institution aristocratique ; peu de nobles avaient traversé l'Atlantique , et ceux qui avaient pris ce parti, avaient oublié dans les forêts américaines leurs titres et leurs prétentions ; là même où l'église anglicane était dominante, elle n'avait point l'hiérarchie établie dans la métropole, et les évêques et archevêques étaient inconnus en Amérique ; loin d'une cour corruptrice , du cercle des intrigues ministérielles , les citoyens avaient conservé la pureté des mœurs privées et publiques ; leurs traditions historiques leur rappelaient que leurs ancêtres s'étaient réfugiés dans le Nouveau-Monde pour fuir l'intolérance des lois de la métropole , lois contre lesquelles ils avaient lutté ensuite avec succès pendant plusieurs générations. Les constitutions des diverses provinces étaient le fruit d'efforts opiniâtres ; presque toutes les colonies avaient été fondées pendant l'époque de la révolution anglaise , et elles avaient conservé un caractère éminemment politique. La théorie des *droits innés et imprescriptibles* de l'espèce humaine avait pris naissance dans ces colonies; il devait donc être difficile de les tromper par des maximes d'omnipotence parlementaire et de leur faire abandonner les principes fondamentaux de leur existence.

Tel fut pourtant le but que le ministère anglais s'était proposé de tout temps. L'acte de navigation et plusieurs autres actes prouvaient que le parlement britannique se croyait investi du droit d'im-

poser les colonies, et celles-ci avaient, dans plusieurs occasions solennelles, repoussé cette prétention, et déclaré que les assemblées législatives des provinces avaient seules le droit d'établir des impôts sur le peuple américain, dont les intérêts n'étaient point représentés dans le parlement de la Grande-Bretagne. Pendant la guerre terminée en 1763, le ministère ayant besoin alors d'une coopération vigoureuse des colons, parut renoncer à ses projets de taxation; mais après la paix, il ne tarda pas à les reproduire avec chaleur. Lord Bute dirigeait alors les conseils du roi, et il professait hautement la doctrine que les colonies devaient dépendre immédiatement de la couronne. L'Angleterre d'ailleurs était écrasée sous le fardeau que lui avait imposé la guerre; il fut donc résolu de tirer un revenu de l'Amérique septentrionale, et, en même temps, de soumettre les colons à l'autorité royale, et à l'hiérarchie épiscopale de l'église anglicane. (1754) Dans cette double intention, les droits sur les importations et les exportations des colonies furent augmentés; des mesures sévères furent prises contre un commerce de contrebande avec les établissemens français et espagnols, qui long-temps avait été toléré, et enfin M. Grenville, premier commissaire de la trésorerie, annonça qu'il présenterait au parlement un bill pour l'établissement d'un droit sur le timbre en Amérique. Les colonies, accoutumées depuis long-temps à voir le parlement faire des lois sur le commerce, avaient fini par lui reconnaître le droit de faire ces lois; pourtant elles réclamèrent vivement contre les mesu-

res nouvelles, et quant au droit sur le timbre, elles déclarèrent que les représentans des Anglais d'Europe n'avaient point le droit de les imposer. Leurs pétitions furent écartées par la chambre des communes, et M. Grenville présenta enfin son fameux bill sur le timbre américain, qui fut adopté dans les deux chambres par une grande majorité. (1765) A l'appui de cette mesure, un orateur ministériel, M. Townsend, rappela les sacrifices faits selon lui par l'Angleterre, en faveur des colons américains, et termina son discours par ces mots : « *Ces enfans, élevés par nos soins, nourris par notre indulgence, protégés par nos armes*, maintenant qu'ils ont acquis un certain degré de force et d'opulence, refuseront-ils de contribuer leur grain de sable pour nous aider à supporter nos charges pesantes ? » La réponse d'un membre de l'opposition, du colonel Barré, explique, en peu de mots, l'origine de la révolution américaine; il s'écria avec une vive indignation : « *Des enfans nourris par vos soins !* Non ; c'est votre oppression qui les a contraints de fuir en Amérique, où ils ont prospéré malgré vous dans un pays inculte, où ils ont supporté tous les maux qui peuvent accabler la nature humaine.... *Eux, nourris par votre indulgence !* Non ; c'est parce que vous les avez abandonnés qu'ils ont grandi. Lorsque vous avez commencé à vous soucier d'eux, vos soins se sont exercés en leur envoyant des individus pour les gouverner, individus qui furent les sous-délégués de quelque délégué, et qui étaient chargés de comploter contre leur liberté, d'envenimer leurs actions, et de vi-

vre à leurs dépens ; des individus qui, élevés aux premières dignités de la magistrature, échappaient quelquefois en traversant les mers à la justice de leur pays. *Eux, protégés par vos armes!* Ils ont pris généreusement les armes pour vos intérêts; ils ont interrompu leurs travaux industriels pour la défense d'un pays dont ils ont arrosé les frontières de leur sang, tandis que, dans l'intérieur, les épargnes des familles étaient sacrifiées à votre soulagement. *Rappelez-vous ce que je vous dis aujourd'hui ; le même esprit qui a animé ce peuple dès son origine, vit toujours dans lui.* Mais la prudence m'empêche de m'expliquer davantage. Dieu sait que je ne parle point par esprit de parti. Je connais l'Amérique. J'ai vécu dans ce pays. Le peuple en est aussi loyal au roi que peuvent être ses autres sujets ; mais il est jaloux de ses libertés, et si on prétend les violer, il saura les défendre. Le sujet est délicat.... je me tais. » Ce discours produisit une vive impression sur la chambre ; le général Conway parla dans le même sens, et il déclara positivement que le parlement n'avait point le droit d'imposer les colonies. L'acte du timbre n'en fut pas moins adopté par la majorité ministérielle.

L'assemblée provinciale de la Virginie tenait sa session, lorsque la mesure du gouvernement anglais fut annoncée à l'Amérique. Il appartenait à la plus ancienne des colonies anglaises de donner l'exemple de la défense des libertés américaines. L'assemblée déclara dans une protestation énergique, qu'elle seule avait le droit d'imposer les habitans de cette colonie, et que toute tentative pour

investir de ce droit d'autres individus, était injuste, inconstitutionnelle et illégale, et avait pour but manifeste de détruire la liberté des Anglais comme celle des Américains. Le gouverneur de la Virginie prononça la dissolution de l'assemblée; mais telle fut l'unanimité des sentimens du peuple, que tous les membres qui avaient voté pour les résolutions, furent réélus, et que les partisans du gouvernement furent remplacés par des hommes d'un caractère indépendant.

Les corps législatifs des autres colonies adoptèrent des résolutions pareilles à celles de la Virginie; la chambre des représentans du Massachusset adopta une mesure plus décisive; elle invita toutes les assemblées législatives à envoyer à New-Yorck des députés qui devaient former un congrès, afin de délibérer sur la situation de l'Amérique et sur les conséquences des taxes établies par le parlement. En même temps, les journaux de Boston, de New-Yorck et de plusieurs autres villes, publièrent des manifestes éloquens, afin d'engager le peuple à s'unir pour la défense de sa liberté et de sa propriété. Nulle part les officiers du timbre ne purent exercer leurs fonctions, et on les obligea même d'y renoncer solennellement.

Le congrès convoqué par le Massachusset se réunit au jour fixé; les députés de toutes les colonies étaient présens, à l'exception de ceux de la Virginie, du New-Hampshire et de la Caroline septentrionale, dont les assemblées n'étaient point en session à cette époque, mais qui ne tardèrent pas à adhérer aux résolutions prises à New-Yorck. Le

premier congrès américain adopta une protestation en forme de pétition au roi, contre l'acte du timbre en particulier, et contre la prétention du parlement anglais en général, d'imposer les colonies sans leur consentement. La base de la grande fédération des États-Unis se trouva posée, et les habitans des diverses provinces s'habituèrent à l'idée d'avoir une représentation commune et d'agir comme nation.

L'opposition contre l'acte du timbre ne se borna point à ces mesures légales; les maisons des partisans du gouvernement anglais furent pillées et dévastées. Une association se forma à New-Yorck et dans le Connecticut, sous le nom d'*Enfans de la liberté*, dont les membres s'engageaient à se rendre à leurs propres frais dans toute l'Amérique, afin de défendre les libertés du pays. En même temps, afin d'intéresser les négocians anglais dans leur résistance, les Américains formèrent des associations pour l'encouragement des manufactures nationales et pour restreindre l'usage des objets manufacturés de l'Angleterre. Des arbres allégoriques, appelés *Arbres de la liberté*, exposèrent aux yeux du peuple des symboles qui parlaient à son imagination. De-là vint l'usage de planter des arbres de la liberté.

(1766) Tandis que ces événemens eurent lieu, le ministère anglais fut culbuté au sujet du bill sur la régence; le général Conway entra dans le cabinet et chercha aussitôt à calmer le ressentiment du peuple américain. L'acte du timbre fut révoqué par la chambre des communes, qui persista pourtant à

s'attribuer le droit de faire des lois obligatoires pour les colonies. William Pitt, alors dans le parti populaire, déclara seul que les Américains avaient résisté légalement. La joie des colons fut illimitée, des monumens furent élevés à Pitt, et le nouveau ministère reçut des adresses de remercîment des différentes assemblées législatives. Pourtant l'animosité entre le gouvernement anglais et les colonies était déjà arrivée à un trop haut degré pour pouvoir s'apaiser facilement. Dans chaque province, il existait une lutte violente entre les gouverneurs et les représentans du peuple : ceux-ci eurent partout l'avantage ; ils s'opposèrent avec vigueur à un nouvel acte du parlement anglais, qui assujettissait les villes à loger les soldats chez les bourgeois; ils ouvrirent le local de leurs séances au public, et par cette sage mesure ils agrandirent leur influence. On apprit d'ailleurs que Georges III, dirigé toujours par son favori, lord Bute, penchait vers les voies de rigueur ; en effet, bientôt M. Townsend, connu par son hostilité contre les libertés des colonies, fut nommé chancelier de l'échiquier, et lord Hilsborough, qui partageait ses principes, fut nommé ministre des affaires coloniales.

Le premier acte du nouveau ministère fut de proposer au parlement des impôts sur le verre, le papier, les couleurs et le thé, que les colonies recevaient de l'Angleterre. Dans le préambule de ces actes, le roi annonçait que les nouvelles taxes avaient pour but de défrayer les frais d'administration des colonies. C'était en d'autres termes an-

noncer qu'enfin le grand but de tous les ministères anglais, depuis Charles II, était atteint, et qu'on avait créé pour les gouverneurs, en Amérique, une liste civile indépendante entièrement des assemblées législatives. Les citoyens de la Nouvelle-Angleterre, accoutumés à juger sainement les mesures du gouvernement, ne se trompèrent point sur les nouveaux actes (1768). La chambre des représentans du Massachusset protesta contre les taxes et contre l'usage qu'on prétendait en faire; elle écrivit une circulaire aux autres assemblées provinciales, afin de les engager à se joindre à elle dans son opposition; alors elle fut dissoute, et deux régimens de troupes de ligne entrèrent à Boston, ville qu'on regardait comme le centre de la résistance et qu'on transforma en place de guerre, au grand mécontentement de ses habitans. La chambre des *burgesses* de la Virginie fut également dissoute, parce qu'elle s'était prononcée contre les nouvelles taxes; ses membres se réunirent alors comme particuliers, et formèrent une association contre l'importation de marchandises anglaises (1769). Cette association fut adoptée en peu de temps par toutes les colonies sans exception. Les noms des négocians qui recevaient des marchandises de la métropole furent publiés dans les journaux comme les noms d'ennemis de leur patrie, et le commerce se trouva presqu'entièrement arrêté pendant plusieurs mois. Les droits sur le verre, les couleurs et le papier, furent abolis par le parlement; mais celui sur le thé fut conservé; les colonies comprirent qu'il ne s'agissait pas de la quantité des impôts, mais du

grand principe qu'elles avaient toujours défendu, et la concession du ministère anglais ne diminua en rien l'animosité du peuple américain.

(1770) Dans le Massachusset, la lutte devint de plus en plus vive, et produisit bientôt des voies de fait; la chambre des représentans, convoquée à Boston, avait déclaré qu'elle n'était pas libre dans cette ville; la session fut transportée alors à Cambridge; là, le gouvernement demanda des fonds pour l'entretien des soldats anglais; il obtint un refus positif, et la chambre fut dissoute de nouveau. A Boston, un poste fut provoqué dans la nuit; les soldats firent feu, et quatre bourgeois furent tués; aussitôt le tocsin appela sous les armes tous les habitans de la ville, et ce ne fut pas sans peine que le gouverneur et les magistrats empêchèrent une bataille sanglante. Le capitaine du poste et huit soldats furent arrêtés et jugés par un jury composé des habitans de la ville, connus pour leurs opinions patriotiques. Tel fut le sentiment de justice de ces citoyens, qu'ayant été convaincus que les militaires avaient été provoqués, ils les acquittèrent de l'accusation intentée contre eux.

Cet événement n'en eut pas moins des suites importantes; on crut généralement que les commandans anglais s'étaient proposé de massacrer les patriotes américains; les hommes influens du parti populaire dans le Massachusset, profitèrent de cette disposition pour organiser dans toutes les colonies des comités de correspondance, afin d'agir ensemble et de prendre des mesures générales. Cette forme d'association fut appelée là *ligue*. Le minis-

tère anglais crut calmer les esprits en rappelant M. Hutchinson, gouverneur du Massachusset, qui s'était attiré la haine de ses administrés, et en le remplaçant par le général Gage, homme justement estimé pour son caractère; mais le temps de faire des concessions utilement était passé; les esprits pénétrans prévirent qu'il fallait décider la question par la force. A Boston, dans une assemblée des enfans de la liberté, un des orateurs exposa cette nécessité, et déclara que puisque la lutte devait avoir lieu tôt ou tard, il fallait mieux la commencer immédiatement, puisqu'un gouvernement oppressif s'affermit et se fortifie par sa durée. L'occasion d'une démarche éclatante arriva bientôt.

(1773) La compagnie des Indes ne recevant plus de commandes de thé de l'Amérique, y envoya plusieurs cargaisons de cette denrée; ses agens dans les ports devaient en payer les droits, et le principe se serait trouvé établi. Partout les vaisseaux furent renvoyés sans qu'il leur fût permis de débarquer leur marchandise. A Boston, le peuple alla plus loin; il s'empara du bâtiment chargé de thé, ouvrit les caisses et jeta leur contenu dans la mer. Pour punir la ville de Boston de cet acte de violence, le parlement anglais ferma le port pour un temps illimité, et changea la forme du gouvernement de la province; l'ancienne chartre fut détruite, et la couronne fut investie du droit de nommer les membres du conseil, les magistrats et les employés, jusqu'alors choisis par le peuple ou par l'assemblée générale. Un autre acte ordonna que les individus coupables de haute trahison, de

meurtre ou de tout autre crime, pourraient être transportés en Angleterre, afin d'y être jugés. En même temps la constitution du Canada fut changée. Cette province fut agrandie et étendue jusqu'au Mississipi et l'Ohio, et il fut ordonné que son conseil législatif serait désormais à la nomination de la couronne (1774).

Le ministère avait cru effrayer les habitans du Massachusset par cette rigueur; loin de là, ils s'armèrent et se préparèrent à la résistance à force ouverte; il avait cru, en ne frappant que cette colonie seule, séparer d'elle les autres provinces; loin de là, les diverses assemblées législatives ordonnèrent que le jour de la fermeture du port de Boston serait un jour de jeûne et de prières pour tout le continent américain. La ligue prit une nouvelle activité, et il fut convenu que l'attaque faite sur une colonie serait regardée comme une attaque générale. Les assemblées législatives de Massachusset et de Virginie, avant d'être dissoutes de nouveau, convoquèrent un second congrès général à Philadelphie. Dans plusieurs provinces, les députés de ce congrès ne furent plus choisis par les assemblées législatives, mais par des comités investis de ce droit par le peuple.

Ce fut le 4 septembre 1774 que les délégués de onze provinces, au nombre de cinquante-cinq, ouvrirent leur mémorable session, dans laquelle fut fondée l'indépendance de leur patrie. Peyton Randolph de Virginie fut nommé président à l'unanimité; les pouvoirs des divers députés furent vérifiés, et l'assemblée forma son règlement. Il fut établi

que chaque colonie n'aurait qu'un vote; que les délibérations seraient secrètes, et ne pourraient être publiées que par l'ordre du congrès. Des comités furent nommés ensuite pour constater les droits réclamés par les colonies, et qui avaient été violés par les actes du parlement anglais depuis 1763. Des secours furent votés aux habitans de Boston, et tout commerce avec la Grande-Bretagne fut déclaré suspendu. Le congrès adopta ensuite une *déclaration de droits* très étendue; l'autorité de la mère-patrie y fut encore reconnue, et cette déclaration aurait pu servir de base à un traité de réconciliation, si des circonstances fatales n'avaient point marqué l'époque de la séparation de l'Angleterre avec ses colonies. Le cabinet de Saint-James regardait alors comme une lâcheté de faire la moindre concession, et il ne daigna pas même répondre à une pétition très modérée adressée au roi par le congrès.

Le congrès adopta encore plusieurs mesures convenables à la circonstance. Un manifeste adressé à ses commettans expliqua sa conduite, et les exhorta à persister dans la résistance contre l'oppression et à se préparer, à tout événement, à repousser la force par la force. D'autres manifestes furent adressés aux habitans du Canada et des Florides, afin de leur prouver qu'ils avaient les mêmes intérêts que les colons d'origine anglaise (1775). Après avoir indiqué une autre réunion à Philadelphie, le congrès se sépara. Les mesures qu'il avait recommandées au peuple furent généralement adoptées; on persista à ne plus faire le commerce avec l'Angle-

terre, et des compagnies de volontaires se formèrent partout sous l'influence des citoyens les plus honorables.

Le Massachusset eut l'honneur de commencer la lutte; cette province souffrait plus qu'aucune autre. La population de Boston, par la fermeture du port, devait tomber dans la misère, et son exaspération fut augmentée par l'arrivée de plusieurs régimens qui vinrent renforcer l'armée anglaise. D'après la nouvelle chartre, le roi nomma un conseil et des juges; mais le peuple empêcha ces agens du pouvoir d'entrer en fonction. Dans le parlement anglais, on adopta les mesures les plus imprudentes, malgré l'opposition vigoureuse de lord Chattam, de Burke et de plusieurs hommes de talent. Des généraux insultaient les colons dans la chambre des représentans, en les déclarant lâches et incapables de soutenir les fatigues d'une campagne ni les dangers d'un combat; le Massachusset fut déclaré en rébellion, et les pêcheries de Terre-Neuve, qui nourrissaient 5,000 marins, furent interdites aux habitans; les mêmes rigueurs furent exercées envers les colonies qui se faisaient un honneur de faire cause commune avec la Nouvelle-Angleterre.

Dans cet état de choses, il ne fallait qu'une étincelle pour allumer l'incendie. Un congrès provincial du Massachusset s'était réuni malgré la défense du gouvernement, et s'était occupé immédiatement de la formation de la milice et de compagnies disponibles au premier signal, qu'on appela *hommes à la minute*. Le général Gage, de son côté, s'empara des armes et des munitions réunies en divers

endroits; il apprit qu'un magasin avait été formé à Concord, et il résolut de le détruire. Dans la nuit du 19 avril 1775, le lieutenant-colonel Smith sortit de Boston à la tête de mille hommes, et se porta sur Concord après avoir pris toutes les mesures pour cacher sa marche. Toutefois son dessein fut découvert; à Lexington, les troupes anglaises trouvèrent une centaine de miliciens qui furent dispersés à coups de fusil; le magasin d'armes fut détruit; mais les hommes à la minute étaient prévenus, et sur leur retour, les Anglais furent attaqués de toutes parts et poursuivis par un feu de tirailleurs qui leur tua beaucoup de monde; ils furent enfermés à Lexington, où les Américains se proposaient de les attaquer, lorsque deux mille soldats sortis de Boston arrivèrent au secours de la troupe menacée; pourtant le combat ne cessa qu'à la nuit, et coûta aux Anglais près de trois cents hommes, tandis que les miliciens n'en perdirent que quatre-vingt-dix.

La journée de Lexington fut le commencement de la guerre; l'épée était tirée; l'Américain, attaqué à l'improviste par des soldats réguliers, avait repoussé l'ennemi, et son succès lui donna la confiance nécessaire pour ne point redouter l'issue de la lutte dans laquelle il se trouvait engagé. Une nouvelle époque avait commencé.

CHAPITRE II.

Siége de Boston ; réunion du second congrès ; bataille de Breed's-Hill ; nomination de Washington à la place de généralissime ; prise de Boston. (1775-1776.)

Le combat de Lexington mit fin à l'autorité anglaise dans toutes les anciennes colonies. Celle de Massachusset emprunta aussitôt cent mille liv. sterl., et réunit treize mille six cents hommes qui furent placés sous le commandement du général Ward. Les autres provinces de la Nouvelle-Angleterre s'empressèrent de convoquer leurs forces, et en peu de jours près de trente mille hommes furent réunis pour bloquer Boston. Les patriotes prirent le dessus dans le New-Yorck, jusqu'alors sous l'influence des royalistes ou *loyalistes ;* des volontaires de New-Yorck, sous le colonel Allen, et d'autres du Connecticut, sous le colonel Arnold, se réunirent pour tenter une surprise sur les forts qui commandaient les lacs Champlain et Georges; leur projet, bien conçu, fut exécuté avec bonheur ; les forts de Tyconderoga, de Crown-Point et de Skenesborough, ainsi qu'un vaisseau armé sur le lac, furent pris sans coûter un seul homme aux Américains, dont le courage et la confiance furent exaltés encore par le succès de cette importante entreprise.

Ils trouvèrent à Tyconderoga un magasin d'armes qui leur furent d'une grande utilité.

Le second congrès venait de se réunir à Philadelphie; il reconnaissait encore l'autorité royale, tout en agissant contre elle. On n'en était pas venu encore à vouloir renoncer entièrement aux liens qui unissaient les colonies avec la métropole, et des concessions du ministère auraient pu encore mettre un terme à la guerre; mais ces concessions auraient été équivalentes à une reconnaissance des colonies comme états indépendans; aussi lord Chattam employa-t-il inutilement les derniers accens de sa voix éloquente pour demander le rappel des troupes anglaises de Boston, et la révocation des actes qui avaient révolté les Américains. Loin de là, le ministère anglais se proposa d'envoyer de grands renforts de troupes en Amérique, et il donna aux gouverneurs des provinces qui ne s'étaient point déclarées encore, des instructions si peu prudentes, que la Virginie, le New-Yorck et les colonies du sud chassèrent leurs gouverneurs, et se prononcèrent pour la cause de l'insurrection avec autant d'ardeur que les colonies du Nord. Quant au congrès, il ne quitta point la ligne de conduite que la prudence lui avait prescrite; il adressa une nouvelle pétition au roi pour obtenir justice, et pour déclarer que les colons ne se révoltaient point contre la métropole, mais contre des actes oppressifs; en même temps il publia un manifeste fort éloquent, afin d'engager les habitans français du Canada à faire cause commune avec les Anglo-Américains, et pour les rassurer sur les résultats de la prise des forte-

resses qui étaient regardées comme les clefs de leur province. Le congrès autorisa ensuite chaque province à former un corps de troupes régulières de mille soldats qui devaient être payées par l'Union, et il ordonna l'émission de papier-monnaie pour la somme de trois millions de dollars espagnols. Dans le manifeste qui accompagnait ces actes, le congrès se servit de ces paroles mémorables : « Nous avons compté les frais de la lutte, et nous avons trouvé que rien n'est aussi terrible ni aussi ruineux que l'esclavage volontaire. »

Vers la même époque, les généraux Howe, Burgoyne et Clinton, arrivèrent à Boston avec un renfort de troupes. Le général Gage résolut alors de pénétrer dans l'intérieur du pays, après avoir proclamé la loi martiale. Son dessein fut connu des miliciens qui entouraient la ville : ils résolurent alors de presser le siége en s'emparant de la hauteur de Bunker's-Hill, qui commandait à-la-fois Boston et la péninsule sur laquelle Charles-Town est bâtie. Pendant la nuit, le général Prescot prit possession avec mille hommes du point indiqué; mais au lieu de Bunker's-Hill, il résolut de fortifier Breed's-Hill, plus rapproché de la ville; les travaux furent poussés avec un tel zèle et dans un silence si grand, qu'à la pointe du jour une redoute très grande se trouva construite sans que les travailleurs eussent donné l'alarme à des vaisseaux de guerre dont ils étaient fort rapprochés. Le jour venu, ils continuèrent les travaux sous le feu des assiégés et des vaisseaux, et ils terminèrent un second ouvrage qui étendait leur ligne de défense.

Il fallait évacuer Boston ou détruire les redoutes élevées par les Américains ; le général Gage tenta le dernier parti ; l'élite des troupes anglaises s'avança avec une artillerie formidable contre des miliciens dépourvus de canon ; en même temps le village de Charles-Town, comptant plus de cinq cents maisons, fut livré aux flammes par les Anglais, et cette vaste incendie ajoutait à l'horreur et à la majesté de la scène qui se présentait aux regards des spectateurs du combat. Les toits des maisons de Boston et toutes les hauteurs des environs étaient couverts de soldats et d'habitans du pays, qui tous témoignèrent par des démonstrations passionnées la part qu'ils prenaient à la lutte sanglante qui ne tarda pas de commencer.

Les Anglais s'avancèrent vers la redoute en deux colonnes ; les Américains les attendirent avec un admirable sang froid, et ne commencèrent leur feu qu'au moment où l'ennemi était à cent pas de distance ; alors ils tirèrent avec tant de précision, que la ligne des Anglais fut rompue, et qu'ils s'enfuirent en désordre : deux fois les généraux Howe et Clinton les ramenèrent à l'attaque ; la troisième fois ils s'aperçurent que les munitions des miliciens étaient épuisées, et que le feu des vaisseaux et des batteries flottantes avait renversé une partie de la redoute : alors ils s'avancèrent avec plus de courage ; les Américains, dont une grande partie n'avait point de baïonnette, firent une résistance héroïque ; mais enfin leur jeune général, le docteur Warren, fut tué, et les ouvrages furent emportés. Alors les miliciens se virent forcés à la retraite,

mouvement qu'ils exécutèrent avec ordre, malgré le feu croisé des batteries des vaisseaux ennemis; la journée de Breed's-Hill leur coûta quatre cent cinquante hommes, tandis que la perte des Anglais fut de onze cents hommes, d'après les rapports du général Gage. La victoire resta donc aux Américains, qui conservèrent leurs premières positions, et qui prirent par leurs succès une nouvelle confiance dans leurs forces. Ils s'imaginèrent dès-lors de pouvoir chasser de leur pays des troupes disciplinées avec leurs milices; cette erreur leur fut utile dans le commencement; mais l'expérience ne tarda pas à leur apprendre que les milices ont besoin de se rallier, même dans une guerre nationale, autour de forces permanentes et régulières.

La guerre avait pris un caractère déterminé, et le congrès sentit la nécessité de mettre les troupes nationales sous une direction uniforme. Jusqu'alors chaque province avait nommé ses officiers, et il n'existait point de commandement général. Le congrès procéda donc à l'élection d'un généralissime, et toutes les voix se réunirent sur Georges Washington, de la colonie de Virginie, le même qui dans sa jeunesse s'était distingué dans les guerres contre les Français. La confiance dans ses talens militaires et dans son patriotisme motivèrent cette élection, conseillée encore par des motifs politiques; on la regardait comme propre à déterminer entièrement l'importante province de Virginie à s'unir avec la Nouvelle-Angleterre, et on préférait un Américain à plusieurs officiers de mérite, mais Anglais de naissance, tels que Sullivan et Lee,

dont la nomination pouvait détruire tout espoir de raccommodement avec la métropole.

Washington accepta la charge qui lui était confiée; il connaissait la situation des armées coloniales, et en prenant leur commandement, il fit preuve d'un grand dévouement à la patrie. Toute l'armée employée au siége de Boston ne comptait pas quinze mille hommes, qui tous n'avaient consenti à servir que pour une époque limitée; elle n'avait que peu de fusils à baïonnette, peu de canons, et pas assez de munitions pour soutenir une bataille générale. Heureusement l'ennemi ignorait cette situation ou se refusait d'y croire. Washington organisa les troupes en brigades et en divisions; il pressa le congrès de nommer un payeur et un quartier-maître général, et comme il fut jugé impossible d'enlever les positions des Anglais, il fit fortifier le camp et renferma entièrement ses ennemis dans la ville de Boston et dans la péninsule de Charles-Town, où ils ne tardèrent point à éprouver la disette de vivres de toute espèce. Les vaisseaux anglais furent envoyés alors pour piller les côtes, et dans leur expédition ils incendièrent plusieurs villes maritimes. Cette circonstance engagea le congrès à faire un pas de plus vers l'indépendance; il arma des vaisseaux au service des colonies, et distribua des lettres de marque et de représaille; une foule de corsaires sortirent alors des ports américains; leur audace et leur habileté les rendirent bientôt redoutables; ils procurèrent à l'armée du blocus des munitions et des armes enlevées aux Anglais, et coupèrent à ceux-ci tout secours de vivres. Mais

le général Gage n'était point encore réduit à se rendre, et un nouveau danger menaçait la cause américaine.

Les premières troupes réunies par les assemblées provinciales avaient été engagées pour un an, et le terme de leur engagement était arrivé. Les privations de toute espèce et les fatigues avaient découragé les soldats plus que les dangers du combat, et il était facile de prévoir qu'une grande partie de l'armée quitterait les drapeaux. Washington pressa le congrès d'enrôler une nouvelle armée pour la durée de la guerre; mais une pareille mesure était impopulaire chez un peuple éminemment jaloux de sa liberté, et qui redoutait jusqu'au nom d'armée permanente. Le congrès ordonna donc le recrutement de vingt mille hommes engagés pour un an encore; mais avant qu'ils fussent réunis, une partie de l'ancienne armée se débanda, et Washington se trouva pendant quelques instans n'ayant qu'une poignée de nouveaux soldats sous ses ordres; heureusement les milices rendirent de grands services dans cette occasion en occupant provisoirement tous les postes. Les Anglais ne profitèrent point de cette circonstance favorable, et le blocus ne fut point levé. Peu de temps après, Washington enleva plusieurs positions en avant de la péninsule de Charles-Town, et il poussa ses approches jusque dans le voisinage de Bunker's-Hill. Les batteries flottantes des Anglais furent chassées alors de leur position et remplacées par des batteries américaines.

(1776) Un nouveau pas vers l'indépendance fut fait pendant l'hiver; le congrès des Colonies-Unies

adopta un nouveau pavillon composé de treize bandes rouges et blanches pour désigner le nombre des provinces révoltées.

Les gouvernemens temporaires créés dans les diverses provinces furent remplacés, d'après l'invitation du congrès, par des gouvernemens réguliers. L'armée de Washington s'était augmentée au point de compter près de 15,000 hommes; il s'empara alors d'une nouvelle position près de Boston, et cette ville importante fut enfin évacuée par l'armée anglaise. Dans ce siége, le général américain fit preuve d'une constance et d'une prudence admirables; son caractère audacieux le portait aux entreprises aventureuses; il s'imposa le devoir de rester dans ses lignes et de se borner à masquer aux ennemis la triste situation de ses troupes. La reconnaissance du congrès et de toutes les colonies fut sa récompense, et le succès dû à sa prudence consola les Américains des échecs qu'ils éprouvèrent à la même époque dans leur entreprise sur Québec.

CHAPITRE III.

Expédition de Montgomery et d'Arnold dans le Canada ; siége de Québec ; mort de Montgomery ; évacuation du Canada et des forts sur les lacs. (1775-1776.)

Tandis que le siége de Boston traînait encore, le congrès adopta un plan pour la conquête du Canada. Cette province était un point militaire d'où l'Angleterre pouvait prendre à revers les colonies insurgées, tandis que ses flottes porteraient des armées sur les côtes de l'Océan. Les Canadiens étaient mécontens d'ailleurs d'avoir été replacés sous un gouvernement absolu; les Indiens n'étaient pas non plus dans une disposition favorable aux Anglais, et on crut pouvoir s'emparer de Québec avec la même facilité qu'on avait pris les forteresses sur les lacs. Le général Carleton, gouverneur du Canada, n'avait que peu de soldats réguliers ; il employait tous ses efforts pour se concilier les Canadiens et les Indiens en attendant des renforts de l'Europe : c'étaient autant de raisons pour prévenir toute tentative de ce côté, en réunissant la province aux colonies américaines.

Près de deux mille hommes furent donc réunis à Crown-Point sous les ordres du général Schuyler, qu'une maladie grave fit remplacer dans le commandement par le général Montgomery, jeune officier

d'un courage à toute épreuve, et doué des talens et du caractère propres à entraîner des soldats indisciplinés. Il pénétra immédiatement dans le Canada, investit le fort Saint-John et battit le général Carleton, accouru au secours de cette forteresse importante; la garnison fut forcée alors de capituler, et cette prise fournit aux Américains des canons et des munitions dont ils avaient un pressant besoin. La ville de Montréal se rendit également, et Montgomery pouvait marcher sans rencontrer d'obstacles jusqu'à Québec; malheureusement il fut abandonné par un grand nombre de soldats dont le terme d'engagement était expiré, et après avoir occupé les forteresses qui assuraient sa retraite, il ne lui resta que trois cents hommes disponibles. Avec ce faible détachement, il résolut de tenter un coup de main hardi, lorsqu'il lui arriva un secours sur lequel il ne comptait pas.

Washington avait conçu un projet vaste et hardi; il avait compris que toutes les forces anglaises du Canada seraient employées à Montréal pour résister à Montgomery, et qu'une attaque imprévue sur Québec devait être couronnée de succès. Il envoya donc le général Arnold avec sept cents hommes vers la capitale du Canada, à travers une route qui n'avait jamais été explorée, et qui conduisait, à travers des déserts effroyables, de la Nouvelle-Angleterre au Saint-Laurent. Dans cette marche, le général Arnold et sa troupe furent trente-deux jours sans apercevoir de traces d'hommes : ses soldats furent forcés, non-seulement de porter leurs munitions et leurs vivres, mais encore leurs bateaux,

que d'autres fois ils faisaient remonter à force de bras le cours de fleuves rapides; des montagnes et des marais impraticables arrêtèrent encore la marche, et la prolongèrent de plus de quinze jours. Enfin, après avoir lutté contre la fatigue, le froid excessif et les privations de tout genre, ils arrivèrent devant Québec, dont les habitans avaient peine à croire leurs yeux en voyant devant leurs murs des hommes sortis des déserts qu'on croyait impraticables. Si Arnold avait pu profiter du premier mouvement de terreur de la ville, elle lui ouvrait ses portes; mais il en était séparé encore par le Saint-Laurent, et pendant plusieurs jours des tempêtes l'empêchèrent de traverser ce fleuve. Le colonel Mac-Lean put alors se jeter dans Québec et faire des préparatifs de défense; il chercha surtout à empêcher le passage du Saint-Laurent; mais le général américain, aussi habile et aussi courageux que Wolfe, tenta avec ses faibles moyens le coup qui illustra son devancier; pendant la nuit, il embarqua ses soldats et atteignit le sentier qui avait reçu le nom de *Wolf's-Cove*, et le lendemain il se trouva sur les hauteurs d'Abraham, sans que l'ennemi en fût instruit; il voulut attaquer immédiatement la ville, mais ses officiers s'y opposèrent; plus tard, il apprit qu'il aurait trouvé les portes ouvertes. Sans artillerie, presque sans cartouches, il ne lui resta autre chose à faire que de se réunir à Montgomery. Des circonstances fatales, qui souvent décident du sort d'une campagne, avaient empêché le succès du plan tracé par le génie de Washington et exécuté par l'audace d'Arnold.

La situation des généraux américains dans le Canada était devenue fort embarrassante. Carleton était rentré dans Québec, et avait réussi à armer les habitans; il avait débarqué les équipages des vaisseaux anglais, et se trouvait à la tête d'une garnison de quinze cents hommes. Montgomery et Arnold n'avaient que huit ou neuf cents soldats; il fallait tenter un coup désespéré ou se retirer avec la honte d'un échec qui pouvait décourager les Colonies-Unies; Montgomery proposa donc de livrer l'assaut à Québec, et ses soldats, entraînés par son courage et par l'espoir d'un riche butin, consentirent à cette entreprise dangereuse. Divisés en quatre corps, les Américains s'approchèrent de la ville au milieu de la nuit; Montgomery marchait à la tête de son détachement le long du Saint-Laurent; des glaçons énormes amoncelés sur le rivage arrêtèrent sa marche; la batterie qui défendait la barrière dont il s'approchait, était gardée par des miliciens du Canada, qui s'enfuirent à l'aspect de l'ennemi. Montgomery allait s'emparer de la ville lorsqu'un militaire anglais revint vers les pièces abandonnées, y mit le feu, et, par un coup fatal, tua le général américain avec les officiers qui l'entouraient. Les troupes, découragées par la perte de leur chef, se retirèrent avec précipitation et donnèrent aux Anglais le loisir de se diriger tous contre le détachement conduit par Arnold.

Ce général marchait également à la tête de ses soldats; arrivé à la première barrière défendue par deux pièces d'artillerie, l'une d'elles fit feu, et une balle traversa la jambe d'Arnold, qui fut emporté

aussitôt sur les derrières. Le capitaine Morgan prit alors le commandement, et fit tout ce que la bravoure humaine peut suggérer; il escalada la première barrière et pénétra dans la ville, en chassant devant lui les ennemis; mais il fit inutilement les plus grands efforts pour s'emparer de la seconde barrière, placée dans une rue en amphithéâtre, et près de laquelle le gouverneur Carleton avait réuni les soldats dans lesquels il pouvait avoir confiance. Quarante ou cinquante Américains perdirent la vie dans cette attaque; un grand nombre fut blessé, et Morgan, ayant appris enfin la mort de Montgomery, opéra sa retraite avec un petit nombre des siens; près de trois cents hommes, exténués de fatigue et glacés par le froid, furent faits prisonniers.

Dans ce malheureux assaut, qui fut livré le 31 décembre 1775, l'armée américaine perdit la moitié de ses soldats et plusieurs de ses officiers les plus distingués. La perte la plus sensible pour les Colonies-Unies fut celle du général Richard Montgomery; son courage indomptable, sa persévérance, son caractère noble et désintéressé l'avaient rendu cher aux Canadiens, et les avaient engagés à favoriser ses entreprises. Le congrès lui fit élever un monument aux frais de la nation, et son nom n'est prononcé en Amérique qu'avec vénération et reconnaissance. Arnold, qui lui succéda dans le commandement, possédait une grande intrépidité et des talens militaires; mais il était loin d'avoir le désintéressement et la probité qui font les grands citoyens. Les Canadiens furent opprimés et pillés, et se détachèrent de la cause de l'indépendance.

(1776) Malgré la situation critique où se trouvait son armée, Arnold ne renonça point à l'espoir de s'emparer de Québec. Il convertit le siége en blocus, et pressa le congrès de lui envoyer des renforts. Mais les distances étaient si grandes et la rigueur de l'hiver fut telle, que sa force effective pendant quatre mois n'excéda jamais sept cents hommes. Aussi du moment que le Saint-Laurent fut dégelé, des renforts arrivèrent à Québec, et les Américains se virent forcés de faire une retraite précipitée vers Montréal, en abandonnant une partie de leurs malades et leurs provisions militaires. Le congrès persista toujours à vouloir chasser les Anglais du Canada, et y envoya le général Sullivan, qui réunit près de huit mille hommes sous son commandement; mais de ce nombre la moitié tout au plus était en état de porter les armes; le reste était dans les hôpitaux, malade de la petite-vérole. Quelques entreprises hardies eurent lieu encore; mais les Anglais, dont l'armée était renforcée au point de compter treize mille hommes, les repoussèrent, et bientôt prenant l'offensive, ils reconquirent le Canada, se préparèrent à pénétrer dans les Colonies-Unies, après s'être emparés des positions sur les lacs.

Ainsi se termina une expédition qui, pendant quelques instans, promettait des résultats brillans, mais dont le succès était presque impossible. Québec était un point trop éloigné des autres colonies pour qu'il eût été possible de s'y maintenir contre les forces anglaises, et le général Montgomery en avait prévenu le congrès. La possession du Canada

n'aurait point d'ailleurs été d'une haute importance pour l'Union, qui avait dans l'ouest un territoire plus fertile à exploiter, et dont la conservation ne pouvait être ruineuse comme l'aurait toujours été celle d'une province stérile et éloignée, et dans laquelle l'ennemi pouvait pénétrer au moyen de ses flottes. Dans l'histoire des peuples on remarque souvent que des événemens regardés d'abord comme désastreux, finissent par avoir les résultats les plus favorables, tandis que souvent ce qui a été regardé par une nation comme le comble du bonheur entraîne sa ruine.

CHAPITRE IV.

Situation des diverses colonies ; rapports avec les Indiens ; invasion de la Caroline méridionale ; mesures préparatoires pour la déclaration d'indépendance ; l'indépendance des États-Unis proclamée ; succès des Anglais. (1776.)

Après l'évacuation de Boston par les Anglais, et du Canada par les Américains, il se passa quelque temps en préparatifs mutuels. La Nouvelle-Angleterre était entièrement évacuée par les ennemis ; Washington fit fortifier Boston, et se dirigea ensuite vers le Hudson, afin d'être à même de secourir les colonies du centre contre lesquelles il prévoyait que se dirigeraient les efforts des Anglais ; le général Lee, à la tête de quelques bataillons du Connecticut, était à New-Yorck, province dans laquelle la cause royale avait des partisans nombreux, et dans laquelle le gouverneur Tryon avait conservé une influence secrète. Dans la Virginie, lord Dunmore avait réuni une armée de nègres et de vagabonds, avec lesquels il s'était emparé de Norfolk ; il fut chassé de cette ville, la plus populeuse de la province, et Norfolk fut réduit en cendres par les miliciens, qui regardaient cette place comme d'un abord trop facile pour l'ennemi. Après avoir ravagé les côtes, lord Dunmore et ses troupes se

retirèrent dans les Florides. Dans la Caroline septentrionale, les Anglais avaient également des partisans nombreux, surtout parmi les Écossais nouvellement établis dans la province. Le gouverneur Martin avait confié le commandement de ces *loyalistes* aux colonels Mac-Donald et Mac-Leod, qui réunirent une armée assez nombreuse. La témérité de ces officiers fut la cause de leur perte; ils attaquèrent les milices dans un poste fortifié près du pont de Moore's-Creek; Mac-Leod fut tué; Mac-Donald et plusieurs officiers furent faits prisonniers avec huit cents soldats. Cette victoire fut le salut des provinces du Sud, et leur permit de diriger tous leurs efforts contre une expédition formidable des Anglais, qui ne tarda point à menacer Charles-Town.

Dans la lutte qui était définitivement engagée, chaque parti avait dû nécessairement rechercher l'alliance des tribus indiennes. Les Onéidas et les Moheacounuck, qui habitaient dans le voisinage de la Nouvelle-Angleterre, témoignèrent leur étonnement en voyant se battre entr'eux des hommes qu'ils avaient toujours vus étroitement unis; ils déclarèrent qu'ils ne comprenaient point les causes de la guerre, et demandèrent à rester neutres. Dans le Sud, les Indiens, qui avaient toujours été en hostilité contre les habitans des Carolines et de la Géorgie, se montrèrent disposés à se joindre aux Anglais, qui leur promettaient comme solde le pillage et le massacre des colons. Les services de ces auxiliaires indisciplinés et sanguinaires ne servirent qu'à exaspérer les Américains, et à les détacher

complètement de la cause de la Grande-Bretagne.

De grands efforts avaient été faits pour la campagne de 1776, que le ministère anglais avait annoncée comme définitive. Il avait acheté aux princes de Brunswick, de Waldeck et de Hesse, dix-sept mille soldats allemands, destinés à traverser l'Atlantique. En vain l'opposition signala-t-elle tout ce que cette mesure avait de honteux; en vain fut-il prouvé qu'au moyen de cette *traite des blancs*, les dépenses de la guerre étaient doublées : le ministère, fort de sa majorité corrompue, méprisa la voix de la raison, et les petits despotes allemands vendirent pour quelques millions le sang de leurs sujets, et bravèrent pour les guinées anglaises le cri de l'humanité outragée. Près de dix-huit mille Allemands furent transportés en Amérique; sur ce nombre, il n'y en eut pas trois mille qui revirent leur patrie; les autres succombèrent dans les combats ou par les maladies; ceux qui furent faits prisonniers devinrent Américains.

Au moyen des auxiliaires allemands, le cabinet de Saint-James comptait porter l'armée destinée à réduire les rebelles à cinquante mille hommes. Des flottes formidables devaient transporter cette armée en Amérique et contribuer au succès de ses opérations, en réduisant les villes maritimes.

L'importante ville de Charles-Town, capitale des Carolines et centre des forces républicaines dans les colonies du Sud, fut la première à être attaquée. Le 1er. juin 1776, une flotte de quarante à cinquante voiles parut devant le port; elle était commandée par sir Peter Parker et convoyait une armée com-

mandée par les généraux Clinton et lord Cornwallis. Le général Lee était accouru au secours de Charles-Town avec deux mille cinq cents soldats, et près de quatre mille miliciens s'étaient réunis sous ses ordres. Les généraux anglais résolurent de s'emparer d'abord des fortifications de l'île Sullivan, défendues par les colonels Moultrie et Gadsden; deux vaisseaux de ligne, cinq frégates et plusieurs bâtimens de guerre vinrent s'embosser devant le fort principal et le bombardèrent pendant une journée entière, sans autre résultat que de tuer dix hommes et d'en blesser une vingtaine. La garnison n'avait que peu de munitions, mais elle s'en servit avec un courage et une adresse remarquables. Les vaisseaux anglais perdirent dans le combat une grande partie de leurs équipages; une des frégates fut brûlée; les autres bâtimens ne purent garder leur station, et finirent par reprendre le large, après avoir rembarqué les troupes de terre, qui n'avaient pu exécuter le service dont elles avaient été chargées. La flotte de sir Parker quitta ces parages, et alla se réunir avec celle de sir William Howe, destinée à agir contre New-Yorck et les colonies du centre.

Cette attaque avait été prévue par le commandant en chef; il s'était rendu en personne à New-Yorck, et il avait trouvé cette ville sous l'influence des Anglais, qui entretenaient avec leurs partisans une correspondance suivie. Le premier soin de Washington fut de couper les communications des Anglais avec la ville, et de déjouer des complots qui avaient pour but de la livrer à l'ennemi; le

comité de salut public formé à New-Yorck seconda ses efforts, et fit punir de mort quelques-uns des principaux conspirateurs. Washington s'occupa ensuite de réorganiser son armée et de mettre les côtes en état de défense. Ses troupes étaient peu nombreuses, mal disciplinées, et encore plus mal fournies d'armes et de munitions ; avec ces élémens, il prévit une série d'échecs; mais son courage et sa constance ne se démentirent point dans cette position embarrassante.

Au milieu des dangers qui menaçaient alors la cause américaine, le congrès, qui venait de rouvrir sa session à Philadelphie, prit une mesure définitive et hardie. Dans le commencement de la lutte, personne n'avait osé émettre le vœu de séparer à jamais les colonies de la métropole; le nom de Georges III était toujours prononcé dans les prières publiques, et jusqu'au commencement de 1776 on n'avait cessé de demander au gouvernement anglais le redressement de certains griefs et le rétablissement de l'ordre légal. Mais depuis quelques mois ces dispositions étaient changées; le parlement avait mis les colonies au ban des nations, et avait interdit tout commerce avec elles; il avait approuvé toutes les mesures proposées par le ministère, et avait voté des millions pour le mettre à même de réduire les Américains à une soumission absolue. L'opposition en Angleterre était complètement vaincue dans toutes ses tentatives pour renverser le système suivi par l'administration; il n'y avait donc plus rien à espérer de ce côté. Jusqu'alors les habitans des colonies avaient persisté à regarder la

constitution de la Grande-Bretagne comme le chef-d'œuvre de la sagesse humaine; cette foi aveugle fut ébranlée par divers écrits, et renversée enfin par l'ouvrage de Thomas Payne, intitulé *le Sens commun;* l'auteur établissait que les besoins de l'homme ont fondé la société, et ses vices le gouvernement : partant de cette base, il regardait le gouvernement dans sa plus grande perfection comme un mal nécessaire, et déclarait que l'anarchie est préférable à un gouvernement détérioré autant que possible. Il attaquait ensuite la constitution anglaise dans ses grandes bases politiques, et cherchait à prouver que bonne pour le temps où elle fut établie, elle était devenue un code absurde; selon lui, la monarchie héréditaire était le plus grand des maux; il finissait par examiner les prétendus droits de l'Angleterre sur le continent américain, et rappelait les causes des émigrations qui peuplèrent le Nouveau-Monde, et les restrictions mises au commerce des colons au profit de la métropole; il prouvait avec clarté que l'indépendance était le premier des besoins comme le droit le plus irrécusable des Américains; qu'il était devenu impossible d'ailleurs de remettre les choses sur l'ancien pied, et que le premier coup de fusil tiré contre l'Amérique était l'époque précise d'où l'on aurait dû dater l'indépendance du Nouveau-Monde.

Le Sens commun de Payne produisit une révolution totale dans l'esprit du peuple; les provinces mêmes qui jusqu'alors avaient rejeté l'idée d'une séparation entière de la métropole, changèrent d'opinion; et le nouveau congrès, dont plusieurs

membres avaient été élus sous ces dispositions, fut unanime dans sa résolution de proclamer l'indépendance de l'Amérique. Avant d'adopter cette grande mesure, il provoqua l'expression du vœu des diverses colonies; à l'exception de la Pennsylvanie, du Maryland et de New-Yorck, toutes se déclarèrent pour l'indépendance. Le congrès nomma alors un comité composé de Jefferson, John Adams, Franklin, Sherman et Livingston, afin de rédiger cette déclaration; le 4 juillet le travail de cette commission fut soumis à l'assemblée et adopté à l'unanimité : son manifeste était rédigé dans les termes suivans :

« Quand, dans le cours des événemens, il devient indispensable pour un peuple de dissoudre les liens politiques qui l'attachaient à un autre peuple, afin de prendre parmi les puissances de la terre la place distincte à laquelle les lois de la nature et du Dieu de la nature lui donnent des droits, le respect convenable pour les opinions des hommes demande qu'il proclame les causes qui le déterminent à cette séparation.

» Nous regardons comme évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes : Que tous les hommes sont nés égaux; qu'ils ont été doués par leur Créateur de certains droits inaliénables; que parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur; que, pour assurer ces droits, les gouvernemens sont établis parmi les hommes, et que leur pouvoir, tant qu'il demeure dans les bornes de la justice, émane du consentement des gouvernés; que lorsqu'une forme de gouvernement cesse

d'avoir ce but, le peuple a le droit de le changer ou de l'abolir, et d'établir un nouveau gouvernement organisé de manière à lui garantir sa sûreté et son bonheur. La prudence, à la vérité, veut que des gouvernemens établis depuis long-temps ne soient point changés pour des causes légères ou passagères; l'expérience a prouvé également que les hommes sont plutôt disposés à souffrir, tant que leurs souffrances sont supportables, qu'à se faire droit à eux-mêmes, en abolissant les formes auxquelles ils étaient accoutumés. Mais lorsqu'une longue suite d'abus et d'usurpations prouve évidemment le dessein de réduire le peuple sous le joug d'un despotisme absolu, il est de son droit, il est de son devoir de se soustraire à ce joug et d'établir de nouvelles sauve-gardes pour sa sûreté future. Telle a été la patience de ces colonies dans leurs souffrances, et telle est maintenant la nécessité qui les force de changer leur ancien système de gouvernement. L'histoire du roi actuel de la Grande-Bretagne est une histoire d'injustices et d'usurpations consécutives, qui toutes avaient pour but l'établissement d'une tyrannie absolue sur ses états. Pour le prouver, soumettons les faits au monde impartial. »

Après ce préambule, le congrès rappelait les divers griefs qui avaient motivé la résistance des colonies, l'établissement arbitraire de taxes et d'impôts, les restrictions mises au commerce, la confiscation des chartres, la violation des lois fondamentales du pays. La déclaration se terminait ainsi :

« Le roi d'Angleterre a abdiqué le gouverne-

ment de notre pays, en nous déclarant hors de sa protection et en nous faisant la guerre.

» Il a pillé nos vaisseaux, ravagé nos côtes, brûlé nos villes et massacré nos concitoyens.

» Et maintenant il envoie de grandes armées de mercenaires étrangers pour accomplir l'œuvre de mort, de désolation et de tyrannie, qui déjà a été commencée avec des circonstances de cruauté et de perfidie dont on aurait peine à trouver des exemples dans les siècles les plus barbares, et qui sont indignes du chef d'une nation civilisée.

» Il a forcé nos concitoyens faits prisonniers sur mer, à porter les armes contre leur pays, à devenir les bourreaux de leurs amis et de leurs frères, ou à tomber eux-mêmes sous les coups de leurs concitoyens.

» Il a excité parmi nous des troubles domestiques, et il a cherché à détruire les habitans de nos frontières en excitant contre eux les Indiens, ces sauvages sans pitié, dont la manière connue de faire la guerre est de tout massacrer sans distinction d'âge, de sexe ni de condition.

» A chaque époque de cette série d'oppressions, nous avons demandé justice dans les termes les plus humbles; nos pétitions réitérées n'ont reçu pour réponse qu'injustices répétées. Un prince dont le caractère est ainsi marqué par toutes les actions qui peuvent désigner un tyran, est incapable de gouverner un peuple libre.

» Et nous n'avons pas manqué d'égards pour nos frères de la Grande-Bretagne. Nous les avons souvent avertis des tentatives faites par leur gouver-

nement pour étendre sur nous une injuste juridiction. Nous leur avons rappelé les circonstances de notre émigration et de notre établissement dans ces contrées. Nous en avons appelé à leur justice et à leur magnanimité naturelle, et nous les avons conjurés, par les liens de notre origine commune, de désavouer ces usurpations qui devaient inévitablement amener l'interruption de nos liaisons et de notre commerce mutuel. Eux aussi ont été sourds à la voix de la justice et de la parenté. Nous devons donc nous conformer à la nécessité qui ordonne notre séparation, et les regarder, ainsi que nous regardons le reste du genre humain, comme ennemis pendant la guerre, et comme amis pendant la paix.

» En conséquence, nous, les représentans des États-Unis, assemblés en congrès général, attestant le Juge suprême de la droiture de nos intentions, nous publions et déclarons solennellement, au nom et sous l'autorité du bon peuple de ces colonies, que ces colonies sont et ont droit d'être des *États libres et indépendans ;* qu'elles sont dégagées de toute obéissance envers la couronne de la Grande-Bretagne ; que tout lien politique entre elles et la Grande-Bretagne est et doit être entièrement rompu ; et que, comme ÉTATS LIBRES ET INDÉPENDANS, elles ont pleine autorité de faire la guerre, de conclure la paix, de contracter des alliances, de régler leur commerce et de faire tous les actes que les États indépendans ont droit de faire. Pleins d'une ferme confiance dans la protection divine, nous engageons mutuellement au soutien de cette décla-

ration, nos vies, nos fortunes et l'honneur, notre bien le plus sacré. »

Cette déclaration constitua définitivement en nation et en république les treize colonies fondées par des Anglais dans l'Amérique septentrionale; elle fut adoptée dans le moment le plus opportun; les succès récens des armées américaines et les prétentions hautaines du ministère britannique, justifiaient également cette mesure hardie, et si elle avait été retardée, des revers inévitables l'auraient rendue impossible.

Maintenant la question était posée dans ses véritables termes : les puissances étrangères commencèrent à croire que le moment était venu de se venger de la perte de leurs colonies, et d'humilier l'orgueil anglais. Pour les Américains, le but de la guerre s'était agrandi et ennobli; les hommes engagés dans la lutte savaient qu'ils ne versaient point leur sang pour obtenir des concessions illusoires et une amnistie. Aussi la déclaration d'indépendance produisit-elle dans toutes les provinces un vif enthousiasme; elle fut lue à la tête de tous les régimens, et enflamma les soldats d'une nouvelle ardeur; ce n'étaient plus des colons révoltés, mais des guerriers combattant pour l'indépendance de leur patrie. Toutefois la nouvelle république était encore environnée de dangers de toute espèce; un fort parti de royalistes existait toujours dans les états du centre et du midi, et des armées nombreuses menaçaient son territoire.

La plus forte de ces armées était celle qui était commandée par le général Howe; elle comptait

trente mille hommes environ, et attaquait le New-Yorck, province dans laquelle le Hudson lui donnait les moyens de pénétrer de toutes parts. Washington avait inutilement réuni tous les moyens de défense; ses troupes étaient indisciplinées, mal pourvues d'armes, et même de vêtemens, et d'ailleurs d'une infériorité numérique qui l'empêchait de prendre l'offensive sur aucun point. La flotte anglaise, commandée par lord Howe, frère du général, pénétra dans l'Hudson, et coupa les communications entre les deux rives. Des négociations furent entamées encore; mais comme les commissaires anglais ne pouvaient point reconnaître l'Amérique comme état indépendant, elles furent rompues dès la première communication des pouvoirs. Les généraux anglais voulurent alors répandre clandestinement des manifestes, offrant le pardon et des récompenses à ceux qui rentreraient dans l'obéissance. Le congrès fit publier ces manifestes dans tous les journaux, afin de prouver qu'il appréciait la nation américaine. Il n'y a guère que les gouvernemens avilis et corrompus qui cachent la vérité aux peuples, et qui prétendent les gouverner par la duplicité et par le mensonge.

Les hostilités commencèrent alors par une attaque des Anglais sur l'île appelée Long-Island, poste d'où dépendait en partie la conservation de New-Yorck. Les troupes anglaises, pourvues d'artillerie et de cavalerie, surprirent les Américains, qui n'avaient pas même de vedettes pour annoncer l'approche de l'ennemi. Long-Island fut pris, et près de trois mille Américains furent tués ou faits prison-

niers. L'armée de Washington, après cet échec, se débanda en partie; les miliciens retournèrent dans leurs foyers, et dans le moment le plus critique le général en chef ne garda que quinze ou vingt mille hommes sous les drapeaux. Le congrès comprit alors l'étendue de la faute qu'il avait commise en se fiant, pour la défense du pays, sur des troupes renouvelées sans cesse; il ordonna la formation de quatre-vingt-huit bataillons qui devaient servir au moins pendant trois ans, et une gratification de cent acres de terre fut promise aux soldats qui s'engageaient pour la durée de la guerre. Ces dispositions étaient excellentes pour l'avenir, mais ne rendirent pas moins dangereuse la situation du moment. L'armée de Washington était découragée au plus haut point par le souvenir de la défaite de Long-Island; et lorsque l'ennemi attaqua les postes autour de New-Yorck, ils furent abandonnés avec une honteuse précipitation; New-Yorck fut évacué, et les Anglais s'emparèrent de la grosse artillerie et des tentes des Américains.

Le général en chef ne se découragea point; il plaça ses troupes dans un camp fortifié, appuyé en partie par le fort Washington, et il résolut de leur rendre la confiance dans des escarmouches et des engagemens partiels. Ce projet lui réussit dans le commencement, et il obtint quelques avantages qui lui firent espérer de pouvoir défendre ses nouvelles positions; mais dans un pays coupé par des fleuves navigables, les ennemis retiraient de trop grands avantages de leur flotte pour qu'il fût possible de leur résister. Les forts de Wahington et de

Lee furent pris par les Anglais, et il ne resta plus à l'armée américaine d'autre partie à prendre que d'opérer une retraite générale à travers la province de New-Jersey. Dans cette retraite, Washington eut la douleur de se voir abandonner par les soldats dont l'engagement était expiré, et par une partie des miliciens; il fallait toute la fermeté d'âme de ce grand citoyen pour ne pas désespérer du succès de la cause nationale. Secondé par le général Lee, il défendit pied à pied le terrain jusqu'à la Delaware, et s'occupa immédiatement du soin de réorganiser ses troupes et d'empêcher l'ennemi de traverser ce fleuve et de marcher sur Philadelphie. Toute la province de New-Yorck, celle de New-Jersey et de Rhode-Island, furent occupées par les Anglais; par surcroît de malheur, le général Lee, dont les talens militaires inspiraient la plus grande confiance, tomba entre les mains d'un détachement anglais; long-temps il fut traité, non en prisonnier de guerre, mais en déserteur. Les généraux anglais regardèrent la guerre comme terminée, et offrirent une amnistie entière à ceux qui se soumettraient dans soixante jours à l'autorité royale.

Afin de relever l'esprit public, le général américain fit une tentative imprévue et d'une audace remarquable. Tandis que l'ennemi le croyait uniquement occupé du soin de défendre le passage de la Delaware, Washington traversa ce fleuve dans la nuit, et surprit un corps allemand commandé par le colonel Rolle : cet officier fut tué, et ses soldats, au nombre de mille, furent obligés de se rendre prisonniers de guerre. Les autres corps américains

chargés de suivre le mouvement du général en chef, ne purent l'exécuter à cause du froid excessif; le succès de l'attaque ne fut donc point aussi complet qu'il avait été permis de l'espérer; pourtant il eut des résultats importans, et pour le moment sauva la ville de Philadelphie, en forçant l'ennemi de se retirer. En même temps des miliciens de la Pennsylvanie rejoignirent les drapeaux, et Washington se vit de nouveau en état de reprendre l'offensive. Par une marche savante sur les derrières de lord Cornwallis, il força ce général de se replier jusqu'à Brunswick. L'hiver était trop avancé pour qu'on pût continuer d'agir, et des deux côtés on prit des quartiers d'hiver.

Pendant les désastres de la campagne de 1776, le congrès avait déployé une fermeté admirable. Il quitta Philadelphie et se réunit à Baltimore; dans le moment le plus critique, il déclara qu'il se refuserait à toute transaction envers le gouvernement britannique, et il notifia cette résolution aux puissances étrangères, en les engageant à faire des traités d'alliance avec la république. Des agens furent envoyés en Europe pour le même sujet. Le célèbre Franklin se chargea de cette mission délicate auprès du cabinet de Versailles. Les États-Unis avaient éprouvé des malheurs; mais les Anglais étaient loin d'avoir rempli leur but, et la campagne qui venait de finir laissait encore intacts les états de la Nouvelle-Angleterre et ceux du Sud, où se trouvait la véritable force de l'union américaine.

CHAPITRE V.

Conduite imprudente des Anglais ; mesures prises par le congrès ; il investit Washington d'une autorité plus étendue ; arrivée de Lafayette ; expédition de Burgoyne, sa capitulation ; revers de l'armée commandée par Washington ; prise de Philadelphie (1777).

Lorsque sir Guy Carleton conserva à l'Angleterre le Canada, il se conduisit d'une manière à-la-fois adroite et généreuse. Il fut le premier à rendre des honneurs à la mémoire de Montgomery ; il traita les prisonniers américains avec la plus grande humanité, et les renvoya sur parole après leur avoir fourni des secours abondans pour faire leur route. Si tous les commandans anglais avaient suivi cet exemple, la cause américaine courait de grands dangers. Heureusement l'armée qui occupait les colonies du centre se conduisit d'une manière toute différente. Les prisonniers furent traités avec barbarie, et il en périt un grand nombre entassés à bord des vaisseaux ou dans des cachots malsains. Les mercenaires allemands se livrèrent au pillage, et les soldats anglais voulurent avoir part au butin, et rivalisèrent avec les Allemands en cruauté et en violence; les loyalistes n'étaient pas plus épargnés que les partisans du congrès; les femmes furent exposées à des outrages capables surtout de révol-

ter un peuple éminemment moral. Cette conduite ranima l'ardeur des Américains; dans le New-Jersey, les habitans s'armèrent spontanément, se formèrent en partisans, attaquèrent les détachemens ennemis et interceptèrent les communications.

Le gouvernement anglais commit une faute très grave, et qui servit à éclairer entièrement les Américains sur les intentions de leurs ennemis. Un grand nombre d'habitans de New-Yorck s'étaient soumis à l'autorité royale et au pouvoir *constitutionnel* du parlement ; ils avaient demandé en même temps que leur administration fût réorganisée d'après les anciens principes. On ne fit aucune attention à ces demandes, et les provinces occupées par les Anglais continuèrent d'être administrées militairement. Il était évident dès-lors pour le peuple américain que le but du cabinet de Saint-James était d'établir dans les colonies un gouvernement absolu, et cette conviction contribua à faire rejeter toute idée de raccommodement avec la métropole.

Le congrès, rassuré sur le sort de Philadelphie, rentra dans cette ville le 27 février 1777; éclairé par l'expérience, il reconnut que des troupes sans discipline et soumises à des règlemens divers, ne peuvent servir efficacement; il donna par conséquent des pouvoirs très étendus au généralissime pour réorganiser l'armée et pour rétablir la subordination. Deux vaisseaux, chargés de 24,000 fusils, arrivèrent de France dans le moment le plus opportun. La cause des Américains avait commencé à intéresser l'Europe; l'illustre Kosciusko, son brave

compatriote le comte Pulawski, et un militaire allemand d'un grand mérite, le baron Kalb, vinrent s'enrôler dans les troupes américaines. Ces généreux étrangers rendirent des services signalés à la cause qu'ils avaient embrassée avec un grand désintéressement; mais ce fut à un Français qu'était réservé l'honneur de devenir un des instrumens les plus actifs de l'indépendance des États-Unis.

Gilbert-Motié Lafayette, issu d'une famille ancienne et illustre de l'Auvergne, avait été élevé à la cour de Louis XV; chez lui un amour ardent pour la justice et les sentimens d'une généreuse philanthropie avaient neutralisé l'influence d'une éducation aristocratique, et l'avaient destiné à être le défenseur de la grande cause de l'espèce humaine, de la liberté. Les nobles efforts des Américains réveillèrent tout d'un coup dans l'âme de Lafayette un intérêt si puissant, qu'à l'époque de la vie qui, chez les hommes ordinaires, est celle des goûts frivoles (1), il résolut de traverser l'Atlantique et de consacrer sa vie et sa fortune à la défense d'un peuple opprimé. Il communiqua sa résolution aux commissaires américains qui, désespérant alors de la situation de leur patrie, cherchèrent inutilement à le détourner de son entreprise. Il équipa à ses propres frais un bâtiment, le chargea d'armes

(1) Lafayette était âgé alors de dix-neuf ans, il venait de se marier avec la fille du maréchal de Noailles, et le sacrifice momentané de son bonheur domestique, qu'il appréciait parfaitement, ennoblit encore son héroïque entreprise.

et de munitions, et, malgré les ordres de la cour, il s'embarqua dans un port de l'Espagne. Sa traversée fut heureuse; il échappa aux vaisseaux anglais qui avaient reçu des ordres pour l'intercepter, et dès le commencement d'avril il arriva à Charles-Town. Le congrès lui conféra immédiatement le rang de major-géneral; mais Lafayette ne voulait servir qu'en qualité de volontaire, et refusa tout traitement. Son courage, ses talens militaires et sa modestie, lui gagnèrent tous les cœurs, et en peu de temps une amitié indissoluble le lia avec Washington.

Les affaires des États-Unis commencèrent donc à prendre un aspect plus rassurant; pourtant la campagne de 1777 s'ouvrait encore de la part des Anglais avec une supériorité très grande. Le général Howe avait toujours sous ses ordres plus de trente mille soldats, et Washington ne comptait que sept mille hommes; toute sa cavalerie consistait en cent trente chevaux. Dans cette situation, l'armée américaine était forcée de garder la défensive, et resta campée derrière la Delaware. Après diverses expéditions de peu d'importance, Howe, dans le moment où il paraissait vouloir forcer le passage du fleuve qui le séparait de la Pennsylvanie, évacua le New-Jersey, et embarqua une grande partie de son armée à Staten-Island; ses intentions étaient secrètes; mais il était aisé de prévoir qu'il avait résolu d'attaquer la Pennsylvanie par mer, et de transporter ses troupes sur les derrières de l'armée républicaine. En même temps le général Burgoyne devait marcher au-devant de Howe après

avoir traversé les provinces du Nord. Du succès de cette entreprise dépendait le sort de la guerre.

Dès l'année précédente, sir Guy Carleton avait réuni près du lac Champlain une armée de sept mille soldats, regardés comme l'élite des troupes anglaises et allemandes; une nombreuse artillerie accompagnait ce corps. Carleton avait détruit la flotille américaine sur les lacs, et les Américains étaient renfermés dans Tyconderoga et dans les lignes fortifiées de Ty; mais ils n'étaient pas en nombre suffisant pour défendre ces postes. Dès l'ouverture de la campagne de 1777, l'armée anglaise changea de commandant. Carleton était regardé comme trop humain; il refusait de se servir des Indiens; en conséquence il fut destitué et remplacé par Burgoyne, officier d'un grand courage et d'une ambition ardente. Celui-ci, après avoir engagé un grand nombre d'Indiens à l'accompagner, marcha sur Tyconderoga, et commença le siége de cette forteresse. Le général américain, Saint-Clair, voyant qu'il ne pouvait point défendre ce poste, l'évacua avant d'être investi entièrement, et se retira à Skeenesborough, où il se réunit avec le général Schuyler.

Les projets de Burgoyne étaient de s'assurer du cours de l'Hudson et de pénétrer jusqu'à Albany, où sir Henri Clinton, parti de New-Yorck, devait se réunir avec lui et assurer la soumission de cette contrée importante. Burgoyne s'avança donc à travers mille obstacles, dans un pays sans route tracée, à travers des forêts, et forcé de traîner avec lui ses vivres et ses munitions. Il s'empara de plu-

sieurs points fortifiés, et ses détachemens, secondés par les Indiens, battirent les Américains dans plusieurs rencontres. Ceux-ci prirent une brillante revanche à Bennington, poste qui fut attaqué par un corps de mille soldats allemands; dans cette affaire, les miliciens de la Nouvelle-Angleterre rétablirent leur réputation; ils se précipitèrent avec audace sur les canons des Anglais, soutinrent le choc de leur cavalerie, et firent sept cents prisonniers, après avoir tué trois cents hommes à l'ennemi. Cet avantage eut de grands résultats; il donna un nouveau courage aux Américains, et leur apprit que leurs ennemis n'étaient point invincibles. En même temps les cruautés atroces commises par les Indiens, qui n'épargnaient ni femmes ni enfans, exaspéraient tous les esprits et les enflammaient du désir de la vengeance.

Sur ces entrefaites, le général Gates prit le commandement de l'armée américaine qui avait abandonné les forts de Ty et de Skeenesborough, mais qui depuis s'était considérablement renforcée. Burgoyne se mit à sa poursuite; il traversa le Hudson, et se campa sur les hauteurs de Saratoga. Gates ayant été rejoint par les généraux Arnold et Morgan, résolut d'arrêter la marche de l'ennemi, et le 19 septembre, un combat opiniâtre s'engagea entre les deux armées; les Américains conservèrent leur terrain, et finirent par repousser les Anglais. La position de Burgoyne devint tout d'un coup extrêmement critique; la saison était trop avancée pour qu'il pût songer à regagner le Canada; il ne se voyait plus les moyens de forcer son passage vers

Albany, et songeait à se maintenir à Saratoga jusqu'à l'arrivée des secours que sir Henri Clinton devait lui amener. Ce dernier n'avait pu entrer en campagne qu'au commencement d'octobre; il prit d'assaut le fort Montgomery; mais il venait trop tard pour secourir l'armée du Canada. Déjà Burgoyne avait été forcé de diminuer les rations; ses provisions étaient épuisées, et il fallait écraser l'armée ennemie ou capituler. Une seconde bataille fut livrée le 7 octobre, et devint fatale à l'armée anglaise; l'élite des soldats et des officiers fut tuée; les Américains poursuivirent leurs avantages avec intrépidité; ils se précipitèrent dans les lignes ennemies, et là un nouveau combat eut lieu, dans lequel le général anglais Frazer et un colonel allemand furent tués; Burgoyne ne parvint qu'à peine à conserver sa position; il fut entièrement entouré, et toutes les tentatives pour opérer une retraite furent repoussées; il n'y avait plus dans le camp des vivres pour trois jours, et les boulets américains exerçaient un ravage continuel. Dans cette extrémité, Burgoyne signa une capitulation par laquelle l'armée anglaise mettait bas les armes, et devait être conduite à Boston, afin d'y être embarquée pour l'Angleterre, sauf à ne plus servir pendant la durée de la guerre.

La capitulation de Saratoga fut le succès le plus beau qu'on eût obtenu depuis le commencement de la lutte; dix mille prisonniers se trouvaient au pouvoir des Américains; une artillerie nombreuse et des armes de toute espèce tombèrent entre leurs mains. Cet événement inattendu eut de grands ré-

sultats politiques, et servit plus que tout autre à donner à l'Amérique des alliés en Europe. Gates, qui s'était distingué par son courage et par sa tactique, s'honora après la victoire par sa conduite généreuse envers les prisonniers. Il se dirigea immédiatement du côté d'Albany, dont les Anglais s'approchaient avec une lenteur inconcevable, en brûlant et en dévastant la contrée. Ils se retirèrent à l'approche de l'armée victorieuse, et rentrèrent dans New-York. La campagne dans le Nord était terminée, mais dans le centre, Washington luttait toujours avec des forces inférieures contre les Anglais.

La destination de l'armée anglaise embarquée à Staten-Island, ne tarda pas d'être connue; on apprit dans le mois de juin que sir William Howe se dirigeait avec seize mille hommes et une flotte nombreuse vers les côtes de la Pennsylvanie. Il pénétra dans la baie du Chesapeak, et débarqua ses troupes dans le Maryland, province dans laquelle la cause royale avait quelques partisans. Washington marcha au-devant de l'ennemi avec onze mille hommes, et les deux armées ne tardèrent point à se trouver en présence près d'une rivière appelée le Brandywine. Le 11 septembre, un premier combat eut lieu, dans lequel les généraux américains, trompés par de faux rapports, n'agirent point avec l'accord nécessaire; ils furent battus en détail, et perdirent treize cents hommes. Le comte Pulawski se distingua dans ce combat, ainsi que plusieurs officiers français. Lafayette marcha à la tête d'une brigade en qualité de volontaire; il rallia plusieurs

fois les Américains, et reçut une blessure à la jambe, qui pourtant ne l'empêcha point de rester un des derniers sur le champ de bataille. Sir William Howe s'empara alors de Philadelphie, et le congrès se transporta à Lancaster.

Washington espérait prendre une revanche brillante à Germantown; dans le moment même où les Anglais le croyaient en pleine retraite, il s'approcha d'eux par une route détournée, et les attaqua avec vigueur dans leurs lignes; malheureusement un brouillard épais s'éleva pendant le combat et mit le désordre dans les rangs américains. Les généraux anglais profitèrent de cette circonstance pour rallier leurs troupes, et Washington eut la douleur de se voir forcé à faire une retraite lorsqu'il pouvait compter sur une victoire complète; pourtant les Anglais perdirent dans cette affaire près de huit cents hommes, tandis que la perte des Américains n'était que de cinq cents soldats tués ou blessés. Les hostilités dans la Pennsylvanie cessèrent après ce combat; l'armée anglaise prit ses quartiers d'hiver à Philadelphie, dont elle fortifia les approches. Le général américain fut forcé de se cantonner dans une espèce de désert appelé Walley-Forge, où il fit construire des huttes pour ses soldats; les rigueurs du climat et le manque d'habillemens, et même de vivres, accablèrent son armée, qui supporta ces souffrances avec un courage héroïque. Lafayette, dans cette circonstance critique, sacrifia une partie de sa fortune pour assister ses frères d'armes.

Quelques expéditions particulières eurent lieu

encore dans les mois d'octobre et de novembre. Un corps hessois, commandé par le comte Donop, fut presqu'entièrement détruit à l'attaque infructueuse du fort Mifflin, situé sur l'île de Mud. Ce poste fut abandonné par les Américains, après avoir soutenu un siége très vif. Quelques combats eurent lieu dans le Jersey entre lord Cornwallis et les généraux Greene et Lafayette; enfin les fortes gelées de décembre mirent fin à la campagne de 1777. Malgré les revers éprouvés par le général en chef, cette campagne fut extrêmement favorable à la cause américaine. Une des plus belles armées anglaises avait été obligée de mettre bas les armes; les troupes de la Nouvelle-Angleterre, n'ayant plus d'ennemis à combattre dans le Nord, rejoignirent Washington, et le mirent en état d'attendre une nouvelle campagne avec des forces égales à celles de l'ennemi. Les puissances européennes étaient convaincues enfin que la république des États-Unis pouvait devenir une alliée puissante contre les Anglais, et cette circonstance donna lieu dans le courant de l'hiver à des événemens importans.

CHAPITRE VI.

Actes du congrès; projet de constitution fédérale; violation de la convention de Saratoga; traité d'alliance entre les États-Unis et la France; guerre entre la France et l'Angleterre; conquête de la Géorgie. (1778-1779.)

Dans les circonstances critiques où s'était trouvé le congrès au moment des succès des Anglais, cette assemblée n'avait point cessé de montrer une fermeté inébranlable; elle avait déclaré solennellement qu'aucune négociation ne serait entamée avec le gouvernement britannique, avant que celui-ci n'eût reconnu l'indépendance des États-Unis. En même temps fut adopté le projet de constitution fédérale qui fixa définitivement les bases du gouvernement de la république; chaque état conservait sa juridiction particulière et son indépendance; au congrès général furent réservés les pouvoirs de diriger la politique extérieure, de conclure des traités de commerce, de faire la paix ou la guerre. Dans le congrès, chaque état n'avait qu'une seule voix : les députés ne pouvaient remplir aucune place salariée; aucun état n'en pouvait envoyer moins de deux ou plus de sept. Le congrès seul avait le droit de régler la valeur de la monnaie, et de fixer les poids et les mesures. La constitution fédérale a éprouvé depuis de grands chan-

gemens, mais telle qu'elle fut adoptée en 1777, elle était le complément nécessaire de la déclaration d'indépendance.

Le grand obstacle contre lequel le congrès avait eu à lutter depuis le commencement de la guerre, était le manque d'argent ; le commerce était presque nul, et ce n'était point le moment de le surcharger de droits ; tout impôt quelconque aurait été impopulaire ; on eut donc recours à des émissions fréquentes de papier-monnaie ayant un cours forcé. Cette mesure eut pour résultat inévitable d'élever les prix des objets de première nécessité ; comme une faute en amène d'autres, le congrès, sur la proposition de plusieurs assemblées provinciales, fixa le prix des denrées, mesure connue dans la révolution française sous le nom de *maximum*, et qui, injuste et désastreuse en elle-même, causa une famine factice. Dans la position où se trouvait le congrès, il était impossible qu'il ne commît pas de fautes, mais, en général, sa conduite était dictée par la sagesse ; malgré les efforts de quelques officiers intrigans, Washington fut maintenu dans son commandement ; on fit au général Gates l'injure de rompre, sur des prétextes futiles, la convention de Saratoga ; le congrès craignait que l'armée de Burgoyne ne fût employée contre les Américains, et n'autorisa point son embarquement : officiers et soldats restèrent prisonniers de guerre à Boston.

Des deux côtés, on se préparait à recommencer les opérations militaires, lorsqu'une nouvelle importante vint donner de puissans encouragemens

aux Américains. Le 3 mai 1778, le congrès reçut des dépêches de Paris contenant les traités d'amitié et de commerce que le gouvernement français venait de conclure avec les États-Unis (1). Le congrès

---

(1) Cette mesure doit être attribuée en grande partie à l'impulsion que Lafayette avait donnée à l'opinion publique. Les mémoires écrits par des personnes attachées à la cour à cette époque, nous ont appris que ni Louis XVI ni la reine ne s'étaient enthousiasmés pour la cause des Américains; chose qu'on ne pouvait point non plus attendre. Quant aux Français qui allèrent en Amérique, ils étaient de deux espèces, des aventuriers qui voulaient commander l'armée ou au moins des régimens, ou bien de jeunes nobles qui recherchaient l'occasion de se distinguer dans la guerre; les uns et les autres furent également mécontens de l'Amérique; le congrès ne voulut point donner aux uns des commandemens; et quant à la guerre, elle était pénible, fatigante, mais il n'y avait point de beaux coups de sabre à donner ou à recevoir. Ces aventuriers retournèrent en France en décriant les Américains et leur cause, comme de nos jours nous avons vu faire au sujet des Grecs. Lafayette, par ses succès brillans en Amérique, par sa constance, par son caractère personnel, parvint à détruire les fâcheuses impressions produites par d'autres; il rendit la cause des États-Unis populaire, et la fit épouser par les jeunes seigneurs de la cour, ses contemporains. Cette circonstance, et l'espoir de trouver dans la guerre contre l'Angleterre un dédommagement de la perte du Canada, furent les causes du traité d'alliance conclu si inopinément entre le cabinet de Versailles et les États-Unis.

ratifia aussitôt ces traités et témoigna hautement sa reconnaissance pour le monarque français qui, le premier de tous les rois de l'Europe, reconnaissait l'indépendance du peuple américain et la justice de sa cause. L'enthousiasme fut général ; le camp de Walley-Forge célébra par des réjouissances extraordinaires un événement aussi inattendu et qui promettait de grands résultats. En Angleterre, la nouvelle du traité de Paris produisit également une vive sensation ; le ministère se montra disposé à reconnaître l'indépendance des États-Unis et à conclure avec eux une fédération commerciale. Mais l'orgueil national prévalut ; ceux mêmes qui avaient blâmé les prétentions du gouvernement et étaient regardés comme partisans des Américains, se déclarèrent alors contre toute concession honteuse. Lord Chatam, presque mourant, se fit transporter dans la chambre des pairs et proposa de déclarer immédiatement la guerre à la maison des Bourbons (1). Ce parti prévalut, et toutes les puissances maritimes de l'Europe se préparèrent à la guerre. Une escadre française de douze vaisseaux de ligne et de quatre frégates sous les ordres du comte d'Estaing, quitta Toulon le 19 avril et se dirigea vers l'Amérique. Une flotte anglaise de la même force fut envoyée à sa poursuite. Lord Howe et son frère furent rappelés de leur commande-

(1) Après avoir prononcé son discours, lord Chatam tomba évanoui ; il mourut le même jour, à l'âge de soixante-dix ans.

ment; l'armée fut placée sous les ordres de sir Henri Clinton, et la flotte sous ceux de l'amiral Byron.

La guerre entre la France et l'Angleterre n'était point encore déclarée; une escadre anglaise, commandée par l'amiral Keppel, se rendit dans la baie de Biscaye et s'empara d'une frégate française; une seconde frégate, appelée *la Belle-Poule*, soutint un combat opiniâtre et échappa aux Anglais. Ces premières hostilités furent suivies d'une grande bataille navale, livrée dans les parages d'Ouessant, entre la flotte française, commandée par le comte d'Orvilliers, et celle de Keppel; ce combat n'eut d'autre résultat que de forcer les deux escadres à se retirer dans leurs ports respectifs, afin de réparer les vaisseaux; mais la guerre était définitivement commencée.

L'intervention d'une puissance maritime capable de lutter avec les Anglais pour le commandement des mers, força ces derniers de changer leur plan de campagne en Amérique. La ville de Philadelphie fut évacuée, ainsi que la Pennsylvanie, et sir H. Clinton opéra sa retraite vers New-Yorck à travers le Jersey. Washington se mit immédiatement à sa poursuite, évitant toujours un engagement général, mais cherchant à couper l'arrière-garde de l'ennemi et à s'emparer de ses bagages. Un seul combat eut lieu, dans lequel les Américains eurent l'avantage de repousser les Anglais. Le général Lee, qui avait été échangé, commandait l'avant-garde de Washington; il crut avoir à se plaindre du généralissime, et lui écrivit deux lettres très injurieuses : traduit devant un conseil de

guerre, il fut suspendu de ses fonctions pour l'espace d'un an. Cette sévérité était nécessaire peut-être; mais elle priva l'armée américaine des services d'un officier expérimenté et plein de courage. Les Anglais rentrèrent dans New-Yorck. Si le comte d'Estaing avait eu une traversée heureuse, il aurait pu s'emparer des vaisseaux anglais dans le Chesapeak; alors l'armée de sir H. Clinton, acculée dans l'extrémité de New-Jersey, aurait probablement éprouvé le sort de celle de Burgoyne à Saratoga.

La première opération qui fut concertée entre le comte d'Estaing et les Américains, fut le siége de New-Port, capitale de Rhode-Island; les généraux Lafayette, Greene et Sullivan, passèrent dans cette île à la tête de dix mille hommes qui investirent la place par terre, tandis que la flotte française l'attaqua par mer. Lord Howe, ayant reçu quelques renforts, vint avec son escadre offrir le combat à l'amiral français : celui-ci l'accepta avec empressement, et, malgré une tempête épouvantable, les deux flottes se battirent pendant plusieurs heures avec un grand acharnement : aucun vaisseau ne fut pris; mais, des deux côtes, il y en eut plusieurs fortement endommagés. Cette circonstance engagea le comte d'Estaing à renoncer au siége de New-Port, malgré les instances des généraux américains; ceux-ci n'eurent dès-lors plus d'espoir de réussir dans leur entreprise; ils furent abandonnés par un corps de volontaires que l'enthousiasme, excité par la coopération des Français, avait porté à faire une campagne. Le siége de

New-Port fut levé, et la retraite fut conduite avec tant d'habileté, que les Américains n'éprouvèrent aucune perte. Pourtant comme de grandes espérances avaient été conçues sur cette expédition, et comme on croyait que le comte d'Estaing aurait pu en assurer le succès en restant devant New-Port, il s'éleva à ce sujet une mésintelligence assez sérieuse entre cet officier et les généraux américains.

Tandis que la guerre prenait de jour en jour un caractère plus violent, des commissaires anglais arrivèrent à New-Yorck, afin d'essayer, pour la dernière fois, les négociations et les intrigues. Le ministère britannique offrait aux Américains une amnistie illimitée et toutes les concessions qu'ils avaient demandées depuis 1774, soit le droit de s'imposer eux-mêmes, soit celui d'être administrés par leurs représentans. Le congrès fit publier les manifestes envoyés par les commissaires et les accompagna de lettres écrites par l'un d'eux, dans lesquelles on cherchait à corrompre des membres du congrès. Les commissaires menacèrent alors les États-Unis d'une guerre conduite selon le système le plus rigoureux. Le congrès répondit à ces menaces en ordonnant aux commandans américains de prendre une vengeance exemplaire de toute violation du droit des gens que les Anglais pourraient commettre. Toute négociation cessa dès-lors, et les commissaires retournèrent en Angleterre.

Les lois pour fixer le prix des denrées avaient rendu impossible d'approvisionner les troupes; le congrès eut la sagesse de reconnaître l'erreur dans

laquelle il était tombé : il révoqua tous les actes sur ce sujet. Il n'était point aussi facile de remplacer le papier-monnaie qui, falsifié par les Anglais, et multiplié d'ailleurs à l'infini par les assemblées législatives des divers états, n'avait presque plus de valeur. Le congrès ouvrit des négociations avec le cabinet de Versailles et avec des banquiers hollandais, pour obtenir des emprunts. Profitant de l'inaction des troupes, Lafayette se rendit lui-même en France, afin d'y servir la cause des Américains.

Dans le courant de l'année 1778, la guerre entre les Indiens et les établissemens avancés du Sud, avait recommencé avec une fureur inouie. Des royalistes anglais s'étaient retirés parmi les peuplades sauvages, et en leur promettant des récompenses pour les chevelures des Américains, ils excitèrent à-la-fois leur avidité et leur cruauté. Pourtant on remarqua que les émigrés se conduisaient avec plus de férocité encore que leurs alliés. La ville florissante de Wyoming, fondée sur la rive orientale de la Susquehannah, fut entièrement détruite : les femmes et les enfans furent entassés dans des maisons auxquelles on mettait ensuite le feu. Diverses autres entreprises de la même nature eurent lieu. Les Américains formèrent également des corps d'aventuriers qui pénétrèrent dans les déserts habités par les Indiens, surprirent leurs villes et massacrèrent tous leurs habitans. Dans ces expéditions, on peut admirer la constance avec laquelle on supportait des deux côtés les fatigues, les

privations et les dangers ; mais on ne peut s'empêcher de voir avec horreur les Américains lutter de cruauté avec les sauvages.

Dans le Nord et dans le centre, les armées avaient pris leurs quartiers d'hiver. Le comte d'Estaing, avec sa flotte, s'était dirigé vers les Indes-Occidentales, direction dans laquelle il fut suivi par l'amiral anglais Byron. La campagne dans les états du Nord et du centre, n'avait point été avantageuse aux armes de la Grande-Bretagne : sir H. Clinton résolut de profiter de l'hiver pour attaquer les états du Sud, et concerta avec le gouverneur de la Floride une invasion dans la Géorgie. Le colonel Campbell arriva devant Savannah, la capitale de la province, avec deux mille cinq cents hommes et une petite escadre. La place n'était pas forte, et l'armée républicaine, affaiblie par des combats qu'elle avait eu à livrer contre les Anglais de la Floride, ne comptait que huit cent vingt hommes. Campbell attaqua cette troupe avec vigueur, la culbuta dans la ville dont il s'empara également ; il y fut joint par le général Prevost qui avait complété la conquête de la Géorgie ; les républicains les plus déterminés se retirèrent dans la Caroline. Le général Lincoln fut investi alors du commandement des milices de la Caroline méridionale ; mais il ne put réunir que quatorze cents hommes indisciplinés et mal armés. Les ennemis, de leur côté, se fortifièrent par la jonction de royalistes assez nombreux dans les états du Sud ; heureusement ces auxiliaires commirent des cruau-

tés abominables et se livrèrent au pillage. Cette circonstance ranima l'ardeur des Caroliniens, et donna au général Lincoln les moyens de défendre le passage de la Susquehannah, après avoir été chassé de la Géorgie.

Pendant l'hiver, le congrès eut à s'occuper de l'affaire désagréable de M. Silas Deane, un des trois commissaires envoyés en France, en 1776. Il était accusé d'avoir outre-passé ses devoirs, et d'avoir fait mauvais usage des deniers publics. A son tour, il attaqua dans les journaux la conduite du congrès et l'accusa de manquer de loyauté vis-à-vis de la France. L'affaire se termina par la destitution de M. Deane. En général, l'esprit d'intrigue, la soif des richesses et l'indélicatesse dans les moyens d'en acquérir, étaient les vices dominant à cette époque. L'état précaire de la fortune publique, les émissions continuelles de papier-monnaie qui constituaient le gouvernement en banqueroute permanente, la guerre avec l'étranger et la lutte perpétuelle des partis, devaient exercer leur influence en Amérique, comme partout ailleurs où des circonstances pareilles se réunissent. Les membres du congrès même furent accusés, souvent avec raison, de négliger les affaires pour leurs intérêts privés ou pour leurs plaisirs; la dilapidation et le désordre régnaient dans toutes les branches de l'administration; l'armée manquait continuellement de provisions et de vêtemens; elle ne recevait sa paie qu'en papier, qui perdait la moitié de sa valeur; officiers et soldats étaient forcés souvent de piller les fer-

miers pour subsister. Heureusement il y avait chez la nation américaine un fond inépuisable de patriotisme et d'esprit d'ordre qui sauva l'état d'une désorganisation complète, et qui triompha définitivement des circonstances produites par la guerre et la révolution.

CHAPITRE VII.

Entreprise des Américains et des Français réunis dans la Géorgie; opérations militaires dans le centre; guerre contre les Indiens; l'Espagne se déclare pour l'Amérique; conquête de la Caroline méridionale. (1779-1780.)

La campagne de 1779 ne fut pas plus décisive que celle de l'année précédente. Ni les Américains, ni les Anglais, ne firent des entreprises importantes; l'attention des derniers était dirigée vers les Antilles, où l'amiral français attaquait leurs possessions, et les premiers, depuis qu'ils se voyaient assurés de la protection de la France, croyaient n'avoir plus rien à faire pour eux-mêmes; ils s'abandonnèrent à une espèce de torpeur d'autant plus coupable, qu'ils auraient pu profiter de l'absence de la flotte ennemie pour tenter le siége de New-Yorck.

Dans le Sud, le général Prevost, après s'être assuré de la Géorgie, entreprit la conquête de la Caroline méridionale. Le général Lincoln, qui commandait les troupes américaines, n'avait pu réunir que douze cents hommes de la milice, et encore ces hommes étaient peu disciplinés et sans bonne volonté. Aussi dans un combat qui eut lieu sur les frontières des deux provinces, près d'un endroit appelé Briar-Creek, les miliciens abandon-

nèrent un petit corps de soldats réguliers qui fut entièrement détruit. Lincoln fut forcé alors de se retirer avec quatre ou cinq cents hommes qui lui restaient, et l'ennemi ne tarda point de se diriger sur Charles-Town. Dans sa marche, les soldats anglais se livrèrent au pillage; mais les *loyalistes* commirent des excès plus épouvantables encore: ils détruisirent les troupeaux, ravagèrent les champs de riz, enlevèrent les esclaves et massacrèrent les familles des républicains. Cette conduite ranima le courage des Caroliniens, et le général Lincoln se vit en état de marcher sur les derrières de l'ennemi, de l'obliger à lever le siége de Charles-Town, et à repasser la Savannah (mars 1779).

Les généraux anglais avaient reçu l'ordre du ministère de faire contre les États-Unis une guerre de destruction: en conséquence, sir H. Clinton envoya de forts détachemens sur les côtes de la Virginie et de la Nouvelle-Angleterre. Une foule de villes florissantes furent réduites en cendres; les vaisseaux dont on s'empara dans les ports ou sur les côtes, furent coulés bas, et les Américains éprouvèrent des pertes considérables. En même temps des officiers furent envoyés aux Indiens, afin de les persuader par des promesses et des dons à recommencer leurs attaques. Un de ces officiers, le colonel Hamilton, fut pris avec un petit détachement et avec tous ses papiers, dans lesquels on trouva des promesses de récompense pour les *chevelures* que les sauvages lui apporteraient. Le conseil exécutif de la Virginie, jugeant que cette manière de faire la guerre plaçait le colonel Hamil-

ton hors du droit des gens, le fit mettre aux fers avec deux de ses complices.

Lorsque les détachemens envoyés pour ravager les côtes, eurent rempli leur mission, sir H. Clinton concentra toutes ses troupes sur les bords du Hudson, et vint attaquer les forts de Stoney-Point et de Verplank, dont les Américains avaient commencé la construction, afin d'assurer la communication entre les états de l'Est et ceux du Sud. Il réussit dans son entreprise et s'occupa d'achever les travaux des deux forts. L'armée américaine sous Washington prit position alors à West-Point, dans un camp retranché (mai 1779). Au moment où les Anglais ne s'y attendaient point, Washington conduisit son infanterie légère par des chemins jugés impénétrables, à travers des montagnes, et reprit Stoney-Point d'assaut. Un Français, le lieutenant-colonel Fleury, fut des premiers dans les ouvrages ennemis, et arracha l'étendard royal; tous les soldats, animés par leurs officiers, rivalisèrent d'audace; mais ce qui fut plus remarquable encore, ils donnèrent quartier à la garnison anglaise, quoique les massacres dans la Virginie et dans le Massachusset eussent excité une vive indignation parmi les Américains. Sir H. Clinton arriva à temps pour sauver le fort Verplank, et Washington ne pouvant point conserver Stoney-Point, en fit détruire les fortifications, après avoir enlevé l'artillerie et les munitions. Les opérations dans le centre se terminèrent par une expédition, dans laquelle le major Lee enleva un poste anglais à Powleshook sans perdre un seul

homme (juillet 1779). Le général Sullivan fut envoyé avec un corps de cinq mille hommes, afin de punir les tribus indiennes sur le Mohawk, qui avaient embrassé le parti des Anglais. Les Indiens se retirèrent devant cette force supérieure sans combattre, et Sullivan, au grand mécontentement de ses troupes, ne songea qu'à brûler les maisons et les bourgades des Indiens, à détruire leurs provisions et à faire couper leurs arbres fruitiers. C'était attirer aux Américains des représailles sanglantes; aussi après avoir terminé sa campagne peu glorieuse, Sullivan se vit forcé de donner sa démission.

La guerre sur mer fut, pendant toute l'année, d'une grande activité. Les corsaires américains se distinguèrent par leur audace, et souvent ils enlevèrent des vaisseaux anglais dans la vue des ports de la Grande-Bretagne. Paul Jones, Écossais d'origine, se signala surtout dans des entreprises de cette nature. Avec quatre vaisseaux de guerre, équipés dans le port de Brest, il attaqua sur les côtes de l'Écosse la flotte marchande de la Baltique escortée par deux vaisseaux de ligne, dont il s'empara après un combat opiniâtre. Il se réfugia ensuite dans les ports hollandais, où on lui permit de réparer ses vaisseaux, ce qui devint une des causes de la rupture entre la Grande-Bretagne et les Sept-Provinces. Déjà l'Espagne, dans l'espoir de reconquérir Gibraltar, s'était déclarée pour les États-Unis, et avait réuni sa flotte à celle du comte d'Orvilliers. Jamais la marine française n'eut d'époque plus brillante; le comte d'Estaing s'empara des îles

de Saint-Vincent et de Grenade, en présence de la flotte commandée par Byron; il lui livra ensuite une bataille navale (6 juillet), dans laquelle les vaisseaux anglais furent maltraités au point de ne plus pouvoir tenir la mer. Le pavillon français conserva alors l'empire de la mer dans les Indes-Occidentales. Le comte d'Estaing, sur l'invitation du général Lincoln, se dirigea ensuite vers les côtes de la Géorgie, afin de contribuer à reconquérir cette province; il surprit quatre frégates anglaises, dont il s'empara. Le siége de Savannah fut entrepris immédiatement; Lincoln était accouru avec les milices des Carolines, et la flotte française comptait près de quarante voiles; la place n'aurait pu se défendre à la longue contre une force aussi supérieure; mais les officiers français craignirent de rester trop long-temps sur une côte peu sûre, et cette circonstance obligea les généraux de livrer un assaut intempestif; ils firent des prodiges de valeur; mais ils furent repoussés après avoir perdu près de mille hommes tués ou blessés; d'Estaing fut des derniers; le brave Pulawski, chargeant au galop entre deux redoutes, fut tué. Le congrès fit élever un monument à son honneur (1).

---

(1) Le comte Pulawski s'était rendu célèbre en Europe par l'enlèvement du roi de Pologne, Stanislas, enlèvement effectué au milieu des troupes russes dans la ville de Varsovie; il rendit la liberté à Stanislas lorsqu'il vit que son but était manqué. Alors sa tête fut mise à prix. Il avait organisé aux États-Unis le premier corps de cavalerie.

Après cet échec, la flotte française quitta les parages de l'Amérique (en octobre). Les troupes du général Lincoln se débandèrent, et de nouveaux dangers menacèrent les colonies du Sud. Sir Henri Clinton, en apprenant l'arrivée du comte d'Estaing, s'imagina qu'il agirait de concert avec Washington; en conséquence, toutes ses troupes furent concentrées à New-Yorck, et Rhode-Island fut évacué. Après le départ de la flotte française, le général anglais embarqua une grande partie de son armée, et se dirigea vers Charles-Town, place dont la possession était d'une grande importance. Lincoln s'y était renfermé avec trois ou quatre mille hommes, et s'était préparé à une vigoureuse résistance. Le siége commença dans le mois de février 1780, et dura jusque dans le mois de mai; la ville fut investie dans les règles; une flotte supérieure s'empara du port et des forts qui, autrefois, avaient résisté avec tant de vigueur à l'amiral Parker. En même temps la cavalerie anglaise, commandée par Tarleton, mit en déroute la cavalerie américaine, et intercepta les communications. Enfin, les vivres et les munitions de la garnison étaient épuisés; les redoutes extérieures étaient prises, et tout était préparé pour l'assaut lorsque le général Lincoln consentit à capituler à des conditions honorables.

Les généraux anglais s'occupèrent immédiatement du soin de reconstituer la Caroline méridionale en province royale. Ils voulurent forcer les habitans à prendre les armes contre le congrès : en même temps des désordres de toute espèce furent commis, et Tarleton se fit remarquer à-la-fois par

son activité et par sa cruauté; il fit sabrer trois cents Américains qui ne demandaient qu'à se rendre. Il fallait ces fautes pour relever le parti républicain du découragement dans lequel il était tombé; la résistance contre l'oppression se réorganisa dans la Caroline septentrionale; lord Cornwallis fut chargé de réduire cette province avec quatre mille hommes, tandis que sir Henri Clinton se reporta avec le reste de son armée vers New-Yorck. Pendant son absence, l'armée de Washington s'était trouvée dans une position tellement déplorable par le manque de vivres, qu'elle n'avait pu rien entreprendre, et que les officiers eurent de la peine à conserver leurs soldats sous les drapeaux. Heureusement pour le congrès, Lafayette revint dans ce moment critique (12 mai 1780); pendant son séjour en France, il avait négocié des emprunts pour les Américains, et avait obtenu de la cour qu'une armée et une flotte seraient envoyées pour expulser les Anglais des Etats-Unis. Ces nouvelles ranimèrent le courage du congrès. Des troupes furent dirigées vers la Caroline septentrionale: la Virginie fit marcher ses milices, et l'armée de Washington reçut également des renforts considérables du Jersey, dont les habitans avaient été exaspérés au dernier point par les actes de cruauté des Anglais. Enfin, dans le mois de juillet, le comte de Rochambeau débarqua à New-Port avec six mille soldats français, et une escadre de dix vaisseaux, commandée par le chevalier de Ternay, devait agir de concert avec lui. Malgré cette réunion de forces dans les états du centre,

ceux du Sud restèrent encore le théâtre des événemens les plus remarquables de la guerre.

Le colonel Sumpter, un des partisans américains les plus courageux et les plus infatigables, s'était jeté dans la Caroline méridionale, ralliait les mécontens et interceptait les convois anglais. En même temps le général Gates s'approcha des frontières de cette province avec une armée assez nombreuse, mais composée presqu'exclusivement de miliciens. Il attaqua lord Cornwallis près de Camden, et malgré sa propre valeur et celle du baron Kalb, il fut entièrement défait; ce dernier officier reçut en combattant une blessure mortelle; presque toute l'armée américaine se débanda; alors Tarleton put se jeter avec une force supérieure sur Sumpter, qui perdit également la moitié de son corps de partisans, et lord Cornwallis entra dans la Caroline septentrionale sans voir devant lui d'armée en état d'arrêter sa marche, lorsque tout d'un coup une nouvelle désastreuse le força de rétrograder. Les chasseurs du Kentucky, contrée encore sauvage et couverte de forêts, s'étaient réunis aux habitans des montagnes d'Alleghaney; ils pénétrèrent dans la Caroline méridionale, et entourèrent le lieutenant-colonel Ferguson, qui couvrait la frontière avec un corps de mille hommes. Cet officier, d'un mérite distingué, fut tué, et tout son corps mit bas les armes. En même temps Sumpter avait recommencé ses incursions, et lord Cornwallis fut obligé de se replier jusqu'à Wynnesborough, après des fatigues et des privations qui affaiblirent considérablement son armée. Le général Greene, qui

jouissait de toute la confiance de Washington, vint prendre le commandement des forces républicaines dans le Sud, et réunit une nouvelle armée à Hillsborough, dans le voisinage des Anglais (décembre).

Washington s'était rapproché de New-Yorck, afin de se mettre en communication avec le corps d'armée du comte de Rochambeau (en septembre); il avait laissé le commandement du poste important de West-Point, base de ses opérations, au général Arnold; celui-ci avait montré dans plusieurs circonstances un grand courage; mais il avait fait preuve d'un caractère peu délicat; ses besoins pécuniaires étaient immenses, et afin d'y suppléer, il s'était intéressé dans l'équipement de corsaires qui ne réussirent point dans leurs entreprises, et dont plusieurs tombèrent au pouvoir des Anglais. Arnold, pour dernière ressource, réclama une somme considérable du congrès; mais le comité chargé d'examiner la validité de sa demande, la trouva sans aucun fondement; alors cet officier, qui un des premiers avait embrassé la cause de l'indépendance, résolut de la trahir, et ouvrit une négociation avec sir Henri Clinton, afin de lui livrer le poste qu'il commandait. Le général anglais, sur la demande d'Arnold, lui envoya son aide-de-camp, le major André, afin de traiter avec lui. Par une suite de circonstances fatales, André fut arrêté dans les lignes américaines, en habit bourgeois, et se trouvait par conséquent dans la position d'être regardé comme espion; il fut traduit devant un conseil de guerre, et malgré l'intérêt puissant qu'inspiraient sa loyauté et sa jeunesse, il fut condamné à périr comme es-

pion; en vain il demanda la faveur de mourir en soldat; en vain Clinton fit-il tous ses efforts et toutes les offres possibles pour le sauver, Washington resta inflexible; plusieurs officiers américains avaient éprouvé, de la part des Anglais, le traitement d'espions, et le malheureux André périt au gibet; son sort causa autant de douleur dans les rangs américains que chez les Anglais, et Arnold, qui avait eu le temps de se sauver, parut également méprisable aux deux armées; il reçut le titre de brigadier-général pour prix de sa trahison; mais les officiers anglais témoignèrent hautement leur répugnance à servir sous lui; le courage personnel et les talens ne peuvent point tenir lieu de probité; sans cette vertu, le général le plus distingué, l'homme d'état le plus habile, ne sont que des citoyens dangereux; ils nuisent à la cause qu'ils embrassent, et ils finissent presque toujours par succomber dans leurs entreprises.

Rochambeau, avant de commencer ses opérations contre les Anglais, attendait des renforts que le comte de Guiche devait lui amener de France. Celui-ci rencontra dans les parages des Antilles l'amiral anglais, sir Georges Rodney, et lui livra plusieurs combats dans lesquels son escadre souffrit tellement, qu'il se crut obligé de se réfugier dans le port de la Guadeloupe. Cette circonstance empêcha toute entreprise de quelque importance dans les états du-centre. Washington se borna à envoyer des renforts aux patriotes du Sud; lord Cornwallis en reçut également, et son armée s'accrut au point qu'elle comptait près de douze mille hommes. En

général les affaires de la Grande-Bretagne paraissaient être dans un état brillant; la nation anglaise montrait la plus grande énergie à soutenir son gouvernement; des souscriptions patriotiques fournirent des sommes considérables; les milices gardaient les côtes, et les flottes nombreuses disputaient partout à la France et à l'Espagne l'empire des mers. Telle fut la confiance du gouvernement anglais, qu'il ne redouta point de déclarer la guerre à la seule puissance maritime qui, jusqu'alors, ne s'était point encore prononcée ouvertement en faveur de l'indépendance américaine.

On a vu que la république des sept Provinces-Unies avait admis dans ses ports des corsaires américains; les Anglais se plaignirent encore que le commerce hollandais fournissait aux Français des munitions navales, et s'arrogèrent le droit de fouiller les vaisseaux hollandais et d'arrêter ceux dans lesquels ils trouvèrent les objets dont ils avaient défendu le transport. Les Sept-Provinces entrèrent alors dans la ligue des puissances neutres, ligue qui avait pour but de maintenir le principe qu'un vaisseau neutre transporte toujours une cargaison libre. Le cabinet de Saint-James, comptant sur le dévouement de la maison d'Orange à ses intérêts, déclara la guerre à la Hollande, dont le gouvernement avait négligé tous les moyens de défense malgré les réclamations réitérées du parti patriotique. Dans cette situation, la guerre contre ce pays fournit l'occasion de ruiner son commerce et de piller ses colonies, mais n'augmenta point les embarras des Anglais. L'opposition, dans le parlement britan-

nique, fit valoir inutilement les principes d'équité; elle était trop faible pour empêcher aucune mesure du ministère; les catholiques irlandais crurent pouvoir profiter de l'état des affaires pour rentrer dans la possession des droits civils et politiques qui leur étaient ravis depuis deux siècles; leurs efforts furent également inutiles. Le ministère, soutenu par la masse de la nation anglaise, écrasait ses ennemis intérieurs, et faisait face sur tous les points du globe à ses nombreux ennemis extérieurs. Les préparatifs pour la campagne suivante furent immenses; mais les résultats ne répondirent point à l'attente générale. On peut gagner des batailles, prendre des villes, mais il est presqu'impossible de soumettre un peuple qui est décidé à conserver son indépendance; l'affranchissement de la Hollande dans le seizième siècle, des États-Unis dans le dix-huitième, celui de l'Amérique méridionale et de la Grèce de nos jours, en fournissent la preuve. Si d'autres nations ont succombé, ce malheur a été le résultat de divisions intestines et de manque d'énergie.

CHAPITRE VII.

Situation des armées anglaises et américaines, campagne d'Arnold dans la Virginie; opérations militaires de lord Cornwallis et du général Greene; campagne de La Fayette; siége de York-Town; capitulation de lord Cornwallis; évacuation de la Géorgie et de la Caroline. (1781-1782.)

L'ANNÉE 1781 commença, pour les Américains, sous les auspices les plus lugubres. L'armée républicaine avait supporté, pendant l'hiver, les souffrances les plus cruelles, et les généraux avaient eu de la peine à garder sous les drapeaux leurs soldats privés de paie, de vêtemens, et souvent de nourriture. Le 1er. janvier, les régimens de ligne de la Pennsylvanie se révoltèrent ouvertement, quittèrent leurs postes en réclamant l'arriéré de leur solde et leur congé, comme ayant servi le temps pour lequel ils s'étaient engagés. Sir Henri Clinton se trompa sur la nature de ce mouvement, et envoya aux soldats mutinés des agens pour les engager à passer de son côté; ils livrèrent eux-mêmes les espions aux commissaires du congrès. Mais comme ils persistèrent dans leur demande, il fallut y faire droit. Quelques soldats du New-Jersey voulurent suivre l'exemple de ceux de la Pennsyl-

vanie. Washington déploya contre ceux-ci des moyens plus violens; il les fit entourer par des troupes sur lesquelles il pouvait compter, et fit punir les chefs de la rébellion; mais son armée resta dans un état qui ne lui permit point de rien entreprendre contre sir Henri Clinton. Les colonies du Sud continuèrent à être le théâtre sur lequel la lutte entre l'Angleterre et les États-Unis devait se décider.

Lord Cornwallis commandait toujours les forces anglaises dans les Carolines et la Géorgie. Cette dernière province était entièrement soumise; dans la Caroline, les partisans américains, Marion et Sumpter, inquiétaient les frontières par des entreprises audacieuses, et souvent ils pénétraient jusque dans le voisinage de Charles-Town. Cornwallis avait sous ses ordres près de douze mille hommes; mais ils étaient répandus sur une vaste surface de pays; ses postes principaux étaient à Savannah, Augusta, Camden, Ninety-Six et Charles-Town. Il tenait la campagne avec une armée de quatre à cinq mille hommes, et avec cette force il se proposait de soumettre la Caroline septentrionale, où les loyalistes étaient en grand nombre. Green, qui venait de prendre le commandement des troupes républicaines dans le Sud, n'avait pu réunir que deux mille quatre cents hommes; il sentait qu'il ne pouvait tenir tête à son adversaire avec une armée aussi inférieure en nombre, et il prit la résolution de la partager en plusieurs corps, afin d'engager une guerre de partisans.

Le général Morgan, le même qui s'était distin-

gué au siége de Québec, reçut le commandement d'un corps composé de troupes légères, et dans lequel se trouvait presque toute la cavalerie américaine sous les ordres du lieutenant-colonel Washington. Morgan fut chargé d'inquiéter les postes de Camden et de Ninety-Six. Les autres corps furent envoyés dans diverses directions, tandis que Greene lui-même se rapprochait de la Caroline méridionale, afin de diriger ses lieutenans et d'observer les mouvemens de l'ennemi.

Lord Cornwallis, en apprenant la marche de Morgan, forma un corps de onze cents hommes d'élite, dont il confia le commandement au colonel Tarleton; ce corps, comptant trois cents dragons légers, devait atteindre les Américains dans peu de jours, et on ne doutait point qu'il ne parvînt à l'écraser. En effet, Morgan fut atteint dans sa retraite près d'un endroit appelé *les Cowpens*, et forcé d'accepter le combat malgré l'infériorité de nombre et la disposition du terrain, qui était entièrement à l'avantage de l'ennemi (17 janvier 1781). Ses premières lignes furent culbutées, mais elles se rallièrent près d'un petit corps de réserve, composée de la cavalerie; celle-ci exécuta une charge fort heureuse; l'infanterie, animée par l'exemple de ses généraux, attaqua les Anglais avec impétuosité, et les mit dans une déroute complète; trois cents Anglais, tués ou blessés, restèrent sur le champ de bataille; les canons, les bagages furent perdus, et les Américains firent cinq cents prisonniers. Cette bataille, qui en Europe ne compterait que pour une escarmouche, sauva l'Amérique; elle

rallia sous les drapeaux de l'indépendance les habitans qui flottaient entre les deux partis; elle engagea lord Cornwallis dans une manœuvre ruineuse, et le priva de toutes ses troupes légères, dont il avait grand besoin dans un pays couvert de bois, et dans lequel la guerre se décidait par la promptitude des marches.

La conséquence de la défaite de Tarleton devait être un soulèvement général de la Caroline, si quelque succès éclatant ne parvenait à rétablir la confiance. Lord Cornwallis résolut donc de marcher immédiatement à la poursuite de Morgan, et afin de ne point embarrasser ses mouvemens, il fit brûler les bagages, les provisions et les chariots qui n'étaient point indispensables à l'armée. Morgan fit sa retraite avec un rare bonheur; il passa le Catawba deux heures avant que l'ennemi parût sur les bords de cette rivière, et dans cet intervalle, des pluies subites retardèrent le passage, et donnèrent aux Américains une avance considérable. Greene (1) accourut, avec les divers corps qu'il avait

(1) Greene était d'une famille de quakers, qui, fuyant les persécutions exercées contre cette secte en 1640, s'était retirée dans le voisinage de Naraganset-Baye. Son père possédait une forge que ses fils faisaient valoir : mais Greene était né pour une plus noble carrière. Il sut se donner une éducation soignée; ses goûts mondains, et surtout un voyage qu'il fit pour voir une revue, le firent expulser de la société des quakers. Il prit alors les armes, et devint un des généraux les plus distingués des États-Unis.

rassemblés, au secours de Morgan; mais il ne crut pas prudent d'engager une bataille générale, et continua le mouvement rétrograde jusqu'au-delà du Dan, qui sépare la Virginie de la Caroline septentrionale. Cette dernière province se trouva alors au pouvoir de lord Cornwallis, qui voulut organiser le gouvernement royal, et convoqua la milice loyale. Son adversaire ne lui laissa pas le temps d'accomplir ses desseins; s'étant renforcé de la milice de la Virginie, il repassa le Dan, et fit attaquer à l'improviste la légion levée par les Anglais. Les malheureux royalistes prirent la cavalerie américaine pour les dragons de Tarleton, et furent taillés en pièces; ceux qui purent se sauver rencontrèrent leurs alliés, qui crurent voir des rebelles, et les chargèrent à outrance. Cet événement, joint aux déprédations qu'une armée sans magasins ne pouvait manquer d'exercer, dégoûtèrent complètement les Caroliniens de leur attachement à la cause royale.

La confiance qu'inspiraient les talens de Greene lui procura de nouveaux renforts; son armée se trouvait portée à quatre mille trois cents soldats d'infanterie et deux cents cavaliers. On le pressait de tous côtés pour livrer bataille; il savait que les miliciens ne pouvaient rester long-temps sous les drapeaux; en conséquence, il fut offrir le combat à Cornwallis, près d'un endroit nommé Guilford-House (15 mars). Le champ de bataille fut disputé pendant plusieurs heures avec un acharnement égal. L'armée anglaise perdit cinq à six cents hommes tués ou blessés; les Américains

n'en perdirent que trois à quatre cents; mais ils furent obligés de quitter leurs positions. Le lendemain lord Cornwallis, au lieu de poursuivre ses avantages, se vit forcé de rétrograder jusqu'à Wilmington, port de mer de la Caroline septentrionale; Greene marcha sur ses flancs et chercha à lui couper le chemin de la Caroline méridionale; il y réussit entièrement, et il mit Cornwallis dans la nécessité de se jeter dans la Virginie. La victoire de Guilford-House eut pour lui des suites aussi désastreuses qu'une défaite.

Greene réduisit de nouveau toute la province abandonnée par l'ennemi, et alla attaquer les postes anglais dans la Caroline méridionale. Lord Rawdon, qui commandait à Camden, fut obligé d'évacuer cette place après un combat opiniâtre, dans lequel il repoussa les Américains; ceux-ci, renforcés par les patriotes du pays, reconquirent en peu de jours les forts d'Augusta et plusieurs autres places d'armes dans la Géorgie et la Caroline. Enfin, après une bataille sanglante livrée à Eutaw-Springs, les Anglais se virent réduits à la possession de la ville de Savannah et du district de Charles-Town, dont le sort devait dépendre nécessairement du résultat des opérations militaires dans la Virginie.

Dès le commencement de janvier, le transfuge Arnold avait débarqué en Virginie avec une légion composée de déserteurs et de volontaires américains, forte de quinze cents hommes. Il s'empara d'un grand nombre de villes qui furent livrées aux flammes, parcourut une partie de la province et

dévasta le pays. Le général Philipps y fut envoyé de New-Yorck avec deux mille soldats, et alors les Anglais étaient entièrement maîtres de la Virginie. Lafayette reçut la mission de défendre cette province importante, et se mit en marche avec douze cents hommes; ses soldats n'avaient point de souliers; à Baltimore, Lafayette emprunta 50,000 fr., et fournit à son corps d'armée les objets de première nécessité (1); arrivé enfin en Virginie, il eut à lutter contre un ennemi quatre fois plus nombreux, et dans cette situation désespérée, il fit preuve d'un grand talent militaire; joignant la prudence au courage, il fit souvent des retraites forcées; mais il retournait à l'improviste sur ses pas, sauvait ses magasins, inquiétait les Anglais et les épuisait par des marches continuelles. Cornwallis avait méprisé la jeunesse de son adversaire : bientôt il apprit à redouter son habileté.

Les affaires des États-Unis commencèrent enfin à prendre une direction satisfaisante. Les ban-

(1) Les miliciens sous les ordres de Lafayette, lui déclarèrent un jour que leur temps de service était expiré, et qu'ils voulaient se retirer; ils offrirent de le conduire là où il serait en sûreté. Il leur répondit avec douceur qu'ils pouvaient quitter leur poste; mais que pour lui il était, par devoir et par honneur, obligé d'y rester. Les miliciens se consultèrent, et tous déclarèrent qu'ils ne quitteraient point leur chef. Souvent l'amour et le respect qu'il sut inspirer à ses soldats le mirent à même de rendre des services signalés aux États-Unis.

quiers d'Amsterdam fournirent un emprunt de cinq millions de florins. La France envoya également des sommes considérables; ces emprunts rétablirent les finances épuisées du congrès, qui donna la place d'intendant-général des finances à un riche citoyen américain, nommé Robert Morris; celui-ci, par ses talens autant que par son crédit personnel, remit l'ordre dans les finances. Les troupes obtinrent de l'argent, et le papier-monnaie commença à disparaître. En même temps les flottes françaises occupèrent les Anglais sur tous les points, autour de Gibraltar, assiégé par les Espagnols, dans les mers de l'Inde, où le Bailli de Suffren se couvrit d'une gloire immortelle; enfin dans les parages des Antilles, où l'amiral de Grasse s'empara de l'île de Tabago, et tenait en échec l'amiral Rodney. De Grasse fut invité à contribuer au succès de la campagne en Amérique; il y consentit, et se dirigea vers la baie du Chesapeak dans le commencement de septembre.

Cette nouvelle détermina la conduite de Washington et de Rochambeau, qui s'étaient proposé d'abord d'attaquer sir Henri Clinton dans New-Yorck; ils réunirent immédiatement leurs forces disponibles, et se dirigèrent à marches forcées vers la Virginie, sans se laisser détourner par une expédition contre le Connecticut, dans laquelle Arnold se distingua par sa cruauté et par sa soif du pillage. La délivrance entière des états du Sud était un coup décisif, et toutes les forces furent employées pour parvenir à ce résultat.

Après avoir livré un combat opiniâtre à l'amiral

Grave, le comte de Grasse entra dans la baie de Chesapeak, et força l'escadre anglaise de se réfugier à New-Yorck. Lafayette, renforcé de trois mille soldats français, commandés par Saint-Simon, avait gagné du terrain, et suivait la marche rétrograde de lord Cornwallis. Ce général se trouvait encore à la tête de sept mille soldats, l'élite des armées anglaises; il avait reçu la mission de fortifier dans la Virginie un port capable de servir de place d'armes dans le Sud, et il avait choisi Yorck-Town, ville située à la pointe de la péninsule formée par les rivières de Yorck et de James; il s'appliqua immédiatement à construire des ouvrages très étendus, et à se préparer à soutenir le siége qu'il prévoyait. Sir Henri Clinton lui avait promis de venir à son secours dans le commencement d'octobre; mais sa flotte ne se trouva prête à lever l'ancre que vers la fin de ce mois.

Lafayette avait suivi Cornwallis et avait pris position devant Yorck-Town; dans les premiers jours d'octobre, Washington et Rochambeau firent leur jonction avec lui, tandis que de Grasse occupait la baie et coupait aux Anglais toute communication par eau. La première et la seconde parallèle furent tracées en peu de jours; deux redoutes, construites au-dehors de la place, arrêtaient les travaux des alliés, qui se déterminèrent à leur livrer l'assaut; Lafayette, avec une colonne d'Américains, s'empara de la première; un détachement de Français enleva l'autre. Ce fait d'armes fut accompagné d'un acte d'humanité; les soldats américains s'étaient promis de passer au fil de l'épée les Anglais qui

défendaient les redoutes, afin de venger les massacres récens dans le Connecticut; malgré cette intention et malgré la résistance vigoureuse de la garnison des redoutes, aucun Anglais ne fut tué lorsqu'il offrit de se rendre.

Les approches des assiégeans étaient terminés; les ouvrages des Anglais étaient écrasés; lord Cornwallis n'avait plus d'autre parti à prendre que d'essayer le passage de Yorck-River, en abandonnant ses canons et ses bagages. Cet essai ne réussit point; alors il fallut capituler; lord Cornwallis ne put même obtenir les honneurs militaires; son corps d'armée déposa les armes. D'après les conventions faites entre les alliés; les vaisseaux anglais furent le partage de la flotte française, et tout ce qui appartenait à l'armée continentale fut remis aux Américains; ceux-ci trouvèrent dans Yorck-Town cent cinquante canons et mortiers, une caisse militaire et des armes de toute espèce. La joie fut générale dans les États-Unis; le congrès vota des remercîmens aux généraux américains et français, et surtout à Lafayette, qui se disposait à retourner en France. Comme preuve de reconnaissance nationale, le congrès ordonna que ses ambassadeurs en Europe seraient tenus de communiquer à Lafayette leurs instructions, et de conférer avec lui sur les intérêts de la république; jamais confiance ne fut mieux placée.

La capitulation de lord Cornwallis eut tous les résultats qu'on aurait pu en attendre; le peuple anglais, et même le gouvernement, furent convaincus qu'il était désormais impossible de réduire de

nouveau les États-Unis sous la domination de la Grande-Bretagne (1782). Le ministère fut renversé par l'opposition dans la chambre des communes, et un nouveau ministère fut composé de lord Rockingham, Fox, le général Conway, le colonel Barré, Burke, tous adversaires de la guerre américaine. Dans les États-Unis, sir Guy Carleton remplaça sir Henri Clinton dans le commandement de l'armée, et les hostilités cessèrent dans ce pays. En Europe et dans les Indes orientales et occidentales, la guerre maritime se continua avec des succès variés. Les Français s'emparèrent des îles de Saint-Eustache et de Saint-Christophe; l'île de Minorque fut reconquise par les Espagnols. Mais en revanche, sir Georges Rodney força le comte de Grasse d'accepter le combat dans les parages des Antilles, et malgré la valeur des Français, ils furent défaits entièrement; leur vaisseau amiral et huit autres bâtimens de guerre furent pris par les Anglais; ceux-ci firent lever le siége de Gibraltar, qui durait depuis deux ans, et ils purent alors traiter de la paix sans craindre de subir des conditions honteuses. Les négociations commencèrent immédiatement à Paris, et le gouvernement anglais donna aux commandans des garnisons de Savannah et de Charles-Town l'ordre d'évacuer ces places et de se réunir à l'armée de New-Yorck. Rochambeau et ses soldats retournèrent en France, emportant avec eux les bénédictions d'une nation dont l'affranchissement était en partie leur ouvrage; pendant leur séjour en Amérique, ils avaient non-seulement déployé un cou-

rage remarquable, mais ils avaient observé une discipline sévère et montré les égards les plus généreux pour le peuple qu'ils étaient venus secourir; leur conduite fut digne de la cause pour laquelle ils avaient combattu.

CHAPITRE VIII.

Conclusion du traité de Paris ; évacuation de New-Yorck ; Washington dépose le commandement de l'armée ; situation des États-Unis après la guerre. (1782-1783.)

La guerre entre l'Angleterre et les États-Unis avait duré plus de sept ans, et depuis cinq ans toutes les puissances maritimes de l'Europe avaient pris une part active à la lutte. La fatigue était générale, et du moment que le gouvernement britannique se montrait disposé à renoncer au projet de soumettre l'Amérique septentrionale, il n'y avait plus d'obstacle essentiel à la paix. Dès le mois de septembre 1782, les plénipotentiaires des puissances belligérantes se réunirent à Paris; Franklin, John Adams, John Jay et H. Laurens, furent chargés de défendre les intérêts des États-Unis, et le firent avec talent. Le cabinet de Saint-James ne voulait d'abord reconnaître l'indépendance des anciennes colonies que par un article du traité définitif; mais il donna à ses ambassadeurs d'autres instructions lorsqu'il apprit que Lafayette s'était rendu à Cadix, et était prêt de mettre à la voile pour l'Amérique avec une armée française; il consentit alors à traiter immédiatement avec les États-Unis comme avec une puissance souveraine et indépendante. Le 30 no-

vembre 1782, les articles provisoires furent signés à Paris entre les plénipotentiaires des deux pays. Le 3 février 1783, le traité définitif fut également signé. La république américaine conserva tout le territoire compris entre les Florides, la Nouvelle-Écosse, les lacs et le Mississippi; le droit de pêche sur les côtes de Terre-Neuve lui fut reconnu, et sir Guy Carleton reçut l'ordre d'évacuer New-Yorck. Les traités de paix entre l'Angleterre, la France, l'Espagne et la Hollande, furent signés vers la même époque; ce dernier pays rentra dans la possession de toutes ses colonies, à l'exception de celle de Negapatham; l'Espagne obtint les deux Florides, et conserva l'île de Minorque; entre la France et la Grande-Bretagne tout fut rétabli sur le même pied qu'avant la rupture. La guerre avait augmenté la dette publique de l'Angleterre de 2,655,717,936 francs, et d'après les rapports officiels, quarante-deux mille de ses soldats avaient péri en Amérique. Les États-Unis avaient contracté une dette de 226,702,016 fr., et près de soixante-dix mille de leurs citoyens avaient péri dans les combats, dans les hôpitaux militaires ou dans les pontons anglais. Les persécutions impolitiques et injustes contre les loyalistes, qui durèrent même après la conclusion de la paix, privèrent encore la république de trente mille de leurs habitans, qui, pour la plupart, s'établirent dans la Nouvelle-Écosse. Quant à la perte occasionnée par les ravages de la guerre, l'incendie des villes, l'enlèvement des esclaves et les réquisitions, elle était incalculable.

La situation du congrès, au sortir de la guerre, était extrêmement embarrassante. La constitution fédérale investissait cette assemblée du pouvoir exécutif, mais ne lui fournissait point de moyen pour se faire obéir. Des taxes avaient été établies, mais les rentrées étaient lentes et peu considérables. Le trésor était vide, et le crédit de Robert Morris était épuisé. Depuis huit ans l'armée n'avait presque jamais touché de solde; la plupart des officiers avaient sacrifié, soit à l'amour pour la patrie, soit au goût pour la carrière militaire, leur fortune et leur avenir; la position des soldats était également déplorable. Le congrès se trouvait dans la nécessité absolue de dissoudre l'armée, et il ne possédait aucun moyen pour satisfaire aux justes réclamations qu'elle lui avait adressées. Le mécontentement des troupes menaçait de causer de graves désordres; les officiers furent invités par quelques hommes intrigans à se coaliser entr'eux et à forcer le congrès de leur rendre justice. Dans cette circonstance, Washington sauva la république par sa fermeté et par l'ascendant qu'il exerçait sur ses compagnons d'armes; il réunit des députations des divers régimens, et sut convaincre tous les esprits de la nécessité de s'en fier à la représentation nationale du soin d'acquitter les dettes de la patrie. L'ordre fut aussitôt rétabli, et lorsque le congrès eut ordonné de payer une partie de l'arriéré en bons signés par le trésorier des États-Unis, les officiers et soldats acceptèrent des congés, et la dissolution de l'armée eut lieu paisiblement; un seul corps de trois cents Pennsylvaniens se rendit en

armes à Philadelphie, et voulut extorquer par la force le paiement de sa solde; l'assemblée fit avertir Washington de cet événement; aussitôt quinze cents hommes marchèrent sur Philadelphie et désarmèrent les mutins, dont les chefs furent condamnés à mort; le congrès leur accorda leur grâce, et cet acte de clémence contribua à apaiser les esprits.

Le généralissime ne tarda point de donner lui-même l'exemple d'un désintéressement malheureusement trop rare dans les hommes qui ont exercé le pouvoir. Il rendit les comptes des deniers publics qu'il avait eus dans les mains pendant la durée de la guerre, et il fut prouvé qu'il avait sacrifié une partie de sa propre fortune au service de l'état; il refusa d'accepter ni traitement ni dédommagement, et enfin ayant rempli la mission dont il s'était chargé en acceptant la direction suprême des armées des États-Unis, il déposa le commandement, et rentra dans la vie privée. Ses adieux à ses frères d'armes et le discours qu'il adressa au congrès en lui remettant ses pouvoirs, sont empreints d'une modestie et d'un patriotisme qui relevèrent encore son caractère; les derniers avis qu'il donna à ses concitoyens prouvent qu'il connaissait leurs véritables intérêts; il leur conseilla de fortifier le lien fédéral, d'être justes envers les créanciers de l'état et envers les hommes de tous les partis, de se prémunir contre les dangers d'une nouvelle guerre en conservant une organisation militaire convenable, et enfin de détruire les barrières que des préjugés et des intérêts locaux élevaient entre les diverses

provinces. Il se retira ensuite dans sa ferme à Mont-Vernon, dans la Virginie, et s'appliqua immédiatement à perfectionner par des essais et par son exemple l'agriculture, qu'il regardait comme une des sources les plus fécondes de la prospérité d'un peuple. Comme monument de la reconnaissance nationale, le congrès ordonna qu'une statue de bronze lui serait élevée dans la capitale future des États-Unis. La Virginie fit placer son buste en marbre dans le local des séances de ses représentans. Ces honneurs extraordinaires n'étourdirent point celui qui en était l'objet, pas plus que les calomnies et les accusations de ses ennemis n'avaient pu le troubler lorsqu'il commandait les armées.

Différens changemens avaient eu lieu dans les divers états de l'Union depuis le commencement de la guerre. Le Massachusset ayant eu sa chartre confisquée par le gouvernement anglais, s'était donné une nouvelle constitution, dans laquelle il ne se trouva point de trace de l'esprit intolérant qui autrefois avait distingué cette province. Toutes les sectes du christianisme furent admises à une égalité parfaite, et tout individu professant le christianisme fut déclaré admissible à tous les emplois. Dans d'autres états la qualité de protestant fut toujours exigée pour les fonctionnaires publics; mais à cette injuste exception près, la tolérance la plus grande respirait dans les diverses constitutions. Le peuple américain, en demandant la liberté pour lui-même, voulut mettre en pratique les principes dont il avait soutenu la théorie contre l'ancienne métropole; il comprit que l'esclavage des noirs

était contraire à la morale et à l'humanité; aussi à peine la paix fut-elle conclue que l'assemblée de la Virginie prit des résolutions, afin de mettre un terme au trafic des nègres; les quakers de la Pennsylvanie allèrent plus loin, ils mirent tous leurs esclaves en liberté, et défendirent à ceux de leur secte d'en avoir.

L'année 1783 avait été riche en événemens de toute nature; vers la fin, une circonstance nouvelle fixa l'attention publique. Les officiers de l'armée, avant de se séparer, s'étaient formés en *société d'amis*, sous le titre de *Cincinnati*, afin d'indiquer qu'ils imitaient l'exemple de ce Romain célèbre, et qu'après avoir manié l'épée, ils retournaient à la charrue. Cette société, quoique fondée « afin de conserver intacts les droits sacrés et les libertés de l'espèce humaine, pour lesquels ses membres avaient combattu, » avait un caractère apparent d'aristocratie. La qualité de membre des Cincinnati était héréditaire par ordre de primogéniture, et même par branche collatérale. Une décoration devait distinguer les sociétaires de leurs concitoyens; enfin, par une organisation et une correspondance régulières, ils semblaient former un état dans l'état. Plusieurs écrivains américains, et en Europe, Mirabeau, combattirent la création de cet ordre, et crurent y voir des dangers futurs pour la république des États-Unis. Pourtant comme des lois justes ne peuvent point interdire une association qui ne se propose aucun acte illégal, le congrès général et les assemblées provinciales n'intervinrent point dans cette affaire. Les officiers qui voyaient dans

leur projet d'association un lien entr'eux et entre tous les hommes qui avaient combattu pour les mêmes principes, ne l'abandonnèrent point, et l'ordre des Cincinnati fut définitivement institué; mais jusqu'ici il n'a produit aucun résultat fâcheux, et désormais il est impossible qu'il en produise. Une aristocratie ne peut exister sans priviléges, et les Cincinnati n'en avaient point; leur association est devenue une société de bienfaisance, et comme telle a été très utile; sous les rapports politiques, son action a été peu sentie; peut-être elle a contribué à resserrer le lien fédératif entre les divers états; la médaille distinctive n'est portée que dans les réunions annuelles des membres; chez un peuple industrieux et de mœurs simples, les décorations doivent paraître des hochets inventés pour amuser les enfans et les esclaves (1).

L'attente générale fut trompée encore dans un autre résultat de la révolution des États-Unis. Les Anglais avaient pensé qu'en perdant le monopole du commerce avec leurs colonies américaines, ils perdraient un débouché important pour leur industrie. Les nations européennes avaient partagé cette opinion, et ce fut une des causes qui engagèrent le gouvernement français à soutenir la révolte des colons contre leur métropole. Il n'y eut alors qu'Adam

---

(1) Nulle part il n'y a plus de décorations qu'en Russie et en Autriche; en Angleterre on n'en voit qu'à la cour; l'ancienne république de la Hollande n'avait point d'ordre de chevalerie; un Américain perd ses droits de citoyen en acceptant une décoration ou un titre de l'étranger.

Smith (1) qui prévit les justes conséquences de l'indépendance des États-Unis ; il prédit à ses compatriotes que les colonies, en devenant libres, prendraient un développement plus considérable, et que par conséquent les demandes des objets manufacturés deviendraient plus considérables dans le même degré ; alors les liens créés par une langue et une origine communes devaient exercer leur action, et d'ailleurs les Anglais pouvaient seuls fournir aux marchés des États-Unis à un long crédit et aux prix les plus modiques. En effet, du moment que la paix fut conclue, le commerce entre la Grande-Bretagne et la nouvelle république fut rétabli, et devint en peu d'années plus productif et plus considérable qu'il n'avait été avant la guerre.

Nous avons vu les habitans de l'Amérique septentrionale, comme colons, défendre leurs libertés, et arracher au gouvernement anglais des institutions politiques supérieures, sous plusieurs rapports, à celles de la métropole ; dans la lutte contre la Grande-Bretagne, nous avons pu remarquer l'inflexibilité de leurs principes, leur courage et leur dévouement à leur patrie. Comme nation libre et indépendante, nous verrons les États-Unis marcher sans cesse vers le perfectionnement de leur constitution, embrasser vis-à-vis des autres peuples une politique large et généreuse, et déjouer toutes les prédictions sinistres des adversaires du système républicain et fédératif.

---

(1) Auteur du *Traité sur la Richesse des nations*, et qui a fondé la science de l'économie politique.

TROISIÈME PARTIE.

Histoire des États-Unis depuis la paix de 1783 jusqu'à nos jours.

CHAPITRE PREMIER.

Embarras du gouvernement fédéral; origine des partis fédéraliste et démocratique; voyage de Lafayette; convocation d'une convention nationale; nouvelle constitution. (1784-1787.)

Au sortir de la guerre d'indépendance, le gouvernement des États-Unis fut tel que des circonstances impérieuses et fatales l'avaient fait. La révolution américaine fut l'ouvrage du peuple; elle était basée sur des principes, et n'eut point de chef. Lorsque les habitans des treize colonies sentirent la nécessité de se réunir contre le système suivi par la Grande-Bretagne, ils confièrent la direction suprême de leurs affaires à une assemblée législative dont l'autorité était constamment surveillée par la jalousie de tous ses commettans. Le congrès, en rédigeant la constitution fédérale de 1776, fut forcé de se conformer à l'opinion publique et de laisser

la souveraineté entière à chacun des états; s'il avait voulu créer un pouvoir central plus actif, les anciens intérêts et les préjugés locaux s'y seraient opposés, et la fédération n'aurait point été adoptée. L'œuvre imparfaite de 1776 fut ce qu'il fallait pour l'époque à laquelle elle fut donnée; c'était déjà beaucoup que de servir à accoutumer treize états dont le gouvernement avait toujours été distinct, à agir de concert sous une même direction.

Du moment que l'existence nationale des États-Unis fut assurée par la paix de 1783, de nouveaux besoins se firent sentir. Il fallait payer les dettes contractées à l'étranger et envers les citoyens du pays même; il fallait un revenu public; afin de régler le commerce avec l'étranger, des mesures générales étaient indispensables. Les Anglais se plaignirent avec raison que les Américains n'exécutaient point le traité de 1783, en ce qui concernait le paiement des dettes contractées par des particuliers avant la guerre envers les commerçans anglais, et ils refusèrent d'évacuer les postes militaires dans l'Ouest, qu'ils occupaient toujours. Le congrès n'avait aucun pouvoir et n'était plus obéi; pendant quinze mois les rentrées du trésor public ne s'élevèrent qu'à 482,898 dollars (2,655,939 fr.), somme insuffisante pour payer l'intérêt de la dette contractée en Europe, et sans un emprunt obtenu des Hollandais, le gouvernement se trouvait déjà, en 1784, dans la nécessité de se déclarer insolvable. Le congrès vota de nouveaux impôts, qui ne furent pas plus remplis que les précédens; l'état de New-Yorck ne voulut pas même permettre à l'autorité

législative suprême d'avoir dans son district des agens comptables nommés par elle. Les certificats du trésor, avec lesquels on avait payé l'armée et les autres créanciers publics, tombèrent en peu de temps à un dixième de leur valeur. Afin de créer de nouvelles ressources et de forcer les gouvernemens européens à ouvrir leurs ports aux vaisseaux américains, le congrès proposa un droit sur les importations de l'étranger. L'opposition de New-Jersey empêcha l'établissement de ce système. En peu de temps la situation des États-Unis devint telle que les cabinets de l'Europe, et même des patriotes américains, doutèrent que la nouvelle république pût exister long-temps. La nation commença par se séparer en deux partis, dont l'un réclamait la révision du pacte fédéral, afin de remplacer le gouvernement de nom par un pouvoir central capable de faire respecter les États-Unis au dehors, de faire exécuter les lois au dedans, et de garantir tous les intérêts en payant la dette publique. Ce parti fut appelé le parti *fédéraliste*. Le parti *démocratique* soutenait que chaque état devait rester souverain dans les limites de son territoire, et voulait une banqueroute générale, afin d'éviter la nécessité d'établir des impôts.

(1784) La lutte entre ces deux partis fut suspendue pendant quelque temps par une circonstance qui donna lieu à des réjouissances générales. L'homme qui avait rendu aux États-Unis des services tels que jamais pays n'en reçut d'un étranger, traversa de nouveau l'Océan, afin de jouir de son ouvrage et d'être utile encore par ses conseils. En peu de mois La-

fayette parcourut toutes les provinces, et fut reçu partout avec un enthousiasme difficile à décrire; il profita de son séjour dans le Nord pour visiter les tribus indiennes appelées les Six-Nations ou Iroquois, avec lesquelles il avait eu autrefois des relations, et chez lesquelles son souvenir était encore respecté (1); il les détermina à cesser leurs hostilités envers les Américains, et à conclure avec eux un traité de paix. Sur la grande question du gouvernement, les opinions de Lafayette furent conformes à celles de Washington, c'est-à-dire du parti fédéraliste; il employa toute son influence à rallier les esprits sous la même bannière; après un séjour de quatre mois, il partit accompagné des vœux et des bénédictions d'un peuple libre, récompense la plus belle que puisse désirer un homme vraiment supérieur.

(1785) L'année suivante, la situation des États-Unis devint plus déplorable encore; le commerce avec les colonies françaises et espagnoles leur était interdit, et l'Angleterre renforça à leur égard les dispositions les plus sévères de l'acte de navigation. Les pêcheries de la Nouvelle-Angleterre, dont les produits n'avaient plus de débouché, tombèrent entièrement, et une population nombreuse se trouva plongée dans la misère. Il était de nécessité absolue que la nation éprouvât tous les malheurs, résultats du défaut d'union et des vices de sa constitution,

(1) Ils lui avaient donné le nom de *Kayewla*, mot qui signifie *le guerrier blanc*.

avant de vouloir la changer; elle connaissait les inconvéniens attachés au despotisme, mais ne savait point en quoi consistait la liberté. « Les peuples, disait Washington, doivent *sentir* avant de *voir.* »

La crise ne tarda pas d'avoir lieu; par les craintes qu'inspirait le parti des débiteurs qui voulaient une banqueroute générale, toutes les transactions commerciales se trouvèrent arrêtées, et le négociant ou le propriétaire le plus solvable ne pouvait escompter son papier qu'à cinquante pour cent de perte. Alors la nécessité de mettre un terme à cet état de choses devint pressante, et d'après les avis de Washington, les assemblées législatives de la Virginie et du Maryland convoquèrent à Annapolis une convention de députés des divers états, afin de s'entendre sur les réformes à établir. Les états de New-Yorck, New-Jersey et Pennsylvanie furent les seuls qui se rendirent à la convocation, et la première convention ne put alors faire autre chose que d'en convoquer une seconde à Philadelphie, en émettant le vœu qu'elle fût complète et investie des pouvoirs nécessaires pour faire un projet de constitution.

(1786) Les états du Sud et ceux du centre procédèrent immédiatement à l'élection des membres de la convention. Washington, Franklin, Robert Morris, Madison, et en général les hommes les plus distingués, furent chargés par leurs concitoyens de la mission importante de fonder le gouvernement sur les véritables principes de liberté et d'ordre public. Mais il restait à craindre que dans

la Nouvelle-Angleterre le parti démocratique ne conservât le dessus et n'empêchât les états de l'Est à reconnaître la légalité de la convention. Heureusement les désordres causés par ce parti allèrent au point d'effrayer les républicains dont les opinions étaient exagérées, mais dont les intentions étaient pures. Dans le Massachusset, des prétendus démocrates, soit soldés par l'Angleterre, soit afin d'échapper à la nécessité de payer leurs dettes, avaient persuadé à la classe souffrante des pêcheurs et des ouvriers, que la propriété des Américains ayant été sauvée par les efforts de tous, devait être commune à tous. Des rassemblemens nombreux se formèrent dans plusieurs villes; leur but était de mettre obstacle à l'action de la justice et à la perception des impôts. Enfin douze ou quinze mille hommes, composés de la partie active de la population, se mirent en campagne, afin de s'emparer d'un magasin d'armes à Springfield. Alors le général Lincoln réunit quatre mille hommes de la milice, et marcha contre les insurgés, qu'il poursuivit avec vigueur; il réussit à les disperser entièrement après quelques escarmouches; leurs chefs prirent la fuite, et cette dangereuse rébellion fut heureusement étouffée.

(1787) Les événemens dont le Massachusset venait d'être le théâtre, décidèrent enfin le congrès à donner sa sanction aux vœux des patriotes pour une grande réforme dans le système du gouvernement. Par une résolution du 21 février, le congrès convoqua pour le 15 mai la convention déjà indiquée pour cette époque par l'assemblée d'Annapolis.

Tous les états qui n'avaient point encore fait leurs élections se rendirent à l'appel de l'autorité qu'ils regardaient comme légale. La province de Rhode-Island seule persista dans son refus de consentir à une modification des lois existantes.

La convention se réunit à Philadelphie à l'époque indiquée; elle élut Washington président à l'unanimité, et commença son travail à huis-clos. Le public apprit bientôt que les membres de l'assemblée étaient d'accord sur les bases, mais que les discussions sur les diverses applications des principes étaient extrêmement vives. Plus d'une fois la convention fut sur le point de se séparer sans avoir rempli sa mission; enfin pourtant l'intérêt général triompha des préjugés locaux, et le 17 septembre la constitution actuelle des États-Unis fut présentée à la nation américaine. Acceptée par le congrès et par onze des états, elle fut proclamée définitivement en 1788. L'opposition se manifesta pourtant par des débats violens et prolongés dans les diverses législatures et par des écrits nombreux auxquels le *Fédéraliste* (1) répondit victorieusement. Le parti démocratique, qui voulait que l'union fût une alliance d'états souverains, se perpétua malgré sa défaite, et fut utile comme contre-poids aux opinions des hommes exagérés du parti opposé, dont les idées de centralisation auraient pu n'être point sans danger.

La nouvelle constitution n'enlevait aux états, et

(1) Journal rédigé par le colonel Hamilton, M. Jay et M. Madison.

même aux individus, que les droits de haute souveraineté dont furent investis des représentans formant un corps appelé *congrès*, et un premier fonctionnaire également élu par le peuple et nommé le *président*.

Le congrès se partage en deux chambres; celle des représentans, dont les membres doivent avoir atteint l'âge de vingt-quatre ans, et qui sont élus par les mêmes électeurs qui choisissent l'assemblée législative de chaque état, c'est-à-dire par l'universalité des citoyens actifs; et celle du sénat, composée de deux sénateurs par état, et élus par sa législature. Chaque sénateur a un vote comme chaque représentant; le nombre des derniers est fixé d'après la population, à raison d'un député par trente mille habitans. La chambre des représentans est renouvelée intégralement tous les deux ans; celle du sénat par tiers tous les deux ans; aucun fonctionnaire public ne peut faire partie d'une des deux chambres.

Le président ou le pouvoir exécutif est nommé pour quatre ans par des électeurs choisis dans chaque état par la législature au nombre des représentans et des sénateurs envoyés par l'état au congrès; aucun citoyen remplissant une place de profit ou de confiance dans les États-Unis, ne peut être nommé électeur. Les électeurs votent dans leurs états respectifs par ballotage entre deux individus, dont un au-moins n'est point habitant du même état qu'eux. Les deux chambres du congrès réunies examinent les résultats des scrutins qui leur sont envoyés scellés. Le candidat qui a obtenu le plus

grand nombre de voix est proclamé président, si ce nombre forme la majorité des électeurs. Si plusieurs candidats ont obtenu cette majorité, et que deux ou plusieurs réunissent la même quantité de suffrages, la chambre des représentans en choisit un pour président par voie du ballotage. Si nul n'a obtenu cette majorité, la chambre choisit parmi les cinq candidats (1) qui en ont approché de plus près; mais alors elle vote par état, la représentation de chaque état ayant un vote. Après le choix du président, le candidat qui a réuni le plus grand nombre de voix est proclamé vice-président.

Pour être élu président, il faut avoir atteint l'âge de trente-cinq ans, être né dans les États-Unis, ou en avoir été citoyen lors de l'adoption de la constitution actuelle. Le président, vice-président, et tous les employés civils, pourront être renvoyés de leurs places, si à la suite d'une accusation faite par la chambre des représentans et jugée par le sénat, ils sont convaincus de trahison, de dilapidation du trésor public, ou d'autres grands crimes et d'inconduite. Le sénat prononce leur destitution et les renvoie ensuite devant les tribunaux ordinaires.

Le congrès est investi de la puissance suprême législative en matière d'intérêt général; tout projet de loi adopté par les deux chambres est adressé au président, qui peut exercer son *veto* suspensif :

---

(1) Ce nombre a été réduit plus tard à trois, et l'élection du vice-président se fait d'une manière indépendante de celle du président.

dans ce cas, il renvoie le projet avec ses observations; mais si les chambres l'adoptent de nouveau à une majorité de deux tiers de leurs membres, l'approbation du président n'est plus nécessaire. Le droit de déclarer la guerre appartient au congrès; le président est commandant en chef des forces de terre et de mer; mais il ne peut de sa propre autorité augmenter le nombre des soldats réguliers, ni appeler les milices sous les armes, ni déplacer des troupes. Pour conclure des traités, il faut la coopération et l'approbation du sénat, sans lequel il ne peut nommer les agens diplomatiques, ni les juges de la cour suprême, ni les secrétaires-d'état ou ministres. Le président reçoit les ambassadeurs des puissances étrangères, et il traite avec eux par l'intermédiaire du ministre des relations extérieures; il veille à ce que les lois soient exécutées fidèlement; il donne leur commission ou brevet à tous les employés publics; dans l'intervalle des sessions du congrès, il fait des nominations provisoires; il peut convoquer extraordinairement les deux chambres ou l'une d'elles. Le vice-président des États-Unis préside le sénat, excepté dans le cas où cette assemblée remplit les fonctions judiciaires; alors elle est présidée par le grand-juge. En cas de mort, de destitution ou d'incapacité du président, il est remplacé par le vice-président.

Telles sont les bases constitutives du gouvernement central des États-Unis; le suffrage universel et direct pour l'élection des représentans du peuple; l'élection à deux degrés pour le sénat qui représente les intérêts locaux des divers états, et

l'élection à trois degrés pour le pouvoir exécutif. Ce gouvernement a donné à l'Amérique septentrionale la prospérité la plus grande dont jamais nation ait joui, non pas cette prospérité qui consiste à opprimer d'autres peuples, à avoir une armée nombreuse, à construire des monumens splendides, à entretenir le luxe de quelques-uns aux dépens de tous, mais cette prospérité qui se montre par l'accroissement permanent d'une population libre et heureuse, par un développement prodigieux de toute industrie, et par une paix intérieure qui depuis quarante ans n'a jamais été troublée.

CHAPITRE II.

Présidence de Washington; réunion du premier congrès; amendemens à la constitution proposés aux états et ratifiés; guerre avec les Indiens; énumération des habitans des États-Unis; loi sur la milice; révolution française; réélection de Washington; guerre entre la France et l'Angleterre; système de neutralité de l'Amérique; formation de sociétés populaires; ambassade de Genet, qui insulte le gouvernement des États-Unis; il est remplacé par Fauchet; changement de ministère; traité entre les États-Unis et l'Angleterre; Washington se retire des affaires publiques. (1789-1797.)

Les membres du sénat et de la chambre des représentans, élus en vertu de la nouvelle constitution, se réunirent à Philadelphie dans le commencement d'avril. Le dépouillement des votes pour la nomination d'un président eut lieu aussitôt, et il fut constaté que Washington avait obtenu l'unanimité des suffrages. John Adams fut proclamé vice-président. Déjà Washington n'avait accepté qu'à regret la mission de faire partie de la convention, et un vif sentiment de devoir put seul le déterminer à renoncer au bonheur de la vie privée pour remplir les fonctions de premier magistrat des États-Unis. Il céda enfin aux vœux unanimes de ses

concitoyens et aux pressantes sollicitations de ses amis, et se rendit à Philadelphie; les habitans des états qu'il traversa se pressèrent sur sa route et lui rendirent tous les hommages qu'une nation reconnaissante peut offrir à un grand citoyen. Le congrès, dont la majorité appartenait au parti fédéraliste, reçut le président avec des sentimens de respect et d'affection qui présageaient entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif des rapports fondés sur la meilleure harmonie. D'un autre côté, des embarras de toute nature environnaient le nouveau gouvernement. La Caroline septentrionale et le Rhode-Island refusaient toujours d'accéder à la constitution; dans quelques états de l'Ouest, des intrigues de l'Espagne et de l'Angleterre pouvaient devenir dangereuses. Aucune puissance européenne n'avait consenti encore à ouvrir ses ports au commerce des États-Unis sous des conditions supportables. Les régences barbaresques menaçaient toujours le pavillon américain dans la Méditerranée, et on n'avait point de flotte pour les combattre ni d'argent pour acheter leur alliance. Dans l'Amérique même, les Indiens du Nord s'étaient fédérés, et comptaient cinq mille guerriers; ceux du Sud, appelés les Creek, en avaient six mille. Leurs intentions à tous étaient hostiles. Enfin le trésor national était vide; la dette s'était accrue des intérêts dont le paiement était arriéré. Washington avait annoncé que son intention était d'user de toute son influence pour satisfaire les créanciers de l'état; aussi le crédit public se releva par l'effet seul de sa nomination. On savait qu'il ne consenti-

rait jamais à attacher son nom à un acte de mauvaise foi.

Le premier objet qui occupa le congrès fut nécessairement l'adoption de mesures propres à fonder un revenu national. Des droits d'importation furent établis, ainsi que des droits sur le tonnage ou la navigation; les discussions sur une matière qui touchait aussi profondément aux intérêts distincts des diverses parties de l'Union, furent très vives, et le système proposé ne fut adopté qu'à une faible majorité. Le congrès décida ensuite, malgré l'opposition du parti démocratique, que le président serait investi du droit de prononcer la destitution des employés publics; mais ce dernier parti obtint à son tour qu'on ne donnerait au premier fonctionnaire de la république aucun des titres que le Bas-Empire a légués à l'aristocratie européenne, et les mots d'*excellence*, d'*altesse*, furent bannis du langage officiel des États-Unis.

La constitution avait prévu le cas où des amendemens au pacte social seraient proposés; elle avait sagement laissé cette faculté aux représentans du peuple; mais pour être admis, les amendemens devaient réunir la majorité des deux tiers du congrès, et être ratifiés ensuite par deux tiers des états. Dix articles supplémentaires furent présentés et adoptés à la presqu'unanimité. Le premier enlève au congrès le pouvoir de faire des lois relatives à la religion, à la liberté de la presse ou de la parole, au droit du peuple de s'assembler paisiblement, afin d'adresser des pétitions au gouvernement; ainsi les libertés les plus précieuses furent placées au-

dessus de toute autorité, et mises à jamais à l'abri des lois d'exception. Le second article garantit au peuple le droit de garder et de porter des armes. Le troisième défend de loger des soldats dans la maison d'un particulier en temps de paix sans son consentement. Le quatrième est relatif à la sûreté des personnes et des propriétés; plusieurs autres articles règlent la procédure criminelle dans l'intérêt de la liberté publique; enfin le dixième article porte que : « Les états respectifs ou le peuple restent investis des pouvoirs qui ne sont point délégués par la constitution. »

Ces amendemens furent ratifiés par les trois quarts des états, et servirent à apaiser les inquiétudes que le gouvernement fédéral avait fait concevoir au parti démocratique. La composition du ministère satisfit également tous les esprits; Jefferson fut nommé secrétaire-d'état pour les relations extérieures; le colonel Hamilton pour les finances; le général Knox pour la guerre; Jay pour la justice. Toutes les fonctions furent données à des hommes d'un mérite et d'un patriotisme généralement reconnus, et la nouvelle administration ne tarda point de devenir populaire. Avant la fin de 1789, la Caroline septentrionale accéda à la fédération, et le président, dans une tournée qu'il fit vers le Nord, fut reçu partout avec un véritable enthousiasme.

(1790) Le premier congrès ouvrit sa seconde session dans le mois de janvier, et la matière importante de la dette fut mise en discussion. Le gouvernement proposa de racheter toutes les créances

contractées à l'étranger et par les divers états de l'Union, au moyen d'un emprunt dans lequel on recevrait tous les anciens certificats à leur valeur nominale. Cette mesure, éminemment juste et politique, rencontra l'opposition la plus violente de la part des adversaires du système du crédit public; mais elle passa à la majorité de deux voix. L'intérêt de la dette publique fut fixé à six pour cent; en même temps de vastes terres non occupées dans l'Ouest furent érigées en dotation d'une caisse d'amortissement, à laquelle furent appliqués encore deux millions de dollars empruntés pour cet objet, et tout excédant des recettes sur les dépenses. Dès-lors la dette remonta rapidement jusqu'au pair; la confiance dans la bonne foi du gouvernement fut rétablie à l'étranger; l'industrie et le commerce prirent en peu de temps un essor prodigieux; pour les états comme pour les individus, une conduite loyale et fondée sur l'équité est toujours la plus avantageuse.

Dans la situation nouvelle où se trouvèrent les États-Unis par la direction que leur donnait la constitution et par l'importance dont devenait leur alliance dans l'avenir, Washington fit tenter des négociations avec plusieurs puissances qui jusqu'alors avaient rejeté les offres de la république; mais le gouvernement britannique se refusait encore à conclure un traité de commerce, à évacuer les postes sur les lacs, et même à envoyer un agent diplomatique à Philadelphie. La cour de Madrid, sollicitée de céder la Louisiane et les Florides, ne voulait point y consentir, quoiqu'elle se trouvât

hors d'état de défendre ces possessions en cas d'attaque. Les États-Unis ne réussirent qu'à conclure un traité avec les Creeks en leur abandonnant un territoire qu'ils réclamaient. Cette cession fut vivement blâmée par l'opposition, et surtout par le général Jackson, qui commençait sa carrière politique à cette époque.

Dans la seconde session du congrès, en 1790, l'administration proposa une taxe sur les liqueurs distillées et la création d'une banque nationale. Le parti démocratique regarda ces mesures comme dépassant les limites de l'autorité du gouvernement central, et s'y opposa avec vigueur; les deux lois furent adoptées, et celle sur la banque contribua puissamment à la prospérité financière des États-Unis; elle fut créée pour vingt ans avec un capital de dix millions de dollars, divisé en vingt-un mille actions, dont deux mille furent réservées pour le gouvernement. La banque rendit plusieurs fois de grands services dans des besoins pressans, et elle était tenue de garder l'argent public et de le transmettre gratuitement dans les diverses parties de l'Union. Malgré l'utilité de cette institution, elle fut vivement blâmée, et la discussion à ce sujet contribua beaucoup à aigrir les deux partis, dont les divisions pénétrèrent jusque dans le conseil du pouvoir exécutif; Jefferson s'y rendit l'organe du parti démocratique, et devint l'antagoniste violent de Hamilton, ministre des finances.

(1791) Dans cette disposition, le second congrès se réunit, et l'accord avec le pouvoir exécutif ne fut point aussi complet qu'il l'avait été par le ré-

sultat des premières élections. Pourtant plusieurs lois essentielles furent adoptées. La première énumération des habitans des États-Unis avait eu lieu en 1790, et d'après cette énumération, qui devait être renouvelée tous les dix ans, le nombre des habitans blancs et libres était de 3,614,914. Le congrès, sur la proposition du président, fixa le nombre des représentans à un député par 33,000 habitans libres; il adopta ensuite une loi pour donner à la milice une organisation uniforme dans toute la république.

La guerre contre les Indiens de l'Ouest continuait depuis deux ans, et malgré les revers éprouvés par suite du système adopté jusqu'alors, Washington n'avait obtenu qu'à peine que l'armée régulière fût portée à 4,000 hommes. Plusieurs expéditions infructueuses avaient eu lieu dans le voisinage de l'Ohio; enfin le général Saint-Clair, gouverneur de ce district, réunit près de quinze cents hommes, avec lesquels il pénétra au milieu des habitations des sauvages; ceux-ci l'attaquèrent à l'improviste avec une grande fureur, et par l'indiscipline des miliciens, les Américains furent battus complètement, après avoir perdu dans le combat près de la moitié de leur monde. (1792) Alors le congrès consentit à porter l'armée à 5,000 hommes; mais le recrutement de cette force se fit très lentement, quoique depuis trois ans les sauvages eussent massacré près de deux mille habitans du Kentucky et de l'Ohio. L'opposition répandit des craintes sur les projets du pouvoir exécutif, qu'on disait aspirer à faire des États-Unis une monar-

chie; elle combattit également la perception du droit sur les liqueurs distillées, et par ses déclamations fomenta de graves désordres dans les districts de la Pennsylvanie, où existaient la plupart des alambics à distillation.

(1793) La marche progressive de la révolution française contribua encore à l'exaspération des partis. Les démocrates applaudissaient hautement aux actes de la convention et au renversement du trône des Bourbons ; les fédéralistes, au contraire, ne voyaient point de véritable liberté dans un ordre de choses aussi violent et dans l'établissement d'un gouvernement dominé par les passions des classes les plus ignorantes du peuple ; la ligne de conduite qu'avait suivie Lafayette devait obtenir l'approbation des hommes instruits en Amérique, et ils devaient regarder comme ennemis de l'humanité, ou comme des démagogues furieux, ceux qui proscrivaient un des soutiens les plus purs de la liberté des deux mondes, et qui couvraient la France d'échafauds. Toutefois Washington ne croyait point qu'il fût juste, ni même utile d'intervenir dans les affaires intérieures d'un peuple, et il voulait conserver avec la république française des rapports de paix et de commerce, tandis que l'opposition aurait désiré aller plus loin et conclure avec la France une alliance offensive et défensive.

Les pouvoirs constitutionnels des membres de l'autorité exécutive et de la chambre des représentans, expirèrent dans le mois de mars 1793. Les deux partis s'unirent, afin de porter de nou-

veau Washington à la présidence, et il fut réélu à l'unanimité; la lutte fut vive pour la place de vice-président. Les fédéralistes présentèrent comme leur candidat M. Adams, tandis que les démocrates portèrent M. Jefferson ; mais le premier l'emporta de quelques voix; la nouvelle chambre des représentans ne fut pas composée des mêmes élémens que l'ancienne, et l'opposition se trouva considérablement renforcée dans le congrès. Washington n'accepta sa nomination qu'avec une véritable répugnance ; il n'était nullement homme de parti, et se voyait à regret placé entre deux partis qui se combattaient jusque dans le conseil des ministres. Sa première mesure politique fut de proclamer la neutralité dans la guerre engagée entre la France et la coalition ; cette mesure fonda le système auquel les États-Unis ont dû leur prospérité commerciale ; mais elle devint l'objet d'attaques violentes qui, pour la première fois, furent dirigées contre la personne du président même : on le dénonça comme un des membres de la coalition des rois contre les peuples, et la proclamation de neutralité fut appelée l'*édit royal* ; comme la proclamation avait été faite dans l'intervalle des sessions du congrès, l'opposition la regarda comme illégale, et soutint que le président avait outrepassé les limites de ses pouvoirs constitutionnels.

L'ambassadeur de la convention, M. Genet, espéra profiter de ces dispositions pour entraîner les États-Unis dans la guerre, en renversant le gouvernement établi ; il avait été reçu en Amérique

avec un enthousiasme difficile à décrire, et par ses premiers actes, il avait contrevenu au droit public des puissances neutres, en équipant à Charles-Town des corsaires contre les Anglais, et en faisant vendre leurs prises dans ce port. Il répondit avec mépris aux observations du pouvoir exécutif, et s'occupa activement d'organiser dans la république des sociétés populaires formées sur le modèle des clubs de Paris. Il traduisit le gouvernement devant le tribunal de l'opinion publique, et déclara hautement qu'il en appelait du président à la nation. En même temps, il essaya de lever des troupes dans l'Ouest, afin d'attaquer les colonies espagnoles. Alors Washington exigea du gouvernement français le rappel de M. Genet, mesure nécessaire, mais qui exaspéra encore davantage le parti démocratique, dont la haine contre l'Angleterre s'augmenta de jour en jour par les restrictions mises au commerce des États-Unis, principalement dans les Indes, tandis que la France offrait de recevoir les vaisseaux américains dans tous ses ports comme les vaisseaux français mêmes. L'Espagne, de son côté, excitait les Indiens du Sud à recommencer leurs hostilités, et l'opinion général accusait le gouverneur du Canada d'en faire autant dans le Nord.

(1794) Les discussions dans le congrès, qui se réunit dans le mois de décembre, devinrent très vives entre les deux partis; les démocrates avaient la majorité dans la chambre des représentans. Dans le sénat, il y avait égalité absolue de force; en sorte que le suffrage du vice-président servit plu-

sieurs fois pour faire adopter les lois proposées par le gouvernement. La grande question de l'alliance avec la France fut mise en délibération au sujet des droits sur le commerce, et il fut prouvé que les exportations annuelles des États-Unis s'élevaient à 19,587,055 dollars et les importations à 19,823,000 dollars ; la Grande-Bretagne fournissait les quatre cinquièmes des importations et consommait pour plus de la moitié des exportations ; par la nature des choses, les États-Unis devaient chercher à rester en paix avec un pays dont leur commerce avait un besoin aussi réel, et toutes les propositions hostiles contre l'Angleterre furent écartées ; mais le congrès fut unanime à adopter des mesures pour mettre le pays dans un état de défense respectable ; la construction de six frégates destinées contre les Algériens, fut ordonnée ; plusieurs ports furent fortifiés ; un corps de huit cents artilleurs fut levé, et la milice organisée, capable d'entrer en campagne, fut portée à quatre-vingt mille hommes ; des taxes furent établies sur le sucre raffiné, le tabac en poudre, les licences, les voitures de luxe et sur le timbre. Ces nouveaux impôts furent combattus par l'opposition, qui préférait le système de l'impôt direct.

Dès le commencement de cette session, Jefferson avait quitté le ministère, et le président avait envoyé M. Jay comme ambassadeur extraordinaire auprès de l'Angleterre, malgré la fureur que cette démarche excita parmi les partisans de la France. Celle-ci finit par rappeler Genet au moment où il avait formé deux petites armées pour

attaquer la Louisiane : il eut pour successeur M. Fauchet. L'ambassadeur américain à Paris, M. Morris, fut remplacé par M. Monroe, dont les opinions étaient entièrement en faveur du parti révolutionnaire. Les négociations avec les Indiens furent reprises, après que le général Wayne eut obtenu une grande victoire sur les tribus sauvages de l'Ohio et du Kentucky (20 août).

Vers la même époque, une circonstance très grave servit à montrer l'énergie du caractère de Washington et l'excellence des lois politiques des États-Unis. Dans la Pennsylvanie, les distillateurs commirent de nouveaux désordres; ils soulevèrent la population de plusieurs districts, arrêtèrent l'action de la justice, et se refusèrent à payer les droits fixés par le congrès. Les mutins avaient réuni près de sept mille hommes armés.

D'après la constitution, le président avait le droit de convoquer la milice pour rétablir l'ordre; il forma aussitôt une armée de quinze mille miliciens et fit occuper les districts soulevés, qui ne songèrent point à résister à une force aussi supérieure ; deux des chefs des mécontens furent arrêtés et condamnés à mort ; ils reçurent leur grâce, et toute l'affaire se termina sans qu'il y eût une goutte de sang répandu. Mais les dépenses extraordinaires occasionnées par cette insurrection, s'élevèrent à près de six millions.

(1795) Le congrès, lors de sa réunion, approuva les mesures prises par le gouvernement ; il adopta également un plan tracé par le ministre des finances pour le rachat graduel de la dette publique. Ce

fut le dernier acte public du colonel Hamilton; il donna sa démission, ainsi que le général Knox; l'un et l'autre avaient puissamment contribué à fonder le nouveau système de gouvernement. En même temps, le traité de commerce conclu à Londres par M. Jay et le ministère anglais, fut transmis à Philadelphie; le président le soumit au sénat qui le ratifia, mais à une faible majorité. L'opinion démocratique se souleva avec force contre ce traité, par lequel on prétendait que les intérêts de l'Amérique avaient été scandaleusement sacrifiés. Washington donna, dans cette circonstance, une nouvelle preuve de l'inflexibilité de son caractère; persuadé que le traité était avantageux à sa patrie, il le sanctionna, quoiqu'en agissant ainsi, il sacrifiât évidemment sa popularité. Les calomnies les plus infâmes furent publiées contre lui: heureusement des documens officiels éclairèrent l'opinion nationale, et le peuple, convaincu de la bassesse des moyens employés pour l'égarer, rendit toute sa confiance au président, et se réconcilia même avec le traité de commerce, dont la conclusion fut extrêmement avantageuse aux intérêts des États-Unis. Les postes occupés encore par les Anglais dans l'Ouest furent évacués. Dans la même année, les différends avec l'Espagne, au sujet des cours du Mississippi, furent conciliés d'une manière satisfaisante; et pour la somme d'un million, les pirates d'Alger cessèrent d'insulter le pavillon américain.

(1796) Le président fut moins heureux dans ses négociations pour un objet dans lequel ses propres

sentimens étaient particulièrement intéressés. Depuis long-temps il avait enjoint aux ambassadeurs américains d'employer tous leurs efforts pour adoucir le sort de Lafayette, que les terroristes avaient proscrit en France, et que l'aristocratie européenne retenait depuis quatre ans dans les cachots de Magdebourg et d'Olmutz. Washington essaya de fléchir l'empereur d'Autriche en faveur de son prisonnier; il demanda qu'on lui permît de se retirer en Amérique sous telles conditions qu'on voudrait lui prescrire. Dans cette circonstance, Washington se trompa sur le caractère de son ami; Lafayette était trop pénétré de ses devoirs de Français pour accepter des conditions de l'Autrichien; et lorsque plus tard on voulut lui rendre la liberté, pourvu qu'il s'engageât à quitter l'Europe, il s'y refusa au risque d'être conduit en Sibérie. Les honorables tentatives du président des États-Unis n'eurent point de succès, et une entreprise conduite par un savant Allemand, le docteur Bolman, et par deux jeunes Américains, pour enlever le prisonnier d'Olmutz, fut également infructueuse. Lafayette ne dut sa liberté qu'aux victoires remportées par Bonaparte sous le gouvernement directorial.

Les pouvoirs de Washington expiraient à la fin de 1796, et la grande masse de la nation se disposait à le porter de nouveau à la présidence; mais il ne se croyait plus forcé par des circonstances critiques à supporter encore une charge aussi pesante. Il annonça dans une adresse sa résolution inflexible de se retirer des affaires publiques; et dans ses adieux solennels, il recommanda à ses concitoyens

l'union des divers états, la neutralité dans les guerres européennes, et l'établissement d'une force navale capable de faire respecter cette neutralité. Les principaux candidats pour la présidence furent MM. Adams et Jefferson; les fédéralistes eurent encore la majorité, et le premier de ces candidats fut proclamé président; le second fut vice-président (1797).

Washington, après avoir rempli les dernières formalités attachées à ses fonctions, s'empressa de se retirer à Mount-Vernon; son voyage fut triomphal, quoiqu'il eût voulu se soustraire à l'empressement public. En comparant la situation des États-Unis en 1789 à celle de 1797, on doit avouer que jamais homme d'état n'a mieux jugé les intérêts de sa nation que ne l'a fait Washington, comme il est impossible de trouver dans l'histoire un citoyen plus désintéressé, plus dévoué que lui à sa patrie; aucune tache ne souille sa mémoire, et son nom est béni par les générations américaines, dont il a fondé la liberté et la prospérité.

CHAPITRE III.

Présidence d'Adams; différends avec la France; conduite hostile du Directoire; préparatifs pour la guerre contre la France; Washington est nommé généralissime, sa mort; dénombrement de 1800; *triomphe du parti démocratique; présidence de Jefferson.* (1797-1809.)

La situation intérieure des États-Unis, au moment où John Adams entra en fonction, était, sous tous les rapports, extrêmement satisfaisante; la seule cause d'embarras était la position dans laquelle se trouvait la république entre les deux grandes puissances belligérantes. Le Directoire, qui gouvernait alors la France, s'était laissé induire en erreur sur les dispositions du peuple américain, et il croyait en son pouvoir de forcer le gouvernement fédéral à suivre son impulsion ou bien de le renverser. Il essaya d'abord le premier moyen en employant le langage passionné dont se servait à cette époque la diplomatie française. M. Adet, qui avait succédé à Fauchet en qualité d'ambassadeur, avait tenté d'influencer l'élection du président en favorisant le candidat démocratique; mais, par son intervention même, il avait produit un résultat tout opposé. Alors le Directoire eut recours au second moyen; il protesta contre les mesures prises

par les États-Unis pour assurer leur neutralité, et les dénonça au peuple comme entièrement favorables à l'Angleterre; il renvoya les plénipotentiaires de la république; il fit enlever des vaisseaux américains destinés pour les ports de la Grande-Bretagne, et les déclara de bonne prise.

(1798) Afin de satisfaire le parti démocratique, le président envoya une ambassade extraordinaire à Paris, et la composa de personnes dont les opinions ne pouvaient donner ombrage aux directeurs. Cette condescendance ne servit à rien; les envoyés ne furent point reconnus dans leurs fonctions, et on leur fit confidentiellement des ouvertures qu'ils ne purent écouter; alors ils reçurent ordre de quitter la France, et les mesures hostiles contre le commerce américain furent portées plus loin que jamais. Le Directoire comptait par cette conduite soulever la nation contre le gouvernement fédéral; il opéra au contraire une fusion momentanée de tous les partis. John Adams convoqua le congrès extraordinairement, et proposa de mettre la république en état de défense. Une levée extraordinaire de quinze mille hommes fut ordonnée à l'unanimité; les côtes furent fortifiées, et tous les yeux se tournèrent derechef vers Washington comme vers l'homme qui pouvait seul diriger les forces nationales dans cette grave circonstance. Le commandement en chef de l'armée lui fut offert, et il l'accepta malgré l'état déclinant de sa santé. Il ne croyait point d'ailleurs à la guerre, et il prévoyait que l'unanimité montrée par les Américains pour résister à des prétentions

injustes, et le déploiement de forces auquel le directoire ne s'attendait point, suffiraient pour terminer tous les différends. Il conseilla lui-même l'envoi d'une nouvelle ambassade, et le résultat prouva qu'il ne s'était point trompé dans ses conjectures. Il ne vécut point assez pour voir le rétablissement de la paix; il succomba à une courte maladie dans les derniers jours de l'année 1798, et jusqu'au dernier moment de sa vie il conserva sa force de caractère et sa tranquillité. Le congrès, en apprenant la nouvelle de sa mort, interrompit ses séances et prit le deuil par une résolution unanime. Il fut résolu également de lui élever un tombeau aux frais de la nation, tombeau sur lequel on devait représenter toutes les actions mémorables de sa vie. Ce monument n'a point été élevé, et les restes du plus grand citoyen des États-Unis reposent encore dans le lieu qu'il avait choisi lui-même à Mont-Vernon.

(1799) La présidence de John Adams n'offrit d'ailleurs aucun événement remarquable. Les relations amicales avec la France furent rétablies facilement après la chute du Directoire, et le commerce américain eut de nouveau une époque de grande prospérité. Le parti démocratique se fortifia de jour en jour; mais il n'était plus opposé à la constitution fédérale, et se bornait à vouloir son exécution littérale au profit des libertés du peuple. La différence avec le parti fédéraliste consistait principalement dans la manière d'interpréter quelques articles du pacte social à l'avantage de l'autorité des états contre celle du congrès.

Le dénombrement des habitans des États-Unis, fixé par la constitution de dix ans à dix ans, eut lieu pour la seconde fois en 1800; la population était montée déjà au-delà de cinq millions, et avait reçu en dix années un accroissement de deux millions deux cent mille individus. Depuis le premier dénombrement, trois états avaient été admis dans l'Union, ceux de Kentucky, de Vermont et de Tennesee; plusieurs autres districts s'étaient formés dans l'Ouest, et promettaient de nouveaux membres à la fédération américaine. Les vastes contrées conquises sur les Indiens se peuplaient rapidement d'une race vigoureuse d'agriculteurs et de manufacturiers, et il fut aisé de prévoir par leur prodigieux accroissement que ces états prendraient un jour une grande influence dans les destinées de l'Amérique. Dans les anciens états sur les côtes de l'Atlantique, la population s'était accrue également; les villes commerçantes surtout s'étaient agrandies et embellies; la navigation et le commerce marchaient à pas de géant.

L'état d'hostilité entre la France et l'Amérique septentrionale n'avait donné lieu qu'à deux combats sur mer : dans le premier, la frégate des États-Unis, *la Constellation,* s'était emparée de la frégate *l'Insurgente;* dans le second, le même bâtiment repoussa l'attaque d'un vaisseau de ligne. Toutefois l'enrôlement de soldats et les préparatifs de guerre avaient occasionné un surcroît de dépenses, et la dette publique, au lieu de diminuer comme dans les années précédentes, s'était augmentée de quarante millions de francs. Cette circonstance, jointe

aux déprédations continuelles que les Anglais faisaient souffrir au commerce américain, rendit la fin de l'administration d'Adams très impopulaire : il fut attaqué vivement dans les journaux démocratiques, et il eut la faiblesse de faire poursuivre devant les tribunaux les écrivains de l'opposition; en général, il fut accusé d'une vanité démesurée et d'un amour excessif du pouvoir. Aussi Adams ne fut point réélu en 1801, quoiqu'il eût tous les votes des états de l'Est; les états de l'Ouest donnèrent la majorité à Jefferson et à Burr, tous deux candidats de l'opinion démocratique. Chacun d'eux eut 73 voix; le congrès exerça son droit de ballotage, et nomma le premier président; le second fut vice-président.

(1802) Déjà, pendant la guerre d'indépendance, le congrès avait reconnu les inconvéniens d'avoir pour résidence une ville de commerce située sur les bords de l'Atlantique et exposée à toutes les attaques de l'ennemi; la législature suprême n'était point d'ailleurs assez libre dans une grande ville de commerce et capitale d'un état populeux. La constitution fédérale avait prévu que le congrès transporterait ses séances dans une résidence fixe, et lui avait laissé les pouvoirs législatifs sur un district de dix milles (1) carrés. Ce district avait été acheté pour le compte des États-Unis, et reçut le nom de *Colombie*. La résidence du gouvernement central fut fondée, et en honneur du libérateur de la patrie, on lui donna le nom de Washington.

(1) Trois milles anglais font une lieue.

Dans cette ville, Jefferson commença son administration, dirigée par des vues toutes différentes de celles des deux présidens antérieurs. Ceux-ci avaient voulu fortifier le lien fédéral et attribuer au congrès le pouvoir de faire des lois dans un intérêt national; ainsi l'établissement d'une université, d'une flotte, des cadres d'une armée régulière, d'une milice bien organisée, d'une banque, de canaux et de grandes routes, entrait dans ce système. Jefferson, au contraire, ne croyait point que l'autorité centrale avait le pouvoir de prendre des mesures pareilles; il voulait que chaque état restât souverain dans ses limites, et que la sphère d'activité du gouvernement fédéral fût diminuée autant que possible. En conséquence, l'armée fut réduite à trois mille hommes, et la flotte à six frégates qui n'étaient pas en état de tenir la mer; les revenus de l'état furent diminués, et il fut annoncé qu'à l'expiration du terme pour lequel la banque avait été créée, cette institution ne serait point conservée; les projets d'établir des canaux intérieurs et une université nationale furent rejetés. Le temps n'est point encore venu de juger entièrement les deux systèmes; tout ce qu'on peut dire maintenant, c'est que chacun d'eux avait son côté utile comme son danger, et que si Adams avait trop de penchant à fortifier l'autorité du président, Jefferson est allé trop loin en limitant l'action du gouvernement central.

(1803) L'acte le plus important de la première présidence de Jefferson fut l'acquisition de la Louisiane. Cette province avait été rétrocédée par l'Es-

pagne à la France; celle-ci la vendit aux États-Unis pour la somme de quatre-vingts millions de francs, somme qu'on trouva en partie par un emprunt de 11,250,000 dollars, à 6 pour cent. L'Union américaine acquit ainsi une immense contrée, riche en productions naturelles, traversée par des fleuves dont la navigation est essentielle pour les états de l'Ouest; elle obtint un port sur le golfe de Mexique, et dans la population d'origine française elle trouva une nouvelle pépinière de citoyens courageux, éclairés et dévoués à l'indépendance de la patrie qu'ils adoptèrent franchement. L'achat de la Louisiane fut fortement blâmé par le parti opposé à l'administration; mais cette mesure a été reconnue plus tard comme parfaitement d'accord avec l'intérêt de la république.

(1804) Au milieu des guerres européennes que la paix d'Amiens n'interrompit que pendant peu d'années, la navigation des Américains s'augmenta rapidement, et les vaisseaux employés au commerce extérieur étaient estimés porter au-delà d'un million de tonneaux. Les finances étaient administrées par un homme d'une grande habileté, M. Gallatin (1), qui établit l'ordre le plus parfait dans cette branche importante, et qui fonda également le système d'après lequel les terres publiques sont devenues une partie considérable du revenu national. Jefferson, déjà très populaire avant

(1) Plus tard un des plénipotentiaires qui conclurent le traité de Gand, ensuite ambassadeur en France.

d'être investi de la première magistrature, le devint encore davantage par la manière dont il la remplit et par la prospérité qu'on attribuait en partie à l'économie de son administration (1805). Il fut réélu président à la presqu'unanimité des voix; la majorité qu'il obtint sur son compétiteur Pinkney, fut de cent quarante-huit suffrages. L'Ohio avait été admis comme membre de l'Union, et le nombre des électeurs s'était augmenté par cette circonstance et par l'augmentation graduelle de la population sur toute la surface de la république. Burr ne fut point réélu à la vice-présidence; par des allégations injurieuses, il avait forcé Hamilton, ancien ministre des finances, de le provoquer en duel; Hamilton succomba : il avait rendu à sa patrie les services les plus signalés comme militaire et comme homme d'état; il fut sans contredit un des écrivains les plus habiles qu'ait produits l'Amérique septentrionale; quoiqu'il eût perdu la faveur publique par son attachement aux principes fédéralistes, il fut regretté après sa mort, et celui qui en était la cause s'attira la haine universelle; Georges Clinton fut élu vice-président des États-Unis.

(1806) La seconde présidence de Jefferson fut entièrement remplie de démêlés avec les deux puissances qui se disputaient l'empire du monde, et qui voulaient entraîner tous les états dans leur querelle. Le cabinet de Saint-James défendait toujours le transport de certaines marchandises vers la France; il alla plus loin et s'arrogea le droit de visiter les vaisseaux américains et d'en enlever les marins qu'on découvrirait être d'origine an-

glaise. Le pavillon britannique régnait alors sur toutes les mers, et il est rare que la puissance ne soit point accompagnée d'insolence et d'abus de pouvoir. Sous le prétexte de reprendre les matelots anglais, les officiers enlevèrent souvent tout l'équipage des vaisseaux américains, et maltraitèrent d'une manière atroce les capitaines. On calcula que près de sept mille citoyens des États-Unis avaient été réduits ainsi en esclavage et forcés de combattre pour des intérêts qui leur étaient étrangers. Enfin un navire anglais osa pénétrer dans la Chesapeake, maltraiter les patrons américains, et *presser* leurs matelots. Une pareille injure ne pouvait être supportée. La nation entière demanda justice de cette violation du droit des gens; des milices prirent spontanément les armes, les corps de volontaires se réunirent sur les côtes; le gouvernement interdit aux vaisseaux anglais armés l'entrée de ses ports et l'approche de ses côtes. Ces mesures énergiques produisirent quelque effet; le ministère britannique ordonna que les matelots américains fussent ramenés sur le pont des navires d'où ils avaient été enlevés, et il consentit à déclarer qu'il n'avait point donné l'ordre d'exercer la presse sur les citoyens de la république. En même temps il prit une mesure générale plus violente encore; le système du blocus nominal fut mis en vigueur, et le commerce avec la France et les pays qui en dépendaient fut interdit aux États-Unis. Napoléon répondit au blocus nominal par le décret de Berlin, qui organisa le blocus continental.

(1807) L'Angleterre alla plus loin, et défendit

aux neutres de commercer avec les ports dont ses vaisseaux étaient exclus. Alors furent rendus les décrets de Milan, de Bayonne et de Rambouillet, qui interdirent aux neutres le commerce avec l'Angleterre; et pour punir la violation de ces ordres, Napoléon fit saisir tous les vaisseaux américains dans les ports de France, d'Espagne et de Naples. D'un autre côté, le gouvernement anglais promulgua les *ordres du conseil* du 7 novembre, par lequel tout bâtiment neutre était soumis au droit de visite, et pouvait être amené dans les ports anglais, afin que sa cargaison y fût examinée et imposée. Près de seize cents navires américains furent saisis, et les deux tiers de ce nombre furent déclarés de bonne prise.

L'Angleterre et la France avaient espéré par ces mesures forcer les États-Unis à prendre part à la guerre. Le président était pressé par les démocrates à s'unir avec Napoléon, dans lequel ils croyaient voir l'homme destiné à humilier la puissance qui voulait s'attribuer l'empire exclusif des mers, tandis que les fédéralistes proclamaient l'Angleterre comme combattant pour la liberté universelle, et proposaient de s'unir avec elle. Jefferson ne voyait point d'utilité à commencer une guerre pour laquelle l'Amérique n'était pas préparée; pourtant il était urgent de mettre un terme à des vexations ruineuses et insultantes, et il fit adopter par le congrès un *embargo* général sur tous les ports des États-Unis. Le commerce extérieur et la navigation se trouvèrent ainsi arrêtés soudainement; mais la mesure était trop violente pour

un pays qui avait besoin de ces deux branches de prospérité pour exister.

(1808) L'embargo fut remplacé par un système de restriction sur le commerce avec le pays qui persisterait dans ses mesures hostiles. Napoléon reconnut l'erreur qu'il avait commise, et offrit aux États-Unis des satisfactions qui rétablirent la bonne intelligence entre les deux pays. L'Angleterre ne renonça point à ses ordres du conseil, quoique leur révocation eût été promise, et la haine contre cette puissance s'accrut de jour en jour dans le cœur de tous les Américains.

Dans cet état de choses, le terme de la magistrature du président s'approcha. Jefferson allait être réélu, lorsqu'il annonça son intention irrévocable de se retirer du timon des affaires. Il emporta dans sa retraite l'estime universelle qu'il avait méritée par la pureté de ses intentions, par sa prudence et par ses vertus particulières. S'il a trop affaibli le pouvoir central des États-Unis, cette erreur, si c'en est une, avait des causes trop nobles pour qu'on puisse lui en faire un crime, et sa patrie inscrira son nom parmi ceux de ses citoyens les plus illustres.

CHAPITRE IV.

Présidence de Madison ; ligue des Indiens contre les États-Unis ; mesures hostiles du gouvernement anglais contre le commerce américain ; guerre entre les États-Unis et la Grande-Bretagne ; invasion du Canada par le général Hull ; sa capitulation à Détroit ; succès maritimes des Américains ; entreprises dans le Nord (1809-1813).

Dans les dispositions où se trouvait le peuple américain en 1808, les élections du premier magistrat et des représentans devaient nécessairement être influencées par la haine contre l'Angleterre ; elles furent entièrement démocratiques ; à peine quelque dissidence se montra-t-elle dans les états de l'Est. Madison, qui professait les mêmes principes politiques que Jefferson, fut élu président à une grande majorité des suffrages ; il fut installé dans le mois de mars 1809.

L'Angleterre continuait toujours de vexer le commerce américain ; en même temps ses agens excitèrent contre la république une nouvelle guerre avec les Indiens. Les tribus indigènes occupent encore les deux tiers du continent de l'Amérique septentrionale ; mais séparées entr'elles par des déserts immenses, par la différence des langages et par d'anciennes hostilités, elles ne peuvent s'unir

contre la civilisation qui les poursuit pas à pas, et qui finira par les faire disparaître entièrement. Parmi ces peuples que nous nommons *sauvages*, il ne manque point pourtant d'hommes qui s'aperçoivent du danger dont ils sont menacés, et qui, pour le repousser, ont recours à l'adresse et au courage. Dans l'histoire de la formation des colonies, nous avons vu des chefs essayer inutilement de former une vaste ligue des tribus indiennes; ce plan fut repris en 1809 par un guerrier, fameux par son inimitié constante pour les blancs. Tecumseh, c'est ainsi qu'il se nommait, était un homme d'une capacité supérieure; il voyait avec indignation que les Américains ne cessaient point d'étendre leurs établissemens, et se proposa d'y mettre un terme en unissant pour le même but toutes les tribus qui bordaient le territoire des États-Unis depuis la Géorgie jusqu'au Canada. Il réussit à convaincre un grand nombre de peuplades qui l'élurent pour leur chef, et bientôt il rendit son nom formidable aux états de l'Ouest. Les hostilités commencèrent en 1811. Le général Harrison, gouverneur du territoire d'Indiana, pénétra dans le pays des sauvages avec un corps de miliciens et un régiment d'infanterie régulière; il fut attaqué par Tecumseh, et ne parvint à le repousser qu'après un combat sanglant, dans lequel les Américains perdirent près de deux cents hommes, parmi lesquels il y avait deux colonels et plusieurs officiers distingués. La victoire n'eut d'autre résultat que l'incendie d'une bourgade indienne.

L'opinion générale dans les États-Unis était que

les Anglais étaient les instigateurs de cette guerre, et cette conviction augmenta l'exaspération contre eux. Un accident de peu d'importance détermina tout d'un coup la rupture entre les deux peuples. Un vaisseau américain rencontra dans la nuit, près des côtes des États-Unis, une frégate anglaise; dans l'obscurité, le commodore Rodgers demanda qui c'était; le capitaine anglais répondit à cette question par des coups de canon. Rodgers riposta en tirant toute sa volée avec un tel succès, que l'Anglais fut obligé de crier *merci*. Le châtiment qu'avait reçu cette nouvelle insolence de la marine anglaise, excita la joie la plus vive dans toute la république; et lorsque le président vint annoncer, quelque temps après, que la Grande-Bretagne refusait de renoncer à la presse des matelots sur les vaisseaux américains, et de révoquer les ordres du conseil, la majeure partie de la nation demanda la guerre. Le congrès discuta la question, et d'après son vote la guerre fut déclarée (19 juin 1812.)

Cette nouvelle fut reçue avec enthousiasme dans les états de l'Ouest; dans l'Ohio, le Kentucky et le Tennesee, les milices se montrèrent prêtes à marcher, et des corps de volontaires se formèrent sur divers points. Mais dans les grandes villes commerçantes et dans les états de l'Est en général, dont la principale industrie était la navigation et les pêcheries, la guerre causa une profonde consternation. Les fédéralistes redoutèrent l'issue de la lutte qui allait commencer. Ils voyaient avec anxiété que l'armée régulière n'était que de cinq mille hommes, quoique depuis un an le président eût

reçu l'autorisation de la porter à vingt-cinq mille. La flotte n'était composée que d'un petit nombre de frégates et de bricks; enfin le trésor n'était point préparé à des dépenses extraordinaires, et il fallut rétablir des impôts abolis et faire des emprunts onéreux. D'un autre côté, l'Angleterre était engagée encore dans la guerre contre l'empire français, et elle n'avait que peu de troupes dans ses colonies américaines; aussi le parti qui avait poussé à la guerre espérait la conquête du Canada et l'expulsion totale des Anglais de l'Amérique septentrionale.

Les hostilités commencèrent dans le Nord. Le général Hull fut chargé de renouveler l'entreprise de Montgomery; il avait avec lui deux mille soldats ou miliciens, accoutumés à la guerre des Indiens et aguerris contre les fatigues et les dangers; mais lui-même ignorait entièrement l'art militaire; tous les généraux de la révolution étaient ou morts ou très âgés, et il avait fallu choisir pour généraux d'anciens officiers inférieurs ou des commandans de la milice. Cette circonstance causa plusieurs malheurs, et manqua de devenir fatale aux États-Unis.

Hull pénétra dans le Canada immédiatement après la déclaration de guerre; il avança jusqu'au fort Malden sur le lac Érié, et en forma le siége. Dans cet intervalle, les Anglais s'emparèrent du fort de Michillimackinac, construit sur le lac Michigan; cette place était réputée imprenable et avait reçu le nom de *Gibraltar américain*. Un point aussi important où se trouvaient des maga-

sins considérables d'armes et de munitions, n'avait, par l'impéritie du gouvernement, qu'une garnison de cinquante hommes qui capitulèrent sans tirer un coup de canon. Alors toutes les tribus indiennes de l'Ouest, guidées par Tecumseh, s'avancèrent sur les derrières de l'armée américaine, qui battit en retraite vers Detroit; elle se trouva même obligée de se faire passage les armes à la main; mais à Detroit elle fut environnée par les Anglais et les Indiens. Malgré la force de sa position et l'ardeur de ses soldats, le général Hull capitula avant d'avoir attendu un assaut. Il fut condamné depuis à mort par une cour martiale, toutefois cette peine lui fut remise par le président; on se borna à rayer son nom des listes de l'armée.

Ce revers inattendu livra toute la frontière de l'Ouest aux incursions des Indiens et aux entreprises des Anglais; heureusement des succès inespérés vinrent consoler les États-Unis de la capitulation de Detroit et ranimèrent l'ardeur militaire. Dans la guerre de la révolution, les marins américains avaient montré une grande bravoure; mais ils succombèrent généralement devant la force supérieure ou l'habileté des Anglais. C'était donc avec anxiété qu'on attendait les premières nouvelles des vaisseaux envoyés pour protéger le commerce américain ou pour inquiéter celui des ennemis. Toute la marine américaine ne montait qu'à sept frégates, dix bricks ou corvettes, et cent soixante barques canonnières. La Grande-Bretagne avait à cette époque plus de mille vaisseaux de guerre, et sur ce nombre il s'en trouvait cent dans

les mers de l'Amérique; avec cette disproportion de forces, des engagemens d'escadre étaient impossibles, et il fallait se borner à des combats de vaisseaux à vaisseaux.

Ce fut le 19 septembre que fut livré le premier combat dont l'issue éleva les États-Unis au rang de puissance maritime. La frégate *la Constitution*, commandée par Isaac Hull, attaqua *la Guerrière*, frégate anglaise du premier rang; il reçut ses premières bordées sans y répondre, et avec une habileté admirable il prit position de manière à pouvoir balayer les ponts de son adversaire; alors il donna l'ordre de tirer, et dans quinze minutes il réduisit *la Guerrière* à un tel état, qu'elle ne pouvait plus gouverner. Pour la première fois, le pavillon anglais, réputé invincible par de longs succès, baissa devant un pavillon encore nouveau sur les mers. *La Guerrière* avait eu quatre-vingts hommes tués ou blessés, tandis que *la Constitution* n'en comptait que quatorze, et à l'annonce d'une voile elle fut préparée immédiatement à un autre combat.

Ce brillant fait d'armes excita dans toute l'Amérique un enthousiasme difficile à décrire; les marins des États-Unis, bien loin de redouter les Anglais à force égale, recherchèrent souvent le combat avec des vaisseaux plus forts que les leurs. La frégate *l'Essex* et le brick *l'Argus*, parcoururent les mers et s'emparèrent d'un grand nombre de bâtimens de guerre. La frégate *les États-Unis* fut plus heureuse encore; elle prit une frégate anglaise de 49 canons, après un combat qui dura près

de deux heures. Dans ces rencontres il fut prouvé que l'artillerie américaine était mieux servie que celle des Anglais, et que ces derniers étaient inférieurs dans les manœuvres maritimes. Les corsaires américains firent aux Anglais plus de mal encore que les vaisseaux de l'état; ils parcoururent toutes les mers avec une audace incroyable, et enlevèrent un nombre infini de bâtimens de commerce. Dans plusieurs occasions ils se défendirent avec succès contre des vaisseaux armés; en même temps la conduite des matelots américains envers leurs prisonniers, servit à montrer la différence entre des hommes qui se vouent à la défense de leur patrie, ou des malheureux enlevés de force ou conduits par la misère à embrasser l'état militaire. Les Anglais eux-mêmes rendirent hommage à l'humanité et à la générosité de leurs ennemis.

Les succès de la marine américaine animèrent d'une généreuse émulation les troupes de terre; les milices de l'Ouest et des volontaires nombreux se réunirent et demandèrent à marcher de nouveau contre le Canada; mais les états de l'Est se refusèrent à laisser marcher leurs milices, les mieux disciplinées de la république, et d'après le système suivi par le président, il n'y avait aucun moyen de contrainte contre les membres de l'Union qui se refusaient à remplir les devoirs de la fédération. Trois armées se formèrent; l'une, dans les états de l'Ohio et de Kentucky, était commandée par le général Harrison; elle était composée uniquement de miliciens et de volontaires, et pénétra dans le pays des Indiens en ravageant leurs moissons et en

brûlant leurs villages. Par le défaut de discipline militaire et par la désunion des chefs, cette troupe ne fit rien de remarquable. La seconde armée, appelée celle du centre, était commandée par le général Van Rensslaer, et devait opérer vers les lacs, tandis que la troisième, appelée celle du Nord, était destinée à conquérir le Haut-Canada. En même temps des marins expérimentés furent envoyés vers les lacs, afin d'y faire des armemens et tenter d'en chasser les Anglais. Le premier officier qui se rendit au lac Érié, fut le lieutenant Elliot, qui, avec cinquante matelots, surprit deux bricks anglais, et les enleva sous les batteries d'un fort. Ce fait d'armes eut lieu sous les yeux de l'armée du centre, qui dès-lors demanda avec impatience d'être conduite aux combats. Malheureusement cette ardeur des miliciens ne tint point contre le spectacle effrayant d'une bataille; le général Rensslaer, se fiant à la bonne disposition de ses troupes, fit passer à ses soldats de ligne le fleuve de Niagara, et attaqua le fort anglais de Queens-Town; déjà la victoire semblait assurée aux Américains, lorsque de nouvelles forces vinrent fondre sur eux. Dans ce moment critique, les milices refusèrent de passer le fleuve et de secourir leurs concitoyens qui, pressés par l'ennemi, et ne pouvant se rembarquer, furent tués ou faits prisonniers. L'armée du centre perdit plus de mille hommes dans cette bataille, et ne fit plus rien pendant le reste de la campagne; celle du Nord, qui s'était formée près du Saint-Laurent, fut trop faible pour rien tenter.

Au milieu de ces opérations militaires, des élections générales avaient eu lieu, et Madison avait été réélu à la présidence; les partis fédéraliste et démocratique se montrèrent avec une nouvelle force dans le congrès qui se réunit en novembre; le premier voulait la paix que l'Angleterre offrait en rapportant ses ordres du conseil; mais comme elle refusa toujours de renoncer à la presse des matelots, la guerre continua, et le congrès vota diverses lois pour augmenter l'armée de terre et la flotte. Le chef indien, Tecumseh, était venu visiter les Indiens du Sud, et par son éloquence il avait entraîné quelques tribus puissantes à faire cause commune avec lui; il fallut dès-lors pourvoir à la sûreté de la Géorgie et des Carolines, et le général Pinkney fut envoyé sur cette frontière avec quelques troupes. On ne s'attendait point à une attaque de la part de ces sauvages, vis-à-vis desquels on avait mis en pratique le système proposé par Washington, et qui consistait à leur faire connaître les avantages de la civilisation. Les premiers efforts avaient parfaitement réussi, et plusieurs tribus se livraient déjà à l'agriculture et à des travaux industriels; celles-là furent obligées de chercher refuge auprès des Américains contre les Indiens qui étaient restés fidèles à leurs anciens usages ou qui les avaient repris.

Avant la fin de l'année une nouvelle victoire illustra la marine des États-Unis. La frégate *la Constitution* attaqua sur les côtes du Brésil la frégate *Java*, de 49 canons, et s'en empara après un combat dans lequel les Anglais eurent cent quatre-

vingts hommes tués ou blessés, tandis que les Américains ne comptèrent que trente-quatre hommes hors de combat. La frégate anglaise portait, outre l'équipage, un grand nombre d'officiers supérieurs et des soldats destinés pour les Indes; la joie causée par ce succès éclatant fut obscurcie par un des événemens les plus déplorables dont les États-Unis aient été le théâtre.

(1813) Un corps de miliciens du Kentucky, fort de huit cents hommes, se porta à French-Town, afin de garantir ce village des attaques des sauvages. Les Anglais et un millier d'Indiens, commandés par le général Proctor, vinrent attaquer le corps américain, qui, entouré de toutes parts, capitula après une résistance de plusieurs heures. La capitulation fut violée, et les malheureux prisonniers furent livrés aux Indiens, qui scalpèrent d'abord tous les blessés, et firent éprouver ensuite le même sort à presque tous leurs prisonniers sous les yeux des Anglais, qui n'ont jamais pu se disculper de cette infamie. Tout l'état du Kentucky était en deuil, et cet événement produisit dans l'Ouest une haine violente contre l'Angleterre, haine qui ne s'éteindra pas de long-temps, et qui pourra avoir une certaine influence politique dans les États-Unis.

Le général Proctor, après le massacre de French-Town, vint mettre le siége devant le fort Meigs, défendu par le général Harrison. Dans une sortie bien combinée, les Américains culbutèrent les Anglais; mais se laissant aller à l'ardeur de la poursuite, ils tombèrent sur un corps de mille

Indiens, commandés par Tecumseh; près de cinq cents Américains tombèrent sous leurs coups; mais Tecumseh avait plus d'humanité que Proctor, et il sut conserver la vie des prisonniers. Le siége fut levé quelques jours plus tard, parce que les Indiens, après avoir combattu, voulaient revoir leurs villages.

De grands efforts avaient été faits pour mettre l'armée du Nord en état de prendre l'offensive; elle était commandée par le général Dearborn, qui avait sous ses ordres le général Pike, officier remarquable par ses talens et par sa bravoure. Pike fut chargé de traverser le lac Ontario et de s'emparer de la ville de Yorck, capitale du Haut-Canada, où se trouvaient tous les magasins des Anglais; il exécuta son débarquement avec succès, battit les troupes ennemies et s'empara de Yorck; mais au moment de la victoire un magasin de poudre sauta par accident ou par une manœuvre des Anglais. Pike et deux cents de ses soldats périrent par l'explosion. Toutefois les Américains remplirent le but de l'expédition, et firent un grand nombre de prisonniers et un butin considérable. Aidés par la flotille sur le lac, ils s'emparèrent ensuite du fort Georges, et dans plusieurs combats ils conservèrent l'avantage; mais ces opérations n'étaient point d'une nature décisive. Le gouvernement anglais, de son côté, dirigea contre les États-Unis des attaques peu glorieuses et peu profitables. Deux escadres, commandées par les amiraux Warren, Cockburn et le commodore Beresford, vinrent ravager les côtes de l'Amérique, et commirent contre

des villes et des bourgades sans résistance des actes de cruauté qui, loin de servir la cause de l'Angleterre, rendirent la guerre de plus en plus populaire aux États-Unis. Les débarcations anglaises furent repoussées souvent avec perte par les milices; mais à Hampton et au Havre-de-Grâce, sur les côtes de la Virginie, elles réussirent complètement; ces villes furent livrées au pillage, et les chefs permirent à leurs soldats tous les excès et toutes les horreurs qu'il soit possible de commettre. Les côtes de la Géorgie furent ravagées ensuite; celles du Nord furent garanties par les miliciens et par quelques vaisseaux armés.

La guerre d'extermination commencée par les Anglais, engagea le congrès à rendre une loi par laquelle de grandes récompenses furent promises à quiconque parviendrait à détruire des navires anglais. La *torpedo*, espèce de machine infernale qui éclate sous l'eau, fut employée avec succès dans une occasion; d'autres essais furent faits avec des brûlots de nouvelle invention; mais bientôt ces moyens de destruction furent abandonnés comme indignes de peuples civilisés.

La marine américaine continuait de remporter des avantages dans tous les engagemens à force égale qu'elle soutint contre la marine anglaise. Le ministère britannique, sur les conseils de l'amirauté, fit équiper des frégates nouvelles, et choisit quelques bâtimens dont il confia le commandement aux officiers les plus distingués, afin de rétablir la supériorité du pavillon anglais. Deux victoires vinrent d'abord couronner ces précautions

extraordinaires. Le capitaine Laurens, qui s'était distingué dans plusieurs combats comme commandant du brick *le Hornet*, et qui venait de s'emparer sur les côtes du Brésil d'un fort brick, avait été promu au commandement de la frégate *la Chesapeake*; provoqué au combat par la frégate anglaise *le Shanon*, il l'attaqua avec son courage accoutumé; mais, dès le commencement de l'action, son équipage se mutina; Laurens et presque tous les officiers furent emportés par les boulets ennemis ou dans une tentative désespérée d'aborder *le Shanon*; enfin *la Chesapeake* baissa pavillon après avoir eu quatre-vingts hommes tués et autant de blessés; la perte des Anglais, quoique plus faible, fut encore très importante. Peu de temps après, le brick américain *l'Argus*, ayant eu son capitaine tué, fut pris par un brick anglais. Ces deux échecs furent contrebalancés par plusieurs victoires. Le commodore Porter forma une flottille des vaisseaux pris aux Anglais, et se rendit maître de la navigation sur l'Océan-Pacifique. Dans plusieurs engagemens, les vaisseaux des États-Unis, et même des corsaires, s'emparèrent de navires d'une force supérieure. La nation américaine comprit que la mer était l'élément sur lequel elle devait combattre son ennemie et sur lequel elle pouvait lui porter les coups les plus sensibles. Aussi le congrès ordonna-t-il la construction de quatre vaisseaux de ligne, de six frégates et de six corvettes. La flottille sur les lacs fut renforcée, et des chantiers furent achetés pour la construction et la réparation des vaisseaux de l'état.

Les opérations militaires dans l'Ouest et dans le Nord avaient été suspendues pendant quelque temps par la nécessité qu'on éprouvait de part et d'autre de se renforcer. Enfin, le général Proctor ayant été rejoint par les Indiens de Tecumseh dans le mois d'août, tenta inutilement le siége du fort Sandusky, que le major américain Croghan défendit avec héroïsme. Quelques jours plus tard fut livrée la première bataille navale sur les lacs. Le capitaine Perry était parvenu à former sur le lac Érié une flotille de neuf navires portant 54 canons. Le 10 septembre, il offrit le combat à la flotille anglaise, portant 67 bouches à feu, et telle fut la supériorité de ses manœuvres que tous les vaisseaux anglais furent pris après un combat opiniâtre de trois heures. Maîtres de la navigation du lac, les Américains résolurent de profiter de cet avantage pour repousser l'ennemi de leur territoire et pour le poursuivre sur le sol canadien. Le général Harrison, renforcé par quatre mille volontaires du Kentucky et par les milices de l'Ohio, s'empara de Detroit et du fort de Malden; s'étant mis à la poursuite de Proctor et des Indiens, il les atteignit près d'une petite rivière appelée Thames. Les Anglais furent d'abord mis en déroute; mais les Indiens, guidés par Tecumseh et animés par son exemple, rétablirent le combat jusqu'au moment où leur chef fut atteint d'une balle mortelle. Alors la déroute devint générale, et peu de temps après la plupart des tribus sauvages implorèrent la paix qui leur fut accordée. Tecumseh fut l'ennemi le plus dangereux que la race euro-

péenne ait rencontré en Amérique; doué d'une éloquence entraînante, d'une force et d'une beauté remarquables, d'une intelligence supérieure, généreux envers les prisonniers qu'il protégeait contre toute insulte, il fut estimé par les Américains eux-mêmes, qui l'enterrèrent avec tous les honneurs militaires. Lors des premiers établissemens européens en Amérique, il aurait peut-être garanti les peuplades indigènes de leur destruction; mais il était venu trop tard, et ses efforts furent infructueux.

Après la victoire sur le Thames, le général Harrison laissa une garnison à Detroit, et rejoignit avec le reste de ses troupes l'armée du centre au fort Buffaloe. Le commandement suprême de toutes les forces réunies sur les frontières du Canada, fut confié au général Wilkinson, regardé comme le plus habile des généraux américains; il reçut l'ordre de se rendre maître de Montréal, expédition qu'il ne jugeait point opportune, et qui en effet ne réussit point, parce que les garnisons anglaises sur les lacs étaient trop fortes, et que l'armée ne pouvait emporter assez de vivres avec elle. Après d'inutiles efforts, il revint à Sackets Harbour; le commodore Chauncey chassa devant lui les flotilles anglaises sur le lac Ontario, sans pouvoir les forcer à un engagement décisif. Les Anglais, de leur côté, brûlèrent et ravagèrent la rive du lac qui appartenait aux Américains.

La campagne de 1813, comme celle de 1812, se termina sans aucun avantage marqué des deux côtés.

CHAPITRE V.

Session du congrès; état de l'opinion publique; embarras du trésor; défaite des Indiens du Sud par le général Jackson; événemens maritimes; opérations militaires dans le nord; prise et incendie de Washington; défense de Baltimore; victoire navale remportée sur le lac Champlain; expédition des Anglais contre la Louisiane; leur défaite; conclusion de la paix. (1814-1815.)

(1814) Le peu de succès que les armes américaines avaient obtenu jusqu'alors, avait fortifié le parti opposé au gouvernement. Les députés des états de l'Est, au congrès de 1814, étaient tous fédéralistes; ils reprochaient au président d'avoir déclaré la guerre dans un moment où les États-Unis n'avaient ni armée ni argent; ils combattaient le système démocratique comme enlevant à la république toute force extérieure et tout crédit à l'intérieur. En effet, pendant la durée de la guerre, le gouvernement ne put remplir un emprunt de soixante millions de dollars, quoiqu'il offrît en boni et en intérêt près de 20 pour cent, et que la dette était hypothéquée sur une valeur réelle. Le papier des banques des états qui avaient remplacé la banque nationale perdaient 25 pour cent, et toutes ces banques avaient suspendu leurs paiemens en nu-

méraire. L'inconvénient des milices et des volontaires quittant souvent l'armée au moment où l'on avait le plus grand besoin d'eux, avait fait sentir la nécessité d'avoir des troupes régulières; mais nonobstant les primes considérables offertes pour les engagemens volontaires, ils étaient presque nuls. Il fallut donc créer des impôts, et on parla même d'établir la conscription. Les discussions du congrès devinrent de plus en plus vives, et sans les cruautés exercées par les Anglais, sans la volonté bien énoncée du ministère britannique de ruiner les États-Unis, s'il était impossible de les réduire de nouveau sous la domination anglaise, le gouvernement de Washington aurait succombé sous des embarras inextricables; les fautes des ennemis le sauvèrent encore une fois, et finirent par rendre la guerre vraiment populaire; l'Angleterre, qui d'abord avait été considérée comme l'ennemie d'un parti, finit par être regardée comme l'ennemie de la nation entière.

Au commencement de la lutte, la Grande-Bretagne n'avait que peu de forces disponibles pour l'Amérique; ses armées, ses flottes, ses trésors servaient à combattre pour le sceptre de l'Europe. En 1812, les désastres de la retraite de Moscou; en 1813, la formation de la coalition européenne contre Napoléon, et les victoires de Leipsick en Allemagne et de Vittoria en Espagne, avaient déjà permis au ministère anglais de diriger des renforts à ses armées en Amérique, et dans le courant de 1814 il se trouva en état d'y envoyer des forces plus considérables; il paraît même qu'il fut ques-

tion un moment de donner au duc de Wellington la mission de conquérir les États-Unis, mission que ce général ne jugea point à propos d'accepter. Toutefois la république, menacée sur tous les points par un ennemi formidable, eut besoin de toute l'énergie et du patriotisme de ses habitans pour lui résister. A défaut de troupes régulières, les milices et des corps de volontaires se rendirent aux frontières. Les flotilles sur les lacs furent augmentées, et un grand nombre de vaisseaux de guerre et de corsaires allèrent chercher le pavillon anglais sur l'Océan.

Les premières opérations militaires eurent lieu dans le Sud. Les Creeks s'étaient mis en campagne et avaient remporté d'abord quelques avantages. Ils prirent d'assaut le fort Mims sur le Mobile, et massacrèrent toute la garnison; mais la chance tourna bientôt contre eux. Le général Jackson pénétra dans leur pays; après plusieurs engagemens sanglans, il attaqua les Indiens près d'un lieu nommé *Horse-Shoe-Bend*, sur la rivière Coose; là, ils avaient réuni près de mille de leurs guerriers décidés à vaincre ou à périr; leur résistance fut opiniâtre; presque tous restèrent sur le champ de bataille ou furent culbutés dans le fleuve. Cette défaite mit fin à la guerre; ils sollicitèrent la paix qui leur fut accordée, moyennant la cession d'une partie de leur territoire (mars 1814).

Sur les frontières de l'Ouest, le général Wilkinson avait réuni quatre mille hommes, avec lesquels il reçut du ministre de la guerre l'ordre d'attaquer les Anglais retranchés derrière des bâtimens appe-

lés le moulin de *Colle*. Il échoua dans cette attaque, et fut ignominieusement destitué. Il prouva depuis devant un conseil de guerre qu'il avait fait tout ce qui dépendait de lui, et attribua sa disgrâce à la haine personnelle du président; peut-être n'aurait-il dû accuser que l'injustice du peuple, qui juge rarement avec équité un général malheureux.

Les Américains ne songèrent plus dès-lors à attaquer le Canada, mais se bornèrent à repousser l'ennemi de leur territoire. Le général Brown s'empara du fort Érié, et vainquit les Anglais à Chippewa dans un combat sanglant, suivi de la bataille plus sanglante de Queenstown, dans laquelle le général anglais Drummond, arrivé depuis peu de jours avec une division qui avait servi en Espagne, fut battu malgré sa supériorité numérique. Toutefois le général Drummond ayant reçu des renforts, vint assiéger le fort Érié; dans un premier assaut il perdit neuf cents hommes. Il commença alors un siége régulier, et après deux mois de travail ses batteries étaient achevées. Dans la nuit du 17 septembre, les Américains firent une sortie générale, détruisirent tous les travaux des Anglais, et leur tuèrent près de mille hommes sans en avoir perdu plus de quatre-vingt-dix de tués et deux cent seize blessés. Le siége fut levé, et l'approche de l'hiver mit un terme aux grandes opérations militaires dans le Nord. Sur les lacs, aucun événement important n'eut lieu; le commodore Chauncey avait créé sur le lac Ontario une force tellement respectable, que les Anglais n'osèrent l'attaquer, et lui en abandonnèrent l'empire après quelques engagemens partiels

qui furent constamment à l'avantage du pavillon américain.

Sur l'Océan, la supériorité acquise par les vaisseaux des États-Unis, dans l'année précédente, se montra de nouveau dans une suite de combats. Le ministère anglais avait donné ordre aux marins de ne point accepter de combat à force égale, mais de réunir des escadres pour écraser les Américains; la terreur que ceux-ci inspiraient à leurs ennemis fut telle, que le vaisseau anglais de ligne *le Plantagenet* refusa le combat que lui offrait la frégate *le Président*; celle-ci fut prise plus tard par une escadre après une défense glorieuse. La frégate *l'Essex*, commandée par le commodore Porter, fut prise également par une escadre anglaise, après une campagne remarquable de quinze mois sur l'Océan du Sud. D'un autre côté, trois bricks américains prirent quatre bricks anglais, et la frégate *la Constitution* attaqua deux navires portant 64 canons, et les prit tous deux. Cette lutte des Américains contre la puissance maritime la plus formidable du monde, était glorieuse, mais leur marine ne faisait que naître et n'était point encore assez forte pour remplir le premier but de toute marine militaire, celui de défendre les côtes du pays des incursions de l'ennemi.

La flotte anglaise aux ordres de l'amiral Cockburn avait été renforcée de plusieurs vaisseaux de ligne, et était suivie d'un corps de troupes venues de l'Espagne et commandé par le général Ross. Déjà cette flotte avait recommencé ses déprédations sur les côtes de la Virginie, lorsque vers le

mois d'août, elle reçut de nouveaux renforts sous l'amiral Cochrane, qui vint en prendre le commandement. Il résolut d'attaquer Washington et Baltimore, villes que le général Winder était chargé de défendre avec mille hommes de troupes régulières et deux mille miliciens; les milices de plusieurs états ne s'étaient point rendues à l'appel du président, preuve que cette force nationale n'avait point encore reçu l'organisation convenable. Ce ne fut que la veille de l'entrée des Anglais à Washington que le général Winder put réunir cinq à six mille hommes, avec lesquels il prit une forte position à Bladensburg, séparé de l'ennemi par une des branches du Potomac. Le 24 août, le combat eut lieu, et l'issue n'en fut guère douteuse; les miliciens furent culbutés, et quoiqu'un petit corps de marins et de soldats réguliers firent une défense qui coûta aux Anglais près de mille hommes, ces derniers n'en restèrent pas moins maîtres du champ de bataille. Le général Winder ne put parvenir à rallier assez de monde pour tenter de défendre encore Washington, et cette résidence du gouvernement des États-Unis fut abandonnée aux Anglais; elle ne comptait encore que neuf cents maisons, dispersées par groupes sur une surface d'une lieue carrée; mais au milieu de cette ville naissante s'élevaient deux édifices splendides, le Capitole, où se tenaient les séances des deux chambres, et où se trouvait une bibliothèque déjà très considérable, et le palais du président. Au mépris du droit public des peuples civilisés, les généraux anglais livrèrent aux flammes ces deux édifices et plusieurs mai-

sons particulières ; ils détruisirent un chantier de l'état et les ponts élevés sur le Potomac; ils eurent ainsi la satisfaction de causer aux États-Unis une perte de dix millions environ de notre monnaie ; mais le service qu'ils leur rendirent fut inappréciable. Ils donnèrent aux Américains le temps de revenir de leur première terreur et d'augmenter sur tous les points leurs moyens de défense. L'esprit de parti, qui jusqu'alors avait paralysé toutes les opérations du gouvernement, disparut tout-à-coup, et la nation entière se leva pour repousser une armée qui se conduisait comme une bande de brigands incendiaires. Les états de l'Est même rivalisèrent dès-lors d'ardeur avec ceux du Sud et de l'Ouest; les milices accoururent de toutes parts sous les drapeaux, et se rendirent sur les points menacés par l'ennemi.

La première ville contre laquelle se dirigèrent l'armée et la flotte anglaises, fut celle de Baltimore; ses habitans de tout âge, de tout sexe et de tout rang, s'étaient mis à la disposition du général Smith, et en peu de temps ils avaient entouré leur ville d'un large fossé et d'un retranchement, qui complétaient avec deux fortins leurs moyens de défense du côté de la terre. Le général Ross fut tué dans une reconnaissance; son successeur dans le commandement continua sa marche, et de concert avec l'amiral Cochrane, attaqua la ville; mais après avoir éprouvé une perte de trois cents hommes, il se vit forcé de renoncer à ses projets et de se rembarquer avec ses troupes. Dans le combat devant Baltimore, les miliciens des États-Unis ef-

facèrent complètement la tache de la journée de Bladensburg.

Une autre victoire plus décisive et plus glorieuse illustra en même temps les armes des États-Unis. Sir Georges Prevost avait réuni dans le Canada une armée de quatorze mille hommes, avec laquelle il comptait s'emparer du cours du Hudson et de la ville de New-Yorck. Après avoir pris la ville de Champlain, il marcha sur Plattsburgh, situé sur le Saranac, près de son embouchure dans le lac Champlain; cette ville n'était pas tenable, mais les Américains se retranchèrent sur le bord opposé du Saranac. En même temps les flotilles des deux peuples vinrent prendre part à l'action; les vaisseaux anglais, parmi lesquels il y avait une frégate, portaient 95 canons, et plus de mille hommes d'équipage; ceux des Américains n'avaient que 88 canons et six cents hommes; ils avaient été construits avec une vitesse extraordinaire; dix-huit jours avant le combat, les arbres qui avaient servi à la construction d'un des vaisseaux américains ombrageaient encore les rives du lac.

L'action commença le 11 septembre dans la matinée. C'était la seconde fois que les deux marines rivales se rencontraient en escadre, et des deux côtés on se battit avec un acharnement inconcevable. Enfin le commodore Mac-Donough força par une manœuvre habile la frégate anglaise à baisser son pavillon, et peu de temps après tous les bâtimens principaux se rendirent aux Américains. Les Anglais eurent près de deux cents hommes tués ou blessés, et huit cent cinquante prisonniers tombè-

rent au pouvoir du vainqueur, qui ne comptait que cent hommes hors de combat. Sir Georges Prevost, après avoir perdu beaucoup de monde dans une attaque infructueuse contre les retranchemens américains, fit sa retraite en abandonnant ses blessés et une partie de ses bagages et de ses munitions.

Ainsi au Nord, à l'Ouest et au centre, le territoire des États-Unis était délivré des Anglais, chassés par deux défaites complètes des mers intérieures du continent américain. Depuis plusieurs mois des négociations avaient été commencées à Londres; mais lord Castlereagh, qui dirigeait à cette époque le cabinet de Saint-James, était trop occupé des princes et des diplomates de l'Europe pour accorder quelque attention aux plénipotentiaires d'une république. Les deux causes premières de la guerre, le blocus du Continent et la presse des matelots, avaient cessé d'exister depuis la chute de Napoléon; Castlereagh demanda alors, comme *sine quâ non*, la cession d'une grande étendue de territoire et l'abandon total des rives des lacs qui servaient de frontières aux États-Unis. De pareilles conditions furent rejetées à l'unanimité par le congrès, et la guerre continua.

Tous les efforts des Anglais se concentrèrent dès-lors vers le Sud. L'amiral Cochrane, après être sorti de la Chesapeake, avait trouvé aux Bermudes de nouveaux renforts, et menaçait les états méridionaux avec treize vaisseaux de ligne et une armée de dix mille hommes. Les Espagnols de Pensacola, capitale des Florides, reçurent ses vaisseaux et acceptèrent une garnison anglaise; le général Jackson

les chassa de ce poste. En même temps le colonel anglais Nichols se fit battre dans une attaque sur le fort Bowyer, à l'embouchure du Môbile; ce même officier échoua encore dans une tentative honteuse pour se liguer avec une bande de pirates établis dans le golfe du Mexique; leur chef, nommé Lafitte, Provençal de naissance, détestait les Anglais, et offrit ses services aux Américains, qui avaient mis sa tête à prix; ayant reçu une amnistie avec les siens, il contribua puissamment à défendre ces frontières des États-Unis.

Bientôt on apprit que l'amiral Cochrane se dirigeait contre la Nouvelle-Orléans. Jackson y accourut avec les milices de Tennesee, et secondé par les braves habitans de la Louisiane, il forma en peu de jours une armée respectable, et fit fortifier les rives du Mississippi. Malgré ces précautions, le général Packenham parvint à débarquer avec trois mille hommes, et dans les derniers jours de décembre, il fut d'abord repoussé dans deux combats, et perdit beaucoup de monde; mais ayant reçu des renforts qui portèrent son armée à quinze mille hommes, tous vieux soldats, il s'avança sur la Nouvelle-Orléans.

(8 Janvier 1815). Jackson, de son côté, avait été renforcé par les miliciens du Kentucky, et son armée comptait près de six mille hommes, placés derrière des retranchemens élevés à la hâte. Comptant sur l'infériorité numérique et sur l'inexpérience des Américains, le général anglais voulut enlever leurs positions par un assaut général; mais ces miliciens qu'il méprisait se battaient pour l'in-

dépendance de leur patrie, et égalèrent dans cette occasion les troupes les mieux disciplinées de l'Europe. Ils ne tirèrent qu'à bout portant lorsque l'ennemi était au bord des fossés; le général Packenham et deux autres généraux, en voulant rallier leurs soldats, furent tués, et le général Lambert, après avoir perdu deux mille hommes, se vit dans la nécessité d'opérer sa retraite. Les Américains n'eurent que sept hommes tués et six blessés. Peu de jours après cet assaut infructueux, l'armée anglaise se rembarqua et quitta ces parages; sa perte totale dans cette expédition monta à cinq mille hommes. Le ministère britannique comptant sur un succès complet, avait voulu exécuter le plan formé autrefois par les gouverneurs français du Canada, d'entourer les États-Unis par une ligne de fortifications allant du sud au nord, afin de les refouler sur les bords de l'Atlantique. Jackson, par son courage, par son activité et par ses talens militaires, contribua à faire échouer ce vaste plan; il mérita et obtint une grande popularité et le nom de *héros de la Nouvelle-Orléans*.

Tandis que le sang coulait encore en Amérique, la paix était déjà conclue en Europe. Le 24 décembre 1814, les plénipotentiaires des deux états, réunis à Gand, signèrent le traité par lequel les États-Unis conservèrent la limite du lac Hudson et du lac Supérieur. Des deux côtés on s'engageait à désarmer les Indiens et à réunir tous les efforts des deux nations contre l'infâme trafic des nègres. La paix fut proclamée en Amérique le 22 février 1815, et reçue avec une joie générale. Dans la guerre de

la révolution, la France avait efficacement secondé la république naissante; cette fois c'était avec ses propres forces qu'elle avait repoussé l'agression étrangère. La guerre avait montré aux Américains quels étaient les points sur lesquels leur fédération était vulnérable, et ils ont profité de l'expérience acquise. Malgré les vices qui existaient encore dans l'organisation des forces militaires, pendant la dernière lutte, ses résultats ont prouvé d'une manière incontestable qu'il est impossible désormais de soumettre les États-Unis à l'Europe, ou même d'arrêter efficacement leur marche progressive, qui doit en faire une nation immense et vraiment puissante. Cette conviction sera pour l'Amérique septentrionale le garant d'une longue paix.

CHAPITRE VI.

Présidence de Monroë; retour partiel au système fédéraliste; guerre contre Alger; acquisition des Florides; dénombrement de 1820; réélection de Monroë; reconnaissance des républiques de l'Amérique méridionale; revue statistique des États-Unis; voyage du général Lafayette; conclusion. (1816-1825.)

(1816) MALGRÉ l'issue heureuse de la guerre, entreprise et continuée par le parti démocratique, les événemens avaient justifié, sous plusieurs rapports, les craintes et les prédictions du parti fédéraliste, qui, vaincu depuis long-temps dans les élections, reprit de l'influence. Même pendant la présidence de Madison, plusieurs mesures furent prises, qui, de tout temps, avaient été conseillées par les fédéralistes. L'expérience avait appris que les banques des états ne jouissaient point d'un crédit suffisant, et la banque nationale fut rétablie. Les fonds affectés à la marine furent augmentés d'un million par an pour l'accroissement perpétuel des forces de mer. Le congrès vota encore des sommes considérables pour récompenser les marins et les soldats qui s'étaient distingués pendant la guerre, et pour l'entretien des familles de ceux qui étaient morts sur les champs de bataille. Des pensions

perpétuelles furent établies pour les invalides; en un mot, la représentation générale fit, au nom de la nation, ce que jusqu'alors on avait voulu attribuer exclusivement aux législatures des divers états.

Dans l'élection du président, on remarqua également le retour vers des idées d'union. Une grande majorité de suffrages se réunit en faveur de M. Monroë, ancien ambassadeur en France, et depuis secrétaire-d'état. Il appartenait par ses opinions au parti démocratique; mais la modération de son caractère et ses lumières le rapprochaient souvent du parti fédéraliste. Aussi s'attacha-t-il constamment à faire oublier ces deux dénominations de partis opposés, et à opérer une fusion complète parmi eux; et pendant quelques années on a pu se flatter que ce but avait été atteint.

Une grande prospérité commerciale ajoutait encore à la tranquillité publique. Depuis la paix avec l'Angleterre, les États-Unis n'eurent d'autres ennemis à combattre que la régence d'Alger; et ce repaire de brigands que l'Europe souffre dans son voisinage, auquel plusieurs puissances paient un tribut annuel, et que la Grande-Bretagne a souvent protégé, fut châtié sévèrement par les Américains. Le commodore Decatur, envoyé dans la Méditerranée avec une escadre, s'empara d'abord de deux frégates algériennes, et vint menacer ensuite la ville d'Alger même : le dey s'empressa alors de faire la paix en renonçant à tout tribut de la part des États-Unis et en s'engageant à ne plus inquiéter leur commerce. Peu de temps après (1819), des

traités de commerce furent conclus avec l'Angleterre, la Suède et les Pays-Bas, et deux ans après la paix, la navigation américaine rivalisa de nouveau avec celle de l'Angleterre, et d'après des documens officiels, le total de son tonnage enregistré en 1816, fut de 1,300,000 tonneaux. Les Indiens de l'Ouest et du Nord ne troublèrent plus la tranquillité des frontières de la république (1818); ils vendirent au congrès une grande quantité de terres et se retirèrent davantage vers le Nord, ou, vivant au milieu des établissemens américains, ils quittèrent en partie la vie de chasseurs et s'appliquèrent aux travaux de l'agriculture; mais ceux qui ont ainsi abandonné leurs habitudes, diminuent dans une progression rapide, et des tribus qui autrefois comptaient dix mille guerriers, se trouvent réduites à une centaine de familles qui s'éteignent tous les jours. Dans le Sud, les Creeks, sévèrement châtiés en 1814, observaient religieusement la paix faite avec le général Jackson, et la Géorgie seulement eut à souffrir des incursions des Seminoles, réunion d'Indiens de toutes les nations, auxquels s'étaient joints des esclaves fugitifs. Les Seminoles habitaient les bords de la rivière Saint-Marc, dans la Floride, et depuis long-temps on savait que les Espagnols et des agens anglais leur fournissaient des armes et les excitaient au massacre des Américains. Le général Jackson marcha contre eux avec les milices de la Géorgie et du Tennesee, et dans la poursuite il ne s'arrêta point aux frontières des États-Unis; il pé-

nétra dans les Florides, s'empara d'abord du fort Saint-Marc, et fit expirer à la potence deux agens anglais et quelques chefs des Seminoles; ayant acquis en même temps la conviction que le gouvernement espagnol de la province avait excité d'autres Indiens à commettre des déprédations dans le territoire d'Alabama, Jackson marcha sur Pensacola et s'en empara sans éprouver une vive résistance. Sa conduite en cette occasion, quoique justifiée en quelque sorte par la déloyauté du gouvernement espagnol, fut vivement blâmée par les hommes modérés qui considéraient que ce général n'avait point eu l'ordre d'entrer sur un territoire étranger et d'en occuper la capitale; mais la majorité des habitans des États-Unis et toutes les provinces du Sud et de l'Ouest regardèrent la conquête des Florides comme un nouveau service du général Jackson, et sa popularité n'en fit qu'accroître. Le gouvernement toutefois fit évacuer les Florides quelques mois plus tard; en même temps il exigea de l'Espagne la cession de ce territoire, cession qui eut lieu en 1819 par un traité qui fut exécuté en 1821, et qui en complétant le système défensif de la fédération au Sud, lui donna une grande étendue de côtes sur le golfe de Mexique, et fut sous tous les rapports d'un avantage immense pour la partie occidentale de la république.

L'administration de Monroë fut tellement populaire, qu'il fut réélu à l'unanimité en 1820. Dans cette année eut lieu le troisième dénombrement général de la population des États-Unis : elle se

montait déjà à 9,638,226 habitans, dont 1,538,118 esclaves (1).

L'augmentation la plus rapide a lieu dans les nouveaux états de l'Ouest : leur population accroît sans cesse par des émigrations des anciens états, et particulièrement de ceux de la Nouvelle-Angleterre ou du Nord-Est, situés sous un climat peu favo-

---

(1) Cette population est distribuée de la manière suivante dans vingt-quatre états et trois territoires :

Maine, 298,335 habitans ; New-Hamsphire, 244,161 ; Vermont, 235,764 ; Massachusset, 523,287 ; Rhode-Island, 83,059 ; Connecticut, 275,248 ; New-Yorck, 1,372,812 ; New-Jersey, 277,575 ; Pennsylvanie, 1,049,458 ; Delaware, 72,749 ; Maryland, 407,350 ; Virginie, 1,065,366 ; Caroline septentrionale, 638,829 ; Caroline méridionale, 502,741 ; Géorgie, 340,989 ; Alabama, 127,901 ; Mississippi, 75,448 ; Louisiane, 153,407 ; Tennesee, 422,813 ; Kentucky, 564,317 ; Ohio, 581,434 ; Indiana, 147,178 ; Illinois, 55,211 ; Missouri, 66,586 ; territoires : Michigan, 8,896 ; Arkansas, 14,273, district de Colombie, 33,039 (*).

Les esclaves ne se trouvent qu'au sud de la Delaware ; il n'y en a point dans les états de l'Est, et peu dans ceux du centre. La population blanche de la Nouvelle-Angleterre, de la Virginie et de la Caroline est d'origine anglaise et écossaise : les Allemands et les Irlandais sont nombreux dans les états du centre ; les Hollandais principalement dans le New-Yorck. La moitié des habitans de la Louisiane est française d'origine.

(*) La Floride a été constituée en territoire, mais il n'y a pas encore eu de dénombrement de ses habitans.

rable, et qui n'offrent point aux hommes entreprenans autant de chances d'une fortune rapide que les contrées inhabitées de l'Ouest. Les nouveaux états ne datent que de peu d'années, et déjà ils comptent un quart de la population totale des États-Unis, et leur territoire comprend les trois quarts du pays renfermé dans les limites de la république. Il est évident que leur influence accroîtra considérablement avec leurs habitans, et comme le caractère et les intérêts de ceux-ci ne sont point entièrement homogènes avec le caractère et les intérêts des états de l'Atlantique, il faudra dans le gouvernement un système de conduite bien conciliant, bien prudent, pour qu'un jour l'Amérique septentrionale ne compte pas deux républiques séparées. Au reste, s'il est une chose qui puisse réunir par le même lien des hommes épars sur une étendue si immense, c'est le lien du gouvernement véritablement représentatif, par lequel les intérêts des uns ne peuvent jamais être sacrifiés à ceux des autres. Un jour l'immense étendue de terrain renfermé dans les États-Unis, et qu'on évalue à plus de sept cent mille lieues carrées, aura acquis le complément de sa population; il est problable qu'alors l'Amérique septentrionale comptera deux ou plusieurs républiques; mais cet événement, si jamais il arrive, ne nécessitera ni guerre civile, ni déchiremens intérieurs; et on peut dire avec certitude que de la manière dont il se ferait, comme par ses résultats, il tromperait les espérances des ennemis du Nouveau-Monde; toutefois nous éloignons de nos vœux tout changement, parce que l'édifice ac-

tuel est si beau, qu'on doit redouter même la chance des améliorations.

Tandis qu'en Europe tous les peuples, même ceux dont la civilisation est la plus avancée, gémissent sous des dettes publiques, qu'en général les gouvernemens cherchent plutôt à accroître qu'à diminuer; tandis que les impôts y dévorent plus de la moitié du revenu national, et que des monopoles et des entraves de tout genre arrêtent l'industrie, nous voyons aux États-Unis les administrateurs choisis par un peuple libre, suivre une marche tout opposée. Là, du moins, la paix voit abolir les charges créées par la guerre. En 1816, la dette publique des États-Unis s'élevait à 124 millions de dollars; elle est réduite à moins de 80 millions; la caisse d'amortissement en rachète maintenant pour 10 millions par an, et il est certain qu'en dix ans toute la dette actuelle sera éteinte. Cette dette d'ailleurs est hypothéquée sur cinq cents millions d'acres de terres publiques (1), qu'on évalue trop bas en les estimant à six milliards de notre monnaie. Les impôts établis pendant la dernière guerre ont été réduits ou abolis, et les dépenses totales d'administration (c'est-à-dire du gouvernement central et des différens états) ne s'élèvent qu'au huitième du revenu total de la nation.

---

(1) L'acre est de trois arpens; le prix des terres publiques varie selon leur position, mais n'est jamais moindre d'un dollar par acre, il en est qui valent le double et le quadruple.

Ce revenu est estimé à près de 400 millions de dollars, et augmente dans une proportion rapide.

La prospérité financière des États-Unis a nécessairement été suivie de progrès dans tous les genres. Les arts mécaniques y ont été portés à un haut point de perfection; les machines à vapeur y ont été mises en pratique plus tôt qu'en Europe, et les bateaux mus par cette force nouvelle, ont remonté le Mississipi avant d'être connus sur la Tamise ou sur la Seine. Les sciences exactes, en général, sont cultivées avec succès en Amérique, et les noms de Franklin et de Fulton appartiennent déjà à l'univers entier. Les arts libéraux commencent également à se développer, et à l'ombre d'une liberté entière, ils doivent se trouver une nouvelle direction et atteindre une grande élévation. L'instruction élémentaire est plus répandue en Amérique qu'en plusieurs pays de l'Europe. Pour montrer combien on y lit, il suffit de dire qu'il y a plus de cent journaux quotidiens et politiques. On a calculé que la librairie ambulante, si bien proscrite en Europe, y emploie journellement quatre cents chariots; les ouvrages périodiques de l'Angleterre (1), destinés aux sciences et à la littérature, sont réimprimés aux États-Unis à quatre mille exemplaires. D'un autre côté, deux littérateurs américains (2) ont mérité que leurs ouvrages fussent traduits dans toutes les langues européennes.

---

(1) L'*Edinburgh Review*, et le *Quarterly Review*.

(2) Cooper et Washington Irving.

Au reste, les beaux-arts et la littérature composent le luxe de la société; le premier soin de la nation américaine a dû avoir pour objet de défricher de vastes forêts, de creuser des canaux, d'ouvrir des débouchés à son commerce, en un mot de créer et d'augmenter le capital national. Ce besoin satifait, les forces qui se trouveront sans emploi se porteront vers le domaine intellectuel, qui ne peut être stérile chez un peuple doué déjà d'une haute intelligence, jouissant d'une liberté illimitée, et dont l'imagination doit être très développée par l'aspect d'une nature immense et variée.

Pendant l'intervalle écoulé entre la conclusion de la paix de 1783 jusqu'à la guerre de 1812, les États-Unis étaient trop occupés de leurs affaires intérieures pour asseoir leur politique extérieure sur des principes fixes et dignes du caractère d'une république. Depuis la paix de 1815, de grands progrès ont été faits sous ce rapport. Dans les relations commerciales, la base de la réciprocité a été adoptée, et sert de règle aux traités de commerce conclus avec les puissances européennes. Quant aux intrigues diplomatiques, aux guerres, aux congrès de la Sainte-Alliance, l'Amérique y est restée étrangère; elle ne pouvait secourir les peuples qui, depuis cinq ans, ont fait des essais malheureux pour changer la forme de leur gouvernement; et, dans cette lutte, elle a dû se borner à professer ouvertement son opposition à la doctrine de l'intervention étrangère. Mais lorsque la Sainte-Alliance a voulu appliquer cette doctrine aux anciennes colonies de l'Amérique espagnole, la con-

duite des États-Unis a été aussi franche et aussi énergique que la situation le commandait : le gouvernement fédéral a aussitôt reconnu les républiques de Mexique, de Colombie, du Chili et de Buénos-Ayres, comme des états libres et indépendans; et plus tard, le président a annoncé au congrès que si des puissances européennes prétendaient envoyer leurs soldats au-delà de l'Atlantique, il serait de son devoir de proposer aux représentans de la nation de recourir à la force, afin de repousser de pareilles tentatives. Cette déclaration, d'accord avec la politique suivie par l'Angleterre vis-à-vis des colonies affranchies, a arrêté entièrement les démonstrations guerrières de la Sainte-Alliance contre la partie méridionale du Nouveau-Monde.

Dans une autre affaire encore, la politique des États-Unis s'est rencontrée avec celle de l'Angleterre; ces deux pays ont également proscrit la traite des noirs, trafic honteux qui ne peut être exercé que par des hommes qui ont abjuré toute idée d'humanité, et que la société doit par conséquent rejeter de son sein. Déjà depuis long-temps l'expérience avait appris aux Américains le danger d'augmenter la population noire, qui ne peut avoir que des intérêts hostiles contre la race qui la regarde comme inférieure à elle, et avec laquelle il est impossible de jamais la fondre. Aussi la constitution fédérale a défendu l'introduction des nègres aux États-Unis, et la punit des peines les plus sévères. Une mesure aussi sage que philanthropique a été prise pour que les nègres, ou les hommes de couleur affranchis, soient reçus comme citoyens par

la république d'Haïti; enfin un traité est sur le point d'être conclu avec l'Angleterre, afin d'empêcher plus efficacement encore la traite sur les côtes de l'Afrique, en l'assimilant à la piraterie. L'abolition graduelle de l'esclavage doit être la suite de ce système; lorsqu'elle aura eu lieu, la dernière tache qui dépare l'ensemble moral et politique des États-Unis, sera effacée.

Avant la révolution qui sépara les colonies anglaises dans l'Amérique septentrionale, de leur métropole, aucune expérience n'avait été faite de l'application du système républicain sur un vaste pays et sur une grande population. Les républiques de l'antiquité appartiennent à une autre civilisation; celles du moyen âge étaient fondées encore sur des priviléges : la Suisse, la Hollande, conservèrent des institutions aristocratiques; en Angleterre et en France, la république ne fut qu'un accident de la révolution. Enfin la fédération américaine est venue nous montrer le véritable gouvernement populaire et la véritable liberté; elle a trompé jusqu'à ce jour toutes les prédictions funestes, en prouvant sa capacité de résister à tout ennemi extérieur, et en montrant que chez elle les dissensions intérieures ne sont que le développement naturel de la participation de tous les citoyens aux affaires.

Les États-Unis ont montré, dans diverses circonstances, que le reproche d'ingratitude pour les services passés ne peut leur être appliqué. La vénération pour la mémoire de Washington et des autres fondateurs de la liberté américaine, ne s'est jamais démentie. Le compagnon d'armes de Wa-

shington, le généreux Français que les sentimens les plus nobles et les plus désintéressés avaient rangé dès sa jeunesse sous les drapeaux des États-Unis, a constamment éprouvé la reconnaissance de tous les Américains. Enfin, la nation en masse a sollicité La Fayette de traverser encore une fois l'Océan, et de venir jouir de l'aspect d'un bonheur qui est en partie son ouvrage; il n'a pu résister à des invitations pressantes autant qu'honorables; et après quarante ans d'absence, il a revu le pays pour lui si riche en souvenirs. Une population trois fois plus nombreuse que celle qu'il quitta en 1784, des villes embellies et agrandies, une prospérité universelle, lui ont montré des changemens matériels; mais l'accueil qu'il a reçu a été le même qu'on aurait pu lui faire lorsqu'il revint vainqueur de la campagne de Virginie et du siége de York-Town. Il serait impossible de décrire en peu de mots le spectacle touchant de trois générations qui se pressent autour de La Fayette, des vieillards qui lui rappellent leurs travaux communs, des hommes qui lui en montrent les résultats, et des enfans qui viennent demander sa bénédiction (1). Il suffit de dire que l'histoire nous offre peu d'exemples qu'un homme ait été l'objet d'un enthousiasme aussi vrai et d'honneurs aussi réels que La Fayette l'est de nos jours. Le gouvernement fédéral s'est rendu

---

(1) Le libraire Lhuillier publie la traduction des détails insérés dans les feuilles américaines sur le voyage du général Lafayette. Ce recueil est fait pour intéresser le public.

l'interprète du vœu universel, en recevant l'hôte de la nation dans une séance solennelle du congrès. Lorsque les États-Unis étaient sans crédit et prêts à succomber sous leurs ennemis, il leur sacrifia sa fortune ; maintenant la république prospère, et elle a payé à son bienfaiteur la dette de la reconnaissance et de l'honneur.

Le voyage du général La Fayette ne sera point inutile pour les Américains ; quarante ans se sont écoulés depuis leur affranchissement, et depuis cette époque les affaires publiques ont été dirigées par des hommes qui avaient contribué à la révolution, et qui connaissaient les principes fondamentaux de l'existence des États-Unis. Ces hommes maintenant vont faire place à une nouvelle génération aussi dévouée qu'eux à la liberté, mais peut-être moins prudente et d'une activité plus ardente. La Fayette pourra rattacher l'avenir au passé ; son expérience ne sera point inutile aux hommes qui vont entrer en scène. Puissent ses vœux pour le bonheur des États-Unis être exaucés ! Que la liberté y établisse à jamais son séjour ! Alors sera décidée la question de savoir si la découverte du Nouveau-Monde a été véritablement avantageuse à l'Europe.

FIN DE L'HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS.

NOTES.

Partage entre l'Espagne et le Portugal, nommé Ligne de Démarcation.

Alexandre, évêque, *serviteur des serviteurs de Dieu*, à notre très cher fils en Jésus-Christ, Ferdinand, roi, et à notre très cher fille en Jésus-Christ, Isabelle, reine de Castille, de Léon, d'Aragon, de Sicile et de Grenade; *salut et bénédiction apostolique.*

Entre toutes les œuvres agréables à la Majesté divine, celle que nous désirons le plus, est que la foi catholique et la religion chrétienne soient, principalement en notre temps, exaltées, et partout amplifiées et répandues, et que le salut des âmes soit prouvé d'un chacun, et que les nations barbares soient subjuguées et réduites à la foi : ce qui est cause que Nous, étant parvenus par la seule divine clémence, et non pour nos mérites, à cette sacrée chaire de saint Pierre, nous devons à bon droit, de notre bon gré et avec toute faveur, vous donner les moyens et les occasions pour exécuter et poursuivre de jour en jour, avec un ardent courage, à l'honneur de Dieu et de l'empire chrétien, une si louable et si sainte œuvre, que vous avez commencée par l'inspiration de Dieu immortel; considérant que comme vrais rois et princes catholiques, tels que nous vous avons toujours connus, et comme il est assez notoire à tout le monde par vos grandes entreprises, vous n'avez pas seulement le même désir que Nous, mais ce qui est davantage, que de tout votre pouvoir, soin et diligence, vous exécutez ce bon vouloir sans épargner aucuns travaux ni dépenses, sans vous soucier d'aucuns périls, même en répandant votre propre sang, et que vous avez voué dès long-temps à cela tout votre cœur et toutes vos forces, comme le démontre assez le recouvrement qu'avez fait naguère du royaume de Grenade *de la tyrannie des Sarrasins*, avec une si grande gloire de votre nom. Nous avons entendu comme ci-devant vous aviez proposé de faire cher-

cher quelques îles et terres-fermes lointaines et inconnues, et non encore découvertes, pour réduire leurs habitans à faire profession de la foi et reconnaître notre Rédempteur; mais que vous n'aviez pu conduire à fin cette sainte et louable délibération pour la guerre de Grenade, en laquelle vous étiez alors empêchés; et que depuis, ce royaume étant recouvert par la permission divine, vous aviez, non sans de grands périls et dépenses, envoyé sur cette grande mer où personne n'avait encore vogué, Christophe Colomb, homme digne, recommandable et propre à telle entreprise, pour diligemment chercher ces terres-fermes et îles lointaines et inconnues; lesquelles, après avoir cinglé au travers cet océan, il aurait trouvées par sa grande diligence, avec l'aide de Dieu, toutes peuplées et remplies d'hommes vivant paisiblement ensemble, se tenant nus et se nourrissant de chair, et qui, selon le rapport de vos ambassadeurs, croient qu'il y a un Dieu créateur au ciel, et lesquels semblent capables d'embrasser la foi catholique et d'être instruits aux bonnes mœurs; ce qui nous donne espérance que le nom de notre sauveur Jésus-Christ serait facilement répandu dans ces terres et ces îles, si leurs habitans étaient endoctrinés. De plus, Nous avons été informés qu'en la principale de ces îles, le dit Colomb a bâti un fort dans leqnel il a mis quelques chrétiens qui l'avaient suivi, tant pour le garder que pour s'enquérir des autres îles et terres-fermes qui lui étaient encore inconnues; qu'il a rapporté qu'aux îles qu'il a déjà découvertes, on trouvait de l'or, des épiceries et plusieurs autres choses précieuses : ce qu'étant par vous diligemment considéré, principalement ce qui regarde l'exaltation et ampliation de la foi, comme il appartient à des rois catholiques, vous avez proposé, suivant la bonne coutume de vos prédécesseurs, rois d'éternelle mémoire, de subjuguer avec l'aide de la divine clémence, toutes ces terres, îles susdites, et tous leurs habitans, et les amener à la foi chrétienne. Voyant votre délibération telle, Nous qui désirons affectueusement qu'une si sainte et si louable entreprise soit bien commencée et encore mieux achevée, vous exhortons par le

saint Baptême, par lequel vous êtes obligés aux *commandemens apostoliques*, et vous sommons par l'intérieur de la miséricorde de notre seigneur Jésus-Christ, que quand, avec un bon zèle de la sainte foi, vous commencerez cette expédition, vous induisiez les habitans de ces îles et terres-fermes à recevoir la religion chrétienne, sans que les périls et les travaux puissent jamais vous détourner, vous fiant assurément que Dieu tout-puissant conduira en toute prospérité vos entreprises. Et afin que par la largesse apostolique, vous entrepreniez plus courageusement la charge d'un si grand ouvrage, de notre propre mouvement, sans égard à aucune requête, qui par vous ou par autrui pourrait nous avoir été présentée, mais seulement mus par notre pure et franche libéralité et pour secrète cause, Nous vous donnons toutes les îles et terres-fermes qui ont déjà été trouvées et qui sont encore à trouver, lesquelles sont découvertes et à découvrir vers l'Occident et le Midi, tirant une ligne droite du pôle arctique au pôle antarctique, soit que ces îles et terres-fermes soient trouvées et à trouver, soit vers l'Inde, et vers quelque autre quartier.

Nous entendons, toutefois, que cette ligne soit distante de cent lieues vers l'Occident et le Midi des îles que vulgairement on appelle *Açores* et du *Cap-Vert*. Nous donc, par l'autorité de Dieu tout-puissant qui nous a été donnée en la personne de saint Pierre, et de laquelle nous jouissons en ce monde comme Vicaire de Jésus-Christ, vous donnons, avec leurs seigneuries, villes, châteaux, lieux, villages, droits, jurisdictions et toutes appartenances et dépendances, toutes les îles et terres-fermes trouvées et à trouver, découvertes et à découvrir, depuis la dite ligne vers l'Occident et le Midi, qui par autre roi ou prince chrétien, n'étaient point actuellement possédées jusqu'au jour de Noël dernier, auquel commence la présente année 1493, lorsque quelques-unes des îles susdites ont été touvées par vos lieutenans et capitaines. Lequel don Nous étendons en la personne de vos héritiers et successeurs rois de Castille et de Léon, les en faisant seigneurs avec pleine et libre puissance, autorité et

jurisdiction; sans déroger néanmoins au droit d'aucun prince chrétien, qui actuellement en aurait possédé quelques-unes, jusqu'au jour susdit de la nativité de notre Seigneur. Davantage, Nous vous mandons que, suivant la sainte obéissance que vous nous devez, et suivant la promesse que vous nous avez faite, laquelle nous ne doutons point que vous ne gardiez entièrement, pour la grande dévotion et royale majesté qui est en vous, vous envoyiez aux susdites îles et terres-fermes des gens de bien, craignant Dieu, doctes et experts, pour instruire les habitans susdits en la foi catholique, et pour les abreuver de bonnes mœurs, vous chargeant de vous y employer soigneusement. Et d'autre part, Nous défendons, sous peine d'excommunication, à toutes personnes de quelque dignité qu'elles soient, fût-ce impériale ou royale, de quelque état, ordre ou condition que ce puisse être, d'aller ou envoyer sans avoir permission de vous, de vos héritiers et successeurs susdits, à aucune de ces îles et terres-fermes qui sont déjà découvertes, et sont encore à découvrir vers l'Occident et le Midi, suivant la dite ligne que nous entendons passer du pôle arctique au pôle antarctique, cent lieues loin des îles Açores et du Cap-Vert, nonobstant toutes autres constitutions et ordonnances apostoliques à ce contraires, ayant bonne confiance que celui qui est distributeur des empires et seigneuries conduira vos actions, si vous poursuivez une si sainte et louable entreprise, et que vos peines et travaux auront bientôt une fin très heureuse qui apportera une grande gloire et une félicité nompareille à tout le peuple chrétien. Mais parce qu'il serait difficile que ces présentes fussent portées aux lieux où il serait besoin, Nous voulons que pareille foi soit ajoutée, comme à ces présentes, aux copies qui seront signées par main de notaire public, et scellés du sceau de quelque personne constituée en dignité ecclésiastique, ou de quelque cour de l'Église. Qu'aucun ne soit donc si téméraire que d'enfreindre ce qui est porté par notre Mandement, Exhortation, Requête, Donation, Concession, Assignation, Constitution, Décret, Défense et Volonté. Et si quelqu'un avait la hardiesse d'attenter au con-

traire, qu'il s'assure d'encourir l'indignation de Dieu tout-puissant et des apôtres saint Pierre et saint Paul.

Donné à Rome, à Saint-Pierre, l'an de l'Incarnation de Notre Seigneur 1493, le 4 des nones de mai, et la première année de notre pontificat.

Essai de colonisation des Huguenots en Amérique.

Les premiers colons qui tentèrent de s'établir dans l'Amérique septentrionale, se fixèrent dans la contrée appelée actuellement la Caroline méridionale. Le projet en fut conçu par le célèbre Coligni, dans l'intention de créer un asile pour ses co-religionnaires, dont l'existence en France était vivement menacée sous le règne des derniers Valois. Il s'adressa à Charles IX pour obtenir son consentement, que ce prince accorda volontiers; car, par l'exécution de ce projet, il se voyait débarrassé d'hommes qu'il craignait et qu'il détestait. Il paraît que plus tard Charles II, d'Angleterre, adopta en France des vues pareilles au sujet de l'émigration des puritains.

Charles IX fournit deux vaisseaux à Coligni, et, le 18 février 1562, Jean Ribaut, navigateur expérimenté, partit de France avec une troupe choisie de calvinistes zélés. Sa destination était l'embouchure de la rivière de Santee, découverte par l'espagnol Vasquez Allagon, et appelée par lui le Jordan; mais s'étant trop dirigé vers le sud, Ribaut débarqua d'abord près de la rivière Saint-Jean, nommée par lui la rivière des Dauphins, et par les Espagnols le Saint-Augustin. Après avoir fait quinze lieues vers le nord, il découvrit un autre fleuve qu'il appela la rivière de Mai, parce que c'était le premier jour de ce mois; il débarqua près de son embouchure, et il y éleva une colonne pour signifier qu'il prenait possession du pays au nom de son souverain. Il suivit encore la côte dans la direction du nord, et prenant des baies pour des fleuves, il leur donna le nom des grandes rivières de la

France; enfin, étant parvenu à ce qu'il croyait être le Jordan, et ayant été favorablement accueilli par les indigènes, il résolut d'y fixer sa petite colonie, et s'attacha à la mettre en état de pouvoir se défendre.

L'endroit où Ribaut se fixa est devenu l'objet de recherches et de discussions géographiques : d'après le témoignage des Indiens du sud, dont les traditions historiques sont extrêmement fidèles, ce fut près de la Coosawatchie, dans la Caroline méridionale. C'est là, disent-ils, qu'ils virent pour la première fois des blancs.

La première tentative des religionnaires pour se créer un asile en Amérique, donna lieu à des événemens dont la vérité est irrécusable, et qui pourtant sont tellement tragiques qu'on a peine à y croire. Ils font connaître l'esprit chevaleresque des réformateurs de cette époque, et de la haine cruelle, implacable avec laquelle le fanatisme religieux de leurs adversaires les poursuivit. Voici le sommaire de ces événemens:

Aussitôt que Ribaut eut pourvu à la sûreté de la colonie, il en laissa le commandement au capitaine Albert et s'embarqua pour la France, afin d'y rendre compte de ses opérations et d'obtenir un renfort de colons et l'expédition d'ustensiles nécessaires. Lorsqu'il arriva en France, la guerre civile avait recommencé, et l'attention de Coligni était nécessairement absorbée par des intérêts plus pressans que sa colonie; ce ne fut qu'en avril 1564 qu'il put s'en occuper sérieusement: après la réconciliation avec Charles IX, ce fut le premier objet dont il l'entretint, et le roi lui accorda avec empressement trois vaisseaux, et lui avança une somme considérable d'argent. Le commandement de la nouvelle expédition fut donné à René de Laudonnière, dont la réputation contribua beaucoup à rassembler un grand nombre d'émigrans, parmi lesquels plusieurs appartenaient aux familles les plus distinguées des protestans. L'expédition arriva sur la côte de la Floride en juin, et apprit bientôt que le fort Charles avait été abandonné, et que ses habitans s'étaient embarqués dans une barque construite pour cet objet.

Il est probable que Laudonnière se méfia du rapport que lui firent les indigènes, et que, pour cette raison, il résolut d'aller s'établir sur les bords de la rivière Mai, où les sauvages l'avaient reçu de la manière la plus empressée. En conséquence, il prit cette direction, approuvée par ses colons, par la raison qu'ils croyaient que ce fleuve communiquait avec le pays « où il y avait de l'or. » Un peu d'or et d'argent et quelques pierres précieuses avaient été vus chez les indigènes, et ils avaient indiqué le sud-ouest comme la région d'où leur venaient ces objets; il parut plus tard qu'ils les avaient trouvés sur des vaisseaux espagnols naufragés sur la côte de la Floride. Laudonnière s'établit donc sur la rive méridionale de la rivière de Mai, et y construisit un fort qu'il appela *Fort Caroline.*

En même temps, le sort du capitaine Albert et de ses compagnons fut connu; le petit nombre de ceux qui existaient encore fut rencontré sur mer et ramené en Europe. Albert, d'après leur rapport, se conduisit arbitrairement et fit même exécuter quelques-uns de ses administrés sans jugement légal. A la fin, un acte de tyrannie commis envers un soldat nommé Lachan, qui possédait à juste titre l'amitié de ses compagnons, détermina une sédition dans laquelle Albert perdit la vie. Un nommé Nicolas Barre fut nommé chef de la colonie, et comme on n'entendait point de nouvelles de Ribaut, la famine et la désorganisation vinrent bientôt menacer l'existence des colons, qui résolurent de construire une barque et de tenter le voyage vers l'Europe, sans carte ni compas et presque sans provisions. Les conséquences d'un pareil essai étaient faciles à prévoir. Après avoir souffert les dernières extrémités de la famine, la proposition fut faite de tirer au sort quels seraient ceux dont l'existence serait sacrifiée pour prolonger celle des autres. Souvent, sans des circonstances pareilles, des propositions de cette nature ont été adoptées: chacun espère alors que le sort lui sera favorable; mais ce qui est plus rare, c'est qu'un individu s'offre lui-même pour sauver ses compagnons d'infortune. Lachan montra ce dévouement héroïque, il tendit lui-même son cou et fut mangé.

Les souffrances de la soif se joignirent bientôt à celles de la faim, et le nombre de ces malheureux était déjà très réduit lorsqu'ils furent rencontrés par un vaisseau qui les ramena en Europe.

A la même époque, Philippe II, roi d'Espagne, apprit que les Huguenots avaient essayé de fonder une colonie dans la Floride. Les mémoires du temps assurent que Charles IX lui-même en fit la communication en déclarant qu'il ne s'intéressait aucunement au sort de ses sujets religionnaires. Le roi de la Saint-Barthélemi et celui de l'inquisition regardèrent également comme un objet d'horreur tout ce qui était fait par des hérétiques.

Les Espagnols résolurent de détruire la colonie naissante, et la suite prouva que c'était le zèle religieux et non des vues politiques qui dirigèrent leur conduite.

Laudonnière avait été infatigable dans ses efforts pour faire prospérer sa colonie : malheureusement on songeait trop à trouver des métaux précieux, au lieu de cultiver un sol fertile et neuf. Ses lieutenans Oligni et Erlac parcoururent les forêts dans toutes les directions, et, dans le courant de dix-huit mois, ils visitèrent l'intérieur de la Floride, de la Géorgie et de la Caroline ; même ils parvinrent jusqu'au lieu d'où sort le Saint-Laurent, et même au-delà des monts Appallachiens ; mais les vivres commencèrent à leur manquer, parce que les marchandises au moyen desquelles ils en achetaient aux Indiens étaient épuisées. Les vaisseaux avaient été successivement renvoyés en France pour obtenir des secours, mais il n'en arrivait pas. Les colons se mutinèrent alors et s'emparèrent à diverses reprises des petits vaisseaux qu'il avait fait construire, soit pour explorer les fleuves, ou pour chercher des vivres, ou même pour abandonner le pays en dernière extrémité. Les mutins s'embarquèrent et gagnèrent les îles américaines où ils se plaignirent vivement de leur commandant. Ainsi, les forces de Laudonnière se trouvèrent réduites à un petit nombre d'hommes avec lesquels il résolut de construire un brigantin afin de retourner en France. La conduite généreuse d'un capitaine de vaisseau anglais, passant

dans ces parages, lui fournit les moyens d'équiper son petit bâtiment. Mais au moment qu'il eut démantelé son fort et qu'il s'embarquait, Ribaut parut avec une flotille de neuf vaisseaux, dont quatre de guerre et trop forts pour passer la barre de la rivière. Les deux officiers convinrent de rétablir le fort et de fixer la colonie dans ce lieu même. Laudonnière se prépara en même temps à retourner en France.

Mais le 4 septembre 1565, à quatre heures de l'après midi, six vaisseaux espagnols entrèrent dans la rade et jetèrent l'ancre près des quatre grands vaisseaux français. C'était une flotte commandée par Don Pedro Menendez de Avilez, marin célébré par ses compatriotes comme un de leurs plus grands héros : l'objet de sa mission était l'extirpation des hérétiques qui avaient profané par leur séjour un pays cédé aux catholiques par la libéralité du successeur de S. Pierre.

Les rois d'Espagne et de France étaient à cette époque en paix parfaite, et le premier résolut de profiter de cette circonstance pour détruire les Français établis en Amérique. Menendez fut choisi pour chef de cette croisade, et comme il sacrifia une partie de sa fortune dans l'expédition, il fut investi de la dignité d'Adelantade et du gouvernement héréditaire de la Floride. Des clercs et des laïcs accoururent en foule sous ses drapeaux, et en peu de temps il réunit trois mille hommes qu'il embarqua sur vingt vaisseaux. Sa traversée fut malheureuse ; il fut assailli par des tempêtes, et, avant qu'il n'eût atteint Porto-Rico, sa force était réduite de deux tiers. On délibéra alors sérieusement si on devait persister dans l'expédition ; mais le fanatisme ou l'habileté du chef fit décider que les malheurs même qu'on avait éprouvés étaient une raison pour continuer le voyage. « Le Tout-Puissant, dit Menendez, a réduit ainsi nos forces afin que son bras seul termine l'œuvre dont nous serons les instrumens. »

Arrivé en vue des vaisseaux français, Menendez, selon le rapport des Français, chercha à les endormir dans une fausse sécurité, ce qui était d'autant plus facile que les deux nations étaient en paix. Pourtant les vaisseaux français prirent l'alarme à temps pour lui échapper en prenant le large. N'espé-

rant plus alors surprendre une garnison trop forte pour qu'il pût l'attaquer de vive-force, Menendez suivit la côte jusqu'à l'embouchure du fleuve Saint-Jean, et fit choix d'un emplacement où il fonda la forteresse de Saint-Augustin, qui devint par la suite le premier établissement permanent dans l'Amérique septentrionale : son intention était d'y attendre des renforts, en se tenant provisoirement sur la défensive. Ribaut, de son côté, résolut de le poursuivre, et, contre l'avis de ses officiers, il entassa tout son monde sur ses vaisseaux, laissant au fort Sainte-Caroline ses provisions, les femmes, les enfans et les malades sous la garde d'environ quatre-vingts hommes, dont vingt seulement étaient en état de faire un service effectif. Ayant rallié les quatre gros vaisseaux, il mit à la voile et trouva la flotille de Menendez dans une position qui rendait sa destruction inévitable. Deux heures de vent propice auraient mis les Espagnols à la merci de leurs ennemis, lorsqu'une de ces tempêtes soudaines, si fréquentes dans ces latitudes, rejeta la flotte française dans le golfe de Floride. Cet événement donna un nouvel aspect aux affaires de Menendez. Sachant qu'il faudrait plusieurs jours à Ribaut avant de pouvoir atteindre le fort Sainte-Caroline, il résolut de s'y rendre à travers la forêt et de l'attaquer dans un moment où on ne pourrait être préparé à se défendre.

En conséquence, cinq cents hommes d'élite, portant chacun pour huit jours de provisions, se mirent en marche vers le poste français et s'étaient approchés à la faveur des bois jusque dans le voisinage de Sainte-Caroline, avant que Laudonnière eût appris que les Espagnols eussent quitté Saint-Augustin.

La superstition qui voilait l'esprit de ces aventuriers était sombre et cruelle. Dès le commencement de l'expédition, le massacre des hérétiques avait été solennellement résolu, et prêt à l'accomplir, Menendez prépara ses compagnons au sacrifice par des prières et des cérémonies religieuses. Il surprit la garnison desarmée et massacra tout ce qui tomba sous sa main ; les femmes et les enfans au-dessous de quinze ans furent seuls épargnés ; quelques prisonniers furent faits; mais

après la victoire, les morts, les blessés et les prisonniers furent tous attachés à un arbre où leurs cadavres furent laissés comme proie pour les oiseaux. Menendez voulut transmettre cette action à la postérité. Une pierre fut érigée au pied de l'arbre et ces mots y furent gravés : « J'ai fait ceci non à des Français, mais à des luthériens. » Laudonnière et vingt de ses hommes se sauvèrent sur de petits bâtimens restés dans le port; d'autres se cachèrent dans les forêts et furent pourchassés comme des bêtes féroces. On ne sait ce que devinrent les femmes et les enfans; mais à moins qu'ils ne se soient sauvés par une feinte conversion, ils n'avaient rien à espérer de la clémence du vainqueur.

Menendez, craignant que Ribaut ne se dirigeât vers Saint-Augustin, dans son absence, s'empressa, après avoir terminé le massacre de Sainte-Caroline, de retourner vers sa colonie avec une partie de ses soldats. Selon le langage de son historien, « tous les colons se précipitèrent au-devant du vainqueur des hérétiques, le clergé porta la croix et chanta le *Te Deum* et reconduisit le héros en triomphe. » Une pareille réception et l'approbation de l'Église durent exciter dans l'âme de Menendez le désir de cueillir de nouveaux lauriers, et le sort favorisa tous ses vœux.

Les vaisseaux de Ribaut, après avoir lutté pendant quelques jours dans le canal, furent tous brisés sur la côte, au sud de St.-Augustin, près du cap Canaveral. Quelques armes et un peu de provisions furent sauvées, et il fut résolu de suivre la côte vers le nord et de chercher le fort Sainte-Caroline, et, en cas qu'on ne pût y parvenir, de se rendre aux Espagnols. Dans cette intention, les Français se partagèrent en deux troupes, dont l'une précéda l'autre d'un jour ou deux de marche. La première arrivée sur la rive d'un petit fleuve, à quatre lieues au sud de St.-Augustin, se trouva arrêtée par cet obstacle, et avant qu'on eût pu préparer des moyens de traverser l'eau, Menendez eut connaissance de leur situation. Accompagné de quarante soldats et d'une barque, il s'avança pour faire une reconnaissance, et apprit bientôt, à sa grande joie, la destruction de la flotte de Ribaut.

Deux relations existent de ce qui se passa depuis. Les Espagnols rapportent que deux cents hommes composant le premier détachement français, se rendirent à discrétion, et que les prisonniers furent transportés de l'autre côté de la rivière, attachés dix par dix; qu'ensuite à un endroit marqué par le commandant avec sa canne, ils furent mis à mort, et leurs cadavres abandonnés sur le sable sans sépulture.

Quelques jours plus tard apparut le second détachement commandé par Ribaut, et Menendez l'attendit sur les bords de la même rivière, mais accompagné d'une force plus considérable que la première fois. Une négociation eut lieu, et les Français offrirent une rançon considérable; mais Menendez leur déclara qu'ils eussent à se livrer à discrétion. En attendant, il fit offrir des rafraîchissemens aux envoyés de Ribaut, et il reçut même avec distinction Ribaut et cinq ou six de ses officiers qui vinrent pour négocier. On lui montra l'endroit où étaient couchés les cadavres des deux cents Français, et on lui apprit le sort du fort Sainte-Caroline; en même temps on continua de lui refuser toute capitulation.

Ce fut en vain que ces malheureux représentèrent que les deux monarques étaient non-seulement en paix, mais même liés par une étroite alliance. La réponse fut: « Il est vrai que les Français *catholiques* sont nos amis et nos alliés; mais il n'en est point ainsi des hérétiques: ceux-là je les combats à outrance, et je les extermine partout où je les rencontre: en cela, je sers les deux monarques. Je suis venu dans les Florides pour y établir la religion catholique romaine. Si vous consentez à me livrer vos armes et à vous abandonner à ma discrétion, je ferai de vous comme Dieu m'inspirera. Sinon, faites comme il vous plaira; mais n'espérez de moi ni amitié ni paix. J'ai reçu de mon roi l'ordre de conquérir et de peupler la Floride, et d'y établir la véritable Église. »

Ribaut eut la permission de retourner vers ses compagnons, et la triste alternative leur fut proposée. Lui-même et cent cinquante autres résolurent de se rendre, dans l'espoir que Menendez accepterait une rançon: le reste, au nombre de

deux cent cinquante, se déterminèrent à braver plutôt la famine et tout autre danger.

Ribaut fut attaché avec neuf de ses compagnons, et tous éprouvèrent le sort du premier détachement. On porte le nombre total de ceux qui périrent à huit cents. Les Français n'avaient point intérêt à diminuer le nombre des victimes, et les Espagnols se glorifiaient d'avoir détruit tant d'hérétiques. Il est donc possible que cette évaluation soit exagérée.

Les deux cents hommes qui avaient conservé leurs armes éprouvèrent un sort moins affreux. Ils retournèrent vers les débris de leurs vaisseaux, et y recueillirent quelques instrumens et quelques provisions. Ensuite ils élevèrent un fortin pour se mettre en défense, et construisirent un petit bâtiment pour les transporter sur un rivage plus hospitalier; mais leur ennemi n'était pas encore rassasié de sang. Il ne tarda point à les poursuivre avec une force supérieure et avec quelques bâtimens armés. Déjà leur vaisseau était fort avancé, mais leurs retranchemens ne pouvaient point les défendre contre un ennemi ayant des armes à feu; ils furent donc obligés de les abandonner; et s'étant retirés sur une hauteur, ils résolurent de vendre chèrement leur vie s'ils ne pouvaient repousser les Espagnols. Une négociation eut lieu, et se termina par une capitulation qui assura aux huguenots la sûreté et un traitement honorable. Toutefois le commandant français et une vingtaine d'hommes préférèrent périr dans les déserts, plutôt que de se mettre au pouvoir de leur sanguinaire ennemi; ils se sauvèrent pendant la nuit, et on n'entendit plus de leurs nouvelles. Les autres revinrent en France. Triste reste de la brillante expédition de Ribaut! Il est digne de remarque que sur le nombre des victimes sacrifiées par Menendez, neuf individus seulement consentirent à se sauver en se disant catholiques.

Telle est la relation faite par les Espagnols, et même par le beau-frère de Menendez. Mais les écrivains français de l'époque accusent les Espagnols d'avoir traîtreusement offert à Ribaut et à ses compagnons la vie et la sûreté, et d'avoir

violé cette promesse aussitôt que les Français eussent déposé leurs armes. Ils assurent en outre que Ribaut fut écorché vivant, et que sa peau fut envoyée en Europe, digne cadeau pour les barbares qui, alors, gouvernaient le monde, et que les cruautés les plus horribles furent commises sur les malheureux prisonniers. Il est certain que lorsque la nouvelle de ce qui s'était passé aux Florides parvint en France, elle excita partout, excepté à la cour, la plus vive indignation. Ce sentiment fut même commun aux catholiques, et ce fut un homme de cette religion qui entreprit de venger le massacre de ses concitoyens.

Le chevalier Dominique de Gourgues, dont la carrière pourrait fournir matière à un poëme épique, était un gentilhomme de la Gascogne, d'une famille catholique, né à Mont-Mársan, comté de Cominges. Sa jeunesse avait été consacrée aux armes, et il avait acquis une grande réputation de bravoure et d'habileté. Soldat de fortune, il suivit la coutume de l'époque, et passa au service de divers pays. En Italie, il servit contre les Espagnols, et en reçut une injure qui lui fit concevoir une haine profonde contre ce peuple. Pour avoir défendu un poste avec une bravoure qui aurait dû lui concilier l'estime d'un ennemi généreux, il fut enchaîné sur une galère espagnole. Heureusement cette galère fut prise par les Algériens, et reprise par les chevaliers de Malte avant d'entrer au port. De Gourgues fut honorablement traité par des hommes qui apprirent à l'apprécier. Il embrassa alors la carrière maritime; et sa longue absence dans des mers étrangères, et l'acquisition d'une fortune considérable, laissent peu de doute qu'il ne se soit occupé, pendant cet intervalle, à faire la guerre aux Espagnols dans les mers américaines.

Il s'était retiré du service lorsque la nouvelle du massacre des Français dans la Floride vint ranimer son ressentiment mal éteint contre les Espagnols. De Gourgues vendit immédiatement toutes ses propriétés; il emprunta même de l'argent et arma deux galères et un petit bâtiment, sous le prétexte de s'en servir pour le commerce africain. Sa commission l'autorisait à enlever des nègres sur les côtes d'Afrique. C'était

ainsi qu'à cette époque on comprenait les lois de l'humanité.

De Gourgues ne communiqua ses projets à personne; mais il eut la précaution d'emmener un des soldats de Laudonnière qui avait résidé assez long-temps en Floride pour acquérir quelque connaissance du pays et de la langue des indigènes. Il prit encore à son service cent cinquante hommes choisis, la plupart appartenant à la classe d'hommes qu'on appelait des *gentilshommes aventuriers*. Après avoir fourni les vaisseaux de tout ce qui était nécessaire pour une croisière d'un an, il partit de Bordeaux le 2 août 1567.

Sa traversée ne fut pas heureuse ; et pour mieux cacher sa véritable destination, il fut obligé de prendre un grand détour, de sorte qu'il approcha de la Floride en doublant la pointe occidentale de l'île de Cuba.

Ce ne fut qu'alors qu'il communiqua à son équipage le véritable objet de ce long et périlleux voyage. Dans un discours entraînant, il montra la honte que la France avait soufferte en laissant si long-temps sans vengeance une injure atroce, et il peignit si vivement les horreurs commises par les Espagnols, que tous ses compagnons se déclarèrent prêts à le suivre. Le voyage fut bientôt achevé. Les Espagnols s'attendaient si peu à une attaque, que de Gourgues, en passant près du fort Saint-Mathieu, nom que Menendez avait donné au fort Ste.-Caroline, reçut un salut. Il remonta ensuite l'Altamaha sans grande difficulté. Là, il rencontra un grand nombre d'Indiens qui reconnurent le soldat de Laudonnière, et qui comprirent dès-lors que les Français ne venaient point avec des intentions pacifiques. Exaspérés eux-mêmes par les vexations qu'ils avaient éprouvées de la part des Espagnols, les Indiens conclurent avec les nouveaux venus une ligue pour attaquer le fort dont les approches furent immédiatement reconnues. Les fortifications avaient été agrandies ; des ouvrages étaient élevés sur les deux bords du fleuve, et la garnison comptait quatre cents hommes bien armés. Malgré cette force considérable de l'ennemi, l'attaque fut résolue, et un rendez-vous fut pris à quatre lieues au nord de l'embouchure du fleuve. L'affaire fut conduite avec le plus profond secret, et les Eu-

ropéens attribuent aux Indiens une bravoure dans l'assaut dont depuis ils ne donnèrent que peu de preuves.

Les deux ouvrages sur la rivière furent enlevés de vive-force, et ceux qui les défendaient passèrent au fil de l'épée. Le fort Sainte-Caroline fut entouré ensuite, et de Gourgues reconnut qu'il fallait le prendre par escalade. Il prépara aussitôt ses échelles, lorsque la garnison précipita sa perte, d'abord par une sortie imprudente, et ensuite par une tentative désespérée de gagner la forêt. Là, de Gourgues avait préparé aux Espagnols la destruction la plus certaine. Les bois étaient remplis d'Indiens exaspérés. Aucun Espagnol n'échappa pour rendre compte de sa défaite. Les prisonniers furent pendus au même arbre qui avait porté les malheureux Français, et de Gourgues remplaça l'inscription de Menendez par celle-ci: « J'ai fait ceci non comme à des Espagnols ni comme à des infidèles, mais à des traîtres, des brigands et des assassins »

De Gourgues démolit ensuite les forts et retourna en France, non pour y jouir de l'admiration due à son héroïsme, mais pour être persécuté par les Espagnols et par son propre gouvernement. Il vécut dans l'obscurité et dans la dépendance, car son entreprise l'avait endetté et ruiné. Et lorsqu'enfin il allait accepter un service honorable que lui offrait le roi de Portugal, en guerre avec l'Espagne, il mourut au moment de prendre un commandement en rapport avec ses talens et avec sa haine contre ses ennemis.

Ainsi finirent les tentatives des Français sur la Floride, dont les Anglais et les Espagnols se sont, depuis, disputé la possession. Cette province fait partie maintenant de la république des États-Unis, et deviendra un jour un membre florissant de la fédération américaine.

(*Life of major-general Greene*, vol. II, Appendix A.)

FIN DES NOTES.

TABLE DES MATIÈRES.

PREMIÈRE PARTIE.

Histoire des Colonies anglaises dans l'Amérique septentrionale, depuis leur fondation jusqu'à l'origine des troubles de 1764.

SECONDE PARTIE.

Histoire de l'Amérique septentrionale, depuis le commencement de la lutte des colonies contre la métropole jusqu'à la fin de la guerre d'indépendance. 1764—1786.

TROISIÈME PARTIE.

Histoire des États-Unis, depuis la paix de 1783 jusqu'à nos jours.

* *

NOTES.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.


LIBRARY OF CONGRESS
0 011 446 678 5